



HAL
open science

La Turquie face à l'Europe et au Moyen-Orient. Les mutations de l'islamisme turc depuis 2002 : émergence, conséquences et perspectives

Antoine Zakka

► To cite this version:

Antoine Zakka. La Turquie face à l'Europe et au Moyen-Orient. Les mutations de l'islamisme turc depuis 2002 : émergence, conséquences et perspectives. Science politique. Université Sorbonne Paris Cité, 2016. Français. NNT : 2016USPCF003 . tel-01368964

HAL Id: tel-01368964

<https://theses.hal.science/tel-01368964>

Submitted on 20 Sep 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Institut National des Langues et Civilisations Orientales

École doctorale N°265

Langues, littératures et sociétés du monde

CERMOM

THÈSE

présentée par

Antoine ZAKKA

soutenue le 24 Mai 2016

pour obtenir le grade de **Docteur de l'INALCO**

Discipline : Sciences politiques et relations internationales

La Turquie face à l'Europe et au Moyen-Orient. Les mutations de l'islamisme turc depuis 2002 : émergence, conséquences et perspectives.

Thèse dirigée par :

Monsieur Michel BOZDÉMIR

Professeur des Universités, INALCO

RAPPORTEURS :

Monsieur Stéphane de TAPIA

Monsieur Stéphane VALTER

Professeur des Universités, Université de Strasbourg

Maître de Conférences-HDR, Université du Havre

MEMBRES DU JURY :

Monsieur Sobhi BOUSTANI

Monsieur Michel BOZDÉMIR

Monsieur Georges PRÉVÉLAKIS

Monsieur Stéphane de TAPIA

Monsieur Stéphane VALTER

Professeur des Universités, INALCO

Professeur des Universités, INALCO

Professeur des Universités, Université Paris 1

Professeur des Universités, Université de Strasbourg

Maître de Conférences-HDR, Université du Havre

Remerciements

Je tiens à remercier chaleureusement mon directeur de recherche, Monsieur le Professeur Michel BOZDÉMIR, qui m'a accordé sa confiance puis m'a guidé, conseillé, éclairé tout en me laissant une grande liberté d'action et d'expression tout au long de cette thèse. Sa notoriété et son enthousiasme m'ont permis de bénéficier de conditions de travail privilégiées en France, en Turquie et au Liban.

Mes remerciements sont destinés également à l'INALCO et au laboratoire de recherche du CERMOM, ainsi qu'à l'ensemble des personnes qui ont accepté de me consacrer du temps, de m'accueillir et d'enrichir mes travaux.

J'exprime toute ma gratitude aux membres du jury qui contribuent par leurs remarques et suggestions à améliorer la qualité de ce travail.

J'adresse, enfin, ma profonde reconnaissance à ma famille et à mes amis pour leurs encouragements et leur assistance aussi bien matérielle que morale durant ces années fructueuses.

Explications sur la phonétique turque

La langue turque fait partie de la famille ouralo-altaïque. Son alphabet est composé de 29 lettres. Trois lettres de l'alphabet latin ne se trouvent pas dans l'alphabet turc : Q, W et X.

Six lettres de l'alphabet turc ne sont pas incluses dans l'alphabet latin :

Ç (ç) qui se prononce **tch** comme dans «Tchèque »

Ş (ş) qui se prononce **ch** comme dans « chaise »

Ğ (ğ) qui ne se prononce pas et qui allonge la voyelle précédente

I (ı), i sans point, qui se prononce **eu** comme dans « feu »

Ö (ö) qui se prononce **eu** comme dans «fleur »

Ü (ü) qui se prononce **u** comme dans « mur »

Il faut également noter que trois lettres présentes à la fois dans l'alphabet turc et la langue française ne se prononcent pas de la même manière:

U (u) qui se prononce **ou** comme dans « ours »

E (e) qui se prononce **é** comme dans « école »

C (c) qui se prononce **dj** comme dans « adjectif »

Liste des Sigles et Acronymes

BETAM : *Bahçeşehir Üniversitesi Ekonomik ve Toplumsal Araştırmalar Merkezi* - Centre de l'Université de Bahçeşehir pour la Recherche économique et sociale

BiLGESAM : *Bilge Adamlar Stratejik Araştırmalar Merkezi* - Centre des Sages des études stratégiques

HSYK : *Hâkimler ve Savcılar Yüksek Kurulu* - Conseil Supérieur des Juges et des Procureurs

KDK : *Kamu Diplomasisi Koordinatörlüğü* - Bureau de Coordination de la Diplomatie Publique

MGK : *Milli Güvenlik Kurulu* - Conseil national de sécurité

MÜSİAD : *Müstakil Sanayici ve İş adamları Derneği* - Association des hommes d'affaires et des industriels indépendants

OCI : Organisation de la Conférence Islamique

PKK : *Partiya Karkeren Kurdistan* - Parti des Travailleurs du Kurdistan

SETA : *Siyaset, Ekonomi ve Toplum Araştırmaları Vakfı* – Fondation pour les recherches politique, économique et sociale.

RTÜK : *Radyo ve Televizyon Üst Kurulu* - Conseil suprême de la radio et de la télévision

TBMM : *Türkiye Büyük Millet Meclisi* - Grande Assemblée nationale de Turquie

TESEV : *Türkiye Ekonomik ve Sosyal Etüdler Vakfı* - Fondation turque des Études économiques et sociales

TİKA : *Türk İşbirliği ve Koordinasyon Ajansı* - Agence turque de Coopération et de Développement

TUSKON : *Türkiye İş Adamları ve Sanayiciler Konfederasyonu* - Confédération des hommes d'affaires et des industriels de Turquie

TÜSİAD : *Türk Sanayicileri ve İşadamları Derneği* - Association des Hommes d'Affaires et Industriels Turcs

UE : Union européenne

YÖK : *Yükseköğretim Kurulu* - Conseil de l'enseignement supérieur

YSK : *Yüksek Seçim Kurulu* – Conseil supérieur des élections

Table des matières

Remerciements	2
Explications sur la phonétique turque	3
Liste des Sigles et Acronymes	4
Introduction	9
Première Partie : Le début d'une nouvelle ère pour la Turquie et sa politique étrangère (2002-2006)	23
1. L'arrivée au pouvoir de l'AKP et son « emprise » sur la société	24
1.1 De sa fondation à sa victoire historique en 2002	26
1.1.1 La création du parti	26
1.1.2 Une première campagne électorale réussie	30
1.1.3 La victoire d'une nouvelle entité politique	33
1.2 Les principaux marqueurs de son ascension	36
1.2.1 Une lassitude des partis traditionnels au système politique turc	36
1.2.2 Des politiques économiques et sociales au plus près des besoins de la population	39
1.2.3 Le charisme de Recep Tayyip Erdoğan	42
1.3 L'enracinement du nouveau parti conservateur dans la société	45
1.3.1 Une société « historiquement » traditionaliste	45
1.3.2 La naissance d'une classe moyenne novatrice	49
1.3.3 L'élargissement de l'électorat comme une force d'opposition au courant kémaliste	52
2. Le renouveau du courant conservateur en Turquie	54
2.1 L'islam politique entre traditions et transformations	54
2.1.1 Les différenciations majeures entre l'islamisme classique turc et l'AKP	56
2.1.2 La mise en avant de lignes de continuité	59
2.1.3 Les forces minoritaires de l'islamisme turc face à cette nouvelle vision	62
2.1.4 Les diverses identités du Parti de la Justice et du Développement	65
2.2 L'alliance de l'AKP et du mouvement de Fethullah Gülen	68
2.2.1 Les fondements de la confrérie güleniste	68
2.2.2 Les circonstances ayant conduit à l'alliance AKP-Gülen	72
2.2.3 L'intérêt réciproque d'un rapprochement des deux courants	75

2.3 Le retour d'un conservatisme religieux lié à un nouveau contexte régional	77
2.3.1 La résurgence de l'islamisme au Moyen-Orient	77
2.3.2 L'importance de la Turquie dans ce processus	81
2.3.3 Une politique intérieure allant de pair avec les relations internationales	84
3. La politique étrangère turque marquée par une orientation islamique	87
3.1 Le renforcement de la politique pro-active à travers la doctrine Davutoğlu	89
3.1.1 La poursuite de l'élargissement diplomatique lancé par İsmail Cem	89
3.1.2 La doctrine Davutoğlu : vers une nouvelle vision des relations extérieures	91
3.1.3 Une politique étrangère de plus en plus conforme à l'approche de l'AKP	94
3.2 La désillusion européenne : Des réformes aux lentes négociations d'adhésion	97
3.2.1 La nécessité pour le courant conservateur d'un rapprochement avec l'Europe	97
3.2.2 La mise en place de réformes encourageantes	101
3.2.3 La déception devant le prolongement des négociations	104
3.3 Un regain d'intérêt vis-à-vis du Moyen-Orient	107
3.3.1 Le poids de l'histoire et le partage d'une civilisation islamique	107
3.3.2 La prise en compte de l'atout stratégique du monde arabo-musulman	111
3.3.3 Une complémentarité ou incompatibilité entre la politique moyen-orientale et le projet européen ?	114
Deuxième Partie : Une période d'affirmation pour l'islamisme turc (2007-2010)	117
1. La consolidation de l'AKP dans le système politique turc	118
1.1 D'un statut d'opposition idéologique à celui de pouvoir durable	120
1.1.1 Les succès électoraux de 2007	120
1.1.2 L'accroissement de l'influence des conservateurs	125
1.1.3 Le retrait continu des centres de pouvoir kémalistes	128
1.2 L'accentuation des valeurs de l'islam dans la vie politique	131
1.2.1 La légitimation des forces islamiques	131
1.2.2 L'importance de la stabilisation de l'alliance AKP/Gülen	135
1.2.3 La mise en avant marquée des revendications islamiques	138
1.2.4 Le renforcement progressif d'une symbolique conservatrice	141
1.3 La profonde division de la société turque	143
1.3.1 L'opposition accrue entre « conservateurs » et « kémalistes »	143
1.3.2 Le risque d'une fracture sociétale	147
1.3.3 Deux visions différentes de la laïcité turque	150

2. Les implications des évolutions intérieures favorables aux forces islamiques sur la politique étrangère turque	153
2.1 L'affaiblissement du rôle de l'armée dans la vie politique	153
2.1.1 La restriction des prérogatives de l'institution militaire	155
2.1.2 L'élection d'un président issu de l'AKP : les effets sur les rapports militaro-civils	159
2.1.3 Les conséquences de la crise de 2007-2008 sur l'équilibre des pouvoirs	162
2.2 Le renforcement du lien entre les questions domestiques et internationales	165
2.2.1 Les aspects internes de l'essor du rôle turc dans le système mondial	165
2.2.2 Le rattachement des sujets de politique intérieure à la situation au Moyen-Orient	169
2.2.3 L'impact de l'opinion publique sur la politique étrangère turque	172
2.3 La variation des pressions internes et l'évolution des relations extérieures	175
2.3.1 La moindre influence de l'establishment kémaliste sur les décisions internationales	175
2.3.2 La politique étrangère reliée à la montée en puissance d'une nouvelle élite	179
2.3.3 Une plus grande indépendance dans les choix extérieurs	183
3. Une nouvelle politique étrangère conforme à la vision conservatrice	186
3.1 Les changements d'organisation de la politique étrangère	186
3.1.1 La prise en compte de nouveaux acteurs dans le processus décisionnel diplomatique	188
3.1.2 Des stratégies novatrices en phase avec l'idéologie de l'AKP	191
3.1.3 Les limites de la politique étrangère turque	195
3.2 Des discussions sans fin avec l'Union Européenne ?	198
3.2.1 Le blocage des négociations: signe de la fin de la priorité européenne	198
3.2.2 Les doutes de la Turquie sur la « bonne foi » de l'Europe	202
3.2.3 L'islam est-il un obstacle à une future adhésion turque?	205
3.3 L'accroissement de l'influence turque sur la scène moyen-orientale	209
3.3.1 La pertinence de la Turquie comme médiateur régional	209
3.3.2 Le « modèle turc » en débat	213
3.3.3 Les réelles potentialités pour la puissance turque au Moyen-Orient	216
Troisième Partie : L'islam politique en action (2011-2015)	219
1. Vers un retour des fondamentaux de l'islamisme turc ?	220
1.1 Les indications d'une recrudescence idéologique classique	222
1.1.1 Le renforcement des ressemblances entre l'AKP et le courant islamique traditionnel	222
1.1.2 La volonté d'inscrire la politique turque dans la glorification du passé ottoman	226
1.1.3 L'accentuation de la confrontation sur des sujets sociétaux	229
1.2 L'accroissement de la polarisation de la société	232
1.2.1 Un autoritarisme plus marqué suite à la victoire de 2011	232
1.2.2 Une polarisation de plus en plus déstabilisatrice	236
1.2.3 Le choc sociétal de Gezi Park : reflet d'une République de Turquie divisée	239

1.3 La rupture de l’alliance AKP-Gülen	242
1.3.1 Les principales raisons de cette dissension	242
1.3.2 Les conséquences de la fracture au sein de l’islam turc	246
1.3.3 Les perspectives relationnelles de ces deux mouvements	249
2. L’évolution de la politique étrangère turque	252
2.1 L’incertitude dans les relations turco-européennes	252
2.1.1 L’installation d’une méfiance mutuelle durable	254
2.1.2 La persistance du blocage à l’adhésion européenne	257
2.1.3 Les désaccords en termes de vision de politique extérieure	261
2.2 L’islamisme turc et le Printemps arabe	264
2.2.1 Les défis inattendus suite aux révolutions arabes	264
2.2.2 Le positionnement « sectaire » dans le clivage sunnisme/chiisme	269
2.2.3 Les handicaps pour la Turquie de prétendre au leadership régional	272
2.3 Un bilan mitigé de la politique étrangère turque	276
2.3.1 La réussite des islamo-conservateurs à ancrer l’État turc sur la scène mondiale	276
2.3.2 Les échecs de la politique de «zéro problème avec les voisins »	280
2.3.3 La difficile conciliation des relations européennes et moyen-orientales	283
3. Les perspectives actuelles de développement	286
3.1 L’islam politique turc face aux défis	286
3.1.1 La désunion des forces islamiques turques	288
3.1.2 Les possibles évolutions de l’islam politique en Turquie	291
3.1.3 Les challenges pour l’AKP de maintenir sa popularité	294
3.2 L’édification d’une politique extérieure entre opportunités et difficultés	297
3.2.1 Le rôle essentiel de la Turquie entre l’Europe et le Moyen-Orient	297
3.2.2 La complexité des situations régionales à prendre en considération	301
3.2.3 La constante adaptation nécessaire des relations extérieures turques	304
3.3 Quel avenir pour l’islamisme turc au regard de l’influence des facteurs nationaux, régionaux et internationaux ?	307
3.3.1 L’importance du développement du rôle du religieux dans la société	307
3.3.2 L’avenir de l’islamisme turc déterminé par le contexte régional	311
3.3.3 La place de l’islam dans la politique étrangère liée à l’évolution de l’ordre mondial	314
Conclusion	317
Bibliographie	327
Annexes	343

Introduction

Avec l'arrivée au pouvoir en 2002 du Parti de la Justice et du Développement (*Adalet ve Kalkınma Partisi* - AKP), le début des négociations d'adhésion à l'Union Européenne en 2005 et le déclenchement des révoltes populaires du Printemps arabe en 2011, l'intérêt porté sur la Turquie a été accentué dans les pays européens et moyen-orientaux.

La République de Turquie, fondée en 1923, se situe à un carrefour de l'espace eurasiatique et moyen-oriental. Le territoire turc, d'une superficie de 783 562 km², comporte plus de 2500 kilomètres de frontières terrestres avec la Grèce et la Bulgarie à l'Ouest, la Syrie et l'Irak au Sud, ainsi que l'Iran, l'Azerbaïdjan, l'Arménie et la Géorgie à l'Est.

D'une population actuelle estimée à plus de 78 millions d'habitants, la Turquie tend à devenir une puissance régionale et internationale qui cherche à développer son influence dans le domaine des relations extérieures. Nous observerons, au cours de cette thèse, que les potentialités turques peuvent en grande partie permettre au pays d'accroître la portée de sa position géostratégique.

Avec plus de 99% de musulmans, on estime qu'environ 75% des Turcs adhèrent au courant sunnite hanéfite et plus de 20% à la communauté alévie, branche proche du chiisme.

La Turquie est l'héritière de l'Empire ottoman, qui a dominé pendant plusieurs siècles des territoires dépassant largement celui de la République actuelle. A son apogée, ceux-ci allaient de l'Autriche jusqu'à l'Iran, ainsi que de l'Afrique du Nord à la péninsule arabique, en passant par l'Anatolie et le Caucase.

De par son poids de plus en plus considérable dans l'échiquier mondial, il est ainsi important pour les pays européens et moyen-orientaux de mieux comprendre l'évolution de ce pays et son rôle grandissant dans l'interaction entre ces deux régions. L'accroissement des tensions en Turquie entre l'expression de son identité occidentale et son orientation envers le Moyen-Orient amène à la nécessité de renforcer l'attention à son égard¹.

¹ Larrabee Stephen F., *Turkey as a US Security Partner*, Santa Monica, RAND Publications, 2008, p. 29.

Par ailleurs, elle représente le seul pays de la région à ne pas avoir été colonisée par un autre État au cours de son histoire. Elle a également la particularité d'avoir entamé un processus d'occidentalisation bien avant sa fondation en 1923. En effet, depuis le 18^{ème} siècle, l'Empire ottoman exprime le désir d'être intégré dans le système des États européens, ces derniers étant devenus plus compétitifs sur les plans militaires, administratifs et économiques².

Ainsi, les réformes de réorganisation qui se sont déroulées au cours de l'ère des *Tanzimats*, entre 1839 et 1876, sont considérées comme étant constitutives des changements qui suivront au 20^{ème} siècle sur les plans politiques et sociaux. Les dernières décennies de l'Empire ottoman ont donc été marquées par le début d'un véritable basculement du système vers le modèle européen.

La République turque, fondée sur les cendres de cette Empire, continue par la suite cette démarche de modernisation. Mustafa Kemal en fait même l'une de ses priorités dans l'édification du nouvel État turc. Il s'agit alors du premier pays du Moyen-Orient à ancrer durablement sa politique intérieure et ses choix de société dans la perspective occidentale. Ainsi, la Turquie est l'unique République laïque, terme inscrit dans la Constitution dès 1937, dans le monde musulman. Par ce long et constant processus d'occidentalisation, elle a réussi progressivement à établir un système politique démocratique, notamment via le multipartisme et la tenue d'élections régulières dès 1950. L'État turc représente ainsi le seul pays du Moyen-Orient à avoir un système politique démocratique comparable avec ceux des États européens.

La Turquie se différencie donc des autres pays moyen-orientaux par une plus longue et plus solide expérience de la démocratie en permettant le transfert pacifique du pouvoir aux civils à la suite des élections, malgré les interventions militaires³.

De plus, le récent développement socioéconomique que connaît le pays démontre les importantes potentialités turques dans de nombreux domaines, dont celui de la géopolitique. Membre du G20, quinzième puissance économique mondiale et première au Moyen-Orient devant l'Iran et l'Arabie Saoudite, la Turquie représente un partenaire économique privilégié du marché européen en étant le cinquième client de l'UE. L'ensemble de ces éléments nous ont poussés à nous intéresser à étudier en profondeur cet exemple dans notre sujet de recherche.

² Usul, Ali Resul, *Democracy in Turkey. The impact of EU political conditionality*, Londres, Routledge, 2010, p. 1.

³ Benli Atunışık, Meliha and Özlem Tür, *Turkey: Challenges of Continuity and Change*, New-York, Routledge, 2005, p. 24.

Objectifs principaux et originalité de la recherche présentée

Inscrit dans les disciplines turcologique, sciences politiques et des relations internationales, notre sujet de thèse porte sur « la Turquie face à l'Europe et au Moyen-Orient. Les mutations de l'islamisme turc depuis 2002 : émergence, conséquences et perspectives ».

Par le terme d'Europe, nous entendons ici l'institution européenne que constitue de nos jours l'Union européenne (UE). Le fait que l'UE accepte la candidature turque à son adhésion et entame des négociations avec elle prouve que la Turquie est officiellement considérée comme étant européenne.

Le Moyen-Orient est dans le cadre de ce travail constitué de l'ensemble des pays allant de la Turquie à l'Iran d'une part, ainsi que ceux compris entre l'Égypte et les pays de la péninsule arabique d'autre part. Cette région tient sa complexité par sa position géographique centrale entre l'Europe et l'Asie, ainsi que par la diversité culturelle des pays la composant, sources d'instabilité récurrentes, tout en partageant la même civilisation.

A travers notre recherche, nous souhaitons montrer l'importance des transformations connues par le courant de l'islamisme turc entre 2002 et 2015. L'analyse des conséquences et des perspectives de ces bouleversements sur l'évolution des politiques internes et externes de la Turquie constitue alors une donnée primordiale à prendre en considération. Le rôle de la République turque dans le système international, spécifiquement envers les pays européens et moyen-orientaux, a ainsi changé durant cette période au regard de l'avènement au pouvoir de l'islam politique dans le pays.

Le choix de la période de référence allant de l'année 2002 à nos jours s'explique par son importance dans l'évolution de la politique étrangère turque et du dynamisme interne de la Turquie. L'arrivée et le maintien au pouvoir de l'AKP durant ces années représente en effet un élément majeur dans l'histoire turque contemporaine. L'influence de l'islamisme à l'intérieur de la structure du parti au pouvoir constitue par ailleurs un marqueur essentiel dans la compréhension du paysage politique, social et culturel turc actuel et à venir.

Au cours de ces dernières années, de nombreuses études⁴ ont portées sur l'analyse de la consolidation du pouvoir du Parti de la Justice et du Développement sur la scène intérieure. D'autres analyses⁵ se sont quant à elles concentrées sur le processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne ainsi que sur la mise en application d'une nouvelle politique étrangère turque par l'AKP depuis son arrivée au pouvoir en 2002, notamment vis-à-vis du Moyen-Orient. Ces travaux constituent évidemment des sources primordiales dans l'élaboration de notre thèse. Cependant, les objectifs principaux de celle-ci ne se limitent pas exclusivement à l'approfondissement de ces thèmes.

De par sa contemporanéité, notre sujet de recherche explore des phénomènes qui continuent à être de nos jours en perpétuel mouvement. Néanmoins, nous ne cherchons pas à établir la chronique des événements, mais à analyser leurs importances et leurs impacts à la fois sur la scène intérieure turque et sur l'évolution de la politique extérieure. Il est ainsi primordial de considérer l'ensemble de ces faits et actes dans leurs interdépendances vis-à-vis de l'évolution du courant islamique turc. Une étude approfondie d'une situation particulière ne peut évidemment pas se réaliser sans analyser ses ramifications nationales et internationales.

L'un des caractères particuliers de notre thèse réside ainsi dans le fait qu'il s'inscrit à l'intérieur d'une conjoncture qui est à la fois sous l'influence de facteurs historiques, internes et internationaux. L'analyse de l'évolution du courant islamique turc et de son implication dans l'élaboration de la politique étrangère se réalise alors en prenant en considération un ensemble hétéroclite de données. La corrélation de ces trois niveaux d'analyse nous permet d'étudier notre sujet d'une manière optimale. De plus, cela amène également à dégager des perspectives pour l'avenir.

Avant d'analyser les mutations qu'ont connues l'islamisme turc à partir de 2002, il est nécessaire d'explicitier la particularité de cette idéologie. Nous allons ainsi brièvement revenir sur l'histoire des courants islamiques de l'Empire ottoman à la fondation du Parti de la Justice et du Développement en 2001, tout en nous projetant sur leurs importances. Nous observerons également, par la suite, les spécificités de la Turquie dans le système international.

⁴ Nous pouvons citer, entre autres, les deux ouvrages suivants: Bozdémir, Michel, *Turquie entre islam et Europe*, Paris, Ellipses, 2007 ainsi que Bazin, Marcel et Stéphane de Tapia, *La Turquie. Géographie d'une puissance émergente*, Paris, Armand Colin, 2014.

⁵ Parmi ces analyses figurent: Billion, Didier, *L'Enjeu Turc. Adhésion ou non de la Turquie à l'Union européenne: une question déterminante*, Paris, Armand Colin, 2006 et Schmid, Dorothée (dir.), *La Turquie au Moyen-Orient: Le retour d'une puissance régionale?*, Paris, CNRS Editions, 2011.

La particularité de l'islamisme turc : De l'Empire ottoman à la République

L'islamisme constitue un concept où l'islam se doit d'être au centre des sociétés musulmanes. Cette idéologie tient ainsi à se fonder « *sur la définition classique selon laquelle l'islam est tout à la fois religion-État-vie profane (din-dawla-dunya en arabe)* »⁶.

La Turquie se différencie clairement des autres pays musulmans du Moyen-Orient dans sa relation avec l'islam. Il est alors intéressant, dès le début de notre travail de recherche, d'analyser l'évolution des positions prises par le courant islamique turc sur ce rapport entre la religion et la vie publique. En effet, ce pays, qui constitue le seul État laïc du monde musulman, a connu une influence très marquée du processus d'occidentalisation, que cela soit dans les domaines politique, économique, social et culturel, depuis le 19^{ème} siècle. L'islam majoritaire en Turquie est l'islam sunnite de l'école hanafite, officialisé sous l'Empire ottoman. Elle constitue la plus libérale des quatre écoles doctrinales du sunnisme, avec la mise en avant de la raison et de l'opinion en son sein.

Dans ce contexte, l'islamisme turc a la particularité de se rattacher aux traditions propres de la Turquie, qu'elles soient ethniques, culturelles ou religieuses. Ainsi, cet islamisme ne peut être comparable avec l'islamisme arabe qui recherche avant tout à reconstituer l'*umma*.

Il ne faut cependant pas oublier que l'islam turc est original tout d'abord de par « *son caractère pluriel qui tient à ses origines asiatiques et à ses échanges avec plusieurs autres religions* »⁷.

L'évolution des relations entretenues, à partir de 2002, entre les tenants de l'islamisme turc et les principaux acteurs du courant islamique au sein des pays moyen-orientaux, représente alors un indicateur essentiel qu'il nous faut étudier dans le cadre de notre travail de recherche. En effet, le rôle de la spiritualité dans la société turque, depuis la période ottomane, représente l'un des facteurs majeurs qui fait que l'islam turc se différencie de celui pratiqué dans les territoires arabes du Moyen-Orient.

⁶ Laurent, Annie, *L'Europe malade de la Turquie*, Paris, François-Xavier de Guibert, 2005, p. 14.

⁷ Zarcone, Thierry, *La Turquie moderne et l'islam*, Paris, Flammarion, 2004, p.10.

Ainsi, le soufisme, caractérisé comme étant « la dimension mystique de l'islam », a été introduit dans l'espace turc par les Seldjoukides dès le 11^{ème} siècle. C'est sous l'Empire ottoman qu'il va connaître une influence croissante. Les confréries, nommées *tarikats*, la « voie », institutionnalisent la pratique du soufisme à l'intérieur de groupes qui se réfèrent à différentes méthodes spirituelles. Celles-ci ont un rôle essentiel dans les domaines politique, social et culturel à l'époque ottomane. Le mouvement Nakşibendi, créé au 14^{ème} siècle, exerce ainsi une fonction primordiale dans la diffusion des idées soufies durant le 19^{ème} siècle⁸.

Nous allons par la suite observer que la place des confréries et des autres institutions religieuses continuent à être importante suite à l'avènement de l'AKP au pouvoir.

Vers la fin du 19^{ème} siècle, le mouvement des Jeunes-Ottomans (*Yeni Osmanlar*) a pour principal objectif de transformer la société ottomane en revitalisant l'islam. La notion d'islamisme est pour la première fois intégrée sur la scène politique ottomane à l'intérieur de la Constitution de 1876. Il s'agit alors à combiner au mieux les valeurs traditionnelles avec les concepts occidentaux⁹.

Face au régime autocratique d'Abdülhamid II, le mouvement Jeune-Turc est créé en 1889 en prenant le nom de Comité d'Union Ottomane (*Ittihad-i Osmani Cemiyeti*).

Les guerres balkaniques signent l'arrêt définitif du concept d'ottomanisme, encore mis en avant par les Jeunes-Turcs les années précédant ces conflits. Avec l'expulsion de la grande majorité des Turcs de l'Europe et le rétrécissement de territoires ottomans sur le continent européen, le nationalisme turc devient, à partir de 1913, un mouvement majeur¹⁰.

Dès 1914, le gouvernement ottoman annonce la fin du système des Capitulations accordé aux puissances européennes. La sécularisation de l'État ottoman se poursuit durant cette époque, avec le retrait du cabinet du *şeyhülislam*, plus haut dignitaire religieux, en 1916.

⁸ Djalili, Mohammed-Reza, *Le Monde Turco-Iranien en question*, Paris, Karthala, 2008, p.145.

⁹ Kanra Bora, *Islam, Democracy and Dialogue in Turkey. Deliberating in Divided Societies*, Farnham, Ashgate, 2009, p. 105.

¹⁰ Yerasimos, Stéphane, *Les Turcs : Orient et occident, islam et laïcité*, Paris, Autrement, 1994, p. 39.

Les courants islamiques turcs du kémalisme à la création de l'AKP

L'instauration de la République de Turquie en 1923 a un effet primordial dans l'évolution de l'islamisme turc ainsi que de son impact dans la société. Alors que Mustapha Kemal a utilisé l'islam, durant la guerre d'indépendance entre 1919 et 1922, comme ciment de l'unité nationale, celui-ci souhaite désormais supprimer son influence. Les figures religieuses, tels que les sheikhs et les derviches, n'ont plus à être les seuls à s'occuper de l'islam en Turquie¹¹.

La création de la direction des Affaires religieuses, la *Diyanet*, en 1924, suite à l'abolition du Califat la même année est le premier exemple fort de cette ligne directrice. Cette institution permet à l'État turc de gérer l'implantation de l'islam dans la société. La religion doit être confinée dans la sphère privée et exclue de la vie politique. Dans les années 1920 et 1930, des séries de lois diminuent la place du religieux dans la sphère publique tout en renforçant la sécularisation et l'occidentalisation de la Turquie. Nous pouvons ainsi citer l'adoption d'un code civil en 1926 et l'inscription du terme de laïcité dans la Constitution en 1937.

A partir des années 1950, l'islam va progressivement retrouver un rôle important dans la vie publique turque. Une partie non-négligeable de la population a en effet conservé un profond attachement à l'islam. Pour espérer remporter les élections, les partis politiques ont à prendre en considération leurs aspirations en faveur d'un retour du religieux. Les sujets liés aux droits de l'homme et au respect de la culture islamique sont ainsi amenés dans le débat politique. Le soufisme commence également à réapparaître publiquement en Turquie.

En 1960, le coup d'État militaire va stopper cette dynamique de manière provisoire. En effet, la nouvelle Constitution va rapidement permettre un accroissement de l'islam dans la vie publique turque grâce à la multiplication d'associations incluant ses principes. Les années 1970 constituent le second pallié majeur du retour de l'islam sur le devant de la scène publique turque. En 1969, Necmettin Erbakan fonde un mouvement islamique appelé *Milli Görüş*, la « vision nationale », qui apparaît pour la première fois dans un manifeste expliquant que les principes de l'islam doivent être les fondements de la société turque.

¹¹ Heper, Metin, "Kemalism/Atatürkism", in Heper, Metin (dir.), *The Routledge Handbook of Modern Turkey*, Londres, Routledge, 2012, pp. 143-144.

Tous les partis politiques islamistes créés par Erbakan à partir de 1970, à commencer par le Parti de l'Ordre National (*Milli Nizam Partisi* - MNP), sont rattachés à ce mouvement de « vision nationale ». Pour la première fois dans l'histoire de la République de Turquie, un parti politique à caractère islamiste est formé. Cependant, pour atteindre à la laïcité, le parti est dissous en 1971. Erbakan fonde alors en 1972 un nouveau parti islamiste, le Parti du Bien-être National (*Milli Selamet Partisi* - MSP). Il sera alors nécessaire d'analyser les similitudes et les divergences de ces formations vis-à-vis de l'évolution des identités caractéristiques du Parti de la Justice et du Développement au cours de ses quinze premières années d'existence.

En parallèle à ces partis islamistes, se développe le mouvement de Fethullah Gülen, penseur et imam turc. Ce dernier a une conception mystique de l'islam et croit en la compatibilité entre l'islam et la démocratie. La distanciation de ce concept avec l'islam politique a fait qu'il n'a jamais accordé son soutien aux différents partis politiques islamistes créés par Erbakan.

Le coup d'État militaire de septembre 1980 va, par la suite, totalement bouleverser la vie politique turque. Les militaires cherchent alors à accroître la religiosité par le sunnisme pour mieux contrôler l'usage de l'islam à l'intérieur de la société turque. Ainsi se met en place la Synthèse turco-islamique (*Türk-Islam sentezi*). La méfiance qui persiste vis-à-vis des islamistes n'empêche pourtant pas la création d'un nouveau parti islamiste, le Parti Refah (*Refah Partisi* - RP) en 1983. La continuation de la confrontation entre l'institution militaire et les tenants du courant islamique au cours des années 2000 va constituer un élément clé à expliciter dans notre travail de recherche.

Le début des années 1990 marque pour les forces islamiques turques la seconde phase de leur consolidation. Cette période, qui débute en 1991 et qui continue actuellement, s'est concrétisée en bouchant les dysfonctionnements de l'État turc. Elle fait suite à la première phase de mobilisation de l'islam politique en Turquie, entre 1983 et 1991, sous le maintien de la synthèse turco-islamique. Cette phase a alors permis la mise en place des fondements d'un solide réseau organisationnel pour les partisans de l'islamisme turc¹².

Les réussites du Parti Refah, aux élections locales de 1994 et générales de 1995, sont les conséquences d'un accroissement visible et autorisé du conservatisme religieux. Suite à son non-respect d'une série de réformes en faveur de la laïcité, Erbakan doit démissionner le 28 février 1997. La dissolution de ce parti en janvier 1998 marque alors le début du cheminement vers la création du Parti de la Justice et du Développement trois années plus tard.

¹²Eligür, Banu, *The mobilization of political Islam in Turkey*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, p.3

Les spécificités de la Turquie dans le système international

Les relations internationales représentent l'étude des rapports entre les États, ainsi que les institutions, gouvernementales et non-gouvernementales, composant le système mondial.

Cependant, les activités humaines telles que les flux migratoires, tout comme les relations culturelles et économiques font aussi parties de la structure des relations internationales¹³.

La Turquie exerce ces dernières décennies un rôle de plus en plus important au sein des relations internationales, notamment autour de la Méditerranée. Nous observerons alors, à l'intérieur de notre travail de recherche, les principaux impacts des politiques de l'AKP sur les relations extérieures turques à partir de 2002.

Nous pouvons dire que la Turquie se trouve au centre de la « fracture méditerranéenne » définie par Edgar Morin de la manière suivante :

«Une ligne sismique, partant du Caucase, traversant le Moyen-Orient et s'avançant en Méditerranée, concentrant en elle de façon virulente l'affrontement de tout ce qui s'oppose sur la planète : Occident et Orient, Nord et Sud, islam et christianisme (avec l'interférence aggravante du judaïsme), laïcité et religion, fondamentalisme et modernité, richesse et pauvreté »¹⁴.

Il s'agit du seul pays pouvant être considéré à la fois comme européen et moyen-oriental. De ce fait, la Turquie constitue l'unique État du Moyen-Orient à pouvoir devenir membre de l'Union européenne. Cette particularité qui est d'ordre géographique, culturel, historique et social a son importance dans l'élaboration de la politique étrangère pensée par les tenants de l'islamisme turc au début du 21^{ème} siècle.

¹³ Vaïsse, Maurice, *Les relations internationales depuis 1945*, Paris, Armand Colin, 2013, p.1.

¹⁴ Morin, Edgar, « Penser la Méditerranée et méditerraniser la pensée », *Confluences Méditerranée*, n°28, Hiver 1998-1999, p.34.

Ainsi, la République de Turquie comporte à la fois une identité occidentale et une autre orientale, comme Mesut Özcan le précise : « *La Turquie est un pays musulman et oriental dans les perspectives culturelles et démographiques. Il s'agit d'un pays d'Europe occidentale sur les plans de la structure politique et de son adhésion dans les organisations internationales tel que l'OTAN* »¹⁵.

L'usage dans sa politique étrangère de ses deux identités, occidentale et orientale, ces dernières décennies, plus particulièrement depuis les années 2000, permet au pays de véhiculer une image plus multiculturelle de sa société à ses régions limitrophes.

De par son histoire et sa géographie, le pays peut exercer un rôle sur un large espace territoriale sans pourtant être une puissance internationale de premier plan tel que les États-Unis, la Chine ou l'Allemagne. Sa position stratégique à elle seule justifie un minimum de considérations dans les décisions importantes l'impliquant de manière directe ou indirecte dans la mise en place de sa politique étrangère. De plus, les décisions de l'État turc dans le cadre de celle-ci sont sujettes à des répercussions pouvant aller bien au-delà de ses pays frontaliers.

L'intégration de son système politique proche de ceux existant en Europe avec sa société civile où la place de la religion reste importante peut en effet constituer une alternative possible pour les pays de la région. Par ces inspirations, nous montrerons que la Turquie a alors la possibilité de faire partager son expérience de la démocratie à des régimes politiques de la région qui bénéficieraient de ce système pour accroître leur légitimité vis-à-vis de leur société.

La société civile représente aussi un atout de la Turquie dans son rôle à l'intérieur des relations entre l'Europe et le Moyen-Orient. Par l'accroissement, ces dernières décennies, de ses capacités et de ses pouvoirs d'influence sur les décisions de l'État turc, la société civile turque constitue une référence pour la région. Sa fonction est ainsi renforcée par la nouvelle organisation de la politique étrangère mise en place par le Parti de la Justice et du Développement.

¹⁵ Özcan, Mesut, *Harmonizing Foreign Policy - Turkey, the EU and the Middle East*, Aldershot, Ashgate, 2008, p.81.

Éléments méthodologiques et problématiques

Au cours de notre thèse, la prise en considération d'un ensemble de sources diverses ont permis de mettre en œuvre sa rédaction. Par un examen approfondi d'ouvrages, d'articles, de rapports, d'études statistiques et de documents officiels portant sur les thèmes du sujet de notre étude, nous avons cherché à analyser celui-ci avec la plus grande objectivité possible.

En complément de ces prospections documentaires, deux séjours sur le terrain ont été entrepris, au cours desquels de nombreux entretiens ont été réalisés avec des membres académiques, des chercheurs institutionnels, ainsi que des experts spécialisés sur les thèmes de notre recherche. De nouvelles sources essentielles à l'étude de notre sujet, émanant d'auteurs et d'organismes turcs, ont également pu être étudiées durant ces périodes.

L'analyse de l'ensemble de ces données contribue à mettre en avant le niveau de corrélation existant entre l'évolution du courant islamique turc et l'élaboration de la politique étrangère depuis 2002.

La principale méthode appliquée dans ce travail a constitué, à l'intérieur de chaque partie, à tout d'abord analyser les transformations connues par le mouvement de l'islamisme turc ainsi que les impacts générés sur la scène intérieure, que cela soit au sein de la vie politique et envers le fonctionnement de la société. Dans un second temps, l'interdépendance entre la politique intérieure et extérieure est mise en perspective. Il s'agit alors de démontrer comment l'évolution de la situation interne exerce son influence sur la détermination des relations extérieures turques. Cette corrélation est d'autant plus avérée dans le cas de la gestion du pouvoir par le Parti de la Justice et du Développement au fil de ses mandats. Enfin, suite à la prise en considération de l'évolution des politiques intérieures et de ses connexions avec les décisions extérieures, l'analyse de la politique étrangère turque, spécifiquement vis-à-vis de l'Europe et du Moyen-Orient, est effectuée en prenant en compte d'autres facteurs indépendants des choix internes à la Turquie.

Les principales problématiques traitées se répartissent en plusieurs questionnements ayant pour objectifs d'analyser les conséquences, sur les plans intérieurs et extérieurs, de l'évolution de l'islamisme turc à partir de 2002.

Il est tout d'abord important de s'interroger sur les diverses composantes du renouveau du courant islamique turc. Nous devons ainsi déterminer les différentes identités inhérentes au Parti de la Justice et du Développement, symbole le plus révélateur, de cette période de changements en Turquie. Quelles sont alors les éléments à prendre en considération afin de classer ce parti politique ? Par quels moyens cette formation a-t-elle réussi à s'implanter durablement au sein de la vie politique et de la société turque ?

L'interdépendance entre l'évolution des phénomènes se déroulant sur la scène intérieure turque et la détermination de la politique extérieure constitue un autre sujet majeur à analyser. Comment les relations internationales de la Turquie ont-t-elles été ainsi influencées par les mutations de l'islamisme turc depuis 2002 ? Quelle dimension a la politique étrangère dans les transformations de la structure du courant islamique ?

Les caractéristiques de la politique étrangère mise en application par le gouvernement islamo-conservateur connaissent des changements essentiels au fil de ses différents mandats au pouvoir. Par quels mécanismes sont alors définis les transformations des rapports turco-européens d'un côté et turco-moyen-orientaux de l'autre ?

Les défis auxquels le courant islamique doit faire face, aux niveaux local et international, représentent aussi des aspects essentiels à anticiper afin d'évaluer ses probables directions. A quelles perspectives s'attendre pour l'islam politique en Turquie ? Quels sont les principaux facteurs qui vont influencer les différentes directions possibles de ce courant ?

Par l'étude de ces problématiques, notre travail de recherche a pour principal objectif d'analyser l'interdépendance entre les changements connus à l'intérieur du courant islamique turc et l'évolution des relations de la Turquie avec l'Europe et le Moyen-Orient. Il est ainsi nécessaire de présenter les principaux points qui vont être par la suite détaillés.

Présentation de la structure de la thèse

Notre thèse est divisée en trois parties analysant distinctivement et chronologiquement l'évolution de l'islamisme turc, ainsi que ses impacts sur la scène intérieure et sur la politique étrangère de la Turquie depuis 2002.

Dans une première partie, l'émergence d'une nouvelle période pour la Turquie et le renforcement de ses relations extérieures seront analysés à travers l'avènement du Parti de la Justice et du Développement sur la scène politique turque. De 2002 à 2007, période représentant le premier mandat de l'AKP au pouvoir, les principaux marqueurs de l'ascension de ce nouveau parti, tout comme ceux son implantation dans la société, seront ainsi tout d'abord mis en perspective. Par la suite, la constatation d'un renouveau du courant conservateur se fera à travers l'étude des continuités et des transformations connues par l'islam politique durant ces années. L'alliance du Parti de la Justice et du Développement avec le mouvement de Fethullah Gülen sera alors prise en considération de par son importance dans l'évolution du courant islamique en Turquie qui connaît une résurgence du fait religieux lié au contexte du Moyen-Orient. La mise en application d'une nouvelle orientation de la politique étrangère par le gouvernement islamo-conservateur fera également partie des champs étudiés. Nous montrerons ainsi que l'analyse de la consolidation d'une politique pro-active et multidimensionnelle, à travers la doctrine Davutoğlu, se fait en parallèle d'une période de désillusion européenne pour la Turquie en vue de son adhésion. L'expression d'un regain d'intérêt marquant du gouvernement de l'AKP en direction du Moyen-Orient constitue également un facteur primordial à étudier de la nouvelle politique étrangère souhaitée par le nouveau parti au pouvoir.

A l'intérieur d'une seconde partie, comprenant les années 2007-2011, nous analyserons tout d'abord l'ancrage de l'islam politique au sein de l'État turc et du développement de sa politique étrangère. La réélection de Recep Tayyip Erdoğan et de son parti à la tête du gouvernement, ainsi que la première élection, en 2007, d'un Président de la République issu d'une formation islamique, représentent avant tout la consolidation de l'AKP dans le système politique turc. La durabilité de ce pouvoir et l'accentuation de la présence des valeurs islamiques dans la vie publique aboutissent également à l'accroissement d'une division majeure entre « conservateurs » et « kémalistes » dans la société.

Il sera alors intéressant d'analyser les principales conséquences de ces changements de rapports de forces politiques vis-à-vis de l'évolution des relations extérieures turques. Tout d'abord, nous verrons que la sensible diminution de l'influence de l'institution militaire sur la scène intérieure a une importance cruciale sur la mise en application de la politique étrangère élaborée par le gouvernement islamo-conservateur. Nous observerons alors que ce dernier cherche, essentiellement à partir de cette période, à renforcer les liens entre les questions internes et celles émanant des relations extérieures. De par ses succès au niveau national, nous remarquerons ensuite qu'une politique étrangère plus conforme aux aspirations de l'AKP se met progressivement en place. Des transformations importantes dans l'organisation de la politique extérieure, la persistance de lentes négociations dans le processus d'adhésion à l'UE et l'accroissement de l'influence turque au Moyen-Orient font partis de ce nouveau schéma.

La dernière partie, qui couvre les années 2011-2015, sera consacrée aux aspirations de l'islam politique dans sa recherche de leadership régional, ainsi qu'à l'étude de changements importants au sein de l'islamisme turc et aux perspectives de développement du mouvement islamique sur la scène intérieure turque et vis-à-vis de la détermination de la politique étrangère. Suite à la troisième victoire consécutive de l'AKP aux élections générales en 2011, nous observerons tout d'abord l'apparition progressive de marqueurs laissant penser au retour d'un islamisme turc plus classique. Nous verrons alors que la mise en application d'une politique plus autoritariste par le parti au pouvoir a pour conséquences de polariser davantage la société et de causer la rupture de son alliance avec le mouvement Gülen. En matière de politique extérieure, cette période est marquée essentiellement par la poursuite des incertitudes dans les relations turco-européennes et la complexification de la position de la Turquie au Moyen-Orient suite au déclenchement des révoltes populaires du Printemps arabe. Un bilan mitigé de la politique étrangère turque est ainsi nécessaire à être dressé. Les perspectives de développement, suite aux élections générales de novembre 2015, du rôle de l'islamisme turc sur la scène intérieure et vis-à-vis de ses relations extérieures seront ensuite analysées. Les défis de l'islam politique turc, notamment en termes de division dans le courant islamique et de popularité, sont ainsi essentiels à examiner. La continuation d'une politique étrangère construite entre obstacles et opportunités sera aussi importante à évaluer dans l'analyse de l'avenir de l'islamisme turc, qui dépend tout autant de facteurs nationaux qu'internationaux.

Première Partie

Le début d'une nouvelle ère pour la Turquie et sa politique étrangère (2002-2006)

1. L'arrivée au pouvoir de l'AKP et son « emprise » sur la société

L'apparition du Parti de la Justice et du Développement (*Adalet ve Kalkınma Partisi – AKP*) dans l'échiquier politique turc représente sans aucun doute l'élément principal et nouveau dans les relations entre l'État et la société turque au début du 21^{ème} siècle.

Son influence progressive à l'intérieur de la société turque explique ainsi sa rapide ascension au pouvoir. Sa capacité d'adaptation et d'évolution dans la vie politique turque a abouti à son succès de manière durable.

La période 2002-2006 constitue le commencement d'un nouveau cycle pour la Turquie. Elle correspond à la première législature de l'AKP au pouvoir dans le pays. Les politiques menées par l'État turc durant ces années, tant au niveau national qu'international, s'inscrivent dans la mise en place d'un nouveau schéma.

Celui-ci comprend tout d'abord l'avènement réussi du Parti de la Justice et du Développement, seulement fondé en 2001, sur la scène politique. L'élargissement de sa base dans la société turque, ainsi que le fort niveau de conservatisme à l'intérieur de celle-ci sont des éléments favorisant le succès électoral de cette nouvelle formation. La proximité dans l'exercice des politiques socioéconomiques et le charisme de Recep Tayyip Erdoğan, leader incontesté de ce nouveau parti, sont aussi des marqueurs aboutissant à la réussite de celui-ci dans l'échiquier politique turc.

Le renouveau du courant conservateur en Turquie constitue le second point important de l'évolution de l'influence des forces attachées à l'islam politique entre 2002 et 2006. Cette transformation est essentiellement le résultat d'une certaine distanciation de l'AKP dans l'idéologie et l'exercice du pouvoir, durant cette période, par rapport aux partis islamistes turcs le précédant.

L'alliance de cette formation politique avec le mouvement de Fethullah Gülen représente également un indicateur non-négligeable dans la volonté de ce parti à instaurer une nouvelle représentation du conservatisme en Turquie.

La mise en œuvre d'une nouvelle vision de la politique étrangère turque représente le troisième élément de l'avènement de l'AKP en Turquie au début du 21^{ème} siècle.

Les années 2002-2006 sont marquées par la priorité des autorités turques à l'adhésion européenne, ainsi que par le début d'une réorientation des relations extérieures vers le Moyen-Orient. La politique étrangère turque est essentiellement novatrice grâce à l'application de la doctrine Davutoğlu, qui a pour vocation de la guider à partir de cette période.

Afin de comprendre ce succès, il est alors tout d'abord primordial d'analyser les mécanismes aboutissant à la création de l'AKP, ainsi que la conduite d'une première campagne électorale qui le mène au pouvoir en novembre 2002. Cette victoire historique, par sa nature et son ampleur, représente une nouvelle ère pour la Turquie et les forces conservatrices du pays.

L'étude des principaux marqueurs ayant permis l'accès de l'AKP à la direction de l'État turc sont tout autant essentiels pour interpréter son cheminement au pouvoir. La lassitude d'une part importante de la société envers les formations traditionnelles au système politique turc constitue un premier élément expliquant la réussite de ce parti aux élections de 2002.

La mise en avant, par ce nouveau parti, de politiques socioéconomiques correspondant aux attentes de la population représente un autre élément majeur en sa faveur. Le charisme de Recep Tayyip Erdoğan, symbolisant la transformation des forces islamiques turques, est aussi à prendre en considération dans l'accession de celui-ci au pouvoir.

La considération du poids important du conservatisme dans la société turque explique également l'avènement du Parti de la Justice et du Développement. Historiquement conservatrice, la société a vu y s'affirmer une nouvelle classe moyenne à partir des années 1980. Celle-ci, qui se trouve proche des valeurs traditionnelles et religieuses, a un impact primordial dans l'accession de cette formation au pouvoir. Son aptitude à élargir la base de son électorat, pour se définir comme une force d'opposition politique au courant kémaliste, influe également sensiblement sur sa réussite.

1.1 De sa fondation à sa victoire historique en 2002

1.1.1 La création du parti

La montée en puissance de l'AKP sur la scène politique turque s'est faite très rapidement. En effet, moins de quinze mois séparent la création du parti en août 2001 à la première victoire de celui-ci aux élections générales en novembre 2002.

Le projet mis en avant par cette formation politique, dès les prémices sa fondation, a en effet séduit un large nombre de personnes, proches ou non du milieu conservateur. La formation de Recep Tayyip Erdoğan a ainsi engagé de nombreux efforts pour définir au mieux son identité politique, avec pour objectif de rassembler la plus large part de la société¹⁶.

Seulement quelques mois après son édification, le Parti de la Justice et du Développement doit s'engager dans une première campagne électorale. Celle-ci est d'une importance qui doit alors démontrer l'utilité de sa fondation et le rôle que ce nouveau rassemblement politique pourrait exercer à la fois à l'intérieur du mouvement islamique turc et de la société dans son ensemble. Sa campagne est principalement marquée par l'expression de son attachement à la laïcité, la mise en avant de politiques socioéconomiques proches de la population, ainsi que sa volonté de faire adhérer la Turquie à l'Union européenne.

La victoire de cette nouvelle entité politique aux élections de 2002 est riche d'enseignements essentiels pour le futur de la Turquie. L'AKP devient le premier parti issu de l'islamisme turc à obtenir la majorité absolue au parlement et à former un gouvernement à lui seul. Le très faible score de la formation islamiste classique démontre également sa suprématie au sein des forces de l'islam politique turc. Le fait que ce dernier obtienne les suffrages d'une large représentation électorale aboutit à son ancrage au sein d'une population hétéroclite

Le cheminement allant de la création de l'AKP à sa victoire aux élections, en passant par la campagne électorale, est ainsi essentiel pour une meilleure compréhension de ce mouvement et de son impact en Turquie entre 2002 et 2006.

¹⁶ Şimşek, Sefa, "Conservative Democracy as a Cosmetic Image in Turkish Politics: The Semiology of AKP's Political Identity", *Turkish Studies*, vol. 14, n°3, 2013, p. 429.

La fondation du parti est la conséquence de l'évolution d'un long processus au sein des forces islamiques turques. Alors que l'islamisme turc a été symbolisé, à partir des années 1970, par des formations suivant une idéologie traditionaliste, la seconde moitié des années 1990 marque le début d'un changement essentiel au sein de l'islam politique en Turquie. L'AKP est ainsi créé en opposition à cette vision traditionaliste du conservatisme.

Des années 1980 jusqu'à la fin des années 1990, l'islamisme turc est représenté sur la scène politique par le Parti de la Prospérité (*Refah Partisi*- RP), parti islamiste dirigé par Necmettin Erbakan, alors très influent dans la société turque. Suite à sa victoire aux élections générales de décembre 1995, cette formation se trouve affaiblie par l'exigence de l'armée, le 28 février 1997, de mettre en application une liste de mesures conformes au respect de la laïcité.

Cet événement est communément dénommé par le terme de « processus du 28 février ». L'impossibilité pour cette formation de respecter les diverses conditions attachées à ce texte aboutit quatre mois plus tard, en juin 1997, à la fin de la coalition gouvernementale qu'il dirige depuis le mois de juin 1996.

L'année suivante, en janvier 1998, la dissolution du Parti de la Prospérité, pour activités allant à l'encontre des principes de laïcité, est ordonnée par la Cour constitutionnelle turque. Dans l'anticipation de cette décision, en décembre 1997, un nouveau parti islamiste est alors créé, le Parti de la Vertu (*Fazilet Partisi* –FP).

Outre la fin de cette coalition gouvernementale et la dissolution du Parti de la Prospérité, le coup-d'État post-moderne de 1997 se veut de provoquer des conséquences essentielles pour l'avenir des groupes islamistes en Turquie en particulier, ainsi que pour l'ensemble de l'islamisme turc en général.

« Le processus du 28 février a un impact important sur l'orientation et le développement du mouvement islamiste. Il souligne le fait qu'une tentative directe de mettre en avant un agenda islamique secret ne pourra pas réussir, générant une forte opposition de la part des laïcs, principalement des militaires »¹⁷.

¹⁷ Rabasa, Angel, and F. Stephan Larabee, *The rise of Political Islam in Turkey*, Santa Monica, RAND, 2008, pp. 44-45.

Dans ce contexte, il devient difficile pour le parti islamiste d'Erbakan de représenter l'ensemble des forces islamiques turques.

Sous-jacent depuis le milieu des années 1990, un conflit interne à l'intérieur même de la mouvance islamiste atteint son point culminant au tout début des années 2000. La composante traditionaliste (*gelenekçiler*) du Parti Fazilet, favorable à une continuité de la gestion du parti islamiste sous le principe du mouvement de la « vision nationale » (*Milli Görüş*), se trouve opposée aux réformateurs (*yenilikçiler*), qui eux souhaitent des changements majeurs au sein de cette formation politique.

Les réformateurs désirent avant tout un bouleversement organisationnel et tactique dans le but d'élargir leur électorat. Il n'y a cependant pas, au début, de volonté de changement idéologique majeur dans leur engagement envers l'islam politique. Pour les réformateurs, une personne qui adhère et participe à leur ligne de pensée tolérera progressivement les principes du respect des valeurs conservatrices¹⁸.

Cette confrontation entre les deux courants atteint son apogée lors du congrès du Parti de la Vertu le 14 mai 2000. Suite à un vote, Recai Kutan, représentant les traditionalistes, obtient 633 voix alors qu'Abdullah Gül, candidat des réformistes n'en obtient que 521. Il s'agit alors d'une compétition sans précédent à l'intérieur d'un parti islamiste turc.

Pour le courant réformiste, « *le parti doit repenser son approche sur des questions fondamentales telles que la démocratie, les droits de l'homme, et ses relations avec l'Occident. Les réformistes s'opposent également au leadership autoritaire d'Erbakan et appellent à une plus grande démocratie à l'intérieur du parti* »¹⁹.

L'interdiction du Parti Fazilet par la Cours Constitutionnel turque le 22 juin 2001 marque une opportunité pour le courant réformateur de créer un nouveau parti.

La scission entre les deux composantes de cette formation islamiste devient alors incontournable. Deux groupes voient alors le jour : le Parti de la Félicité (*Saadet Partisi – SP*), créé le 20 juillet 2001, et le Parti de la Justice et du Développement (*Adalet ve Kalkınma Partisi - AKP*), fondé le 14 août 2001.

¹⁸ Eligür, Banu, *op. cit.*, p. 198.

¹⁹ Rabasa, Angel, and F. Stephan Larabee, *op. cit.*, p. 45.

Le Parti de la Félicité se pose ainsi dans la continuité des organisations islamistes dirigées par Necmettin Erbakan en cherchant à maintenir la vision traditionaliste de l'islamisme turc. Le Parti de la Justice et du Développement, quant à lui, souhaite au contraire apporter des changements importants dans la structure classique du courant islamique en Turquie.

Les cadres fondateurs de cette formation politique, dont Recep Tayyip Erdoğan, Abdullah Gül et Bülent Arınç sont les principales figures, viennent essentiellement des mouvements islamistes successifs dirigés par Necmettin Erbakan.

Ils se trouvent principalement en désaccord avec ce dernier sur la gestion interne de la formation politique, jugée trop autoritaire, et sur les composantes des politiques intérieure et extérieure de la mouvance islamiste depuis quelques années déjà.

L'AKP a ainsi été formé pour constituer une formation politique nouvelle dans l'échiquier politique turc. En se détachant de la conception islamique prônée jusque-là par les partis islamistes depuis 1970, le parti de Recep Tayyip Erdoğan souhaite franchement se démarquer de la succession des mouvements du *Milli Görüş*.

Celui-ci cherche ainsi, dès sa création, à aspirer à pouvoir intégrer de larges pans de la population turque. Le facteur religieux ne constitue plus le critère dominant et nécessaire à partager pour toute personne souhaitant adhérer à ce nouveau parti.

La formation du Parti de la Justice et du Développement résulte d'une scission inévitable au sein du courant islamique turc entre les traditionalistes et les réformateurs. Les différences marquées au sein de ces deux nouveaux partis vont clairement être mises en avant dès les premiers mois suivant cette dissension.

La première campagne électorale que mène l'AKP au cours de l'année 2002 va alors clairement démontrer la rapide réussite de ce dernier au cœur de la vie politique nationale et envers la société.

1.1.2 Une première campagne électorale réussie

Lorsque l'AKP a été créé, celui-ci ne s'attend pas encore à avoir à mener une campagne électorale si rapidement. Initialement prévues pour le printemps 2004, les élections générales ont dû être avancées à novembre 2002 suite à l'éclatement d'une grave crise politique couplée à la crise économique d'ores et déjà ressentie en Turquie.

En effet, en juillet 2002, la coalition gouvernementale dirigée par le Premier ministre Bülent Ecevit a dû faire face à la démission de plusieurs ministres et de pas moins de 59 députés de son parti politique, le Parti Démocratique de la Gauche (*Demokratik Sol Parti - DSP*). Constatant l'absence d'une majorité stable pour gouverner, il est alors décidé d'avancer les élections générales au mois de novembre.

L'AKP a donc dû s'engager dans une campagne électorale alors qu'aucun congrès du parti n'avait encore eu lieu, une première dans l'histoire contemporaine de la Turquie.

La plateforme électorale de l'AKP a alors été élaborée sous le titre de « Tout pour la Turquie » (*Herşey Türkiye İçin*). Les principaux thèmes du programme de campagne de ce mouvement sont les suivants²⁰ :

- Le respect des principes de droits et des libertés fondamentales;
- Le renforcement de la société civile ;
- La réforme du droit et de la justice avec pour but l'indépendance du régime judiciaire ;
- Une meilleure transparence du gouvernement ;
- L'accroissement du poids des administrations locales ;
- Une politique économique plus responsable et attractive ;
- Un ensemble de politiques sociales porté sur l'égalité, la justice et l'amélioration de la vie quotidienne pour tous ;
- La priorité accordée à l'Europe dans la politique étrangère de la Turquie.

²⁰ AK Parti, *Herşey Türkiye İçin: AK Parti Seçim Beyannamesi* [Tout pour la Turquie: la déclaration électorale de l'AKP], 2002, p. 3.

Dans ce manifeste de campagne, les cadres de cette nouvelle formation sont décrits comme étant dynamiques, jeunes, honnêtes, courageux, instruits et distants de la corruption.

Ne souhaitant pas être inquiété par le spectre de la dissolution, ce parti tend, durant cette campagne électorale, à affirmer son attachement au principe de laïcité. Ainsi celui-ci voit, dans son programme, « *la laïcité comme une condition préalable de la démocratie et une assurance à la liberté de religion et de conscience.* », tout en rejetant « *l'interprétation et la distorsion observant la laïcité comme étant un ennemi à la religion* »²¹.

Le Parti de la Justice et du Développement a ainsi appris des erreurs commises par les autres groupes islamistes qui l'ont précédé. Il est en effet impossible, à cette époque, qu'une formation s'oppose frontalement au principe de laïcité sans risquer d'affronter les mises en garde de l'armée, ainsi que de connaître sa dissolution. La volonté de mettre fin aux périodes d'instabilité économique et politique chroniques connues par la Turquie au cours des années 1990 devient alors le principal enjeu dont le parti de Recep Tayyip Erdoğan ambitionne de mettre en œuvre.

Dans la perspective de remporter sa première élection nationale, l'AKP a ainsi mis en place une stratégie à trois niveaux. Le premier contribue à se protéger en adoptant un langage portant sur la démocratie et les droits de l'homme. Le second niveau consiste à obtenir une légitimité démocratique par le biais d'une adhésion populaire massive. Le troisième niveau porte sur la reconnaissance du parti comme un acteur politique légitime à travers l'établissement d'une large coalition avec tous les secteurs²².

Cette nouvelle formation souhaite alors s'inscrire rapidement comme un élément à part entière au sein de la vie politique nationale. Les élections anticipées de novembre 2002 représentent une opportunité majeure, voire historique, pour l'AKP de devenir un choix crédible et durable au cœur d'une société qui a connu des années difficiles et instables au cours des précédentes décennies.

De cette manière, le parti désire élargir sa base électorale en récupérant le maximum des voix des nombreuses personnes déçues par les membres de la coalition gouvernementale.

²¹ AK Parti, *Party Programme*, <http://www.akparti.org.tr/english/akparti/parti-programme>, consulté le 14 juin 2014.

²² Dağı, İhsan, "The Justice and Development Party. Identity, Politics, and Human Rights Discourse in the Search for Security and Legitimacy", in Yavuz, Hakan (dir.), *The Emergence of a new Turkey. Democracy and the AK Parti*, Salt Lake City, The University of Utah Press, 2006, p. 89.

Celui-ci a réussi à attirer de nombreuses personnes, dans l'ensemble des provinces de la Turquie, lors de ses meetings de campagne. Ces derniers se sont généralement faits en évitant de proclamer des discours passionnés. Les candidats de cette formation ont ainsi été dissuadés par la direction d'adopter une rhétorique politique empruntant des facteurs religieux et ethniques. Les principaux thèmes de campagne ont en conséquence portés sur les réponses à apporter face à la mauvaise gestion économique de la coalition gouvernementale en place avant les élections²³.

Durant cette campagne électorale, l'AKP a essentiellement affiché ses propositions pour le développement économique du pays, ainsi que ses politiques sociales tendant vers une meilleure justice et la lutte contre la corruption.

L'attention des discours électoraux s'est ainsi portée sur l'ensemble des couches sociales, particulièrement des classes plus défavorisées, généralement mises de côté par les partis politiques du pays.

Les sujets portant sur la religion, tel que la question du voile, ont été mis en arrière-plan afin de se concentrer essentiellement sur les questions économiques et sociales. L'AKP a voulu ainsi signifier le changement qu'il apporte dans la compréhension de la relation existant entre l'islam et l'État²⁴.

La formation de Recep Tayyip Erdoğan a ainsi souhaité mettre en avant de rapides réponses pour faire face aux attentes d'une large frange de la population.

La première campagne électorale de l'AKP s'avère donc être une véritable réussite. Le parti se retrouve ainsi rapidement en tête des sondages, loin devant les autres formations politiques turques, principalement le Parti Républicain du Peuple (*Cumhuriyet Halk Partisi* – CHP), créé par Mustafa Kemal en 1923. Quelques semaines avant la tenue du scrutin, la victoire du Parti de la Justice et du Développement ne fait plus aucun doute. La principale inconnue de cette élection devient alors de savoir quel sera l'ampleur de son avance sur les autres formations.

²³ Tezcür, Güneş Murat, *Muslim Reformers in Iran and Turkey. The paradox of moderation*, Austin, University of Texas Press, 2010, pp. 159-160.

²⁴ Kanra, Bora, *op. cit.*, p. 51.

1.1.3 La victoire d'une nouvelle entité politique

Le 3 novembre 2002, le Parti de la Justice et du Développement devient la première formation politique de Turquie. Avec 34,28% des suffrages exprimés²⁵, il devance largement la seconde formation qui accède au parlement turc, le CHP, qui obtient 19,39% des votes. Pour la première fois depuis 1961, seuls deux partis politiques sont représentés à la Grande Assemblée nationale de Turquie (*Türkiye Büyük Millet Meclisi* - TBMM).

Avec 79,14% des suffrages exprimés, le taux de participation n'a jamais été aussi faible pour des élections générales en Turquie depuis 1977. A partir de cette date, où seulement 72,42% des électeurs ont voté, les élections parlementaires turques ont connu une participation d'au moins 83% durant les années 1980 et 1990. La forte participation lors des élections générales turques durant ces deux décennies s'explique en partie par l'obligation d'exprimer son vote depuis 1983, sous peine d'une amende à payer. Même si cette contrainte n'est pas appliquée dans les faits, elle a sûrement un impact non-négligeable sur le comportement des électeurs. Les élections de 2002 ont ainsi la particularité de se rapprocher des taux de participation connus lors des votes qui ont précédé la mise en place de cette mesure.

Pour de nombreux observateurs, la victoire du Parti de la Justice et du Développement à ce scrutin représente un véritable «séisme politique». L'accession au pouvoir de cette formation remet ainsi totalement en question le schéma politique dans le pays²⁶.

En effet, hormis l'AKP et le CHP, aucune force politique, dont celles qui ont constituées la coalition gouvernementale depuis 1999, n'a réussi à atteindre le minimum de 10% requis pour qu'une formation obtienne la possibilité d'entrer au parlement. Le DSP du Premier ministre Bülent Ecevit n'obtient alors que le score historiquement bas de 1,22%. Les deux autres formations de la coalition, le Parti de la Mère Patrie (*Anavatan Partisi* - ANAP) et le Parti d'Action Nationaliste (*Milliyetçi Hareket Partisi* - MHP), n'obtiennent quant à eux respectivement que 5,13% et 8,36% des suffrages lors de cette élection.

²⁵ Conseil supérieur des élections (*Yüksek Seçim Kurulu* –YSK), décision n°883 (*Karar 883*), 9 novembre 2002.

²⁶ Gruen, Georges E., "Turkey's "Political Earthquake": Significance for the United States and the Region", *American Foreign Policy Interests*, vol. 25, n°2, 2003, p.87.

Le Parti de la Félicité n'obtient, quant à lui, que 2,48% des votes, le plus bas score jamais obtenu lors d'élections générales pour un groupement issu de l'idéologie islamique du *Milli Görüş*. Pour la première fois depuis 1991, aucun membre d'une formation islamiste ne va siéger au parlement. Ce résultat démontre clairement la faible adhérence des électeurs turcs à une entité islamiste classique, à la différence des élections qui se sont tenues durant les années 1990.

Il est ainsi signifié un massif ralliement pour une formation politique qui rejette les fondements de l'islamisme traditionnel tout en affichant son respect aux principes du conservatisme religieux.

Sur les 550 sièges du parlement turc, l'AKP obtient la majorité absolue avec 363 députés, loin devant les 178 représentants du CHP et les 9 candidats indépendants. Pour la première fois dans l'histoire de la République de Turquie, plus de la moitié des députés proviennent d'un parti d'origine islamique qui a alors la possibilité de former un gouvernement sans aucune autre formation politique. Cela met un terme à quinze années successives de coalitions gouvernementales, le dernier gouvernement turc constitué d'une unique formation politique remontant à 1987.

Le niveau élevé d'un minimum de 10% de voix nécessaires à une formation politique pour accéder au parlement a favorisé la possibilité de cette majorité absolue pour le Parti de la Justice et du Développement. Paradoxalement, ce niveau de 10% a été instauré en 1983, suite au coup d'État militaire qui s'est déroulé trois années auparavant, pour limiter l'accès au parlement des forces islamistes et kurdes.

Au regard des claires indications apportées par les sondages précédant le scrutin, la société turque s'attendait à une victoire de l'AKP à ces élections. Cependant, l'ampleur de son avance sur les autres partis, ainsi que le nombre important de sièges obtenus au parlement, ont surpris un grand nombre de personnes dans le pays et à l'étranger.

Avec l'interdiction pour Recep Tayyip Erdoğan d'avoir à cet instant une fonction dans la vie politique turque, Abdullah Gül devient le 18 novembre 2002 le nouveau Premier ministre de la République de Turquie. Il reste à ce poste jusqu'au 14 mars 2003, date à laquelle il démissionne pour devenir ministre des Affaires étrangères sous le gouvernement d'Erdoğan.

En effet, suite à la levée de son inéligibilité, ce dernier remporte le siège de député lors d'une élection partielle dans la circonscription de Siirt quelques jours auparavant. Il peut ainsi accéder au poste de Premier ministre, fonction qu'il va occuper jusqu'au 29 août 2014.

La République de Turquie entre, à cet instant, dans une nouvelle phase importante de son histoire. Suite à de nombreuses années marquées par une instabilité chronique aux niveaux politique et socioéconomique, la première victoire électorale de l'AKP apporte un changement de cap essentiel au sein de la scène intérieure turque.

Celui-ci devient ainsi la formation politique répondant au mieux aux attentes d'une très large composante des forces conservatrices. De plus, un ensemble non-négligeable de personnes ne partageant pas forcément la vision de cette nouvelle formation se trouve également séduit par son programme et son dynamisme.

La nécessité d'un renouvellement de la classe politique en Turquie constitue ainsi un des éléments expliquant la forte adhésion initiale de la population à l'AKP. Celui-ci s'est immédiatement intégré à l'intérieur de l'échiquier politique du pays.

Un indicateur important de la victoire de ce parti islamo-conservateur réside en effet dans la rapidité de ce dernier à accéder seul au pouvoir. Les multiples capacités de la formation de Recep Tayyip Erdoğan à se poser comme un acteur incontournable de la scène intérieure lui ont permis de se positionner très facilement sur celle-ci dès sa fondation.

Aucune autre formation politique n'avait jusqu'à cette date réussi à se placer à l'intérieur du système politique turc à une telle vitesse et avec un tel succès quasi-immédiat. En l'espace de seulement quelques mois, entre août 2001 et novembre 2002, la hiérarchie politique turque s'est largement trouvée bouleversée.

Le Parti de la Justice et du Développement est très rapidement parvenu, en l'espace de quelques mois, à devenir la première formation du pays. Sa réussite immédiate sur la scène politique ne peut être seulement due à un simple concours de circonstances. Des éléments structurels et conjoncturels, tels que la mauvaise gestion politique et économique des coalitions gouvernementales précédentes, ont ainsi facilité la montée en puissance d'une formation telle que l'AKP en Turquie.

1.2 Les principaux marqueurs de son ascension

1.2.1 Une lassitude des partis traditionnels au système politique turc

Le succès électoral du Parti de la Justice et du Développement provient d'une combinaison de plusieurs facteurs. L'un des plus importants est à trouver dans une forme de lassitude de l'électorat turc pour les partis politiques traditionnels. L'instabilité politique et la multiplication des affaires de corruption dont sont impliquées des membres des formations alors au pouvoir vont influencer, en faveur de l'AKP, sur les votes d'une grande partie de la population.

Un autre facteur majeur réside dans les réponses de cette nouvelle formation face à la difficile crise économique et sociale que traverse la Turquie depuis 1999. Alors que les gouvernements turcs successifs ne permettent pas à endiguer rapidement cette crise, l'AKP cherche à mettre en place des politiques bénéfiques à la population turque.

Enfin, le charisme de Recep Tayyip Erdoğan et l'application d'un islamisme « modéré » ont joué un rôle primordial dans l'avènement de ce parti au pouvoir. Erdoğan symbolise, pour les populations les plus modestes, un exemple à suivre pour réussir. Il représente également l'évolution en cours de l'islam politique turc.

En complément à ces trois facteurs, « *l'endurance d'un électorat conservateur enrichi de nouvelles élites économiques, politiques et intellectuelles, se sont conjugués pour porter l'AKP durablement au pouvoir, vidant ainsi le « kémalisme » d'une grande partie de sa capacité d'attraction* »²⁷.

L'étude de l'ensemble de ces causes qui ont amené le Parti de la Justice et du Développement au pouvoir va permettre d'avoir une meilleure vision globale de la position de ce dernier dans la vie politique turque et la société.

²⁷ Bozarslan, Hamit, *Histoire de la Turquie. De l'Empire à nos jours*, Paris, Editions Tallandier, 2013, p. 459.

Les élections générales de 2002 marquent ainsi un tournant majeur dans la vie politique turque. Ce vote a été précédé par une décennie d'instabilité chronique du pouvoir, marquée notamment par la succession de pas moins de sept coalitions gouvernementales différentes de 1991 à 1999. A cette crise politique s'ajoute, à partir de 1999, les prémices de l'éclatement de la plus grave crise économique et sociale connue en Turquie depuis la Seconde Guerre mondiale.

Cette crise a connu son apogée en 2001, lorsque le secteur bancaire est durement touché avec huit banques contraintes à la fermeture. L'impossibilité du gouvernement de remédier à ces difficultés économiques d'une manière ferme et efficace ont eu un impact décisif sur le comportement de la société turque face aux responsables qui se trouvent à cet instant à la tête du système politique en Turquie.

Les électeurs ont alors voulu signifier leur volonté de changement vis-à-vis de cette situation. Ainsi, aucun des trois partis politiques formant la coalition gouvernementale de 1999 à 2002 n'a réussi à obtenir le minimum des 10% des suffrages exprimés nécessaires pour accéder au parlement lors du vote de novembre 2002. Il s'agit bien là d'un signe marquant de la lassitude d'une très grande partie de la population turque envers ces formations politiques. Le fait que le taux de participation à ces élections soit le plus faible depuis celles de 1977 marque également un certain désarroi de la société envers le système politique en place.

L'un des messages importants transmis par une grande majorité des électeurs lors des élections générales de 2002 a donc été de signifier un état d'aversion envers les partis au pouvoir au cours des années 1990. L'AKP, créé en 2001, ainsi qu'à une moindre mesure le CHP, absent des coalitions gouvernementales durant cette décennie, ont donc tous les deux profité de ce mécontentement croissant de la population turque.

En rejetant des partis considérés comme vieux, corrompus et élitistes, une importante partie de la population a ainsi penché vers une nouvelle formation, plus jeune, ne pouvant pas être accusé de corruption et avec à sa tête un leader charismatique venant d'un milieu modeste²⁸.

L'instabilité politique des années 1990 et du début des années 2000 en Turquie a donc permis à l'AKP de combler en partie le vide laissé par les partis traditionnels.

²⁸ Dismorr, Ann, *Turkey decoded*, Londres, SAPI, 2008, pp. 76-77.

Il est ainsi possible d'affirmer qu' « *en entendant se substituer aux carences de la gauche, l'AKP se présente aussi comme le « parti des pauvres et des déshérités », un parti qui va apporter la « justice », un parti honnête, fiable et non corrompu* »²⁹.

Les soupçons de corruption généralisée envers les partis de la coalition gouvernementale ont en effet eu un impact majeur sur la décision des électeurs. Le symbole le plus marquant de la corruption politique turque de la décennie 90 constitue le scandale dit de Susurluk. A proximité de cette ville située au nord-ouest du pays, un accident de la route, survenu le 3 novembre 1996, va mettre en lumière un surprenant réseau impliquant des personnes hautement placées dans les sphères de la politique, de la police et de la mafia.

La présence dans le même véhicule d'un député du Parti de la Juste Voie (*Doğru Yol Partisi - DYP*), formation membre de la coalition gouvernementale à cette date, avec l'un des dirigeants de la police d'Istanbul et un militant d'extrême-droite nationaliste impliqué dans des meurtres et des trafics de drogue va stupéfier l'opinion publique turque.

La découverte, également à l'intérieur du véhicule, d'une grande quantité d'argent, de nombreuses armes et de faux-papiers portant les signatures de responsables de premier rang constitue les éléments les plus visibles et effarants de cet événement.

Les affaires de corruption, dont celle de Susurluk, la montée de l'islam politique et du nationalisme kurde en Turquie représentent alors les signaux d'une dégradation ambiante des monopoles majeurs auparavant détenus par l'État kémaliste³⁰.

C'est l'ensemble du système politique turc et de ses ramifications qui se retrouvent décriés par une fraction de plus en plus importante de la société.

Cette lassitude des partis traditionnels turcs ne représente pour autant qu'une part des explications permettant de comprendre la réussite électorale de l'AKP. La prise en considération des attentes socio-économiques de la société turque constitue ainsi un autre aspect qui amène rapidement le parti à l'accession du pouvoir.

²⁹ Ünsaldi, Levent, *Le Militaire et la Politique en Turquie*, Paris, L'Harmattan, 2005, p. 125.

³⁰ Jung, Dietrich, and Wolfgang Piccoli, *Turkey at the Crossroads. Ottoman Legacies and a greater Middle East*, New-York/Londres, Zed Books, 2001, p. 128.

1.2.2 Des politiques économiques et sociales au plus près des besoins de la population

La crise économique et sociale que connaît la Turquie de 1999 à la veille des élections de 2002 a joué un rôle essentiel dans l'accession au pouvoir de l'AKP. La mauvaise gestion de cette crise majeure par les autorités de l'époque a été vivement critiquée par le parti.

L'attention particulière portée, par les partis islamistes ou conservateurs, envers les sujets économiques et sociaux ne date pourtant pas de la création de l'AKP. En effet, à partir des années 1990, le Parti de la Prospérité a décidé de mettre les problèmes socioéconomiques connus par la population turque au premier plan de leur programme. Il s'agissait ainsi pour le parti, à travers le programme de l'« ordre juste » (*Adil düzen*), d'élargir son électorat en transformant l'islam politique en mouvement de masse³¹.

L'« ordre juste » a constitué un projet permettant de redistribuer les richesses d'une manière plus morale et de soutenir les petites entreprises. Par ce biais, le parti cherche à obtenir les voix des classes populaires et moyennes, qu'elles adhèrent ou non aux valeurs conservatrices.

Cette proximité avec la population est donc majoritairement due à l'héritage des politiques locales menées par le Refah. En effet, à partir de la victoire de ce parti aux élections municipales de 1994, notamment avec la prise de grandes villes telles qu'Istanbul et Ankara, le Parti de la Prospérité a compris la nécessité d'asseoir son succès politique au niveau local.

L'AKP de Recep Tayyip Erdoğan, élu maire d'Istanbul en 1994, a bien saisi dès sa création l'importance d'accroître sa popularité localement afin de remporter les élections générales.

A cet échelon, la réussite électorale est essentiellement jugée à travers la mise en place de politiques sociales et le respect de valeurs fondamentales, telles que la justice. Le parti souhaite ainsi démontrer sa différenciation vis-à-vis des formations précédemment au pouvoir en termes de responsabilité et de corruption. Ce ne sont pas les grandes idées ou idéologies qui importent dans ces situations³².

³¹ Eligür, Banu, *op. cit.*, p. 148.

³² Yavuz, Hakan, "Introduction: The Role of the New Bourgeoisie in the Transformation of the Turkish Islamic Movement", in Yavuz, Hakan (dir.), *op. cit.*, p. 18.

L'une des majeures différences avec la classe politique traditionnelle est le constat que *«les organisations locales de l'AKP paraissent plus actives, plus motivées et organisées d'une manière plus élaborée que celles des autres partis politiques turcs »*³³.

Dès sa création en 2001, cette formation est rapidement parvenu à se démarquer des autres entités par ses politiques de proximité avec les populations, ainsi que par les tangibles débouchés qu'ils leurs sont offerts. Faruk Bilici explique cette particularité de la manière suivante :

*« De tous les partis politiques, dont beaucoup sont frappés d'immobilisme, divisés par des querelles factionnelles, l'AKP, animé par des cadres motivés, est celui qui s'acquitte le mieux d'un travail en profondeur, en apportant des prestations sociales, sans parler de sa capacité à se réorganiser en peu de temps en dépit des interdictions qui le frappent. Il constitue aussi un cadre offrant à ses militants et à ses électeurs une insertion sociale dans la mesure où le permettent les faibles ressources économiques »*³⁴.

Le dynamisme et l'enthousiasme des membres de cette nouvelle formation séduit une large part de la société qui retrouve un esprit de confiance perdu durant les années précédant sa fondation. L'émergence en 2001 de la plus grave crise économique connue par la République turque depuis sa fondation a engendré la nécessité de trouver d'urgentes solutions dans les domaines socioéconomiques.

Le pragmatisme de l'AKP en matière de politique économique constitue ainsi un élément majeur de sa réussite électorale. Face à un large mécontentement grandissant au sein de la population turque, le parti a en effet cherché à trouver des solutions afin de réduire la pauvreté et les inégalités. La baisse des niveaux du chômage et de l'économie informelle dans la société ont également, dès la création du parti, constitué des priorités pour ce dernier. Pour cela, celui-ci a clairement mis en avant la nécessité d'appliquer une politique économique fondée sur le concept du néolibéralisme, donnant plus de pouvoir aux initiatives privées³⁵.

³³ Hale, William, and Ergun Özbudun, *Islamism, Democracy and Pluralism in Turkey: The case of the AKP*, New-York, Routledge, 2010, p. 49.

³⁴ Bilici, Faruk, "L'islam à la fin de l'Empire ottoman et dans la république kémaliste : diversité et modération", in Vaner, Semih (dir.), *La Turquie*, Paris, Fayard, 2005, pp. 287-288.

³⁵ Atasoy, Yildiz, *Islam's Marriage with Neoliberalism. State transformation in Turkey*, Londres, Palgrave macmillan, 2009, p. 109.

La réussite de l'AKP lors des élections locales de 2004 démontre bien que sa politique de proximité porte bel et bien ses fruits. Avec 41,67% des suffrages exprimés³⁶, cette formation devient le premier parti turc au sein de la mosaïque locale. Un tel score n'avait pas été réalisé pour des élections locales en Turquie depuis la victoire de l'ANAP en 1984. Il devance largement le CHP et le MHP, crédités respectivement de 18,23% et de 10,45% des suffrages.

Plusieurs conclusions importantes peuvent être formulées suite aux résultats de ces élections locales remportées par le parti de Recep Tayyip Erdoğan.

Premièrement, en l'espace d'un peu plus d'une année, l'AKP a réussi à accroître son score de plus de 7%, passant de 34,28% à 41,67%, avec pratiquement le même nombre de votants à ces deux élections. Le ralliement d'une plus grande partie des populations kurdes dans les régions du Sud-Est de la Turquie, par rapport aux élections de novembre 2002, n'est pas étranger à cette hausse.

Deuxièmement, dans le même temps, les deux autres formations le suivant dans les résultats électoraux, le CHP et le MHP, ont à moins d'1% près gardé les mêmes scores par rapport à 2002. Il s'agit donc bien d'une nouvelle percée de l'AKP dans le territoire turc.

Troisièmement, à la vue de la comparaison des résultats obtenus par l'AKP par rapport au Parti de la Vertu, lors des élections locales précédentes de 1999, il est évident que l'implantation locale du premier surpasse de loin celle du second. En effet, en 1999, le Parti de la Vertu n'a obtenu que 16,48% des suffrages, se plaçant en troisième position derrière le DLP et le MHP. De plus, l'AKP se retrouve à la tête de douze métropoles sur seize, alors que le Parti de la Vertu ne se trouvait à la tête que de quatre métropoles sur quinze.

En complément des politiques socioéconomiques instaurées par le Parti de la Justice et du Développement, la progression de celui-ci est également en due à la personnalité et à la vision de son leader Recep Tayyip Erdoğan. Son charisme a ainsi grandement contribué à sa victoire aux élections générales de novembre 2002.

³⁶ Conseil supérieur des élections (*Yüksek Seçim Kurulu –YSK*), décision n°2002 (*Karar 2002*), 11 mai 2004.

1.2.3 Le charisme de Recep Tayyip Erdoğan

La réussite d'une formation politique dans un pays comme la Turquie ne peut se faire sans la présence d'une ou plusieurs personnalités fortes à sa tête. Dans le système politique turc, chaque parti est dirigé par une figure forte et incontestée.

Nous pouvons sans peine affirmer que « *l'une des raisons clefs du succès de l'AKP réside dans la personnalité charismatique de ses leaders. Croyant, d'extraction modeste, en retrait du système kémaliste, l'électorat populaire peut sans peine s'identifier à Tayyip Erdoğan et Abdullah Gül* »³⁷.

L'AKP a besoin d'une solide personnalité à sa tête en sachant qu'à sa création et sous les conditions politiques menant à son élection en 2002, il constitue un rassemblement non-homogène de personnes et de courants³⁸.

Comme Necmettin Erbakan l'a été pendant trois décennies à travers les différents groupements islamistes qu'il a fondés, Recep Tayyip Erdoğan représente le leader incontesté de l'AKP.

Originaire de Kasımpaşa, quartier populaire d'Istanbul, Erdoğan permet à de nombreuses personnes vivant dans les banlieues des grandes villes ou à l'intérieur des terres rurales de se reconnaître à travers sa personnalité.

Membre de l'organisation de jeunesse du parti du MSP dans les années 1970, son éducation religieuse passée à l'intérieur d'une école İmam-Hatip, établissement accordant une place majeure aux enseignements religieux, s'est ainsi retrouvée dans le domaine politique. Il prend ainsi une part active dans les luttes idéologiques de cette décennie. Il évite cependant de s'impliquer dans des affrontements armés, comme certains de ses compagnons du parti³⁹.

Erdoğan s'est fait surtout remarquer au sein du Parti Refah dès le milieu des années 1980, lorsqu'il en prend les responsabilités de dirigeant pour la métropole d'Istanbul. Il devient, en 1994, le premier maire d'Istanbul issu d'un parti islamiste.

³⁷ Jossieran, Tancredi, *La nouvelle puissance turque. L'adieu à Mustapha Kemal*, Paris, Editions Ellipses, 2010, p. 83.

³⁸ Yavuz, Hakan, *op. cit.*, in Yavuz Hakan (dir.), *op. cit.*, p. 10.

³⁹ Mango, Andrew, *The Turks Today*, Londres, John Murray, 2004, p. 109.

Grâce à son attention particulière vis-à-vis de toutes les classes sociales de la métropole, Erdoğan a été reconnu comme ayant été un maire d'Istanbul actif et efficace. Durant ses quelques années à ce poste, il a en effet, entre autres, entrepris la modernisation du système de métro, la construction de nouvelles routes et autoroutes, ainsi que recherché de nouvelles ressources hydrauliques pour la ville.

Recep Tayyip Erdoğan n'a cependant pas pu finir son mandat en tant que maire d'Istanbul. Suite à la récitation, lors d'un rassemblement à Siirt en décembre 1997, d'un poème jugé controversé de l'écrivain nationaliste Ziya Gökalp, il est condamné à 10 mois de prison et une interdiction de poursuivre un rôle dans la vie politique turque, incluant une inéligibilité. Le passage de ce poème qui a poussé à cette condamnation pour incitation à la violence et à la haine religieuse exprime que « *les mosquées sont nos casernes, les coupoles nos casques, les minarets nos baïonnettes et les fidèles nos soldats* ». L'establishment kémaliste craint, par ce discours mélangeant les imageries religieuse et militaire, un début de rébellion dans cette région à majorité kurde. Il restera finalement quatre mois en prison, de mars à juillet 1999⁴⁰.

A sa sortie de prison, Erdoğan décide progressivement de couper les liens avec Necmettin Erbakan en adoptant une ligne politique plus modérée que ce dernier. Il comprend rapidement qu'une politique basée sur l'idéologie islamiste ne permet plus au parti de prétendre durablement au pouvoir.

Il devient alors l'une des principales personnalités du courant réformateur du Parti de la Félicité au début des années 2000. Il s'oppose principalement à la tendance traditionaliste dirigée par Erbakan, celui-ci étant critiqué pour son autoritarisme au sein du parti. Malgré son statut d'inéligibilité, Erdoğan désire exercer un rôle majeur au sein du courant islamique turc.

Erik Zürcher démontre ainsi l'importance du rôle de Recep Tayyip Erdoğan lors des élections générales de 2002, auxquelles il n'a pas pu se présenter du fait de sa condamnation. Une grande partie de la population turque a vu en sa personne une lueur d'espoir. Portés par ce sentiment, les électeurs ont alors cru que ce dernier pourrait mettre fin à la pauvreté (*yoksulluk*) et à la corruption (*yolsuzluk*). L'établissement d'un État islamique ne faisait pas partie de leurs considérations dans le vote⁴¹.

⁴⁰ Jenkins, Gareth, "Symbols and Shadow Play: Military-JDP Relations, 2002-2004", in Yavuz, Hakan (dir.), *op. cit.*, pp. 202-203.

⁴¹ Zürcher, Erik, *Turkey. A Modern History*, New-York, I.B. Tauris, 2004, p. 303.

Recep Tayyip Erdoğan ne peut cependant pas devenir le nouveau Premier ministre de la Turquie. En effet, seuls les députés élus peuvent être nommés à ce poste. Cependant, l'amendement par le parlement, en décembre 2002, de l'article 76 de la Constitution turque, va permettre à Erdoğan de se présenter et de remporter des élections partielles en mars 2003. Cela lui permet alors d'accéder au poste de Premier ministre.

La modification, dans cet article, des termes d'« actions idéologiques et anarchiques » par celui d'« actions terroristes » comme facteurs d'interdiction de participation politique lui autorise ce plein retour à l'intérieur de la vie politique du pays.

En pouvant exercer son rôle de leader du Parti de la Justice et du Développement en complément de celui de Premier ministre, Recep Tayyip Erdoğan a la capacité de commencer à mettre en œuvre son programme pour l'avenir de la République turque.

Le fait que ce dernier soit plus pragmatique dans ses politiques que son ancien mentor politique, Necmettin Erbakan, qui était quant à lui plus dogmatique, a été d'une importance capitale pour l'AKP. Sa capacité d'adaptation lui a permis d'être plutôt associé comme étant un réformateur et un démocrate qu'un partisan de l'islamisme deux années après son arrivée au pouvoir⁴².

Recep Tayyip Erdoğan représente incontestablement la figure emblématique des nouvelles forces conservatrices en Turquie. Dès la création du Parti de la Justice et du Développement, il incarne le renouveau et l'ambition dont de nombreux Turcs ont été à la recherche suite à des années d'instabilité socioéconomique et politique.

Nous pouvons ainsi constater que la mise en avant d'un islamisme « modéré », et non pas dans sa forme classique comme celui qui caractérise les formations politiques islamistes précédentes, permet à l'AKP de pouvoir générer un élargissement du cadre de ses adhérents. Recep Tayyip Erdoğan, par son charisme et son dynamisme, a également réussi à attirer une large partie de la population venant de tout horizon. Ce nouveau parti s'est ainsi rapidement intégré au sein de la société turque.

⁴² Turam, Burna, *Between Islam and the State. The Politics of Engagement*, Stanford, Stanford University Press, 2007, p. 4.

1.3 L'enracinement du nouveau parti conservateur dans la société

1.3.1 Une société « historiquement » traditionaliste

La rapide accession au pouvoir du Parti de la Justice et du Développement n'aurait pas pu se réaliser sans l'affermissement de sa solide intégration à l'intérieur de la société turque dès sa fondation en 2001.

Elle a été rendue possible grâce au niveau élevé du conservatisme au sein de la population turque. Malgré les politiques des premières années de la République turque, parfois autoritaires, visant à occidentaliser la société et à faire reculer l'influence de l'islam dans celle-ci, une partie importante des Turcs est restée attachée aux principes religieux. L'importance du facteur religieux, à partir des années 1950, dans les élections marque la forte présence du conservatisme en Turquie.

L'affirmation d'une nouvelle classe moyenne attentive au respect de ces valeurs traditionnelles, qui a émergé dans les années 1980, a également permis à l'AKP de pouvoir compter sur un vaste réseau d'intellectuels, entrepreneurs et industriels. Les éléments décideurs en Turquie ne sont alors plus exclusivement les acteurs économiques proches des principes kémalistes.

En complément du soutien de ces populations conservatrices, le Parti de la Justice et du Développement a souhaité obtenir une large diversification de son pouvoir d'attraction en mettant en place de nombreuses politiques visant à se démarquer de son électorat de base. Il se pose ainsi comme une force d'opposition politique au courant kémaliste.

L'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, à travers l'application d'importantes réformes, représente un bon exemple de la détermination du parti, dans les années 2002-2006, à devenir une force politique conciliatrice.

La société turque n'a jamais cessé, depuis la création de la République, d'inclure en son sein une part non-négligeable d'adhérents au courant conservateur. Même lorsque le pouvoir kémaliste a cherché rapidement, et souvent brutalement, à laïciser la société lors des deux premières décennies de l'ère républicaine, ce conservatisme est resté très présent au sein de la population turque, principalement dans les régions anatoliennes.

Comme l'explique Hakan Yavuz, l'espace religieux turc est composé de quatre acteurs principaux : l'islam politique, l'islam social des groupes néo-soufi, l'islam étatique de la Direction des Affaires religieuses, et l'islam radical⁴³.

La pratique du soufisme a ainsi joué un rôle très important dans le maintien des valeurs religieuses conservatrices dans la société turque à travers toutes ces années. Interdites à partir de 1925, les confréries continuent toutefois plus discrètement d'exercer un poids essentiel pour une grande partie de la population. Avec l'instauration du multipartisme en 1946, les partis politiques de centre-droit et de droite cherchent alors à gagner ces voix grâce à l'intégration de composantes plus conservatrices dans leurs programmes et leurs politiques.

Les résultats des élections générales successives démontrent ainsi « *l'ancrage de la société dans le conservatisme, tel que l'on observe depuis 1950. De cette date à 2010, à deux reprises seulement, en 1973 et 1977, le CHP de Bülent Ecevit, se présentant comme un parti de centre-gauche ou social-démocrate, avec un programme de changement d'ordre politique et social, est arrivé largement en tête lors des élections* »⁴⁴.

Ainsi depuis 1950, à l'exception de ces deux dates, l'ensemble des élections générales tenues en Turquie a été soit remporté par des partis politiques de centre-droit ou de droite, soit de justesse par ceux de centre-gauche.

A partir des années 1970, et surtout de la décennie 80, nous observons un retour beaucoup plus visible de l'islam à l'intérieur de la société turque. Face à cette situation, et suite au coup d'État de 1980, le gouvernement s'efforce de trouver des moyens pour encadrer le développement de plus en plus insistant de l'aspect religieux à l'intérieur de la sphère publique.

⁴³ Yavuz, Hakan, *op. cit.*, in Yavuz Hakan (dir.), *op. cit.*, p. 8.

⁴⁴ Bozarslan, Hamit, *op. cit.*, p. 413.

C'est ainsi que la synthèse turco-islamique a été mise en place à partir du début des années 1980 par les autorités de l'époque. Même si cette politique a également pour objectif de s'opposer à la montée du socialisme, « *cette idéologie postule l'harmonie de l'islam sunnite et de la turcité, comme fondations de la culture nationale turque.* » Par ce biais, « *la personnalité y est donc définie comme essentiellement musulmane, l'islam-religion étant présenté comme ciment national contre le communisme et la lutte des classes* »⁴⁵.

L'importante frange conservatrice turque se retrouve ainsi mieux représentée et écoutée, notamment par l'intermédiaire de Turgut Özal, Premier ministre de la Turquie de 1983 à 1991, puis Président de 1991 à 1993. En effet, ce dernier a été un partisan des valeurs conservatrices, ayant été lui-même un membre de la confrérie des *Nakşibendis*.

Cependant, au cours des années 1990, la majorité de la population turque ne supporte pas l'inaptitude des coalitions gouvernementales à percevoir des solutions à l'accroissement des problèmes sociaux dans le pays. Cette incapacité de l'État a conduit une frange importante de la société turque à considérer les islamistes comme un possible remède à la désintégration des valeurs morales⁴⁶.

L'instabilité chronique connue par la République de Turquie durant la décennie 1990 a largement favorisé l'expression du mouvement islamique dans le pays. La politique de proximité élaborée par les formations de Necmettin Erbakan durant cette période a permis de mettre en place une base de plus en plus solide au sein de la société. L'ancrage du courant de l'islam politique sur la scène intérieure s'est considérablement accru au cours des dernières années du 20^{ème} siècle en Turquie.

Durant les quelques décennies précédant l'avènement de l'AKP au pouvoir, les islamistes ont réussi à accroître leurs communautés dans les domaines socioéconomiques en les connectant à leurs partis politiques. Ils ont par ce biais réalisé avec succès la liaison entre la société civile, constituée de réseaux régulant la vie quotidienne, et la sphère politique, représentant l'autorité et l'unité⁴⁷.

⁴⁵ Burdy, Jean-Paul (dir.), *Les mots de la Turquie*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 2006, p. 115.

⁴⁶ Eligür, Banu, *op. cit.*, p. 162.

⁴⁷ Tugal, Cihan, *Passive Revolution. Absorbing the Islamic challenge to capitalism*, Stanford, Stanford University Press, 2009, p. 8.

Les réussites électorales du Parti Refah, au milieu des années 1990, constituent l'indicateur le plus marquant de l'alliance d'un système combinant avec succès les aspects sociétaux et politiques pour une formation islamiste en Turquie. Jamais une force politique islamiste n'avait alors concentré autant de connections structurées entre les acteurs des domaines socioéconomiques et politiques dans le pays.

Même si le Refah est finalement dissout en janvier 1998 et que les scores de la formation islamiste Fazilet, qui lui a succédé, sont d'une plus faible ampleur lors des élections locales et générales en 1999, le fort conservatisme ne s'est en aucun cas retrouvé réellement amoindri en Turquie.

Bien au contraire, il est ainsi possible d'affirmer que « *la victoire de l'AKP, en novembre 2002, a révélé la réislamisation dans laquelle la société turque est engagée* »⁴⁸.

Le ralliement d'un grand nombre de personnes au Parti de la Justice et du Développement témoigne de l'intérêt que continue de susciter le respect des valeurs conservatrices dans la population. Il représente surtout la maturation d'une nouvelle élite souhaitant encourager la promotion des principes traditionnels tout en souscrivant au concept de modernisme, notamment à travers le libéralisme économique.

Les marqueurs de modernisation et de libéralisme constituent ainsi des facteurs déterminants de l'intégration rapide et victorieuse de l'AKP sur la scène intérieure. Il ne demeure cependant pas moins que la réussite de ce parti soit essentiellement due à la tendance conservatrice présente au sein de la population.

Le fort conservatisme à l'intérieur de la société turque a donc joué un rôle primordial dans l'établissement, puis l'affirmation, du Parti de la Justice et du Développement au sein de la vie politique nationale. Cela a permis à une majorité de la population désirant que l'islam ait une place plus importante de s'affirmer sur la scène publique turque. Une nouvelle classe moyenne conservatrice a alors pu émerger en Turquie à la suite des premières victoires électorales de l'AKP.

⁴⁸ Laurent, Annie, *op. cit.*, p. 72.

1.3.2 La naissance d'une classe moyenne novatrice

La possibilité de mettre en avant des aspects religieux en dehors de la seule sphère privée n'a pas pu obtenir une réelle visibilité avant les années 1970, avec la création des premiers partis islamistes et la réapparition des confréries. Dès les années 1980, une nouvelle classe moyenne attachée aux valeurs conservatrices va ainsi avoir l'occasion de réellement émerger.

Grâce aux politiques économiques libérales initiées par le Premier ministre Turgut Özal durant cette décennie, une bourgeoisie originaire des régions anatoliennes a pu voir son pouvoir progressivement augmenté. Ces changements dans la structure économique du pays constituent l'une des causes de l'évolution de l'islam politique en Turquie⁴⁹.

Par ces transformations sociétales, les populations conservatrices des régions de l'Anatolie sont parvenues à s'intégrer dans le processus de modernité auquel elles étaient alors exclues. Dans ce contexte, « *de nouvelles élites – la « bourgeoisie anatolienne » -, à la fois modernes et pieuses, ont commencé à contester la domination des élites laïques et des régions et grandes villes de l'ouest du pays* ». Il est ainsi possible d'affirmer que « *cette seconde révolution, de nature sociale, prolonge et complète celle des débuts de la République, qui fut nationale, institutionnelle et culturelle.* »⁵⁰

Surnommés les Tigres Anatóliens (*Anadolu Kaplanları*), ces groupes d'entrepreneurs originaires de l'Anatolie ont constitué le cœur d'une « *révolution silencieuse* » qui a en grande partie permis la démocratisation et la libéralisation des forces islamiques. Cette nouvelle classe moyenne est devenue le vecteur d'un compromis inédit entre la laïcité et l'islam⁵¹.

Celle-ci a tout d'abord été influente dans les secteurs économiques turcs voués à une exportation croissante, du fait de la nouvelle politique économique mise en place dans les années 1980. Pour la première fois, des élites économiques urbaines maintiennent de forts liens avec leurs villes et villages d'Anatolie dont elles sont originaires.

⁴⁹ Hale, William, and Ergun, Özbudun, *op. cit.*, p. 28.

⁵⁰ Akagül, Deniz, Bilici, Faruk et Ali Kazancigil, "Introduction", in Akagül, Deniz, Bilici, Faruk et Ali Kazancigil (dirs.), *La Turquie, d'une révolution à l'autre*, Paris, Editions Pluriel, 2013, p. 17.

⁵¹ Yavuz, Hakan, *Secularism and Muslim Democracy in Turkey*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009, p. 11.

En opposition avec l'Association des Hommes d'Affaires et Industriels Turcs (*Türk Sanayicileri ve İşadamları Derneği* – TÜSIAD), le principal patronat turc plutôt proche des cercles kémalistes, l'Association des Hommes d'Affaires et des Industriels Indépendants (*Müstakil Sanayici ve İş adamları Derneği* - MÜSIAD) est alors instaurée en 1990. Cette instance réunit des entreprises et des hommes d'affaires qui se rapprochent des valeurs conservatrices.

Nous pouvons alors affirmer qu'il s'agit « *de la revanche de l'Anatolie sur Istanbul, de la Turquie asiatique sur la Turquie européenne, le développement de régions laissées de côté par les capitales, Istanbul et Ankara* ». Cette situation n'affecte pas seulement les secteurs économiques mais également les domaines sociaux et politiques⁵².

Des membres du MÜSIAD sont ainsi à compter parmi les fondateurs de l'AKP et vingt d'entre eux ont été élus comme députés de celui-ci lors des élections générales de 2002.

La forte implantation de cette association dans les régions de l'Anatolie a permis au Parti de la Justice et du Développement de profiter d'un avantage incontestable face aux autres formations, tels que le CHP. Ainsi, le MÜSIAD ne comporte pas moins de 28 bureaux à travers l'Anatolie, alors que la TÜSIAD n'en possède aucun. La jeunesse des composantes du MÜSIAD, avec 70% des entreprises membres fondées après 1980, contraste également avec le fait que 80% des compagnies faisant parties du TÜSIAD ont été établies avant 1980⁵³.

Même si leurs forces d'attraction se font de plus en plus ressentir dans la recherche de nouvelles élites aux modes de vie provinciaux et conservatrices à l'intérieur de la sphère économique, les partisans de l'islamisme turc sont également très attachés aux aspects culturels traditionnels. Les adhérents aux différentes tendances politiques islamistes turcs, ainsi qu'à des mouvements à connotation islamique tels que l'AKP, sont en effet fiers de la culture et des modes de vie issus des régions de l'Anatolie⁵⁴.

⁵² Bazin, Marcel et Stéphane de Tapia, *La Turquie. Géographie d'une puissance émergente*, Paris, Armand Colin, 2012, p.140.

⁵³ Atasoy, Yildiz, *op. cit.*, pp. 116-117.

⁵⁴ Fuller, Graham E., *The future of political Islam*, New-York, Palgrave macmillan, 2003, p. 34.

Après avoir contribué puis bénéficié des succès du Parti Refah dans les années 1990, notamment suite aux bons scores obtenus par ce dernier lors des élections locales de 1994, les « tigres anatoliens » ont rapidement vu en l'AKP leur représentant légitime.

*« Stimulées par la réussite de ces nouvelles élites socioéconomiques, les populations des régions moins développées du pays ont commencé à prendre part à la modernité turque, tout en gardant leur culture traditionnelle et leur foi ».*⁵⁵

Cette formation constitue une plateforme politique idéale aux aspirations de ces nouvelles classes moyennes qui souhaitent à la fois exprimer leurs attachements aux valeurs traditionnelles et leurs adhésions aux politiques économiques néolibérales.

Le Parti de la Justice et du Développement réussit à établir de solides réseaux avec ces classes moyennes pieuses dans lesquelles sont aussi recrutés des membres accédant à des hautes positions à l'intérieur de cette formation⁵⁶.

Dans les secteurs socioéconomiques, le poids de ces groupes fortement connectés au respect des idées conservatrices se rapproche ainsi progressivement de celui des élites kémalistes qui prônent le respect de la laïcité. Tout en restant largement majoritaires au sein des forces économiques du pays, ces dernières voient pour autant leurs positions s'affaiblir au regard de la rapide croissance des entreprises attachées aux principes islamiques. La consolidation de ses étroits rapports avec le Parti de la Justice et du Développement favorise sensiblement l'implantation de celles-ci à l'intérieur du marché national et international. Le facteur religieux exerce alors un rôle primordial dans le renforcement de la position de la bourgeoisie anatolienne dans le pays.

En complément de son attachement aux nouvelles classes conservatrices, le parti cherche également, durant ses premières années au pouvoir, à diversifier son électorat en ne se positionnant pas ou très peu sur des politiques proches des fondements de l'islamisme turc. L'AKP est parvenu à élargir sa base électorale en attirant des parts de la population qui ne sont forcément pas en accord avec la mise en avant de leurs visions des valeurs conservatrices.

⁵⁵ Akagül, Deniz, Bilici, Faruk et Ali Kazancigil, *op. cit.*, in Akagül, Deniz, Bilici, Faruk et Ali Kazancigil (dirs.), *op. cit.*, pp. 20-21.

⁵⁶ Tezcür, Güneş Murat, *op. cit.*, p. 8.

1.3.3 L'élargissement de l'électorat comme une force d'opposition politique face au courant kémaliste

L'électorat de l'AKP, à ses débuts, est loin d'être composé exclusivement de personnes se trouvant seulement en accord avec une vision islamique ou les éléments conservateurs mis en avant par les cadres du parti. Celui-ci est avant tout vu, pour une importante partie de la population turque, comme étant un mouvement porteur d'espoir face à la grave crise socioéconomique et au fort niveau de corruption connus par le pays à la fin des années 1990 et au début des années 2000.

Cette nouvelle formation se pose sérieusement, dès sa fondation, comme un concurrent redoutable pour les autres mouvements politiques, principalement le CHP. Le courant kémaliste se trouve surpris par la volonté de cette entité conservatrice de respecter les principes définis par Mustafa Kemal.

Durant son premier mandat au pouvoir, de 2002 à 2007, le parti a cherché à attirer le maximum de partisans venant de tous les bords de la société, et non seulement proches des idées islamiques. L'AKP a ainsi centré son discours et ses réformes sur des thèmes tels que les droits civiques et les libertés personnelles, tout en ayant une approche sur la religion axée sur des termes de liberté de choix et de conscience⁵⁷.

Comme l'a déclaré Recep Tayyip Erdoğan suite aux élections de 2002, la priorité de l'AKP « *n'est pas de résoudre la question du « voile », comme beaucoup de personnes des cercles islamiques et laïcs s'y attendaient, mais plutôt d'accélérer le processus d'adhésion de la Turquie dans l'UE* »⁵⁸.

En continuation à la campagne électorale, le nouveau gouvernement s'est généralement abstenu, lors de ses quatre premières années au pouvoir, de discuter de sujets tournant autour de la laïcité et de la place de la religion dans la société turque.

⁵⁷ Silverstein, Brian, *Islam and Modernity in Turkey*, New-York, Palgrave macmillan, 2006, p. 184.

⁵⁸ Dağı, İhsan, *op. cit.*, in Yavuz, Hakan (dir.), *op. cit.*, p. 98.

Seuls les deux tentatives avortées de criminaliser l'adultère et d'accroître les possibilités de réussite des élèves des écoles *Imam-Hatip* lors des examens d'entrées aux universités constituent des exceptions à ces principes⁵⁹.

Ces deux particularités, qui se sont déroulées en 2004, ont essentiellement été mises en avant afin de convenir aux attentes de la fraction la plus conservatrice du parti. Pour autant, le gouvernement turc souhaite appliquer une politique de consensus et non exclusivement proche des valeurs traditionnelles.

*« Grâce à son ouverture politique, l'AKP attire les couches libérales de la société souhaitant le désengagement complet de l'Etat de la vie économique et sociale. Dépourvu de toute orientation idéologique radicale, l'AKP ratisse donc large et récupère une bonne partie de l'électorat des partis traditionnels du centre »*⁶⁰.

L'ensemble de ces éléments tendant au consensus permet de penser que le courant conservateur en Turquie a compris qu'il devait chercher à composer avec l'ensemble des groupes, y compris l'armée et les forces laïques, afin de bénéficier d'un nouvel élan durable pour l'AKP sur la scène politique du pays.

Ce dernier se caractérise alors, au début, par sa volonté de retirer l'islam de la vie politique afin de se concentrer sur la sauvegarde de son réseau social qui représente les fondements du conservatisme du parti⁶¹.

L'élargissement de sa base électorale, par rapport aux partis islamistes classiques, constitue alors un bon indicateur d'une certaine transformation du courant conservateur turc.

⁵⁹ Hale, William, and Ergun Özbudun, *op. cit.*, p. 68.

⁶⁰ Ünsaldi, Levent, *op. cit.*, pp. 125-126.

⁶¹ Dağı, İhsan, *op. cit.*, in Yavuz, Hakan (dir.), *op. cit.*, p. 90.

2. Le renouveau du courant conservateur en Turquie

2.1 L'islam politique entre traditions et transformations

L'islamisme turc a connu une évolution idéologique et structurelle progressive importante à partir des années 1980. Cette tendance s'est surtout consolidée à partir de la fondation de l'AKP et de son accession au pouvoir au début des années 2000. Celui-ci n'est cependant pas l'unique acteur des changements au sein du courant conservateur.

« En Turquie, avec la montée des identités islamiques dans la période suivant 1980, le questionnement de la modernisation kémaliste, dont l'occidentalisation est définie comme étant l'ultime but, a été effectué par le MÜSIAD dans la sphère économique, par l'AKP dans la sphère politique et par le mouvement Gülen dans le domaine culturel »⁶².

Les trois organisations que sont le MÜSIAD, le Parti de la Justice et du Développement et le mouvement Gülen représentent ainsi les symboles les plus importants des transformations connues par les partisans de l'islam politique en Turquie.

Il est tout d'abord important de comprendre les composantes du renouveau du courant conservateur en Turquie à partir du début des années 2000. Pour cela, nous devons avant tout analyser les différents fondements du nouvel islamisme turc en analysant les diverses identités de l'AKP à la suite de l'étude des principaux marqueurs de différenciations et de continuité du parti avec les formations politiques islamistes classiques.

L'observation de l'alliance entre le nouveau parti au pouvoir et la confrérie güleniste, à travers les conditions qui ont amené à cette entente des forces islamiques, permet ensuite de comprendre les intérêts réciproques de ces deux entités.

⁶² Koyuncu Lorasdağı, Berrin, "Globalization, Modernization, and Democratization in Turkey: The Fethullah Gülen Movement", in Keyman, E. Fuat (dir.), *Remaking Turkey. Globalization, Alternative Modernities, and Democracy*, Lanham, Lexington Books, 2007, p. 154.

L'analyse du retour d'un conservatisme religieux lié à une nouvelle situation au Moyen-Orient ces dernières décennies va permettre d'observer la résurgence de l'islamisme dans la région et l'importance de la Turquie dans ce contexte.

Avec l'accession au pouvoir de l'AKP, l'islamisme turc commence à prendre un nouveau visage. Il devient ainsi plus compliqué et injustifiable d'inclure ce parti dans le concept de l'islamisme turc traditionnel.

Comme l'indique Kadir Canatan, cette formation peut être définie comme étant un « néo-islamisme » du fait qu'il représente une nouvelle forme d'islamisme par rapport à celui inhérent aux partis islamistes précédents. Pour lui, au contraire de l'islamisme traditionnel, qui souhaite utiliser la prise du pouvoir pour islamiser la société, le néo-islamisme désire répondre aux nécessités morales et spirituelles de la société par le consensus⁶³.

Thierry Zarccone explique alors ce revirement à l'intérieur de l'islamisme de la manière suivante :

« L'évènement remarquable de la fin du XXe siècle est la crise de cet islam [du modèle confrérique qui domine l'islam politique de 1969 à 2001] qui n'a pas su harmoniser son projet politique dans le cadre d'un Etat laïque et trouver un compromis avec les militaires qui en sont les garants. L'émergence du Parti de la justice et du développement, en 2001, est une réponse à cette crise et le signe d'un renouvellement de cet islam. Le parti s'est construit sur un rejet du modèle confrérique et sur une reconsidération de la démocratie, un terme vide jusqu'alors dans l'islam politique »⁶⁴.

Comment doit-on alors définir ce parti ? Quelles sont ses marques de ressemblances et de différenciation avec les partis islamistes turcs traditionnels au cours des trois décennies le précédant ? Les distinctions et analogies entre le Parti de la Justice et du Développement et les formations islamiste dirigées par Necmettin Erbakan et ses successeurs permettent de mieux comprendre les diverses identités de l'AKP. Le renouveau du courant conservateur en Turquie s'explique par ces caractéristiques.

⁶³ Canatan, Kadir, "AKP Baglaminda 'Yeni Islamcilik'" [Le 'nouvel islamisme' dans le contexte de l'AKP], *Bilgi ve Düşünce*, no. 4, 2003, pp. 22-28.

⁶⁴ Zarccone, Thierry, *op. cit.*, p. 307.

2.1.1 Les différenciations majeures entre l'islamisme classique turc et l'AKP

L'AKP n'a pas été créé comme étant un élément de la continuation logique des formations islamistes qui se succèdent depuis les années 1970 en Turquie. Un certain nombre de différences importantes sont ainsi à dénombrer entre ce parti et les organisations islamistes turques traditionnelles.

Tout d'abord, ses cadres souhaitent, dès sa création, expliquer que leur formation ne peut pas être qualifiée d'islamiste. Ne se reconnaissant pas dans la continuité des formations islamistes turques, le terme de démocrate-conservateur est ainsi mis en avant pour le définir. Même le label de parti « musulman démocrate » n'est alors pas utilisé par les leaders de l'AKP⁶⁵.

Une autre différence majeure entre cette formation et les partis islamistes turcs précédents constitue la volonté de ses fondateurs de s'éloigner de la gestion autoritariste des formations dirigées par Necmettin Erbakan. En complément, la frange réformatrice, avec à sa tête Recep Tayyip Erdoğan et Abdullah Gül, du Parti Refah a été de plus en plus contrariée par l'obsession de Necmettin Erbakan envers l'imposition de questions religieuses, telle que le voile, dans le débat sociétal turc. Il s'agit là de deux des principaux arguments de dissension soutenus par les jeunes générations conservatrices et ayant conduit à la création du Parti de la Justice et du Développement.

Il faut aussi mettre en avant le fait que ce nouveau parti a dès le départ été composé par une majorité de personnes privilégiant leur carrière sur la scène politique turque plutôt que la poursuite d'une mission religieuse, comme cela était encore le cas dans les années 1990. Cette transition de l'idéalisme vers le pragmatisme a contribué rapidement à attirer de nombreuses personnes venant de divers courants politiques à rejoindre l'AKP⁶⁶.

⁶⁵ Hale, William, and Ergun Özbudun, *op. cit.*, p. 20.

⁶⁶ Tezcür, Güneş Murat, *op. cit.*, pp. 168-169.

Bien que le cœur de ses partisans soit constitué de personnes pieuses, l'AKP ne cherche pas à islamiser l'État turc en y imposant la chari'a. L'islam est ainsi plutôt vu, pour ses partisans, comme une source première de moralité dans la conduite de leur vie quotidienne. Cependant, cette relation entre la religion et la moralité n'a pas à s'inscrire dans la loi, à travers la chari'a, pour l'ensemble de la société turque. Il s'agit alors de s'inspirer de l'islam pour combattre la corruption, défendre la justice économique et favoriser le bonheur personnel⁶⁷.

Afin de ne pas répéter les erreurs commises par les dirigeants du Refah et du Parti de la Félicité, l'AKP, durant ses premières années au pouvoir, ne désire pas utiliser un ton agressif dans ses discours sur les sujets liés à l'islam.

Pour Ayşe Kadioğlu, au début des années 2000, il existe principalement trois points de divergences entre l'AKP et les partis islamistes qui l'ont précédé. Tout d'abord, par son discours modéré et non porté sur la religion, cette nouvelle formation n'a pas d'identité islamique. Un second élément s'explique par l'application d'une politique économique néolibérale attentive aux exigences de la mondialisation. A l'inverse, les partis islamistes turcs dirigés par Necmettin Erbakan se trouvent en désaccord avec l'ouverture de l'économie turque au marché capitaliste international. Le troisième point de différenciation provient de l'adoption par le nouveau parti islamo-conservateur d'une politique et d'un nouveau style de langage privilégiant le compromis au conflit⁶⁸.

Du point de vue économique, la différenciation avec l'idéologie islamiste traditionnelle se réalise principalement en s'engageant pleinement dans le système capitaliste international. L'unique union économique avec d'autres pays musulmans n'est alors plus d'actualité.

La réflexion au sujet de la place de laïcité dans la société turque représente aussi un aspect de divergence entre les deux entités politiques. L'AKP indique clairement, à partir de son programme électoral de 2002, que la laïcité est une condition indispensable à la démocratie en Turquie. Elle est également la garantie en faveur de la liberté de religion et de conscience⁶⁹.

⁶⁷ Mandaville, Peter, *Global Political Islam*. New-York/Londres, Routledge, 2007, p. 337.

⁶⁸ Kadioğlu, Ayşe, "Limits of Conservative Change: Reform Choreography of the Justice and Development Party", in Öktem, Kerem, Kadioğlu, Ayşe, and Mehmet Karlı (dirs.), *Another Empire? A decade of Turkey's Foreign Policy under the Justice and Development Policy*, Istanbul, Istanbul Bilgi University, 2012, pp. 38-40.

⁶⁹ Hale, William, and Ergun Özbudun, *op. cit.*, p. 21.

Il adopte aussi une vision plus libérale que ses prédécesseurs en invoquant le respect des droits individuels. Il s'agit ainsi d'effectuer un repositionnement des forces islamiques à l'intérieur du cadre laïque turc⁷⁰.

En matière de politique étrangère, l'AKP souhaite dès le départ combiner de bonnes relations avec l'Europe, en vue d'accélérer le rythme des négociations d'adhésion, et les pays musulmans, particulièrement du Moyen-Orient. Il ne s'agit pas de remettre en question les identités européenne et orientale de la Turquie.

A l'inverse de Necmettin Erbakan, Recep Tayyip Erdoğan n'affiche pas une approche anti-occidentale dans l'exercice des relations extérieures de la Turquie et affirme son soutien à une rapide adhésion turque à l'Union européenne.

Le parti se dissocie également, au cours de ses premières années au pouvoir, des vives critiques des partis islamistes turcs classiques envers Israël marquées d'un réel antisémitisme.

Ce n'est que suite à l'élimination du Cheikh Yassine, fondateur et leader du mouvement Hamas, en 2004 que le Premier ministre turc va émettre des reproches à Israël en l'accusant d'être un « État terroriste ». De plus, à partir de l'éclatement du conflit israélo-libanais au cours de l'été 2006, l'AKP, Recep Tayyip Erdoğan en premier, va commencer à émettre des réserves de plus en plus virulentes vis-à-vis de la politique israélienne dans la région.

La représentation des alliances géographiques constitue aussi un élément de différenciation entre les diverses formations politiques. Pour Necmettin Erbakan, le monde repose sur une approche dichotomique constituée de pays amis, qui se trouveraient dans le monde musulman, et ennemis qui appartiendraient au monde occidental. L'AKP rejette cette théorie en mettant l'accent sur la nécessité d'une solide entente complémentaire de la Turquie avec ces deux zones géographiques.

En opposition à ces différenciations réelles ou affichées avec les partis islamistes turcs, le Parti de la Justice et du Développement préserve, malgré tout, de véritables tendances islamiques héritées de ces derniers dans lesquels les fondateurs de cette formation sont issus.

⁷⁰ Kanra, Bora, *op. cit.*, p. 50.

2.1.2 La mise en avant de lignes de continuité

On observe une certaine continuation de l'attachement de la formation dirigée par Recep Tayyip Erdoğan avec le concept de l'islamisme turc traditionnel. Cela est visible à travers la persistance de symboles forts, qu'ils soient explicites ou implicites.

Il ne faut tout d'abord pas oublier que même si l'AKP se veut être un nouveau parti avec ses propres identités à l'intérieur de l'islam politique, cette formation reste le prolongement des formations islamistes turques et de leurs idéologies. Du fait que la majorité de ses membres fondateurs ait été à l'intérieur du Parti Refah, il n'est pas possible de dissocier complètement ces entités politiques⁷¹.

Ce constat est confirmé à partir de l'analyse de la dénomination et de la désignation du parti, ainsi que par l'étude de l'aspect symbolique du logo de celui-ci.

Le Parti de la Justice et du Développement comporte ainsi dans sa dénomination deux mots importants : la « justice » (*adalet*) et le « développement » (*kalkınma*). Ces deux termes constituent des concepts historiquement privilégiés par la mouvance islamique.

Le parti de Recep Tayyip Erdoğan reste dans ce sens dans la continuité des formations dirigées par Necmettin Erbakan en employant ces notions de justice et de développement. Si l'on se réfère à l'époque ottomane, les islamistes ont également été fortement influencés par la notion européenne de progrès⁷².

Il est ainsi notable de remarquer que l'un des slogans du Parti Refah a été « l'ordre juste est notre objectif » (*Hedefimiz Adil Düzen*). Il n'est alors pas anodin que l'AKP reprenne la notion de justice à l'intérieur de son appellation. Il s'agit de signifier que lui aussi cherche à ce que le fonctionnement de la société se fasse en accord avec les principes de l'islam, même si cette démarche se fait à travers un processus différent.

⁷¹ Zarcone, Thierry, *op. cit.*, p. 255.

⁷² Duran, Burhanettin, "JDP and Foreign Policy as an Agent of Transformation", in Yavuz, Hakan (dir.), *The Emergence of a New Turkey. Islam, Democracy, and the AK Parti*, Salt Lake City, University of Utah Press, 2006, p. 285.

Le Parti de la Justice et du Développement est également connu sous ses initiales AKP. Cependant, la désignation de ce dernier privilégiée par ses membres est l'AK Parti. C'est d'ailleurs cette dénomination qui se trouve sous son logo officiel. Le mot *Ak* en turc peut se traduire par le parti « blanc », « propre », « non-contaminé », « de la lumière ».

Les composantes du parti cherchent ainsi à montrer leur non-implication dans la corruption ambiante dans laquelle se trouvent les autres formations politiques turques durant les années précédant les élections de novembre 2002.

Le logo de l'AKP représente une ampoule qui s'éclaire. Ce symbole a une double signification :

- l'emblème de l'ampoule, avec la lumière, marque une connotation religieuse : il faut en effet savoir que le terme de la « lumière » (*nur*) a une place très importante à la fois à l'intérieur du Coran et dans le mysticisme du soufisme.
- l'ampoule symbolise également une référence aux siècles des Lumières. Le parti souhaite ainsi mettre en avant son esprit d'ouverture et sa volonté d'appliquer des réformes importantes, notamment en s'orientant vers les valeurs démocratiques et pluralistes de l'Europe.

Par cette multiplication volontaire des sens dans son logo, l'AKP veut démontrer qu'il ne constitue pas un parti islamiste traditionnel n'ayant que l'édification de la nation turque comme seul objectif⁷³.

La place essentielle attribuée à la jeunesse, ainsi que qu'à la femme, à l'intérieur du discours et de la vision politique du parti de Recep Tayyip Erdoğan constitue également un élément de continuité avec les partis islamistes turcs classiques.

La participation des femmes dans de le processus politique turc relève d'une réelle importance pour l'AKP, qui cherche, à travers elles, à accentuer le poids des valeurs conservatrices dans la société.

⁷³ Hendrich, Beatrice, "Post-nationalist semiotics? The emblem of the Justice and Development Party AKP" in Kieser, Hans-Lukas (dir.), *Turkey Beyond Nationalism. Towards Post-Nationalist Identities*, London, I. B. Tauris, 2006, pp. 147-148.

Les jeunes générations sont aussi des cibles privilégiées en vue du futur de la domination des forces islamiques en Turquie.

Comme pour le parti Refah dans les années 1990, l'AKP a également la particularité de compter sur une organisation politique impressionnante pouvant être active dans l'ensemble du territoire turc, même dans les endroits les plus reculés du pays⁷⁴.

Cette caractéristique lui permet ainsi d'obtenir un avantage considérable par rapport aux autres formations politiques qui n'ont pas réussi à s'implanter sur un si large territoire, notamment dans les régions anatoliennes.

Par sa politique de proximité mise en application, dès ses premières campagnes électorales, il se rapproche incontestablement des stratégies employées par les formations islamistes dirigées par Necmettin Erbakan. Tout comme ces formations, il cherche également à se préoccuper de larges parties de la population qui se sentent exclues par les autres partis politiques.

La mise en avant des principes islamiques, notamment à travers le rôle exercé par les organisations caritatives et les divers groupes de partisans locaux du parti, reflète une importance essentielle dans l'implantation territoriale de l'AKP et des partis islamistes qui l'ont précédé. Grâce à cette stratégie locale, la formation de Recep Tayyip Erdogan peut accroître sa popularité rapidement et durablement sur l'ensemble du territoire turc.

L'ensemble des marqueurs de différenciations et de continuation entre le Parti de la Justice et du Développement et les formations islamistes classiques montrent la complexité de définir les identités de l'AKP. Globalement, l'analyse des points communs et des ruptures entre le parti islamiste classique et le nouveau parti islamo-conservateur a abouti à l'adhérence d'une très grande majorité de la population conservatrice turque envers ce dernier. Cependant, une partie minoritaire, mais non-négligeable, du courant islamique, a choisi de s'opposer à cette nouvelle vision proposée. Cette opposition prend alors la forme d'un parti politique ou d'un mouvement violent.

⁷⁴ Tezcür, Güneş Murat, *op.cit.* p. 14.

2.1.3 Les forces minoritaires de l'islamisme turc face à cette nouvelle vision

Le Parti de la Justice et du Développement a réussi, dès sa formation, à intégrer en son sein la quasi-totalité des partisans qui se rattachent fortement aux principes islamiques en Turquie. Cependant, une partie des sympathisants aux formations islamistes dirigées par Necmettin Erbakan ne souhaite pas le soutenir.

Même si elle représente une proportion largement minoritaire dans le courant islamique turc, cette part non négligeable des adeptes du *Milli Görüş* ne se trouve pas en accord avec le changement idéologique apporté par le nouveau parti au pouvoir.

Ces personnes se rallient ainsi au Parti Saadet, formation qui se trouve dans la lignée des partis islamistes classiques existant depuis 1970. Les partisans de cette formation refusent alors d'adhérer aux principes mis en avant par le Parti de la Justice et du Développement, jugés trop éloignés du « véritable sens » de l'islamisme. Son poids est malgré tout très limité dans l'échiquier des forces islamiques du pays. Le Parti Saadet n'obtient alors que 2,5% des suffrages exprimés lors des élections générales de 2002, alors que l'AKP en obtient 34,3% au même moment. En termes de voix, le parti de Necmettin Erbakan n'en recueille qu'un peu plus de 785 000 tandis que celui de Recep Tayyip Erdoğan en remporte 10 800 000.

En complément de cette division politique dans le courant islamique turc, il existe des mouvements prônant l'application d'un islamisme fondamentaliste dans le pays. Pour les partisans de cette doctrine, l'application de la loi islamique doit se réaliser pour l'ensemble de la population afin d'instaurer un État islamique.

L'usage de la violence constitue alors un moyen envisageable afin d'accéder à cet objectif. L'adhésion de ces personnes à des groupes terroristes, tels qu'Al-Qaeda, représente une option privilégiée pour mettre en avant ces idées. Extrêmement minoritaire à l'intérieur des forces islamiques en Turquie, cette vision ne tolère en aucun cas les idées du Parti de la Justice et du Développement lors de son accession au pouvoir.

Les attentats survenus à Istanbul les 15 et 20 novembre 2003, soit presque une année jour pour jour après l'accession au pouvoir de l'AKP, s'inscrivent dans cette logique d'opposition entre les partisans d'un islamisme fondamentaliste à ceux prônant l'inscription des principes islamiques à l'intérieur d'un État démocratique et laïc. Perpétrés par Al-Qaeda, et revendiqués par d'autres groupes terroristes turcs, ces attaques ont visé deux synagogues, le quartier général de la banque HSBC et le Consulat de Grande-Bretagne. Ils ont au total fait 57 victimes et plus de 700 blessés.

Comme l'exprime Nilüfer Göle, la Turquie est devenue, à cet instant, une cible du terrorisme international du fait de son rôle central au sein de la rivalité de la représentation de la religion musulmane dans le Monde. « *C'est cet islam alternatif, à visage humain, qui s'accommode avec les valeurs européennes du pluralisme politique et de la laïcité, que ces attentats ont ainsi visé à détruire* ». Les partisans d'un islamisme fondamentaliste souhaitent alors à la fois affaiblir l'amélioration des rapports du nouveau gouvernement islamo-conservateur avec les pays européens et moyen-orientaux, et empêcher que cette situation locale devienne un modèle d'exemplarité pour d'autres pays musulmans. Le choix des cibles s'explique, quant à lui, par le niveau élevé de coopération entre la Turquie et Israël, ainsi que par l'importante implication des forces britanniques dans la Guerre en Irak depuis mars 2003⁷⁵.

Les acteurs du courant islamique radical ont, par ces actes, souhaité influencer la plus grande partie possible de la société turque en faveur de leurs combats. Il s'agit ainsi, pour eux, de chercher à convaincre le maximum de personnes de l'utilité de les rejoindre dans leurs propres conceptions de l'islam et dans leurs luttes face aux forces occidentales.

En complément d'Al-Qaeda, d'autres groupes islamistes fondamentalistes sont présents en Turquie. Le plus influent d'entre eux constitue le Hezbollah turc (*Türkiye Hizbullahı*), qui n'a aucun rapport avec le Hezbollah libanais. Fondé par des partisans provenant des formations de Necmettin Erbakan fermés au début des années 1980 suite au coup d'état militaire, le nom d'Hezbollah turc est officialisé en 1993. Cette organisation, qui comprend un grand nombre de radicaux kurdes, a essentiellement été active jusqu'au début des années 2000. Cependant, en 2002, la même année que l'arrivée au pouvoir de l'AKP, le mouvement décide de stopper sa lutte armée.

⁷⁵ Göle, Nilüfer, *Interpénétrations. L'Islam et l'Europe*, Paris, Galaade Editions, 2005, pp. 43-44.

Depuis, les actions du Hezbollah turc ont sensiblement repris depuis 2011 et la libération d'un grand nombre de ses membres. Ainsi la création en décembre 2012 du Parti de la cause libre (*Hür Dava Partisi - Hüda-Par*) va continuer la lutte entreprise par ce mouvement trente années auparavant.

Un autre groupe provenant de la structure du Hezbollah turc se trouve être actif en Turquie. Il s'agit du groupe *Tevhid-Selam* (Unification et Salut), aussi dénommé par le terme de l'Armée de Jérusalem (*Kudüs Ordusu*), qui a été créé en 1985. Les membres de cette communauté s'inspirent de l'idéologie de la force paramilitaire de la République iranienne.

Les Combattants du Front Islamique du Grand Orient (*İslami Büyükdoğu Akıncılar Cephesi – IBDA-C*) constituent également une organisation du mouvement islamiste fondamentaliste turc. Fondée en 1970, elle utilise la violence comme moyen d'action contre le système laïc turc à partir des années 1990.

Parmi les autres groupes influents à l'intérieur de la mouvance islamiste radicale, nous pouvons également citer le groupe de l'État du Califat (*Hilafet Devleti*) et l'Organisation de l'Action Islamique (IHÖ).

L'opposition de ces groupes issus de l'islamisme fondamentaliste envers la vision du Parti de la Justice et du Développement constitue cependant une part extrêmement infime de la population turque et du courant islamique dans ce pays. L'exercice de violentes actions, notamment avec les attentats à Istanbul en 2003, démontre alors leur refus de voir en l'AKP le représentant de l'islamisme turc.

Cette réfutation confirme la particularité des identités plurielles de ce nouveau parti au pouvoir. En effet, la formation de Recep Tayyip Erdogan ne souhaite pas être définie comme étant islamiste, mais démocrate-conservateur. Malgré cette volonté affichée de se différencier au maximum des partis islamistes classiques, l'AKP conserve cependant, dès sa fondation, de multiples caractéristiques identitaires dont celle mettant en avant le maintien d'une vision à vocation islamique.

2.1.4 Les diverses identités du Parti de la Justice et du Développement

L'analyse des différenciations et des analogies de l'AKP vis-à-vis des partis islamistes qui l'ont précédé a démontré qu'il n'est pas simple de définir les composantes propres à cette formation. Lorsque nous souhaitons mettre en avant les principales caractéristiques du Parti de la Justice et du Développement, il ne faut pas se demander quelle est l'identité de cette formation, mais plutôt quelles sont ses identités. En effet, ce parti politique ne peut pas être réduit qu'à un seul terme dans sa définition identitaire.

Nous pouvons tout d'abord affirmer que « *les aspirations de l'AKP sont démocratiques au niveau politique, conservatrices aux niveaux social et culturel, libérales au niveau économique* »⁷⁶.

La formation de Recep Tayyip Erdoğan peut ainsi être vu comme étant un parti social-conservateur en répondant favorablement aux doléances exprimées par différentes tranches de la population sur des questions sociales et économiques, tout en restant en adéquation avec les valeurs conservatrices en matière de religion.

Il est aussi intéressant de remarquer que celle-ci a réussi à combiner une identité démocrate avec une autre islamique sans aucune contradiction. Ses deux identités se trouvent alors être complémentaires en se renforçant l'une avec l'autre⁷⁷.

L'AKP voit son identité en même temps composée « *par ce qu'elle veut oublier, l'islamisme, et ce qu'elle souhaite publiquement devenir, conservative-démocrate, reflétant un conflit entre ces deux notions* »⁷⁸.

⁷⁶ Billion, Didier, “ Réflexions introductives sur la politique extérieure de la Turquie ”, in Nahavandi Firouzeh (dir.), *Turquie. Le Déploiement stratégique*, Bruxelles, Bruylant, 2012, p. 41.

⁷⁷ Jossieran Tancrede, *op. cit.*, p. 55.

⁷⁸ Yavuz, Hakan, *op. cit.*, p. 3.

Cette formation cherche alors, dès sa création, à démontrer la pluralité de ses composantes en vue de faire adhérer un maximum de personnes, pas seulement proches d'une idéologie islamique, à son programme.

Ainsi, comme le décrit Hamit Bozarslan, le Parti de la Justice et du Développement constitue une « *organisation qui a su muer d'une formation islamiste en un parti conservateur, répondant ainsi aux demandes d'une société elle-même très conservatrice* »⁷⁹.

Il est ainsi plus juste d'utiliser le terme d'« islamique », qui se rapporte à l'islam, pour le définir durant ses premières années au pouvoir. En effet, celui-ci cherche alors à rester attaché aux valeurs de l'islam tout en excluant d'inclure la religion à l'intérieur de ses politiques, comme cela est le cas pour les partis islamistes turcs classiques.

Pour une fraction non-négligeable de la population turque attachée au respect intégral des principes du kémalisme, l'AKP chercherait cependant à cacher provisoirement son identité islamiste à travers des identités moins controversées. Le parti utiliserait alors l'art de la dissimulation (*takiyye*) en cherchant à masquer sa véritable identité tout en souhaitant islamiser la société turque sur le long terme.

Ainsi, les dirigeants de cette formation, « *plutôt que de tenter de représenter une forme d'islam politique vouée à l'échec, ils optent pour un cadre politique de type conservateur conjuguant respect des valeurs et dynamisme sociale* »⁸⁰.

Le revers du Parti Refah, alors à la tête d'une coalition gouvernementale, en 1997, a constitué un marqueur primordial de la prudence que doit observer tout parti islamique qui voudrait imposer des éléments religieux dans les politiques intérieures et extérieures turques. L'AKP est conscient de ces limites suite à sa création en 2001.

Du point de vue économique, celui-ci est libéral et favorable au système du capitalisme. Il encourage également le développement du libre entrepreneuriat et la limitation de la fonction étatique dans les affaires économiques.

⁷⁹ Bozarslan, Hamit, *op. cit.*, p. 377.

⁸⁰ Ünsaldi, Levent, *op. cit.*, p. 128.

L'ensemble de ces caractéristiques se retrouve au sein de l'organisation patronale MÜSAID, proche de l'AKP, et composée essentiellement d'une élite provenant d'une nouvelle classe moyenne attachée aux valeurs conservatrices.

Durant ses premières années aux pouvoirs, le Parti de la Justice et du Développement s'est rapidement constitué comme étant pro-européen. Sa détermination à engager la Turquie dans une série ambitieuse de réformes sociales et économiques afin d'accélérer son processus d'adhésion à l'Union européenne a été le marqueur principal de cette identité du parti.

Ces réformes lui ont également permis d'éloigner progressivement l'institution militaire, proche des forces kémalistes laïques, du processus décisionnel en Turquie.

En complément du fort intérêt qu'il soutient à une rapide adhésion européenne de la Turquie, le parti d'Erdoğan exprime également son attachement au passé ottoman. L'héritage de l'Empire ottoman, qui se manifeste à travers l'attention particulière portée sur ses territoires, sa culture commune et la position centrale occupée par les turcs, est mis en avant par les dirigeants de cette formation politique.

Même si cette identité ne s'exprime au début qu'assez discrètement dans la politique étrangère turque au Moyen-Orient, l'influence de celle-ci va se renforcer progressivement à la suite de la première législature du parti.

L'ensemble de ces marqueurs identitaires a permis à celui-ci de pouvoir compter sur le mouvement Gülen afin de soutenir sa politique. Cette alliance est d'autant plus essentielle alors que la confrérie de Fethullah Gülen a constamment été en désaccord avec les partis islamistes successifs qui lui ont précédés. L'étude de la coopération progressive de ces deux entités est essentielle pour la compréhension des bouleversements connus par la scène intérieure turque à partir des années 2000.

2.2 L'alliance de l'AKP et du mouvement de Fethullah Gülen

2.2.1 Les fondements de la confrérie güleniste

L'AKP ne constitue pas l'unique composante du renouveau de l'islamisme turc. Le mouvement de Fethullah Gülen, qui s'est fortement développé durant les années 1990, représente également un élément majeur de l'échiquier des forces islamiques turques au début du 21^{ème} siècle. L'alliance stratégique des deux courants renforce ainsi l'implantation du conservatisme religieux au sein de la société turque.

Les deux formations ont alors une chance historique de ressouder les liens entre les adhérents de l'islam politique turc et une autre partie de la population turque veillant également au respect des valeurs conservatrices, représenté par la confrérie güleniste.

Cette situation marque clairement les bouleversements majeurs connus par l'islamisme turc au tournant des 20^{ème} et 21^{ème} siècles. Les opportunités d'une telle entente démontrent la convergence des points de vue entre les principales forces islamiques turques.

La particularité de cette complicité vient principalement du fait que les membres de la confrérie güleniste n'ont jamais été proches des partis islamiques turcs jusqu'à l'avènement au pouvoir du Parti de la Justice et du Développement en novembre 2002.

Il s'agit donc d'une coopération inédite entre les partisans de Fethullah Gülen et une formation dont les principaux dirigeants sont issus de la mouvance islamiste.

L'analyse de l'alliance entre l'AKP et le mouvement Gülen doit être établie en plusieurs étapes. Il est tout d'abord primordial d'étudier les principales caractéristiques de la confrérie güleniste. Les circonstances qui ont permis le rapprochement entre ces deux entités sont ensuite essentielles pour mieux comprendre cette coopération. Les intérêts réciproques d'une telle proximité pour ces deux mouvements constituent le point d'orgue de ce mécanisme novateur à l'intérieur de l'islamisme turc.

Le mouvement Gülen tient son nom de Fethullah Gülen, ancien imam au service de la direction des affaires religieuses (*Diyanet*).

Fethullah Gülen est proche des idées de Saïd Nursi, théologien turc du début du 20^{ème} siècle, qui influence le retour de l'islam dans le jeu politique de la Turquie à partir des années 1950.

Egalement appelée *Hizmet* (Service) ou *Cemaat* (Communauté), la confrérie güleniste, créé dans les années 1970, prend une ampleur très importante en Turquie et à l'étranger à partir des années 1990.

Durant cette période, nous observons l'accroissement progressif d'un dense réseau éducatif, ainsi que l'accroissement de la présence de la confrérie dans les organes de la police, de la justice et des médias.

Fethullah Gülen met spécifiquement l'accent sur l'éducation, la valorisation des sciences modernes et le respect des valeurs conservatrices. La religion a une place très importante dans cette organisation, même si celle-ci n'a pas vocation à se concentrer uniquement sur des marqueurs religieux.

« L'objectif prioritaire de Gülen était de former des cadres, qui se seraient développés intellectuellement et culturellement pour devenir des candidats à la direction de l'Etat sur la base d'un Etat Nation. L'utilisation de l'éducation et de la connaissance permet de répondre aux besoins de la société et constitue un des éléments pour stopper l'effondrement social de la société. Les Maisons de Lumière, les foyers d'étudiants, les collèges, les cours privés, les universités et les organisations non gouvernementales constituent la structure du mouvement Gülen »⁸¹.

Il n'existe pas de chiffres officiels quant au nombre de personnes contribuant ou soutenant le mouvement Gülen en Turquie. Nous parlons généralement de plusieurs millions de personnes qui sont plus ou moins liés à cette organisation. Cela comprend les membres faisant partie du noyau dur du mouvement, étant alors soumis à un service inconditionnel à la communauté, et les simples partisans qui participent au développement et au bon fonctionnement de celle-ci.

⁸¹ Pekoz, Alex Mustafa, *Le Développement de l'Islam politique en Turquie. Les raisons économiques, politiques et sociales.*, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 74.

Au contraire de l'AKP et des partis islamistes qui l'a précédé, Fethullah Gülen n'a jamais souhaité intégrer sa formation à l'intérieur d'une structure classique de parti politique. Par sa critique de l'utilisation de la religion en politique et sa vision modérée des concepts de l'islam, le mouvement Gülen est vu, dans les années 1990, comme étant une alternative crédible à l'islamisme turc traditionnel représenté par le parti Refah⁸².

Le mouvement Gülen s'est plutôt attaché à asseoir son influence dans la société, à travers le secteur de l'audiovisuel, le système de l'éducation, les organisations sociales et caritatives, ainsi que les structures de l'État, tels que la police, la justice et l'armée.

Tout en ayant des implications politiques, le fait d'accroître son influence au sein de la bureaucratie peut en effet s'avérer être une solide alternative aux élections en vue de l'accès aux instances du pouvoir⁸³.

Quatre piliers distinguent le mouvement Gülen : le domaine éducatif, le monde des médias, les activités de dialogue interreligieux et la Confédération Turque des Hommes d'Affaires et des Industriels (TUSKON)⁸⁴.

Dans le système éducatif, on dénombre plusieurs milliers d'écoles privées, de cours préparatoires à l'examen d'entrée à l'université et de dortoirs reliés au mouvement Gülen en Turquie. Plusieurs universités privées, dont celle de Fatih établie en 1996 à Istanbul, sont également gérées par des membres de ce mouvement. L'éducation proposée par les institutions gülenistes souhaite allier les principes de la science moderne avec les valeurs conservatrices de l'islam, tout en marquant l'importance de la culture populaire turque.

Dans le secteur audiovisuel, les membres du mouvement Gülen sont principalement à la tête d'une chaîne de télévision fondée en 1993, *Samanyolu TV*, ainsi que du quotidien *Zaman* (Le Temps) fondé en 1986. Il s'agit tout simplement de l'un des plus importants journaux en Turquie avec près d'un million de tirages par jour. Depuis 1994, le même conglomérat médiatique que le journal *Zaman*, *Feza Gazetecilik*, a établi une agence d'information turque, du nom de *Cihan Haber Ajansi*.

⁸² Koyuncu Lorasdağı, Berrin, *op. cit.*, in Keyman, E.Fuat (dir.), *op. cit.*, p.157.

⁸³ Fuller, Graham E., *op. cit.*, p. 132.

⁸⁴ Rabasa, Angel, and F.Stephen Larabee, *op. cit.*, p. 53.

Les activités de dialogues interreligieux et interculturels constituent un autre élément essentiel du programme de la confrérie güleniste. La notion de tolérance se trouve au cœur des valeurs de l'islam pour le mouvement Gülen. La rencontre de Fethullah Gülen avec le pape Jean-Paul II au Vatican en 1998 marque sa volonté de faire coexister pacifiquement l'islam avec les autres religions.

Le quatrième pilier du mouvement Gülen constitue la confédération TUSKON (*Türkiye İş Adamları ve Sanayiciler Konfederasyonu* – Confédération Turque des Hommes d’Affaires et des Industriels), qui a été fondée en 2005. Très proche de cette confrérie, il regroupe actuellement sept fédérations d’hommes d’affaires, 211 associations et environ 55 000 entrepreneurs à travers la Turquie. A l’étranger, TUSKON a quatre représentations : Bruxelles, Washington, Moscou et Pékin., ainsi que des organisations partenaires dans 140 pays⁸⁵.

Cette confédération est définie « *comme étant une organisation de la société civile aspirant à offrir des solutions constructrices pour les questions politiques, sociales et économiques de la Turquie* »⁸⁶.

En complément à TUSKON, le mouvement Gülen a fondé en janvier 2002 une importante organisation non-gouvernementale, *Kimse Yok Mu* (Y-a-t ‘il quelqu’un ?), à l’intérieur de la chaîne de télévision Samanyolu TV. En 2006, l’organisation obtient le statut d’Association de Bien Public par le gouvernement de l’AKP. Avec ses 41 filiales en Turquie, l’association exerce principalement des missions dans les domaines de l’aide humanitaire, de la santé et de l’éducation dans le pays, ainsi que dans près de 100 pays dans le monde.

Pour Gülen, la Turquie doit savoir combiner à bon escient ses identités occidentale et orientale pour trouver sa place dans un monde qui change de plus en plus rapidement. Une vraie civilisation est possible si elle réunit les sciences occidentales avec la moralité et la foi orientale⁸⁷.

Suite à cette analyse des fondements du mouvement Gülen, il est essentiel de comprendre les conjonctures qui ont amené celui-ci à s’allier avec l’AKP à partir de l’accession de ce dernier au pouvoir en 2002.

⁸⁵ TUSKON, site officiel : <http://www.tuskon.org>, consulté le 12 décembre 2014.

⁸⁶ *Ibid.*

⁸⁷ Koyuncu Lorasdağı, Berrin, *op. cit.*, in Keyman, E.Fuat (dir.), *op. cit.*, p. 158.

2.2.2 Les circonstances ayant conduit à l'alliance AKP-Gülen

Le mouvement Gülen n'a jamais soutenu ouvertement les partis politiques islamistes dirigés par Necmettin Erbakan et ceux de ses successeurs. Fethullah Gülen a essentiellement reproché à ce dernier sa gestion autoritariste, ainsi que les fondements de sa politique axés sur la notion de *Milli Görüş*. Pour les gülenistes, ces formations islamistes ont endommagé la place de l'islam en Turquie à cause de l'utilisation de la religion à des fins politiques et de leurs confrontations avec l'instance militaire turque⁸⁸.

Ainsi, Gülen a traditionnellement appelé à voter pour des partis de centre-droit, tel que l'ANAP de Turgut Özal, qui incorporent des idées conservatrices sans toutefois chercher à faire usage des principes religieux dans leurs politiques.

La relation du mouvement Gülen avec l'État turc change à partir de juin 1999 suite à la diffusion à la télévision de cassettes attribuant des paroles à Fethullah Gülen. Sur ces enregistrements, qu'il dénonce comme étant un montage, il appelle sa communauté à se tenir prêt à renverser le système pour y instaurer un État islamique. Alors exilé aux Etats-Unis depuis 1999 pour des raisons médicales, Fethullah Gülen est jugé par contumace en 2000. Il décide alors de rester sur le territoire américain.

Son discours, auparavant axé sur la nécessité du soutien à porter envers l'État et l'institution militaire, se recentre sur l'intérêt d'appliquer des réformes dans des domaines tels que les droits de l'homme et la démocratie⁸⁹.

A la faveur de ces nouveaux développements, les fondateurs de l'AKP, étant alors encore membres des partis islamistes qui l'ont précédé, se sont rapprochés progressivement du mouvement güleniste à partir de la fin des années 1990. Ils participent ainsi, par exemple, à des séminaires mis en place par cette organisation. Ces réunions ont pour sujets principaux la laïcité et les rapports entre l'État, la société et la religion.

En mai 2000, Recep Tayyip Erdoğan visite Fethullah Gülen aux Etats-Unis. Il y reçoit alors son soutien et celui de sa communauté en vue de la création de l'AKP.

⁸⁸ Fuller, Graham E., *op. cit.*, p. 129.

⁸⁹ Koyuncu Lorasdağı, Berrin, *op. cit.*, in Keyman, E.Fuat (dir.), *op. cit.*, p. 159.

Cette alliance, qui s'est ainsi réalisée dès la fondation de ce dernier, s'explique alors pour différentes raisons.

La principale d'entre elles résulte du fait que l'AKP, à sa création, se détache à la fois des partis islamistes classiques et de leurs attachements à la vision du *Milli Görüş*. Cela va permettre au parti d'Erdoğan de compter sur le soutien et les voix des membres de la communauté Gülen.

Les dirigeants de l'AKP cherchent à se rapprocher de ce mouvement du fait de l'emprise importante de celui-ci en Turquie. C'est pour cela qu'« *Erdoğan ne néglige pas l'importance des confréries et des cemaat, qu'il considère comme les fondateurs de la plus importante société civile du pays. Il entend développer des relations amicales avec elles* »⁹⁰.

Les deux entités islamiques ont alors une approche commune au sujet de la place que doit occuper la laïcité en Turquie. Pour eux, la laïcité turque constitue une condition indissociable à la démocratie du moment que celle-ci ne porte pas atteinte à la liberté religieuse dans son exercice⁹¹.

L'adoption d'une politique économique néolibérale par le Parti de la Justice et du Développement représente un autre point de convergence avec la vision des relations économiques soutenue par les partisans de Fethullah Gülen. Ces derniers se trouvent en effet en accord avec la nécessité de renforcer le libre-entrepreneuriat, en témoigne la création en 2005 de la confédération TUSKON proche des milieux gülenistes, tout en limitant le cadre des interventions étatiques au sein du système économique turc.

Le solide engagement mis en œuvre, au début des années 2000, par l'AKP et le mouvement Gülen envers l'adhésion de la Turquie dans l'Union européenne représente aussi un important point de rapprochement entre eux. L'application par le nouveau gouvernement turc d'une succession de réformes sociales et économiques fondamentales en vue de cette adhésion a alors concorde avec les attentes des gülenistes dans ces domaines.

⁹⁰ Zarcone, Thierry, *op. cit.*, p. 254.

⁹¹ Turam, Berna, *op. cit.*, p. 138.

L'attitude coopérative des deux formations en faveur du respect des valeurs démocratiques et des institutions étatiques de la République laïque turque permet l'élaboration d'une entente constructive entre elles. Ce bouleversement dans la relation entre l'État et l'islam constitue une des explications majeures ayant abouti à la transformation progressive de l'islamisme turc⁹².

Le Parti de la Justice et du Développement a donc bénéficié, durant sa première législature, d'un soutien essentiel de la part de la confrérie güleniste afin de renforcer sa légitimité intérieure en tant que première formation politique et dans le courant conservateur en Turquie.

Contrairement à ses relations difficiles avec les partis islamistes turcs dans les années 1980 et 1990, le mouvement Gülen partage avec l'AKP une vision similaire sur la nécessité de promouvoir les interprétations réformatrices de l'islam.

Ce constat a pour conséquence d'exercer un rôle essentiel dans le rapprochement de ces deux entités depuis la fin des années 1990. Le point de vue commun dans la manière de percevoir la foi religieuse comme étant un choix personnel et libre de toutes pressions renforce encore plus la possibilité d'une alliance réussie entre ces forces islamiques⁹³.

L'AKP et la confrérie güleniste ont profité de la période d'incertitudes et de crises connue par la Turquie aux niveaux politiques et socioéconomiques pour se rapprocher. L'attente croissante d'une grande partie de la société turque pour un renouvellement de la classe dirigeante ainsi que la mise en application de politiques efficaces et moins corrompues ont favorisé l'impact d'un rapprochement entre les formations d'Erdoğan et de Gülen.

L'ensemble des circonstances qui ont permis progressivement l'élaboration de cette alliance a pour conséquence la mise en perspective d'intérêts communs dans différents domaines.

En effet, cette coopération s'exprime à la fois dans les secteurs économiques, sociaux, politiques, culturels, ainsi que pour l'évolution des relations extérieures turques, notamment vis-à-vis de l'Europe et du Moyen-Orient.

⁹² *Ibid.*, p. 13.

⁹³ Tezcür, Güneş Murat, *op. cit.*, p. 77.

2.2.3 L'intérêt réciproque d'un rapprochement des deux courants

Avec la formation de l'AKP en 2001, l'alliance avec le mouvement Gülen a constitué une réelle chance pour les forces islamiques turques de transmettre convenablement leurs idées et d'accroître leurs assises au sein de la société turque. L'accord des deux groupes envers des sujets majeurs, tels que la place de la religion dans la société, le respect de la démocratie et la consolidation des droits de l'homme marque la nécessité d'une entente mutuelle.

Le rapprochement entre ces deux formations a aussi été l'occasion de renforcer considérablement la crédibilité des conservateurs comme partenaires en termes de politique de démocratisation. Cela permet également l'accélération du rythme des réformes en vue d'une adhésion à l'Union européenne, permettant de freiner l'autoritarisme de l'État turc⁹⁴.

La modération des discours du Parti de la Justice et du Développement et du mouvement Gülen sur les discussions portant sur la religion font de ces organisations, au début des années 2000, des interlocuteurs privilégiés parmi les forces islamiques du Moyen-Orient pour les occidentaux. Cet aspect est d'autant plus important suite aux événements du 11 septembre et à l'accroissement du terrorisme exercé au nom de l'islam.

Le renforcement des liens entre les deux entités islamiques turques, même s'il n'existe pas de liaisons organiques, permet à de nombreux membres de la communauté Gülen d'occuper des places de premier plan à l'intérieur de ce nouveau parti politique, notamment à travers l'obtention de ministères ou de sièges parlementaires⁹⁵.

L'influence notable du mouvement Gülen dans l'ensemble des secteurs de la société turque et le croissant contrôle de l'AKP sur les centres du pouvoir aboutissent à l'attrait mutuel d'une coopération réussie.

Cette collaboration s'exprime principalement au cœur de la nouvelle classe moyenne conservatrice qui a vu son influence progressivement s'accroître dans la société turque depuis les années 1980. Les deux mouvements ont ainsi contribué à l'édification d'élites proches des valeurs islamiques face aux forces kémalistes alors dominantes dans le pays.

⁹⁴ Turam, Berna, *op. cit.*, p. 32.

⁹⁵ Tezcür, Güneş Murat, *op. cit.*, p. 77.

Comme l'explique Josseran Tancredi, « *la vigueur de ces nouvelles élites est portée par trois grands vecteurs : un parti politique aux solides assises populaires : l'AKP, un patronat politique islamique conquérant : le MÜSIAD, des confréries religieuses qui irriguent la société en profondeur* »⁹⁶.

Au niveau économique, un rapprochement entre ces deux groupes est également essentiel pour les intérêts réciproques des forces islamiques turques. Une coopération de ces deux entités dans le développement économique de la Turquie permet en effet de promouvoir et d'accroître la présence des valeurs conservatrices au sein de la société.

Le MÜSIAD, organisation patronale proche de l'AKP, et le TUSKON, confédération économique rattachée aux partisans de Fethullah Gülen, ont de nombreux intérêts à coopérer ensemble. Les deux organisations sont à la fois favorables à l'exercice du libre marché, à la limitation du rôle de l'État dans l'économie et la société, ainsi qu'à une préférence pour le commerce et les investissements dans le monde musulman⁹⁷.

Le domaine de relations extérieures constitue également une source d'avantages mutuels pour le parti d'Erdoğan et la confrérie güleniste. Dès son accession au pouvoir, la volonté de l'AKP de mettre en œuvre une politique étrangère multidimensionnelle, active et attachée à la valorisation de l'époque ottomane s'accorde parfaitement à la vision internationale de Fethullah Gülen. Ce dernier souhaite en effet inculquer les valeurs scientifiques, morales, religieuses, ainsi qu'une mise en avant de la culture turque aux étudiants des centaines d'écoles établies par son mouvement à travers le monde.

L'AKP et l'organisation Gülen ont donc beaucoup à gagner d'une entente sur la scène intérieure turque comme dans les rapports de la Turquie avec le monde extérieur, notamment vis-à-vis des républiques turcophones d'Asie Centrale et des pays du Moyen-Orient.

Leur alliance s'effectue dans un milieu régional favorable à l'accentuation des valeurs conservatrices. Cette résurgence de l'islamisme au Moyen-Orient, essentiellement depuis les années 1970, a des impacts sur l'évolution de l'islam politique en Turquie.

⁹⁶ Tancredi, Josseran, *op. cit.*, p. 36.

⁹⁷ Park, Bill, *Modern Turkey. People, state and Foreign Policy in a globalized world*, New-York, Routledge, 2011, p. 79.

2.3 Le retour d'un conservatisme religieux lié à un nouveau contexte régional

2.3.1 La résurgence de l'islamisme au Moyen-Orient

A partir des années 1960, le Moyen-Orient connaît, au sein de ses sociétés, une recrudescence de l'importance du mouvement islamiste. L'Arabie Saoudite se trouve alors en première ligne de cette nouvelle situation.

La création à La Mecque, en 1962, de la Ligue Islamique Mondiale, connue également sous le nom de *Rabita*, représente le symbole du commencement de la résurgence de l'islamisme dans la région. Cette ONG, fondé par le prince Fayçal d'Arabie Saoudite, a pour objectif « *de construire une barrière idéologique et organisationnelle contre le mouvement socialiste qui avait tendance à se développer dans le monde en général et au Moyen-Orient et dans le monde arabe en particulier, pendant la période 1960-1980* »⁹⁸.

A partir des années 1970, les évènements régionaux, notamment la Révolution islamique en Iran en 1979 et la propagation de l'islam par l'Arabie Saoudite, vont conforter cette tendance de réislamisation dans les sociétés de la région.

Durant cette période, la Turquie va également connaître un véritable retour au premier plan du facteur religieux à l'intérieur de sa vie politique et de sa société. L'application de la synthèse turco-islamique à la suite du coup d'État de 1980, notamment par l'intermédiaire du rôle majeur de la Rabita dans ce processus, va considérablement favoriser l'expansion des valeurs conservatrices en Turquie.

Ce phénomène de réislamisation au Moyen-Orient en général, et en Turquie en particulier, démontre clairement la dépendance de la politique intérieure avec les relations internationales turques.

⁹⁸ Pekoz, Alex Mustapha, *op. cit.*, p. 113.

Dès son accession au pouvoir, le Parti de la Justice et du Développement va mettre l'accent sur l'importance de cette connexion.

Le Moyen-Orient a connu depuis ces dernières décennies, particulièrement après les années 1960, des changements radicaux liés au rôle de l'islam à l'intérieur des sociétés qui le composent. Cette dynamique, que l'on peut qualifier de réislamisation, s'est tout d'abord observé par des percées majeures des forces islamistes et conservatrices sur la scène politique de ces pays.

La création de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI) en 1969 marque symboliquement la prise en considération, par les pays du monde musulman, de l'importance du facteur religieux dans les différentes situations à l'intérieur du Monde musulman et au Moyen-Orient en particulier.

L'accroissement du conservatisme dans les populations de la région constitue l'autre élément essentiel de ce mécanisme durant cette période. Le début des années 1970 marque ainsi le commencement de la forte progression de l'influence des mouvements islamistes à l'intérieur des pays de la région, qu'ils appartiennent au monde arabe ou non.

La guerre de Kippour, en octobre 1973, ainsi que le premier choc pétrolier qui en découle, ont pour conséquence de permettre aux exportateurs de pétrole du Moyen-Orient, l'Arabie Saoudite en premier, de s'enrichir très rapidement. A travers la propagation des valeurs du courant conservateur wahhabite saoudien, ces nouvelles recettes financières contribuent à partir de la seconde moitié des années 1970 à renforcer le poids de l'islam dans les sociétés de la région. Il s'agit de contrebalancer les forces du nationalisme arabe, encore prééminentes, en faisant « *reculer l'influence massive des mouvements révolutionnaires panarabes, laïcs et socialisants, qui dénonçaient avec véhémence le néolibéralisme occidental et son soutien inconditionnel à la cause israélienne* »⁹⁹.

Le point d'orgue de cette période de réislamisation au Moyen-Orient constitue l'aboutissement de la Révolution iranienne de 1979. Véritable emblème de la montée en puissance du conservatisme dans la région, la Révolution islamique en Iran marque également le début d'un nouvel affrontement idéologique pour la suprématie religieuse de la région.

⁹⁹ Corm, Georges, *Le Proche-Orient éclaté (1956-2007)*, Paris, Gallimard, 2007, p. 819.

Cependant, qu'il soit à connotation chiite ou sunnite, l'islamisme, qui était encore marginal à la fin des années 1960, a connu une évolution spectaculaire au Moyen-Orient au cours de la décennie 1970. Ce courant est ainsi parvenu à devenir rapidement un élément primordial au cœur des sociétés musulmanes¹⁰⁰.

Face à ce rapide accroissement de l'influence islamiste, les années 1980 vont voir les institutions étatiques du Moyen-Orient inclure de plus en plus le facteur religieux au cœur de leurs politiques. La gestion par l'État d'écoles religieuses, en plein développement durant cette période, ainsi que la création ou le renforcement d'un « islam officiel » représentent deux éléments nécessaires afin d'encadrer l'évolution de cette réislamisation qui ne cesse de progresser dans la région pendant cette décennie¹⁰¹.

Nilüfer Göle démontre ainsi que les aspects sociaux et culturels, en complément du domaine politique, tiennent une place prépondérante dans ce processus de résurgence de l'islam au Moyen-Orient :

*« Le renouveau islamiste qu'ont connu les pays musulmans dans les années soixante-dix et quatre-vingt a été le plus souvent considéré et expliqué comme un activisme politique visant à instaurer un ordre islamiste basé sur la loi religieuse (la Sharia). Certes, c'est la stratégie politique qui est la plus visible au sein des multiples tendances de l'islamisme contemporain, mais dans l'observation de ce phénomène, il ne faut pas omettre de relever l'impact social que peuvent avoir l'appropriation d'une référence islamiste et la participation de nouveaux groupes sociaux qu'elle génère. L'idée d'une révolution islamique conçue comme une révolte des masses est en effet tellement énorme que cette logique politique de révolution ne peut que cacher une logique qui est en réalité socio-culturelle »*¹⁰².

Plusieurs éléments montrent clairement l'importance des composantes socioculturelles dans l'affirmation accrue des valeurs de l'islam dans les sociétés moyen-orientales au cours des décennies 1970 et 1980.

¹⁰⁰ Kepel, Gilles, *Jihad : Expansion et déclin de l'islamisme*, Paris, Gallimard, 2000 p. 171.

¹⁰¹ Roy, Olivier, *L'Islam mondialisé*, Paris, Seuil, 2002, pp. 44-46.

¹⁰² Göle, Nilüfer, "Laïcité, modernisme et islamisme en Turquie", *Cahiers d'Etudes sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien*, vol. 19, 1995, p. 5.

A partir de cette période, le port du voile devient le plus fort marqueur identitaire lié à ce véritable retour du religieux au Moyen-Orient. La Révolution islamique en Iran, à travers le tchador, a fait du voile, à partir des années 1980, une « arme » politique au profit de l'installation durable des forces conservatrices dans la région.

En complément du développement perceptible des aspects visuels à l'intérieur des sociétés moyen-orientales, notamment par l'importance des symboles religieux, les années 1980 et 1990 voient l'influence des signes islamiques se renforcer dans les médias et les arts tels que le cinéma et la littérature¹⁰³.

L'édition subventionnée de livres, provenant principalement du Liban et d'Arabie Saoudite, à connotations religieuses connaît aussi un véritable essor durant ces deux décennies, surtout dans les années 1980. La diffusion de ces milliers d'écrits au Moyen-Orient concourt ainsi à la régression de l'influence de « *la culture révolutionnaire d'inspiration nationaliste arabe ou marxiste* » qui domine la région jusqu'à la décennie 1970¹⁰⁴.

Durant les années 1990, les États du Moyen-Orient, en intégrant amplement les composantes islamiques dans leurs sociétés, ont quasiment réussi à mettre un terme au caractère révolutionnaire du courant islamiste qui prévalait les deux décennies précédentes. Cependant, ce plus fort rattachement à l'islam ainsi que les méthodes utilisées pour défaire les forces islamistes ne permettent pas à cette époque de mettre en application une transition démocratique à partir des régimes autoritaires de la région¹⁰⁵.

Cette situation va avoir tendance à se renforcer au début des années 2000. Les partis islamistes, qui n'ont généralement pas le droit de se présenter librement aux élections dans la plupart des nations du Moyen-Orient durant ces années, ne peuvent alors pas s'intégrer dans le jeu politique de ces pays.

Ce renforcement du poids de la religion dans l'environnement moyen-oriental depuis les années 1970 a des conséquences primordiales pour l'évolution du rôle de l'islam à l'intérieur des structures étatiques et de la société en Turquie.

¹⁰³ Bozdağlıoğlu, Yücel, *Turkish Foreign Policy and Turkish Identity. A Constructivist Approach*, New-York/Londres, Routledge, 2003, p. 89.

¹⁰⁴ Corm, Georges, *op. cit.*, p. 819.

¹⁰⁵ Turam, Berna, *op. cit.*, p. 31.

2.3.2 L'importance de la Turquie dans ce processus

La Turquie a joué un rôle majeur dans la dynamique de retour du mouvement religieux au Moyen-Orient dans le dernier tiers du vingtième siècle. La création en 1970 par Necmettin Erbakan du Parti de l'Ordre National (*Milli Nizam Partisi* – MNP), premier parti politique islamiste turc, démontre la croissante influence du mouvement conservateur au sein de la vie politique et de la société. Sous le Parti du Bien-être (*Milli Selamet Partisi* – MSP), qui succède au MNP en 1973, Erbakan permet à ce qu'une formation islamiste soit représentée pour la première fois, et à trois reprises entre 1974 et 1978, dans une coalition gouvernementale en Turquie.

Comme dans de nombreux États de la région, les autorités turques ont tenu à encadrer la progression du renouveau islamique, que cela soit à travers les institutions caritatives ou dans le domaine de l'éducation, à partir du début des années 1970. Cette période marque « *le retour de l'islam dans le discours officiel* » en grande partie pour « *instrumentaliser l'islam à la fois contre l'extrême-gauche et l'extrême droite* »¹⁰⁶.

Deux événements, qui se sont déroulés dans les années 1979-1980, ont eu un impact majeur sur le processus de réislamisation en Turquie. Tout d'abord, la Révolution iranienne, qui met fin à la monarchie en février 1979 et permet l'instauration d'une République islamique deux mois plus tard, va avoir un effet indéniable sur l'influence des forces islamistes turques. Celles-ci, dans cette conjoncture, peuvent alors espérées voire leurs positions évoluer favorablement à l'intérieur de la société turque.

D'une importance encore plus cruciale, le coup d'État de septembre 1980 constitue le second instant clé à cette époque pour les composantes conservatrices dans le pays. A l'origine de ce processus, les militaires vont en effet mettre en application une politique, fréquemment dénommée sous le terme de synthèse turco-islamique, permettant de combiner les fondements de la culture turque avec ceux de l'islam.

¹⁰⁶ Sfeir, Antoine, *Les islamismes d'hier et d'aujourd'hui*, Paris, Lignes de repères, 2008, p. 42.

« C'est depuis le coup d'État du 12 septembre 1980, lorsque les militaires ont décidé, contrairement à leurs traditions kémalistes, d'imposer à la société une cure de réislamisation, que l'islam politique s'est renforcé »¹⁰⁷.

Avec cette politique, l'État souhaite mettre en avant la religion pour à la fois contrer l'influence grandissante de l'extrême-gauche à la fin des années 1970 et pour encore mieux contrôler la pratique de l'islam dans le pays. Le secteur éducatif exerce alors un rôle essentiel dans l'exercice de cette synthèse turco-islamique, notamment avec l'inscription dans la Constitution de 1982 des cours obligatoires de religion au cours du cursus de chaque étudiant.

Le développement important des écoles *İmam-hatip*, écoles donnant une place plus importante à l'étude des valeurs religieuses, devient alors sensible à partir du début des années 1980. Alors que dans les années 1970, le nombre d'élèves inscrits dans les écoles *İmam-hatip* est passé de près de 50 000 en 1974 à 200 000 en 1980, celui-ci continue de s'accroître fortement jusqu'en 1997 avec un chiffre record avoisinant les 500 000 élèves.

Alors qu'ils souhaitaient encadrer la religion et l'accroissement de son emprise à l'intérieur de la société turque d'une manière plus efficace, l'action des militaires a eu au contraire l'effet inverse avec l'extension de la place du religieux dans la vie publique.

En complément de la prise en considération des partis politiques de cette progression du conservatisme en Turquie, surtout dans les années 1980, le second choc pétrolier qui suit la Révolution islamique en Iran va encourager encore plus les relations économiques et sociales avec les régimes fondamentalistes de la région. La Turquie ayant de faibles ressources énergétiques, le renforcement de cette dépendance envers des États comme l'Arabie Saoudite était nécessaire¹⁰⁸.

Au cours des années 1970, l'islam ne représente pas encore une force politique assez solide pour concurrencer l'identité dominante de l'État turc, essentiellement tournée vers l'Europe, notamment à travers son programme d'occidentalisation. La forte progression du courant conservateur dans les années 1980 et 1990 permet cependant progressivement à remettre en doute la question identitaire de la Turquie¹⁰⁹.

¹⁰⁷ Manço, Ural, « Les confréries et l'avenir de la laïcité », in Bozdémir, Michel (dir.), *Islam et laïcité. Approches globales et régionales*, Paris, L'Harmattan, 1996 p. 346.

¹⁰⁸ Touzanne, Jean-Pierre, *L'islamisme turc*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 38.

¹⁰⁹ Bozdağlıoğlu, Yücel, *op. cit.*, p. 7.

Dans ce phénomène de réislamisation, la spécificité turque par rapport aux autres nations de la région provient du fait que l'islam radical a historiquement une assez faible assise dans la société turque. Les partis islamistes turcs n'ont ainsi jamais appelé à l'instauration de la loi islamique en Turquie, élément qui n'apparaît pas dans les programmes électoraux de ces formations.

Il faut ainsi noter que, depuis les années 1990, la politique des islamistes turcs s'est détachée de celles alors mises en place par les mouvements de l'islam radical dans les pays arabes. Les partisans de l'islam politique turc ont adopté une orientation plus modérée qui ne voit pas comme une contradiction l'éventualité pour des hommes politiques pieux à diriger un gouvernement laïc¹¹⁰.

Ainsi le Parti Refah a été la première formation islamiste de la région à remporter des élections locales en 1994 et générales en 1995 de manière démocratique. Cela est d'autant plus notable que la Turquie est le seul pays officiellement laïc du Moyen-Orient.

Le phénomène global de réislamisation ne constitue cependant qu'une des raisons de la croissante position de l'islam politique en Turquie ces dernières décennies. Le fait que l'islam soit resté, malgré les politiques de sécularisation, d'une importance capitale pour une grande partie de la population turque, essentiellement dans les zones rurales, représente une autre cause majeure. Les importantes vagues d'immigration interne des zones rurales aux centres urbains vont également accroître le rôle de l'a religion dans la vie publique turque. Enfin, une perte de confiance accrue envers les partis kémalistes n'est pas à négliger dans ce processus¹¹¹.

En exploitant l'ensemble de ces causes, les victoires successives de l'AKP à partir des élections de 2002 vont parvenir à la confirmation que l'islam et la démocratie peuvent coexister au sein d'une république laïque. Nous observons clairement une corrélation entre la résurgence de l'islam au Moyen-Orient depuis les années 1970 et la mise en avant plus marquée du conservatisme sur la scène intérieure turque à la même époque. Ce constat démontre l'existence de liens importants entre les situations internes à la Turquie et les éléments composant ses relations extérieures.

¹¹⁰ White, Jenny B., "Islam and politics in contemporary Turkey", in Kasaba, Reşat (dir.), *The Cambridge History of Turkey. Volume 4. Turkey in the Modern World*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008, p. 380.

¹¹¹ Koliopoulos, Constantinis, "The Strategic implications of Turkey's EU membership", in Müftüler-Baç and Yamnis A. Sivachtis (dirs.), *Turkey-European Union relations: Dilemmas, Opportunities, and constraints*, Lexington Books, 2008, p. 96.

2.3.3 Une politique intérieure allant de pair avec les relations internationales

Il est généralement impossible pour un pays, surtout d'une importance telle que la Turquie, de dissocier la conduite de sa politique étrangère de celle de sa politique intérieure. Les marqueurs influant le développement de la société et de la vie politique turque, telles que l'impact de la religion, l'évolution de la situation sociale et la conjoncture économique demeurent constamment plus ou moins dépendants des caractéristiques de la République turque au sein de l'échiquier mondial.

La particularité des positions géostratégiques, historiques et socioculturelles que connaît la Turquie, plus particulièrement vis-à-vis de son environnement régional, fait que les décisions de politique étrangère se trouvent en interconnexion avec la scène intérieure turque.

Les relations extérieures d'une nation, sur le moyen et long terme, sont généralement déterminées par sa condition interne. Cependant, sur le court terme et dans des circonstances exceptionnelles telles que les situations de guerres, ce sont alors les éléments attachés à l'évolution du contexte international qui peuvent apporter des répercussions majeures sur la situation interne du pays¹¹².

Les facteurs liés à la détermination des relations extérieures de la Turquie ont ainsi souvent une forte corrélation avec des éléments constituant la politique situation intérieure du pays. Le marqueur identitaire, historiquement présent et influent dans la société turque depuis la création de la République, se trouve être d'une importance primordiale dans ce processus.

*« La trajectoire globale de la politique extérieure turque est intimement liée aux questions d'identité. [...] les grands dossiers de politique extérieure – question kurde, adhésion à l'Union européenne, conflit à Chypre, reconnaissance du génocide arménien – ont une dimension interne et questionnent la définition même du modèle turc »*¹¹³.

¹¹² Oran, Baskin (dir.), *Turkish Foreign Policy (1919-2006). Facts and Analysis with Documents*, Salt Lake City, The University of Utah Press, 2010, p. 236.

¹¹³ Dorransoro, Gilles, *Que veut la Turquie ? Ambitions et stratégies internationales*, Paris, Editions Autrement, 2009, p. 6.

La politique extérieure turque a pourtant longtemps été élaborée sans pleinement prendre en compte ces marqueurs qui définissent ce pays. L'aspect oriental largement présent à l'intérieur de la société a souvent été négligé durant les premières décennies de la République par les autorités turques dans la conception des choix de relations extérieures. Les timides rapports avec les pays du Moyen-Orient, au cours de cette période, attestent de cette situation.

Cependant, le mouvement déterminant les identités qui dominent la société et la vie politique en Turquie n'étant pas invariable dans le temps, l'évolution de la politique étrangère turque, qui est attachée à la question identitaire, se développe également au fil des années¹¹⁴.

Depuis les années 1980, et surtout suite à la fin de la guerre froide, la progression de l'identité islamique en Turquie a eu pour conséquence l'élaboration de relations extérieures se trouvant plus en phase avec celle-ci. La dernière décennie du 20^{ème} siècle est ainsi devenue une période où la coexistence des identités occidentale et orientale de la nation turque domine la détermination des politiques interne et externe.

L'entrée progressive de la Turquie dans la mondialisation rend quasiment inévitable l'utilisation des divers marqueurs identitaires de la nation dans l'élaboration de ses relations extérieures. Ismail Cem, ministre des Affaires étrangères de 1997 à 2002, a réellement été la première figure à intégrer simultanément et activement les attentes de la population turque vis-à-vis des rapports de la Turquie avec les pays européens et moyen-orientaux.

L'AKP va, par la suite, reprendre et accentuer ce concept de multidimensionnalité à l'intérieur de son programme de relations internationales. Il devient même rapidement un des éléments clés de la vision du nouveau gouvernement turc.

Pour le Parti de la Justice et du Développement, la politique étrangère constitue un outil permettant d'accroître sa légitimité sur la scène intérieure turque et de se protéger au maximum des pressions de l'« establishment » kémaliste constitué par l'armée et un important fragment de la société civile.¹¹⁵

¹¹⁴ Özcan, Mesut, *op. cit.*, p. 85.

¹¹⁵ Yavuz, Hakan, *op. cit.*, pp. 203-204.

Cette nouvelle formation a rapidement souhaité joindre les composantes caractérisant la situation intérieure de la Turquie, telles que les rapports sociétaux, la mise en avant culturelle, les changements dans le secteur socioéconomique et les principes de droits par exemple, avec l'évolution du contexte international qui l'entoure.

Il est possible d'affirmer que *“l'AKP a transformé à la fois les paramètres de la politique turque et de l'Islam politique à travers l' « Européanisation » et l' « internationalisation » des questions internes »*¹¹⁶.

Le gouvernement islamo-conservateur démontre ainsi sa volonté de composer ses politiques internes en étroite relation avec les éléments de sa politique étrangère, essentiellement vis-à-vis de l'Europe et du Moyen-Orient. Les sujets portant sur des considérations intérieures ne peuvent plus être déconnectés des éléments composant les situations extérieures du territoire turc.

La première législature du Parti de la Justice et du Développement a été marquée par l'exercice d'une prudence relative en raison de l'existence de moyens de pressions influents. Cependant, la formation de Recep Tayyip Erdogan a dès le départ souhaité mettre en application sa vision privilégiant l'interdépendance des politiques intérieures et extérieures.

L'évolution des relations extérieures turques ont ainsi à la fois été impactées par les événements politiques et sociétaux qui se sont déroulés en Turquie de 2002 à 2006 et eu une influence sur la scène intérieure.

L'arrivée au pouvoir de l'AKP a en grande partie permis la mise en place d'une plus forte contiguïté entre les politiques internes et externes de la Turquie. Les marqueurs identitaires turcs ont bien évidemment exercé un rôle primordial dans les décisions de politique étrangère au cours du premier mandat du nouveau parti islamo-conservateur.

¹¹⁶ Duran, Burhanettin, *op. cit.*, in Yavuz, Hakan (dir.), *op. cit.*, p. 282.

3. La politique étrangère turque marquée par une orientation islamique

3.1 Le renforcement de la politique pro-active à travers la doctrine Davutoğlu

La Turquie a un tel poids stratégique que la détermination de ses relations internationales relève d'une importance capitale.

Jusqu'à présent, trois facteurs ont principalement influencé la politique étrangère turque: sa position géopolitique, les aspects régionaux et internes de la Turquie, ainsi que l'aspect historique attaché à ce pays¹¹⁷.

Les identités occidentales et orientales de la République turque ont une inspiration majeure dans l'exercice du développement de ses relations internationales.

Nous pouvons ainsi affirmer que *“la Turquie est un pays musulman et oriental dans la perspective de son caractère culturel et démographique, alors que le pays est occidental et européen dans la perspective de sa structure politique et de son appartenance à des organisations internationales telles que l'OTAN et l'OSCE »*¹¹⁸.

La politique étrangère turque a tout d'abord été marquée, durant les cinq premières années de l'AKP au pouvoir, par une forte accélération du processus de dynamisation grâce à la mise en application de la doctrine Davutoğlu. La poursuite et le renforcement d'une politique pro-active initiée dès la fin des années 1990 par İsmail Cem contribuent à ce nouvel élan des relations extérieures turques.

¹¹⁷ Benli Altunışık, Meliha and Özlem Tür, *op. cit.*, pp. 88-91.

¹¹⁸ Özcan, Mesut, *op. cit.*, p. 81.

La question européenne, à travers le cheminement menant à une adhésion future, a également constitué un aspect prioritaire de la politique étrangère de la Turquie au cours de cette période.

Le réel retour de l'attention turque pour les pays du Moyen-Orient marque, quant à lui, le début d'un changement plus durable dans l'exercice des relations extérieures turques.

Suite à la fin de la Guerre froide en 1990, la Turquie observe une redéfinition de son rôle stratégique. Allié inconditionnel des puissances occidentales face à la menace communiste jusqu'à cette date, l'État turc cherche à partir de cet instant à diversifier ses relations internationales, surtout aux échelles régionales.

Cette diversification, qui se fait tout d'abord envers les pays de l'Asie centrale puis de ceux du Moyen-Orient, cherche à s'effectuer en consolidant le timide développement international de la Turquie initié, principalement à des fins économiques, dans les années 1980 par Turgut Özal.

Pour qu'un pays décide de mettre en œuvre une politique pro-active et multidimensionnelle, trois conditions essentielles doivent être satisfaites : l'existence d'un espace adapté, la capacité de réaliser une telle méthode d'une manière profitable, et l'affirmation d'une stratégie conforme et réalisable¹¹⁹.

La politique étrangère mise en place par le premier gouvernement de l'AKP vise à remplir ces trois conditions. Elle renforce la phase d'ouverture diplomatique de la Turquie initiée dès la fin des années 1990 par İsmail Cem, ministre turc des affaires étrangères entre 1997 et 2002.

Ce dynamisme, mis en place à partir de 2002, a été essentiellement réalisable grâce à l'application d'un système de principes attribué à Ahmet Davutoğlu. La doctrine Davutoğlu cherche ainsi à renforcer la position de la Turquie dans le système international, notamment en accentuant les relations turques avec les pays du Moyen-Orient.

Il s'agit alors, pour le Parti de la Justice et du Développement, de mettre en avant une politique affichant à la fois leurs ambitions internationales et une approche globale qui correspond au mieux à leur vision interne et externe de la Turquie.

¹¹⁹ Keyman, E. Fuat, "Pro-activism in Turkish foreign policy: The global-local nexus", in Öktem, Kerem, Kadioğlu, Ayşe, and Mehmet Karlı (dirs.), *op. cit.*, p. 22.

3.1.1 La poursuite de l'élargissement diplomatique lancé par İsmail Cem

La victoire de l'AKP lors des élections générales de 2002 ne marque pas immédiatement un changement brutal dans les relations extérieures turques par rapport aux années précédentes. Nous pouvons plutôt parler d'une consolidation de la diversification de celles-ci déjà entamée depuis quelques années.

La politique étrangère turque a connu une évolution progressive ces dernières décennies grâce à des personnes clés qui ont contribué à associer et à harmoniser l'héritage islamique de l'Empire ottoman et les politiques de modernisation mises en place depuis le début de la République. İsmail Cem fait partie de ces hommes. Concepteur de la normalisation des relations turco-grecques, il est à l'origine de la tenue d'un ensemble de réunions entre l'Union européenne et l'Organisation de la Conférence Islamique¹²⁰.

İsmail Cem, ministre des Affaires étrangères de la Turquie de juin 1997 à juillet 2002, a été en quelque sorte l'instigateur de la ligne principale de la politique extérieure adoptée par le Parti de la Justice et du Développement. En effet, les membres fondateurs de cette formation se sont beaucoup inspirés de ses idées et des méthodes qu'il a apportées dans l'exercice des relations internationales turques.

Les années 1990 sont marquées par une crise identitaire que connaît la Turquie sur la scène intérieure, notamment à cause des conséquences négatives du projet de modernisation. Dans ce contexte, la volonté de diversification des relations extérieures turques, à cette époque, provient en grande partie de ce questionnement sur les identités de la Turquie, que cela soit dans le pays ou sur le plan international¹²¹.

En poste suite à la fin de la coalition gouvernementale menée par le Parti Refah, İsmail Cem initie une volonté d'élargissement et d'activisme à l'intérieur du champ des relations internationales turques. Pour lui, la Turquie se doit d'utiliser à la fois ses identités occidentales et orientales à l'intérieur d'une politique étrangère multidimensionnelle.

¹²⁰ Nicolescu, Agnes, "Competing Variables in Turkey's Multi-Vector Foreign Policy", *Romanian Journal of European Affairs*, vol. 12, n° 3, septembre 2012, p. 53.

¹²¹ Bozdağlıoğlu, Yücel, *op. cit.*, p. 87.

Il a fortement contribué à la mise en application de la première phase de transformation de la politique étrangère de la Turquie qui a commencé en 1990 avec la fin de la guerre froide. A partir de cette période, l'État turc décide de passer d'une orientation extérieure essentiellement occidentale à une plus forte indépendance vis-à-vis des diverses et nouvelles situations régionales qui l'entourent. La seconde phase de cette transformation débute alors en 2002 avec une participation encore plus active de la Turquie, sous le gouvernement de l'AKP et avec la vision de Davutoğlu, dans l'environnement multirégional¹²².

L'action d'İsmail Cem vise à favoriser une amélioration solide et durable des relations de la Turquie avec l'ensemble de ses pays voisins, principalement ceux se situant au Moyen-Orient. Pour parvenir à cet objectif, plusieurs procédés sont nécessaires à mettre en application.

*« Les axes essentiels de la diplomatie de Cem sont centrés sur la multiplication des visites diplomatiques, le volontarisme, la création de forums et conférences afin d'engager des discussions et enfin par la signature d'accords de coopérations à de nombreux niveaux »*¹²³.

Durant la période où İsmail Cem a été le ministre des Affaires étrangères, la Turquie a ainsi connu un rapprochement prometteur avec les pays du Moyen-Orient. Sans aucun doute, les méthodes mises en œuvre par ce dernier pour faciliter le dialogue envers ces États ont permis l'établissement de cette nouvelle dynamique. Celle-ci va se poursuivre et se renforcer avec l'avènement au pouvoir du Parti de la Justice et du Développement.

L'impulsion d'une politique étrangère turque active initiée dans les années 1990 avec l'influence d'İsmail Cem va se atteindre son paroxysme dès le début du 21^{ème} siècle à travers l'importante contribution d'un autre homme, Ahmet Davutoğlu. Par la théorisation et la mise en application de sa propre doctrine, Davutoğlu va devenir l'architecte dirigeant la conduite des relations extérieures turques.

¹²² Martin, Leonore G., "Foreign Policy", in Heper, Metin and Sabri Sayarı (dirs.), *The Routledge Handbook of Modern Turkey*. Londres, Routledge, 2012, p. 227.

¹²³ Artık, Özge, "La Turquie: retour au Moyen-Orient", *Hérodote*, n°148, 1^{er} trimestre 2013, p. 44.

3.1.2 La doctrine Davutoğlu : vers une nouvelle vision des relations extérieures

Ahmet Davutoğlu représente un personnage de premier plan dans la préparation et l'application de la politique étrangère turque tout au long de la gouvernance du Parti de la Justice et du Développement. Il entame tout d'abord une carrière d'universitaire en tant que professeur en relations internationales. Membre fondateur de l'AKP, il devient le conseiller diplomatique respectivement des Premiers ministres Abdullah Gül de novembre 2002 à mars 2003 et Recep Tayyip Erdoğan à partir de mars 2003.

Il exprime ses idées en faveur d'une nouvelle vision de la politique extérieure turque à travers un livre publié en 2001 et intitulé Profondeur stratégique. La position internationale de la Turquie (*Stratejik Derinlik. Türkiye'nin Uluslararası Konumu*). Cet ouvrage est à la base des choix gouvernementaux à mener dans les relations extérieures de la Turquie. Il forme un système théorique souvent présenté sous l'appellation de la « doctrine Davutoğlu ». Pour la première fois de son histoire, la Turquie va suivre une méthode venant de l'intérieur pour la conduite de sa politique étrangère.

Pour Ahmet Davutoğlu, la force relative aux relations extérieures d'une nation dépend de la combinaison de données fixes, telles que l'histoire, la géographie, la population et la culture, avec des variables de potentialité, comme les capacités économiques, technologiques et militaires. Il faut rajouter à cela, dans cette équation, les marqueurs de mentalité stratégique, de planification stratégique et de volonté politique propres à chaque pays¹²⁴.

A partir de son livre, cinq principes vont guider, dès le programme de campagne de l'AKP aux élections de 2002, l'évolution progressive des relations internationales turques au cours des années.

Le premier principe démontre tout d'abord la primordialité de conforter un équilibre entre l'aspect sécuritaire de la nation et les libertés accordées à la population à travers la consolidation de la démocratie.

¹²⁴ Davutoğlu, Ahmet, *Stratejik Derinlik. Türkiye'nin Uluslararası Konumu* [Profondeur stratégique. La position internationale de la Turquie], Istanbul, Küre Yayınları, 2001, p. 17.

Le second principe est défini sous l'appellation de « la politique de zéro problème avec les voisins ». Pour Davutoğlu, il faut tout mettre en œuvre pour régler les différends avec les pays frontaliers de la Turquie en y instaurant progressivement un climat de coopération.

La nécessité d'un renforcement de la stratégie multidimensionnelle, engagée par Ismail Cem, spécifiquement vis-à-vis de l'environnement régional, représente le troisième principe à appliquer à travers cette nouvelle méthode.

Les deux derniers principes reposent sur l'application d'une diplomatie turque pro-active, préventive et rythmique. La Turquie doit à la fois jouer le rôle de médiateur dans les conflits régionaux et occuper une place plus importante au sein des organisations internationales.

Ahmet Davutoğlu a une « *approche civilisationnelle des relations internationales* ». Il a pour ambition de « *revitaliser la civilisation islamique* » dans un système mondialisé et de « *diffuser le message de l'islam à travers un changement de mentalité* »¹²⁵.

La prise en compte de l'islam comme étant un facteur primordial dans la politique étrangère représente un élément novateur pour la Turquie. Ahmet Davutoğlu énonce ainsi l'importance d'un marqueur qui n'a pas été précédemment privilégié par Ismail Cem. Le parti islamo-conservateur cherche à exercer une politique étrangère mettant largement en valeur l'héritage ottoman, essentiellement par l'exploitation de ses valeurs culturelles et religieuses. Davutoğlu accorde une place prépondérante au rôle dont doit jouer la culture dans cette nouvelle vision turque des relations internationales.

Le gouvernement est très critique des stratégies appliquées par les coalitions précédentes, au cours des années 1990, en matière de relations extérieures. Ces années sont définies comme étant une « décennie perdue » pour la Turquie. L'AKP se veut être l'inspirateur du repositionnement de la nation dans le système mondial en utilisant une approche axée sur l'utilisation du concept de 'soft power'¹²⁶.

Pour mettre en application sa nouvelle représentation de la politique étrangère, Davutoğlu, dans la lignée d'Ismail Cem, cherche à mettre en avant la théorie de « soft power ». Cette notion, définie par le professeur Joseph Nye, démontre qu'une nation peut exporter ses idées à travers la culture, les valeurs démocratiques qu'elle défend et les relations économiques.

¹²⁵ Kardaş Saban, "Turkey and the Iraqi Crisis. JDP Between Identity and Interest.", in Yavuz, Hakan (dir.), *The Emergence of a new Turkey*, op. cit., p. 318.

¹²⁶ Dorransoro Gilles, op. cit., pp. 53-54.

Elle s'oppose au concept de « hard power » qui constitue à influencer les autres nations par l'usage de la force militaire.

L'AKP souhaite diversifier ses relations avec le plus grand nombre de pays et de régions possible. Cette stratégie s'effectue dans le but de donner à la Turquie une place plus centrale au sein du système international.

« Davutoğlu ne rejette pas l'orientation vers l'Occident mais les autres options ne doivent pas être sacrifiées à son seul bénéfice ». [...] « Se contenter du statu quo d'une politique isolationniste serait dans l'esprit de Davutoğlu assigner la Turquie à un rôle périphérique, la rendant otage des luttes entre puissances terrestre et maritime »¹²⁷.

La politique étrangère de la Turquie doit être définie en intégrant pleinement le phénomène de globalisation qui implique l'implication et la présence du pays dans le maximum de situations à travers le monde. L'État turc ne peut ainsi plus se contenter d'exercer une influence qu'à l'échelle régionale. Cet aspect a bien été pris en compte par le nouveau parti au pouvoir en Turquie.

A l'intérieur de sa doctrine, Ahmet Davutoğlu exprime également le souhait de l'établissement d'un nouvel ordre mondial fondé sur une gouvernance donnant plus d'importance à la coexistence de l'ensemble des composantes régionales. Dans ce nouveau système, l'attention doit être mise sur l'application de notions telles que la multiculturalité, l'interdépendance, la justice et une meilleure participation des peuples. Pour parvenir à ce système, un abaissement de l'influence des frontières étatiques serait nécessaire¹²⁸.

En général, cette doctrine ambitieuse réussit à allier les intérêts de la nation et ceux du courant conservateur. L'application de cette conception des relations internationales a pour mérite de redonner une place centrale à la Turquie au Moyen-Orient et vis-à-vis de l'Europe.

Les principes de politique étrangère élaborée par le gouvernement de l'AKP, à travers la doctrine Davutoğlu, ont pour objectifs de convenir à la démarche identitaire du nouveau parti au pouvoir. Celui-ci cherche ainsi à ce que les relations extérieures de la Turquie se rapprochent progressivement de ses idées.

¹²⁷ Jossieran, Tancredi, *op. cit.*, pp. 41-42.

¹²⁸ Park, Bill, *op. cit.*, p. 110.

3.1.3 Une politique étrangère de plus en plus conforme à l'approche de l'AKP

L'évolution des relations extérieures turques représente une composante essentielle de la stratégie du Parti de la Justice et du Développement pour favoriser son implantation dans la société et les plus hautes instances du pays. L'élaboration de cette politique étrangère doit également constituer un élément primordial dans l'image que cette formation souhaite que le monde extérieur lui attribue.

La stabilité du gouvernement islamo-conservateur autorise ainsi à celui-ci de mettre en application une politique étrangère qui renforce sa posture à la fois sur la scène intérieure et envers la communauté internationale, notamment au Moyen-Orient.

Le parti dirigé par Recep Tayyip Erdoğan aspire également, durant ses cinq premières années à la tête de la République turque, à montrer son dynamisme et son approche conciliatrice, déjà constatés sur la scène intérieure, à travers l'application d'une politique étrangère active.

« Depuis 2002, la politique extérieure, sans être pleinement consensuelle, n'est plus un terrain d'affrontement majeur entre le gouvernement et les autres institutions, à l'exception notable du dossier chypriote. » [...] « L'arrivée au pouvoir de l'AKP a permis une politique extérieure plus cohérente et plus classique dans son organisation en raison d'un gouvernement homogène, mieux à même de coordonner l'activité ministérielle et de limiter les initiatives militaires »¹²⁹.

L'approche globale du parti au pouvoir en matière de politique étrangère consiste aussi à se différencier clairement de la vision des relations internationales des partis islamistes turcs qui lui ont précédés durant les précédentes décennies. En effet, la formation de Recep Tayyip Erdoğan ne partage pas totalement la même conception dans ce domaine que ces dernières, notamment par rapport au parti Refah de Necmettin Erbakan.

¹²⁹ Hale, William, and Ergun Özbudun, *op. cit.*, p. 144

Alors que cette formation islamiste, qui a gouverné le pays au sein d'une coalition entre juin 1996 et juin 1997, a explicitement affiché son opposition aux valeurs occidentales, le Parti de la Justice et du Développement exprime dès sa fondation son désir de voir la Turquie être intégrée à l'Union européenne.

Sa volonté de conserver de cordiales relations avec Israël, durant ses premières années au pouvoir, démontre aussi une approche propre à l'AKP dans l'exercice des relations extérieures turques. Celui-ci cherche ainsi à se différencier des formations dirigées par Erbakan dans la gestion de la politique étrangère turque.

Il existe, cependant, dans cette approche, un véritable point de rapprochement avec les formations islamistes turques classiques. Cela constitue leur volonté commune de nouer des liens plus solides entre la Turquie et les pays musulmans, particulièrement ceux du Moyen-Orient. La bonne exploitation de l'héritage ottoman doit ainsi permettre de remettre les Turcs au centre du processus décisionnel sur les événements concernant le monde musulman.

La spécificité de la gestion de la politique étrangère turque à partir du début du 21^{ème} siècle dépend également de l'action de l'AKP en elle-même. Cette formation politique a en effet réussi, dès son arrivée au pouvoir, à imposer ses caractéristiques distinctives dans la fonction des relations internationales.

Il est ainsi possible d'affirmer que ce parti soit « *décomplexé, pragmatique, voire opportuniste, capable d'une grande réactivité et d'une non moins grande plasticité* ». Il souhaite dans le même temps mettre en avant « *les intérêts de nouvelles catégories sociales, qui cherchent à influencer les inflexions de la politique extérieure du pays en fonction de leurs intérêts économique, concurrents avec ceux de la grande bourgeoisie turque mondialisée* »¹³⁰.

La priorité donnée au processus d'intégration à l'Union européenne concorde amplement avec la volonté du nouveau parti au pouvoir d'inscrire la politique étrangère turque dans cette direction ambitieuse.

¹³⁰ Billion, Didier, « Existe-t-il une nouvelle politique extérieure de la Turquie? », in Marcou, Jean et Füsün Türkmen (dirs.), *Vingt ans de changements en Turquie (1992-2012)*, Paris, L'Harmattan, 2013, p. 58.

La vision globale du Parti de la Justice et du Développement concernant les relations extérieures de la Turquie ne peut donc pas, surtout durant la première législature du parti au pouvoir, se dissocier de l'importance consacrée à la consolidation de ses rapports avec l'Europe en vue d'une adhésion future à celle-ci. Plus encore, elle constitue une priorité absolue du gouvernement islamo-conservateur à cette époque.

La consolidation d'un niveau de stabilité politique inédit depuis des années en Turquie a indéniablement favorisé la mise en application de la politique étrangère voulue par l'AKP. La persistance d'une croissance économique élevée et l'accroissement du niveau de popularité accordée à la formation de Recep Tayyip Erdoğan ont également contribué à l'édification d'un programme international de plus en plus proche vis-à-vis de la vision du parti au pouvoir.

Ce dernier a donc voulu, dès son arrivée au pouvoir, mettre en application une politique étrangère incorporant sa propre vision des relations internationales. Le renforcement des liens à la fois avec les pays moyen-orientaux et ceux de l'Union européenne représentent ainsi un atout incontestable à exploiter pour le nouveau gouvernement islamo-conservateur.

L'exercice de la politique extérieure mise en œuvre par l'AKP, au cours de son premier mandat gouvernemental, s'inscrit progressivement dans une logique de renforcement de la multidimensionnalité et de l'activisme des relations avec le maximum d'acteurs internationaux.

Cette nouvelle approche passe ainsi par un sensible accroissement des connexions avec les pays du Moyen-Orient et l'espace européen. Le processus d'adhésion à l'UE devient alors, durant cette période, la priorité absolue du nouveau parti islamo-conservateur en termes de politique étrangère. Malgré la mise en place d'une série de réformes majeures et l'enthousiasme accrue de la population turque, les premiers mois suivant l'ouverture des négociations en 2005 vont très rapidement s'avérer le début d'une désillusion profonde vis-à-vis de l'Union européenne.

3.2 La désillusion européenne: Des réformes aux lentes négociations d'adhésion

3.2.1 La nécessité pour le courant conservateur d'un rapprochement avec l'Europe

Dès sa formation, le Parti de la Justice et du Développement définit l'accession de la Turquie à l'Union européenne comme un objectif prioritaire à accomplir. Pour Recep Tayyip Erdoğan, cette adhésion est même estimée comme étant le projet le plus important depuis la création de la République turque. Dans ce contexte, l'AKP va accélérer le rythme des réformes initiées par la coalition gouvernementale précédente à partir de l'adoption en mars 2001 du programme national pour l'adoption de l'acquis (PNAA)¹³¹.

Le processus d'adhésion à l'Union européenne est également une nécessité pour les forces islamiques turques dans leur objectif de faire face aux pressions des institutions kémalistes telle que l'armée.

Cette candidature va malgré tout provoquer un débat passionnel, essentiellement dans les pays européens. Le marqueur identitaire constitue ainsi le premier élément de discorde envers l'intégration ou non de la Turquie en Europe.

*« La Turquie, pays le plus occidentalisé du monde musulman et le plus musulman parmi les candidats à l'Union européenne, vit – et fait émerger en Europe – cette tension qui consiste à vouloir concilier l'altérité islamique et les principes laïcs et égalitaristes de la citoyenneté européenne »*¹³².

L'aspiration de remplir les conditions essentielles à l'entrée de la Turquie dans l'institution européenne a une importance stratégique pour cette formation politique.

¹³¹ Atasoy, Yildiz, *op. cit.*, p. 2.

¹³² Göle, Nilüfer, "Turquie: un désir d'Europe qui dérange", *Critique internationale*, vol. 2, n°23, 2004, p. 35.

Suite à l'application de plusieurs séries de réformes successives, l'approche du processus de négociations apporte une atmosphère d'optimisme dans la population.

Cependant, dès la fin de l'année 2006, le blocage des négociations d'adhésion va rapidement faire émerger le début d'un réel climat de désillusion de plus en plus marquée pour les autorités et l'opinion publique turque.

Pendant de nombreuses années, la marche européenne de la Turquie est décriée par les formations islamistes qui voient en l'Europe le symbole de la décadence au bon développement de la nation turque. Ce sentiment remonte à la fin de l'Empire ottoman lorsque les partisans d'un panislamisme se sont déjà opposés aux réformes occidentales mis en place à cette époque.

Durant les années 1980 et 1990, surtout après la Guerre froide, la Turquie connaît une crise identitaire importante. L'ajout de nouvelles conditions par l'Union européenne en vue des prochains élargissements, à cette période, va accentuer le doute sur les identités turques. En effet, l'ajout de facteurs politiques et culturels, notamment sur les valeurs et opinions partagées par les européens, aboutit à la mise en avant de différences majeures entre la Turquie et l'Europe. Jusqu'à cette période, les autorités turques ont pensé que l'Occident avait reconnu l'identité européenne de la Turquie¹³³.

Dans ce contexte, la méfiance des forces islamistes vis-à-vis de l'institution européenne va perdurer jusqu'à la fin des années 1990.

«Après l'intervention militaire de 1997, le mouvement islamiste a commencé à regarder la question de l'adhésion à l'Union européenne comme une potentielle opportunité à exploiter en vue d'atteindre les objectifs de changer la structure de l'Etat turc »¹³⁴.

L'année 1997 marque ainsi le début d'une nouvelle approche extrêmement importante de la part des forces islamiques envers le processus d'intégration turque à l'Europe. Le mouvement Gülen partage cette volonté de faire intégrer la Turquie dans l'Union européenne. L'engagement européen du Parti de la Justice et du Développement constitue dès lors l'un des principaux éléments du rapprochement entre ces deux groupes.

¹³³ Bozdağlıoğlu, Yücel, *op. cit.*, p. 79.

¹³⁴ Eligür, Banu, *op. cit.*, p. 237.

En décembre 1999, suite au Conseil européen d'Helsinki, la Turquie est officiellement reconnue comme étant un candidat à l'intégration de l'Union européenne.

Levent Ünsaldi explique les raisons d'un tel bouleversement des relations entre un parti membre de l'islam politique et l'institution européenne :

« Venant d'un parti d' « islamiste », cet engouement pour ce qui fut naguère considéré comme un « club chrétien » est en soi révélateur du chemin parcouru par l'islamisme turc. » [...] « L'identité musulmane et l'adhésion à l'Union européenne n'apparaissent plus aux yeux des dirigeants de l'AKP comme deux choix antagonistes »¹³⁵.

Les forces conservatrices turques, le mouvement Gülen et le Parti de la Justice et du Développement en particulier, voient alors le processus européen comme une opportunité pour réduire l'emprise des institutions et principes kémalistes sur la société turque.

Pour l'AKP, la perspective d'une adhésion à l'Union européenne permet à la fois de se protéger de pressions internes provenant des centres de pouvoirs kémalistes, tel que l'armée, et de renforcer la crédibilité de leur engagement envers de réelles réformes. Mises en place entre 2002 et 2005, elles ont été les plus importantes depuis celles du début de la République turque¹³⁶.

En vue de son cette intégration, la Turquie se doit de remplir un ensemble de normes, également connu sous l'appellation de « critères de Copenhague ». Mis en application depuis le sommet européen de Copenhague en juin 1993, ces critères définissent les conditions, dans les domaines politiques, économiques et sociaux, que chaque nouveau pays candidat doit respecter avant de pouvoir être considéré comme éligible à l'accès à l'institution européenne.

La politique pro-européenne du gouvernement islamo-conservateur a eu pour conséquence d'obtenir de nombreux soutiens des sphères internationales et nationales, notamment de libéraux et d'entrepreneurs pourtant proches des forces kémalistes. Cela a permis d'atténuer les réserves initiales envers l'identité islamiques du Parti de la Justice et du Développement suite à son accession au pouvoir¹³⁷.

¹³⁵ Ünsaldi, Levent, *op. cit.*, p. 129.

¹³⁶ Uğur, Mehmet, "Coming to Terms with the European Union: Turkish Ambivalence Then and Now", in MacLean, Gerald (dir.), *Writing Turkey. Explorations in Turkish history, politics, and culture identity*, Londres, Middlesex University Press, 2006, pp. 95-96.

¹³⁷ Öniş, Ziya, "The Political Economy of Turkey's Justice and Development Party", in Yavuz, Hakan (dir.), *op. cit.*, p. 219.

Celui-ci ne souhaite pas seulement s'engager dans le processus d'adhésion à l'Union européenne pour améliorer la situation internationale de la Turquie. Cette démarche lui permet aussi d'avoir un support extérieur le protégeant dans la réalisation du mouvement de démocratisation sur la scène intérieure turque¹³⁸.

L'accélération, entre 2002 et 2006, du processus d'adhésion à l'Union européenne a ainsi été bénéfique aux forces conservatrices turques. Vis-à-vis de ses relations extérieures, cette démarche a permis au nouveau gouvernement turc d'accroître la lisibilité et l'intérêt de sa politique étrangère, notamment au Moyen-Orient.

Sur le plan interne, ce cheminement européen constitue un marqueur de légitimation du pouvoir pour l'AKP suite aux élections générales en 2002. L'application de plusieurs séries de réformes importantes pour la Turquie, portant notamment sur le principe de démocratisation représente le second élément légitimant son pouvoir à cette période. Ces réformes vont ainsi se démarquer des fondements étatistes et nationalistes mis en avant par les autorités kémalistes¹³⁹.

Le Parti de la Justice et du Développement souhaite ainsi mettre rapidement en application une série de réformes portant essentiellement sur l'accroissement des libertés, le renforcement des pouvoirs de la société civile et le respect des droits de l'homme. Le rapprochement des normes européennes constitue ainsi un atout essentiel pour le gouvernement turc dans sa quête de consolidation du pouvoir sur la scène turque.

Le processus d'intégration de la Turquie à l'Union européenne représente incontestablement un atout pour l'action du nouveau parti au pouvoir. L'application de plusieurs séries de réformes, renforçant entre autres le poids de la société civile face à l'armée, permet ainsi à la fois de rapprocher les normes turques à celles de l'Europe et de favoriser la consolidation de la domination de l'AKP dans la vie politique.

¹³⁸ Hale, William, and Ergun Özbudun *op. cit.*, p. 121.

¹³⁹ Tayla, Alican, "L'AKP et l'autoritarisme en Turquie: une rupture illusoire", *Confluences Méditerranée*, n°83, Automne 2012, p. 93.

3.2.2 La mise en place de réformes encourageantes

Dès sa création, l'AKP a matérialisé sa volonté de voir la Turquie adhérer rapidement à l'Union européenne en mettant en œuvre une série d'importantes réformes. Le gouvernement turc a ainsi accéléré sensiblement le processus de réformes engagée par la coalition gouvernementale à partir de 2001.

Entre 2003 et 2004, pas moins de huit paquets législatifs sont votés par le parlement turc afin que la Turquie se rapproche des normes européennes nécessaires en vue de son adhésion.

Les principales mesures de ces réformes sont les suivantes :

- le consolidation des libertés publiques,
- l'abolition de la peine de mort en temps de paix,
- la supériorité des traités internationaux vis-à-vis des lois turques,
- la prédominance des forces civiles au conseil national de sécurité,
- le renforcement de l'autorité des cours pénales civiles,
- la possibilité de diffuser des programmes audiovisuels dans des langues minoritaires,
- une plus sévère législation vis-à-vis des crimes d'honneur envers les femmes.

Par le mécanisme d'intégration européenne et la mise en œuvre l'ensemble de ces réformes, l'AKP consolide sa situation dans la vie politique turque en disloquant progressivement les appareils de l'État kémaliste. « *Les vagues d'harmonisation successives, en réduisant le pouvoir de l'institution militaire, épine dorsale de l'Etat turc au profit de la société civile, participent au processus de désagrégation du système républicain* »¹⁴⁰.

¹⁴⁰ Jossieran, Tancredi, *op. cit.*, p. 81.

Au rythme de ces réformes, la Turquie connaît progressivement un climat d'optimisme en faveur d'une éventuelle adhésion à l'Union européenne. Le point culminant de cette attitude est à observer le 6 octobre 2004 lorsque la Commission européenne reconnaît que la Turquie remplit suffisamment les critères de Copenhague.

En prenant en compte cet avis favorable, le Conseil européen décide le 17 décembre 2004 de fixer le début des négociations au 3 octobre 2005.

Cette atmosphère d'euphorie europhile en Turquie se ressent progressivement à travers les enquêtes d'opinion publique. D'après les enquêtes publiées par la Commission européenne, l'adhésion de la Turquie est vue comme une bonne opportunité pour 67% des Turcs en 2003, soit 2 point de plus par rapport à 2002¹⁴¹.

En 2004, le support de la population turque envers l'adhésion de leur pays à l'intérieur de l'Union européenne passe même à un chiffre record de 71% d'avis favorables¹⁴².

Les années 2002-2005 sont souvent considérées comme étant l'« âge d'or » des relations turco-européennes. Cette période marque l'espoir pour la société et les forces islamiques de la Turquie de croire en un juste cheminement du pays vers l'Union européenne.

Durant cette période, même le patronat de la TÜSIAD, pourtant proche des forces kémalistes et méfiant vis-à-vis des réelles intentions de l'AKP en Turquie, soutient cette formation politique dans la mise en application de ces réformes. L'adhésion turque à l'Union européenne représente aussi un projet important pour cette organisation.

Les négociations d'adhésion à l'Union européenne sont réalisées sur la base de 35 chapitres de l'acquis communautaire que la Turquie doit compléter avant que chaque pays membre rende sa décision sur son intégration ou non au sein de l'institution européenne.

Les chapitres portent sur des ensembles de sujets très divers. Parmi ces derniers nous pouvons citer ceux du droit des sociétés, des relations extérieures, de la libre circulation des travailleurs, de l'énergie ou encore de la politique étrangère, de sécurité et de défense.

¹⁴¹ European Commission, *Eurobarometer2003.2. Public opinion in the candidate countries*, June 2003, p. 7.

¹⁴² European Commission, *Eurobarometer2004.1. Public opinion in the candidate countries*, May 2004, p. 7.

En complément de la mise en application de l'ensemble de ces réformes importantes, les relations turco-européennes ont également été, à partir de la seconde moitié de l'année 2004, sous l'influence de la hausse notable du nationalisme turc. Cet accroissement presque soudain du nationalisme en Turquie a pour effet principal de réduire l'impact des réformes portant sur les droits de l'homme¹⁴³.

La mise en application des réformes a été réalisée en parallèle de l'engouement croissant de la population turque vis-à-vis de l'adhésion de leur pays à l'Union européenne. Jamais auparavant une si grande part de la société turque n'a été en faveur de l'intégration turque au sein du projet européen.

Ce climat d'optimisme, qui atteint son paroxysme à l'approche du début du processus de négociations en octobre 2005, va cependant très rapidement laisser la place à un sentiment de plus en plus mitigé envers l'institution européenne pour les autorités turques et l'opinion publique. Une mauvaise dynamique commence à émerger entre la Turquie et l'institution européenne.

La période d'entente constructive entre le gouvernement de l'AKP et les autorités de l'Europe n'a duré que quelques années, alors que le rythme soutenu des réformes et l'annonce de la date du commencement des négociations ont été des indicateurs favorables à bon cheminement vers l'adhésion turque.

La mise en place d'importantes réformes par les autorités turques constitue un élément essentiel dans le processus d'adhésion à l'Union européenne. Cependant, même en prenant en considération ces actes, le rapide blocage des négociations entre les deux protagonistes ont contribué à un sentiment de déception pour les Turcs. La continuation de cette situation dans la durée ne permet alors pas de consolider l'amélioration des relations turco-européennes connue lors des premières années du 21^{ème} siècle.

¹⁴³ Oran, Baskin (dir.), *Turkish Foreign Policy (1919-2006). Facts and Analysis with Documents*, Salt Lake City, The University of Utah Press, May 2010, p. 903.

3.2.3 La déception devant le prolongement des négociations

L'AKP et la société turque en général ont conscience que l'adhésion européenne de la Turquie constitue un long chemin difficile à parcourir. Cependant, la population turque exprime progressivement sa désillusion envers l'attitude jugée injuste de l'Europe dans la manière dont est traité le mécanisme d'intégration spécifique à sa candidature.

Alors que le pays avait perçu un nouvel élan en faveur de son identité européenne, la publication, en octobre 2005, du document définissant le cadre des négociations entame sérieusement la confiance de la population turque au sujet du bon déroulement de ce processus. Dans ce texte, il est clairement indiqué la possibilité que la Turquie ne devienne pas un État membre même si les négociations se concluent avec succès¹⁴⁴.

A l'automne 2006, seuls 54% de la population turque considèrent que l'appartenance de la Turquie à l'Union européenne serait une bonne chose. Il s'agit d'un net recul de la confiance des Turcs vis-à-vis de l'Europe par rapport aux années précédentes¹⁴⁵.

En décembre 2006, l'Union européenne décide alors de geler ses pourparlers sur huit chapitres et de n'en clore aucun autre jusqu'à ce qu'un compromis ne soit trouvé entre la Turquie et Chypre au sujet de l'accès aux ports et aéroports turcs des appareils chypriotes. Seul le chapitre portant sur la science et la recherche a ainsi été clos, en juin 2006, depuis le début des négociations.

Le blocage des négociations démontre la complexité de la possible intégration européenne de la Turquie. Plus ancien candidat à l'institution européenne, depuis 1987, ce pays pense alors que le début des négociations d'adhésion, dix-huit années plus tard, en 2005, va considérablement accélérer la progression turque vers l'Europe.

¹⁴⁴ Terzi, Özlem, "Europeanization of Turkish Foreign Policy after more than 10 Years of EU Candidacy", in Nas, Çiğdem and Tonca Özer (dir.), *Turkey and the European Union. Processes of Europeanisation*, Farnham, Ashgate, 2012, p. 209.

¹⁴⁵ Commission européenne, *Eurobaromètre 66. L'opinion publique dans l'Union européenne. Premier résultats*, décembre 2006, p. 7.

Cependant, l'officialisation du processus d'intégration turque à l'Europe amplifie, non pas des espérances, mais des interrogations et oppositions vis-à-vis de ce pays à travers le continent.

« *L'adhésion de la Turquie à l'Union européenne (UE) divise et fait débat. Elle est devenue un enjeu majeur de l'intégration européenne. Jamais en effet un élargissement de l'UE n'a suscité autant de réactions contrastées, voire d'oppositions radicales, souvent sur un mode polémique et passionnel* »¹⁴⁶.

Même si les questions d'identités occupent une place primordiale à l'intérieur de cette discussion, des marqueurs d'ordres historiques, géographiques et sociaux sont également au centre des débats.

Didier Billion exprime ainsi quatre des principaux arguments souvent énoncés en opposition à l'adhésion turque à l'Union européenne. Le facteur géographique, à travers le « *caractère non-européen* » de la Turquie dont seulement une petite partie du territoire se situe en Europe, représente une première objection à la présence de la Turquie dans l'institution. Un deuxième élément d'opposition consiste à se demander si l'on peut inscrire ce pays « *dans l'insertion, ou non, de sa longue histoire au sein de l'histoire européenne* ». En d'autres termes, le questionnement tourne autour de savoir si la Turquie et l'Europe ont une histoire commune. « *La question des valeurs et de l'identité européennes* » constitue le troisième sujet de discordance envers l'adhésion turque. L'incompatibilité des valeurs européennes et turques est souvent mise en avant par les opposants à la Turquie en Europe, notamment à travers la question de l'islam. Le quatrième point de division porte sur « *l'évolution démographique* » de la Turquie, ainsi que les effets que cela pourrait engendrer vis-à-vis des structures sociales et politiques de l'Europe¹⁴⁷.

L'ensemble de ces arguments contestant une future intégration de la Turquie dans l'Union européenne se combine alors à un certain nombre d'injustices ressenties par les Turcs.

¹⁴⁶ Cautrès, Bruno et Nicolas Monceau, *La Turquie en Europe : L'opinion des Européens et des Turcs*, Paris, Sciences Po Les Presses, 2011, p. 13.

¹⁴⁷ Billion, Didier, *L'Enjeu Turc. Adhésion ou non de la Turquie à l'Union européenne : une question déterminante*, Paris, Armand Colin, 2006, p 17.

L'adhésion de dix pays d'Europe centrale et orientale en 2004, seulement onze années après la prise de décision de les inclure dans l'institution, est ainsi vue comme une marque d'élargissement à plusieurs vitesses par une grande partie de l'opinion publique turque.

La confiance de la population turque envers l'intégrité du mécanisme d'adhésion se trouve ainsi négativement liée à l'approche équitable ou non de l'Union européenne envers la candidature turque.

Dans ce contexte, le Parti de la Justice et du Développement décide, à partir de 2005, de ralentir amplement son rythme enthousiaste en faveur de la mise en place de nouvelles réformes. Trois raisons majeures peuvent permettre de comprendre cette décision.

Tout d'abord, la fixation de la date du début des négociations implique un ralentissement de l'urgence à mettre en place des réformes. L'attitude ambiguë de l'Union européenne et les objections émises envers la Turquie représentent une seconde raison pour l'AKP de ne pas accélérer le rythme des réformes. Une troisième explication réside dans la complexité des réformes à mettre en œuvre par rapport aux années précédentes, notamment à travers les questions chypriote et kurde¹⁴⁸.

Les problèmes liés à un bon et équitable mécanisme de négociations, tout comme l'incertitude d'une adhésion européenne alors même que tous les critères seraient respectés, amènent l'AKP à renforcer l'identité islamique de la Turquie en accélérant le rythme des relations avec les pays du monde musulman¹⁴⁹.

La certaine déception de la Turquie dans le déroulement de la première année des négociations d'adhésion avec l'Europe, ainsi que l'affaiblissement de l'engouement de sa population qui en découle, s'exprime alors que le gouvernement turc cherche, durant la même période, à renforcer ses relations avec les pays du Moyen-Orient.

Les difficultés européennes de la Turquie ne fera qu'amplifier l'attention portée à cette région par le parti conservateur au pouvoir.

¹⁴⁸ Hale, William, *op. cit.*, p. 67.

¹⁴⁹ Jenkins, Gareth, *Political Islam in Turkey. Running West, heading East?*, New-York, Palgrave macmillan, 2008, p. 217.

3.3 Un regain d'intérêt vis-à-vis du Moyen-Orient

3.3.1 Le poids de l'histoire et le partage d'une civilisation islamique

Longtemps négligées ou insuffisamment exploitées, les relations de la Turquie envers les pays du Moyen-Orient connaissent un nouvel élan de développement à partir de l'arrivée au pouvoir du Parti de la Justice et du Développement. Ces rapprochements se font aussi bien dans les domaines économiques, politiques et culturels.

L'héritage historique commun que connaît la Turquie vis-à-vis des pays de la région, ainsi que l'importance de l'aspect civilisationnel et de la religion pour le gouvernement islamo-conservateur, vont favoriser l'accentuation progressive des liens envers le Moyen-Orient. La nouvelle vision de la politique étrangère turque, à travers la doctrine Davutoğlu, met en effet la détermination d'une bonne entente avec les pays voisins de la Turquie comme une des priorités du gouvernement conservateur.

Cette région devient ainsi un atout stratégique pour la Turquie tout autant nécessaire que les solides relations entretenues par le pays avec l'Europe. L'attention particulière que porte le nouveau pouvoir politique turc aux pays du Moyen-Orient marque l'importance de cet espace géographique dans la conception des relations extérieures turques. En plus du renforcement des relations économiques avec ces pays, la Turquie souhaite de plus en plus avoir un impact sur l'environnement régional, que cela soit aux niveaux politique, sécuritaire et culturel.

La période 2002-2006 est caractérisée par l'accentuation des relations turco-moyen-orientales et le commencement des négociations entre la Turquie et l'Union européenne en vue de l'adhésion turque à cette dernière. Même si l'AKP souhaite dès le départ combiner des rapports cordiaux avec ces deux régions, il faut malgré tout se demander si elles peuvent être complémentaires ou plutôt incompatibles dans la durée.

A partir de 2002, la politique étrangère établie par les nouvelles autorités tend à mettre en avant l'aspect historique et civilisationnel singulier de la Turquie vis-à-vis des pays du Moyen-Orient. L'influence de l'époque ottomane, qui a très longtemps été négligée par les gouvernements turcs successifs, retrouve une place progressivement plus importante dans la détermination des relations extérieures turques, suite à un timide début de reconnaissance de ce passé dans les années 1980 et 1990.

Hakan Yavuz explique alors que « *pour les dirigeants de l'AKP, l'histoire, particulièrement la période classique de l'Empire ottoman, devient une « idéologie »* »¹⁵⁰.

La grandeur de l'âge classique ottoman, qui se situe entre le 15^{ème} et le 17^{ème} siècle, ainsi que l'assurance prise par les gouvernants à cette époque, deviennent une source d'inspiration essentielle pour le gouvernement turc.

Le précepte de la politique du « néo-ottomanisme », valorisée à l'intérieur de la doctrine Davutoğlu, a pour objectif principal de souscrire à l'importance de la mise en avant de l'héritage ottoman en attribuant à la Turquie le rôle naturel de chef de file dans le monde musulman¹⁵¹.

Le Parti de la Justice et du Développement estime que la Turquie a le devoir de s'occuper et d'influencer d'une manière plus pragmatique l'évolution des diverses situations qui se développent dans les pays du Moyen-Orient.

L'importance des valeurs traditionnelles et religieuses au sein de la nouvelle formation turque au pouvoir exerce également une fonction capitale dans la redéfinition des liens avec les pays de la région. Par une attache à la religion plus marquée que celles des gouvernements turcs précédents, l'AKP a amené une grande partie de l'opinion publique arabe à vouloir consolider sa relation avec la Turquie.

Il faut néanmoins s'accorder pour dire que « *la dimension religieuse est utilisée par la Turquie depuis plusieurs décennies comme un instrument de politique extérieure, et cela quelle que soit l'orientation politique des gouvernements* »¹⁵².

¹⁵⁰ Yavuz, Hakan, *op. cit.*, in Yavuz, Hakan (dir.), *op. cit.*, p. 18.

¹⁵¹ Dorronsoro, Gilles, *op. cit.*, p. 37.

¹⁵² *Ibid.*, p. 210.

C'est le Parti Refah, à partir des années 1980, et essentiellement dans les années 1990, qui va pour la première fois mettre en avant la nécessité d'inclure amplement le facteur islamique dans la politique étrangère turque au Moyen-Orient.

Cette caractéristique a été largement appliquée lorsque ce parti a dirigé une coalition gouvernementale, avec Necmettin Erbakan comme Premier ministre, entre juin 1996 et juin 1997. Erbakan a en effet le souhait, durant cette période, de fonder une communauté islamique afin de concurrencer l'Union européenne. Les pays musulmans en général, et la région du Moyen-Orient en particulier, se trouvent ainsi au cœur de la politique extérieure du Parti Refah.

Jusqu'au début du 21^{ème} siècle, une série d'éléments a influencé les rapports turco-moyen-orientaux à travers les années. L'un des principaux marqueurs agissant sur la conduite de ces relations sont les malentendus historiques entre les deux parties, notamment dans le déroulement des événements qui se sont développés sous l'Empire ottoman. Les développements sociopolitiques de la Turquie avec les pays du Moyen-Orient occupent également une place majeure dans la détermination de leurs relations. L'alliance de la Turquie avec l'Occident, et particulièrement Israël, représente aussi une source essentielle dans les rapports de la Turquie envers le Moyen-Orient¹⁵³.

Même si ces facteurs restent toujours présents dans les relations exercées par le gouvernement envers le Moyen-Orient, le parti d'Erdoğan cherche à réduire les points de discordes avec les pays de la région.

A travers la politique de « zéro problème avec les voisins », issue de la doctrine Davutoğlu, l'AKP souhaite ainsi éliminer le plus que possible les malentendus historiques qui subsistent entre la Turquie et les autres nations de la région.

L'accentuation mise par les nouvelles autorités turques sur le partage d'une même civilisation islamique pour l'ensemble des pays musulmans au Moyen-Orient va dans ce sens d'apaisement désirée par la Turquie au début du 21^{ème} siècle.

¹⁵³ Bozdağlıoğlu, Yücel, *op. cit.*, p. 112.

Un ensemble de facteurs démontre cependant les profondes divergences qui existent entre la République turque et les pays du monde arabe au Moyen-Orient. Les marqueurs « *linguistique* », « *idéologique et politique* », ainsi que « *géopolitique* » constituent des différences importantes entre ces nations¹⁵⁴.

Du point de vue linguistique, l'adoption en 1928 de l'alphabet latin en remplacement de l'alphabet arabe, ainsi que la volonté des autorités turques de l'époque de réduire l'usage des expressions arabes, représentent des éléments de distanciation de l'État turc vis-à-vis des autres pays de la région.

En ce qui concerne les différences d'ordre idéologique et politique, il faut tout d'abord noter que la République turque a des particularités, par rapport aux autres États de la région, provenant de l'expérience fondamentale du kémalisme. L'adoption officielle du principe de laïcité, cas unique au Moyen-Orient, constitue la caractéristique essentielle de cette distinction. Le fait que la Turquie n'ait pas été sous le contrôle de colonisateurs, au contraire de la plupart des nations de la région, représente un autre point important de divergence.

Le facteur géopolitique marque un aspect tout autant essentiel de la différence de vision entre la Turquie et les autres pays du Moyen-Orient. En effet, le territoire turc est le seul de la région à se trouver en relation géographique directe avec l'Europe. Sa position stratégique unique entre l'Europe, l'Asie Centrale et le Moyen-Orient lui attribue des droits et des devoirs importants envers l'ensemble de ces territoires.

La prise en compte par le gouvernement islamo-conservateur de la primordialité absolue pour la Turquie d'établir des relations fructueuses et amicales avec les pays du Moyen-Orient marque son vif intérêt pour la région. L'histoire et l'aspect civilisationnel qu'ont en commun la Turquie avec celle-ci sont mieux pris en considération par le nouveau gouvernement dirigé par l'AKP. En complément de cette affinité partagée par les cadres de ce parti envers cette région, l'établissement de meilleures relations turques avec le Moyen-Orient constitue une réelle opportunité pour le pays.

¹⁵⁴ Bardot, Christian, *Moyen-Orient et Maghreb*, Paris, Pearson, 2010, p. 85.

3.3.2 La prise en compte de l'atout stratégique du monde arabo-musulman

Le Moyen-Orient devient rapidement une région importante dans la stratégie internationale de la Turquie, que cela soit au niveau politique, économique et culturel. L'attention apportée par le nouveau parti au pouvoir à cet espace géographique relève alors d'un niveau jamais encore observé parmi les gouvernements turcs précédents.

« L' « arabo-compatibilité » de l'AKP tient aux nouveaux hommes qu'il propulse au pouvoir, mais aussi à sa nouvelle doctrine diplomatique centrée autour du concept de profondeur stratégique »¹⁵⁵.

En effet, les membres fondateurs de cette formation, tel qu'Abdullah Gül qui a travaillé en tant qu'économiste en Arabie Saoudite durant les années 1980, ainsi qu'Ahmet Davutoğlu qui parle couramment l'arabe, expriment dès le départ leurs volontés de rapprochement de la Turquie avec le monde musulman en général et le monde arabe en particulier.

Le Moyen-Orient représente également un atout stratégique de premier ordre pour le mouvement Gülen. Ce dernier considère que cette région a une place essentielle dans la connexion de la Turquie avec le Pacifique à travers le « *corridor de l'Asie* », ceci aidant une meilleure intégration du pays avec l'Europe¹⁵⁶.

Quelques mois seulement après leur première victoire, l'AKP a l'occasion de mettre en application sa propre conception de la politique étrangère établie à travers les différents principes de la doctrine Davutoğlu.

L'année 2003 marque ainsi le début d'une période d'opportunités propice à l'amélioration des relations entre la Turquie et les pays arabes. Dans la continuité de la politique multidimensionnelle et d'ouverture engagée les années précédentes par Ismail Cem, le gouvernement de l'AKP souhaite la renforcer en obtenant le soutien des populations de la région à cette initiative.

¹⁵⁵ Sitenstul, Charles, *La Diplomatie Turque au Moyen-Orient : Héritages et ambitions du gouvernement de l'AKP (2002-2010)*, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 91.

¹⁵⁶ Koyuncu Lorasdağı, Berrin, *op. cit.*, in Keyman, E.Fuat (dir.), *op. cit.*, p. 161.

Le refus du parlement turc, le 1^{er} mars 2003, à permettre le déploiement des troupes américaines sur leur territoire en vue d'une intervention armée en Irak a pour conséquence majeure un regain de sympathie de la part des peuples arabes et musulmans envers la Turquie. Les visites du nouveau gouvernement turc en Syrie et en Iran, quelques jours seulement avant le début de cette opération, ont renforcé cet élan régional d'enthousiasme vis-à-vis de la Turquie. Durant le premier mandat du gouvernement de l'AKP, les relations turco-syriennes n'ont jamais été autant amicales, avec plusieurs visites bilatérales, la signature d'importants accords économiques et la reconnaissance indirecte de l'intégration de la province d'Hatay en Turquie¹⁵⁷.

Cette décision, prise en opposition à son allié américain, démontre également l'indépendance croissante de ce pays dans l'exercice de ses relations internationales, essentiellement sur le plan régional.

L'invasion américaine en Irak à partir de ce mois de mars 2003 a des répercussions fondamentales pour la géopolitique régionale et l'orientation des rapports de force des nations qui la compose. La Turquie a alors réussi, à la faveur de sa nouvelle politique extérieure, à devenir progressivement une puissance influente au Moyen-Orient¹⁵⁸.

Les relations turco-israéliennes sont aussi au beau fixe durant cette période. Alors qu'elle a pu se méfier au départ de l'arrivée au pouvoir d'un parti islamo-conservateur en Turquie, Israël a rapidement été rassuré par la nature démocratique des actions menées par le nouveau gouvernement. La guerre israélienne au Liban en juillet 2006 atténue cependant cette embellie des liens entre les deux pays. Recep Tayyip Erdoğan va alors être l'un des seuls dirigeants de la région à exprimer son opposition à l'usage excessif de la force israélienne.

La Turquie souhaite ainsi rééquilibrer sa position dans l'échiquier stratégique moyen-oriental. Tout en continuant à entretenir de bonnes relations avec Israël, le gouvernement turc n'hésite pas à montrer son soutien aux peuples arabes en général, et au peuple palestinien en particulier.

¹⁵⁷ Oran, Baskin (dir.), *op. cit.*, p. 929.

¹⁵⁸ Bayramzadeh, Kamal, "L'Europe et la nouvelle configuration des rapports de force au Moyen-Orient", in Santander, Sebastian (dir.), *Puissances émergentes: Un défi pour l'Europe?*, Paris, Ellipses, 2012, p. 351.

Durant cette période, la Turquie devient très active dans les domaines sociaux et politiques en participant et en soutenant plusieurs initiatives dans la région. Dans ce contexte, les autorités turques supportent, en 2004, le projet du G8 envers l'établissement d'un « Grand Moyen-Orient », réunissant les régions du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Cette initiative vise à renforcer le dialogue entre les forces gouvernementales et les sociétés civiles des membres du G8, de l'Union européenne et des pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

A l'intérieur de cette initiative du « Grand Moyen-Orient », la Turquie copréside, en présence du Yémen et de l'Italie, le « Dialogue d'Assistance à la Démocratie ». Ce mécanisme s'accorde principalement à améliorer les relations entre les gouvernements et les sociétés civiles, à aider dans la tenue des élections et à accroître le rôle des femmes dans la région. C'est sur cette dernière question que la Turquie a canalisé son implication.

Il est ainsi important de noter que « *durant la première législature (2002-2007), la promotion de la démocratie était un aspect de la politique turque au Moyen-Orient* »¹⁵⁹.

De nombreux discours d'hommes politiques conservateurs, tels que Recep Tayyip Erdoğan et Abdullah Gül, ont été axés sur la nécessité de mettre en place des politiques réformatrices au Moyen-Orient. Une partie de ces discours s'est déroulée à l'intérieur de la structure de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI). La Turquie cherche en effet à accroître son influence envers les pays musulmans grâce à une plus forte visibilité au sein de cette institution. C'est ainsi qu'en 2004, pour la première fois dans l'histoire de l'OCI, une personnalité turque, Ekmeleddin İhsanoğlu, est nommée secrétaire général de cette institution. Cette nomination vise à développer le poids de la vision turque en faveur de réelles réformes dans la région.

L'importance accordée par la Turquie au Moyen-Orient dès les premières années de l'AKP au pouvoir démontre sans aucun doute une volonté de changements dans la structure de la politique étrangère turque. Ce renforcement relationnel avec cette région doit ainsi composer avec les rapports entretenus avec les pays occidentaux, européens en tête. La question est de savoir si les relations entretenues par la Turquie avec le Moyen-Orient se trouvent être en harmonie avec celles de l'Europe.

¹⁵⁹ Benli Altunışık, Meliha, «La question du “modèle turc” ou le soft power de la Turquie au Moyen-Orient”, in Schmid, Dorothee (dir.), *La Turquie au Moyen-Orient. Le retour d'une puissance régionale ?*, Paris, CNRS Editions, 2011, p. 141.

3.3.3 Une complémentarité ou incompatibilité entre la politique moyen-orientale et le projet européen ?

Il est incontestable que la Turquie a réellement souhaité accentuer son rapprochement avec les pays du Moyen-Orient depuis l'arrivée de l'AKP au pouvoir. Cependant, en aucun cas, ces relations ne peuvent se substituer complètement à celles entretenues avec les pays européens. Il reste néanmoins à analyser si les rapports turco-moyen-orientaux se trouvent être plutôt complémentaires ou incompatibles avec les solides liens de la Turquie avec l'Europe.

Tout d'abord, même si l'adhésion turque à l'Union européenne représente une priorité pour le nouveau parti au pouvoir, celui-ci exprime son souhait de diversifier les relations extérieures de la Turquie.

*« L'AKP a redéfini la principale source de légitimation dans la politique étrangère turque qu'est la notion d'intérêt national, en décrivant l'orientation occidentale de la politique étrangère comme complémentaire et non comme une substitution dans les relations avec les autres régions »*¹⁶⁰.

La Turquie a des rapports solides et historiques avec l'Europe dans les domaines politiques, économiques et culturels. Même si des difficultés, parfois persistantes, sont à constater dans l'exercice de leurs relations, la coopération turco-européenne est assez sérieuse pour ne pas être totalement remise en question.

La particularité identitaire de la Turquie s'est alors accentuée. Dans une période marquée par les événements du 11 septembre 2001, cette nation est désormais vue comme un interlocuteur crédible entre l'Occident et le monde musulman¹⁶¹.

Cependant, l'orientation plus manifeste de la politique étrangère turque vers la scène moyen-orientale n'est pas à inscrire dans une unique logique identitaire, mais également selon une nécessité stratégique.

¹⁶⁰ Duran, Burhanettin, *op. cit.*, in Yavuz, Hakan (dir.), *op. cit.*, p. 289.

¹⁶¹ Park, Bill, *op. cit.*, p. 123.

La stabilité de la région est d'une primordialité absolue pour le gouvernement turc s'il souhaite y jouer un rôle de premier plan. L'incertitude régionale ne peut en aucun cas favoriser le développement de fructueuses relations entre la Turquie et les pays du Moyen-Orient.

L'AKP n'est cependant pas le premier acteur politique turc à souhaiter concilier de bonnes relations avec à la fois l'Europe et le Moyen-Orient. Comme le rappelle Michel Bozdémir, « à partir des années 1990, la classe politique turque semble avoir une double ambition : être un membre actif et des organismes occidentaux et de ceux des pays islamiques »¹⁶².

Dans les années 1990, les marqueurs identitaires exercent ainsi une influence essentielle dans les attentions de la Turquie envers les pays musulmans du Moyen-Orient. La détermination de la politique étrangère turque n'est donc pas dictée par des choix indépendants, mais par des considérations prenant en compte des facteurs d'identités et le rejet de la candidature turque à l'Union européenne¹⁶³.

Cette situation va progressivement évoluer lorsque le Parti de la Justice et du Développement accède au pouvoir en 2002. La mise en avant par ce dernier, dans la politique étrangère du nouveau gouvernement turc, à la fois de sa priorité envers l'adhésion turque à l'Union européenne et de sa volonté de renforcer les relations turco-moyen-orientales, vise à tirer bénéfice des principales identités turques. Cela marque une réelle rupture dans le questionnement identitaire de la Turquie par rapport aux années précédentes.

La Turquie ne cherche plus, comme cela a été le cas jusqu'à la fin du 20^{ème} siècle, à renoncer à son identité orientale pour certifier son attachement à son identité occidentale. Désormais, l'affirmation des valeurs européennes doit se réaliser à travers le renforcement des liens qu'entretient la Turquie avec les pays du Moyen-Orient. L'AKP souhaite ainsi démontrer que les Turcs ont une identité musulmane, appartenant à la civilisation islamique, qui est dans le même temps compatible avec leur identité européenne¹⁶⁴.

¹⁶² Bozdémir, Michel, *Turquie entre Islam et Europe*, Paris, Ellipses, 2007, p. 164.

¹⁶³ Bozdağlıoğlu, Yücel, *op. cit.*, p. 105.

¹⁶⁴ Terzi, Özlem, *op. cit.*, in Nas, Çiğdem and Tonca Özer (dir.), *op. cit.*, p. 216.

La question identitaire, bien qu'au centre des attentions du gouvernement, ne constitue pas l'unique point d'ancrage dans les relations qu'entretient la Turquie avec les pays occidentaux et orientaux. L'importance du marqueur géopolitique exerce une influence indéniable dans le rapport de force entre l'État turc et les nations européennes et moyen-orientales durant la première législature du parti islamo-conservateur.

La Turquie, en ce début de 21^{ème} siècle, a l'occasion de jouer un rôle majeur en matière de sécurité entre l'Europe et le Moyen-Orient. Par sa position géostratégique et la combinaison de ses identités, elle possède un profil unique pour aider à maintenir l'ordre dans les conflits moyen-orientaux. L'adhésion turque à l'Union européenne permettrait ainsi à renforcer à la fois « *les caractères civils et militaires des structures sécuritaires européens* » et « *la capacité de l'Europe à contribuer à la sécurité globale en produisant un modèle* »¹⁶⁵.

En général, les relations extérieures turques vis-à-vis des pays du Moyen-Orient et de l'Europe sont au beau fixe lors de la première législature de l'AKP au pouvoir. Les années 2002-2006 marquent ainsi, dans l'ensemble, une période novatrice et fructueuse pour la politique étrangère turque.

En obtenant le début des négociations d'adhésion à l'Union européenne et en s'impliquant sérieusement dans l'environnement moyen-oriental, le gouvernement islamo-conservateur réussit à concilier au mieux l'usage des identités occidentale et orientale de la Turquie.

Néanmoins, les désaccords apparus, quelques mois avant la fin du premier mandat du gouvernement, entre l'État turc et l'institution européenne, aboutissant au blocage des négociations, sont le présage du commencement d'une période plus complexe pour la politique étrangère turque.

¹⁶⁵ Güvenç, Serhat and Oya Memişoğlu, "Turkey and Regional Security", in Griffiths, Richard T., and Durmuş Özdemir (dirs.), *Turkey and the EU Enlargement: Processes of Incorporation*, Istanbul, Istanbul Bilgi University 2004, pp. 227-228.

Deuxième Partie

Une période d'affirmation pour l'islamisme turc (2007-2010)

1. La consolidation de l'AKP dans le système politique turc

De sa fondation en 2001 à la fin de son premier mandat à la tête du gouvernement en 2007, le Parti de la Justice et du Développement représente avec succès le renouveau du courant islamique turc. Afin de se démarquer des anciennes formations islamistes et d'éviter toute pression de la part de l'establishment kémaliste à son égard, celui-ci n'a pas cherché à remettre en cause le principe de laïcité en place en Turquie.

Les premières années au pouvoir ont été marquées par une phase d'ascension prudente, mais efficace, de cette formation dans la vie politique turque. L'accent mis sur la résolution des problèmes économiques et sociaux connus par le pays lui a permis de rassembler une part croissante de la population turque en sa faveur.

Pour parvenir à se maintenir au pouvoir, dans un système politique connaissant de multiples cas de dissolution de partis du fait de leurs idéologies, l'AKP a ainsi adopté deux différentes identités. La première, visible et prudente, a été élaborée pour parfaire leur légitimité face à une opposition craintive. La deuxième, se rapprochant de sa réelle vision islamo-conservatrice, est quant à elle destinée à rassurer ses cadres et ses plus fidèles partisans¹⁶⁶.

La mise en application dynamique et convaincante d'un processus de réformes pour satisfaire les critères d'intégration à l'Union européenne a également contribué à la popularité du parti en cette période. L'opinion publique turque se trouve à cet instant très majoritairement favorable à l'adhésion de la Turquie dans l'institution européenne.

Le second mandat du gouvernement islamo-conservateur, qui commence en 2007, représente une indéniable phase de confiance en soi pour les forces islamiques turques et la consolidation du courant conservateur au sein de la vie politique de la République de Turquie.

¹⁶⁶ Şimşek, Sefa, *op. cit.*, pp. 430-431.

L'évolution de la situation interne entre 2007 et 2010, notamment avec le renforcement des pouvoirs de l'AKP et l'affaiblissement de l'influence de l'institution militaire, a des répercussions sur la détermination de la politique étrangère turque. La confirmation d'une nouvelle orientation des relations extérieures turques, entamée depuis 2002, se précise également au cours de cette même période.

Cette formation s'est très vite intégrée dans l'échiquier politique de la République de Turquie. Par souci de précaution face à l'establishment kémaliste constitué de l'armée et d'une grande partie de la bureaucratie, celle-ci a agi prudemment durant ses premières années au pouvoir. La priorité donnée, durant cette période, à l'instauration d'un ensemble de réformes en vue d'une adhésion future à l'Union européenne démontre la ligne de conduite affichée par le nouveau pouvoir. Les questions liées à la place de la religion au sein de la société sont restées en arrière-plan pendant la première législature du gouvernement islamo-conservateur.

Les années 2007-2008 vont alors marquées un véritable tournant dans les politiques menées par cette formation vis-à-vis des aspects religieux sur la scène interne. Le réel ancrage de ce parti dans la vie politique turque date indubitablement de cette phase dominée par la gestion de la plus grave crise à laquelle il a dû faire face. En effet, du processus mouvementé de l'élection présidentielle au printemps et à l'été 2007 à la procédure de dissolution à son encontre à l'été 2008, l'AKP a connu une année décisive pour son maintien dans l'échiquier politique turc. Grâce au dénouement favorable de cette crise, le parti au pouvoir peut par la suite commencer à mettre en avant les caractéristiques conservatrices de son programme.

Nous verrons tout d'abord qu'il est rapidement devenu un parti « attrape tout » aspirant à s'installer au pouvoir grâce à la succession de ses succès électoraux et à l'augmentation progressive de ses zones d'influence. Il est ensuite essentiel d'analyser le renforcement du rôle de l'islam dans la vie politique turque suite à une légitimation accrue des forces conservatrices mettant au premier plan un ensemble de sujets controversés portant sur la religion. L'examen d'une profonde fragmentation de la société découle de ce bouleversement majeur dans le rapport de force entre les cercles kémalistes et conservateurs. Le risque d'une sérieuse fracture au sein de la société turque est ainsi en grande partie dû à l'opposition de deux visions concernant le rôle de la laïcité sur la scène publique.

1.1 D'un statut d'opposition idéologique à celui de pouvoir durable

1.1.1 Les succès électoraux de 2007

Le statut du Parti de la Justice et du Développement a considérablement évolué entre les scrutins de novembre 2002 et de juillet 2007. L'accroissement des suffrages en sa faveur, durant cette période, manifeste incontestablement de son ancrage dans le système politique turc. Dans ce sens, la campagne électorale de 2007 ne s'est pas axée, comme la précédente, sur l'opposition de son programme vis-à-vis des formations politiques alors au pouvoir, mais sur les accomplissements réalisés par le gouvernement au cours de ses cinq premières années au pouvoir.

Les élections générales de juillet 2007 se révèlent ainsi être d'une importance capitale pour le positionnement du Parti de la Justice et du Développement sur l'échiquier politique turc. Ce scrutin témoigne en effet de la chute des formations de centre-droit comme le DYP et l'ANAP.

Ces dernières, qui se sont fusionnées dans une nouvelle organisation dénommée le Parti Démocrate (*Demokrat Parti – DP*) deux mois seulement avant les élections, n'ont en effet pas réussi à intégrer le parlement. Alors que ces deux partis ont comptabilisé, à eux deux, près de 15% des suffrages en 2002, le Parti Démocrate n'obtient à peine plus de 5% des voix aux élections de 2007. L'AKP a alors été le plus grand bénéficiaire dans ce report de voix et est ainsi devenu le nouveau représentant du centre-droit en Turquie¹⁶⁷.

Il est essentiel d'analyser quels ont été les mécanismes ayant permis à cette formation de passer d'un statut de force d'opposition à l'establishment kémaliste, lors de son premier mandat, à celui de pouvoir durable.

¹⁶⁷ Ahmad, Feroz, "Politics and political parties in Republican Turkey", in Kasaba, Reşat (dir.), *The Cambridge History of Turkey. Volume 4. Turkey in the Modern World*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008, p. 265.

La réussite électorale de l'AKP en 2007, lors des élections présidentielle et générales, représente tout d'abord un marqueur décisif à étudier pour comprendre l'importance de cette crise dans l'évolution des rapports de force entre conservateurs et kémalistes.

Les conséquences de cette période qui aboutissent à une accentuation des pouvoirs des conservateurs, couplée à la chute continue des centres d'influences kémalistes, sont ensuite essentielles à analyser dans l'étude du changement de statut de l'AKP et du courant conservateur en général en Turquie.

L'année 2007 représente une date clé pour la Turquie, non seulement en termes de politique intérieure mais également pour la société turque et l'avenir des forces islamiques.

Avant la tenue d'élections générales prévues en novembre de cette année, les élections présidentielles, les premières depuis que le Parti de la Justice et du Développement se trouve au pouvoir, doivent se tenir durant le printemps. Alors élu pour une période de sept années par le parlement, le Président de la République de Turquie, qui demeure dans le quartier de Çankaya à Ankara, est traditionnellement vu comme étant le gardien du principe de laïcité dans le pays, tout en étant neutre envers les différentes formations politiques.

Ainsi, lorsqu'il paraît acquis que le parti au pouvoir présente un de ses membres à ces élections, la question d'un Président issu de ses rangs devient impensable pour une importante fraction de la société turque. Le 14 avril, à quelques jours de la nomination du candidat par l'AKP et du vote au parlement, une manifestation regroupant plus d'un million de personnes se tient alors à Ankara sous les slogans indiquant que « la Turquie est laïque, et elle restera laïque » (*Türkiye laiktir, laik kalacak*), ainsi que « nous ne voulons pas d'un imam à Çankaya » (*Çankaya'da imam istemiyoruz*)¹⁶⁸.

Alors que des spéculations ont initialement portées sur la nomination de Tayyip Recep Erdoğan comme candidat de l'AKP à la Présidence, c'est finalement Abdullah Gül, ministre des Affaires étrangères à cette époque, qui est choisi par le parti le 24 avril.

¹⁶⁸ Erdem, Zihni, "Erdoğan 'a büyük uyarı" [Un sérieux avertissement à Erdoğan], *Radikal*, 15 avril 2007, <http://www.radikal.com.tr/haber.php?haberno=218469>, consulté le 14 juin 2014.

Dans la nuit du 26 au 27 avril, soit quelques heures seulement précédant le premier vote des élections présidentielles au parlement, les forces armées turques publient sur leur site Internet une déclaration censée influencer le déroulement de ces élections. Connue sous le terme de « e-mémorandum » ou de « e-coup », ce communiqué met essentiellement l'accent sur la nécessité de respecter les principes de la laïcité. Il y est ainsi mentionné la détermination de l'armée turque à s'opposer aux formations pouvant mettre en danger les valeurs fondamentales de la République de Turquie.

Cette déclaration est perçue par l'AKP comme étant une menace directement émise contre le gouvernement. Celui-ci réagit alors à ce mémorandum en expliquant qu'il n'est pas du ressort de l'armée de s'ingérer dans la politique interne du pays.

Avec 357 voix sur les 550 membres composant le Parlement turc, Abdullah Gül n'obtient pas le minimum des deux-tiers requis, fixés au nombre de 367, pour être élu Président de la République de Turquie. Un deuxième tour, avec les mêmes principes de votes, est alors nécessaire. Cependant, comme l'a rappelé la Cour suprême, un quorum de deux-tiers des parlementaires est nécessaire pour le vote.

Suite à la première grande manifestation le 14 avril à Ankara, une seconde manifestation importante se déroule le 29 avril à Istanbul, regroupant encore une fois plusieurs centaines de milliers de personnes. D'autres manifestations, d'une plus faible influence, ont été organisées le 5 mai à Manisa et Çanakkale. Le rassemblement de plusieurs centaines de milliers de personnes à Izmir le 13 mai constitue le dernier grand mouvement protestataire également connue sous la dénomination de « manifestations de la République » (*Cumhuriyet Mitingleri*).

Un autre premier tour est alors répété le 6 mai, avec les mêmes résultats que durant la première tentative. A la vue de ce blocage, Tayyip Recep Erdoğan décide le 10 mai d'appeler à des élections générales anticipées pour le 22 juillet. Contrairement aux élections de novembre 2002, le Parti de la Justice et du Développement ne cherche pas à conquérir le pouvoir dans une perspective de force d'opposition aux formations dirigeant alors le pays. A travers ces nouvelles élections, l'AKP souhaite démontrer l'étendue de son ancrage au sein du système politique et de la société turque.

Le principal slogan de campagne du parti, qui est « En toute confiance et stabilité. Ne pas s'arrêter. Poursuivre son chemin » (*Güven ve İstikrar İçinde. Durmak yok. Yola devam*), représente bien cette volonté de continuité et de mouvement affichée par ses dirigeants, Recep Tayyip Erdoğan en tête¹⁶⁹.

L'AKP remporte sans surprise les élections générales de juillet 2007. Avec 46,58% des suffrages exprimés¹⁷⁰, ce dernier accroît même son score de 2002 de plus de 12%. Cependant, avec l'obtention de 341 sièges au parlement, il connaît une baisse de 12 sièges par rapport au scrutin précédent. Ceci s'explique par la percée du MHP, qui avec 14,27% des suffrages, devient la troisième formation politique, derrière le CHP et ses 20,88%, à entrer au parlement.

Ces résultats montrent ainsi la solidité de l'AKP à l'intérieur du système politique turc. Pour la première fois depuis les élections de 1954 et la reconduite au pouvoir du DP, une formation augmente le pourcentage de ses votes pour sa deuxième victoire d'affilée.

Le processus de l'élection présidentielle reprend alors durant le mois d'août. Le quorum nécessaire des deux-tiers de parlementaires pour valider la tenue du vote est obtenu grâce à la présence des députés du MHP, ceux-ci décidant de ne pas boycotter le vote.

Lors des deux premiers tours, Abdullah Gül, qui fait face cette fois-ci à deux autres candidats, ne réussit pas à obtenir les deux-tiers de votes nécessaires à son élection. Pour le troisième tour, seule la majorité absolue des députés est nécessaire pour l'élection du Président. Le 28 août, Abdullah Gül accède ainsi à la Présidence de la République de Turquie.

Suite à cette importante défiance à son égard, « *l'AKP se rétracte vers une approche utilitaire, mesurée directement en terme de rapport de force. Il part d'abord en guerre contre ses détracteurs* », à travers une série de procès ouverts contre ses adversaires critiques, puis « *traque ses ennemis « profonds », les cercles laïques, la presse, l'armée* », notamment avec les procès Ergenekon et Balyoz¹⁷¹.

¹⁶⁹ Altınbüken, Buket, « Analyse du discours politique de l'AKP lors de la campagne électorale de 2007 », *Synergies Turquie*, n°1, 2008, p. 163.

¹⁷⁰ Conseil supérieur des élections (*Yüksek Seçim Kurulu - YSK*), décision n°739 (*Karar 739*), 30 juillet 2007.

¹⁷¹ Groc, Gérard, « L'essor d'une société civile face aux incertitudes démocratiques », in Akagül, Deniz, Bilici, Faruk et Ali Kazancigil (dirs.), *op. cit.*, pp. 89-90.

Après des mois de crises, l'AKP ressort comme étant le grand vainqueur de cette série d'élections en 2007. Plus que de simples victoires politiques, il s'agit ainsi d'un test majeur réussi pour les tenants du conservatisme en Turquie.

Galvanisé par l'ensemble de ces succès, le gouvernement turc abandonne alors progressivement, à partir de 2007, la démarche consensuelle qui a marqué la première législature du Parti de la Justice et du Développement au pouvoir. La grave crise politique autour des élections présidentielles et le renforcement du poids de la formation islamo-conservatrice aux élections générales ont eu pour principales conséquences la fin de cette ligne modérée.

Les forces conservatrices turques obtiennent ainsi une réelle possibilité de pouvoir mettre en avant des éléments de leurs programmes sur lesquels les différentes formations politiques se trouvent être en désaccord. La préparation d'une nouvelle Constitution et la levée de l'interdiction pour les étudiantes de porter le voile au sein des universités représentent ainsi les deux sujets les plus controversés¹⁷².

Le dénouement de la grave crise politique de 2007 constitue alors le début d'une nouvelle période pour le courant islamique en Turquie. Il s'agit, en effet, pour la formation de Recep Tayyip Erdoğan de démontrer son aptitude et sa volonté à asseoir son emprise dans le système politique et la société.

Le succès du Parti de la Justice et du Développement aux élections tenues en 2007 implique donc un accroissement progressif des zones d'influence des forces conservatrices dans la vie politique turque. L'AKP se trouve alors lancé dans une véritable conquête du pouvoir envers les institutions étatiques qui ont jusqu'ici constamment été sous le contrôle de l'establishment kémaliste.

¹⁷² Nas, Çiğdem and Yonca Özer , "Conclusion", in Nas, Çiğdem and Yonca Özer (dirs.), *op. cit.*, p. 261.

1.1.2 L'accroissement de l'influence des conservateurs

Les victoires électorales de l'AKP en 2007 démontrent le renforcement de l'influence obtenue par les forces conservatrices turques. Celles-ci ont pour la première fois réellement l'occasion d'influer d'une manière marquante et durable sur le fonctionnement des institutions étatiques et du système politique en général.

« Avec l'élection d'Abdullah Gül à la présidence de la République, c'est toute une frange de la population tenue en marge du cœur de l'Etat depuis 1923 qui est tentée de prendre sa revanche. Poussée dans leurs ultimes retranchements, les vieilles élites kémalistes se crispent car elles se sentent désemparées face à la montée d'un mouvement islamiste disposant de ses intellectuels, de ses réseaux internationaux, de son patronat et surtout d'un corpus idéologique cohérent répondant aux défis de la mondialisation »¹⁷³.

Le résultat du référendum constitutionnel qui s'est tenu le 21 octobre 2007 confirme cette dynamique favorable aux partisans du conservatisme. Avec 68,95% des suffrages en faveur des mesures proposées dans ce référendum, le parti au pouvoir conclut l'année 2007 par un nouveau triomphe populaire. Les principaux éléments constituant ce référendum constitutionnel sont les suivants :

- L'élection du Président de la République de Turquie au suffrage universel direct ;
- La réduction du mandat du Président de la République de 7 à 5 années mais renouvelable une fois ;
- La tenue d'élections générales tous les 4 ans au lieu de 5 ans ;
- La réduction du quorum nécessaire pour les décisions parlementaires, celui-ci passant de 67% à 33%, de 367 à 184 députés.

Cette dernière mesure permet d'augmenter la marge de manœuvre de l'AKP dans l'exercice de ses politiques. Dorénavant, les députés du Parti de la Justice et du Développement, grâce à leur majorité absolue, ont la possibilité de faire passer des lois sans que les autres formations politiques soient présentes dans l'hémicycle.

¹⁷³ Tancredi, Jossieran, *op. cit.*, p. 35.

Suite à une année 2007 extrêmement dense politiquement, l'année 2008 s'annonce également décisive pour l'AKP. En effet, au mois de mars de cette année, le procureur de la Cour de cassation turque, Abdurrahman Yalçinkaya, soutenu par les milieux kémalistes, dépose auprès de la Cour Constitutionnelle une demande de dissolution à son encontre. Celle-ci est accompagnée d'une réclamation d'interdiction pour 71 membres du parti, dont Recep Tayyip Erdoğan et Abdullah Gül, d'exercer des fonctions politiques pour une durée de cinq années. La démarche porte sur des actes jugés contraires au principe de laïcité, notamment la loi approuvée par le parlement en février et autorisant le port du voile dans les universités. Cette requête, qui est étudiée par la Cour Constitutionnelle durant quatre journées à la fin du mois de juillet, n'aboutit pas au résultat escompté. Alors que sept votes positifs sur les onze membres de la Cour Constitutionnelle eurent été nécessaires pour dissoudre l'AKP, seuls six personnes votent en faveur de celle-ci. Cependant, dix des onze membres de cette Cour votent pour l'établissement de sanctions financières vis-à-vis de cette formation et reconnaissent à la même période l'existence d'agissements contre le principe de laïcité.

En réussissant de justesse à se maintenir dans le jeu politique, le Parti de la Justice et du Développement ainsi que les forces conservatrices en général renforcent leurs positions déjà dominatrices en Turquie.

Lors des élections locales du mois de mars 2009, celui-ci demeure de loin le premier parti avec 38,39% des suffrages exprimés¹⁷⁴. Cependant, par rapport aux précédentes élections locales de 2004, cette formation perd un peu plus de 3% des votes avec près de deux millions de voix en moins. Cette baisse profite aux deux principaux partis d'opposition, le CHP et le MHP, qui voient leurs pourcentages augmenter d'environ 5% depuis 2004, avec respectivement 23,08 % et 15,97%. Il est aussi à noter que l'AKP se retrouve à la tête de 10 provinces, contre les 12 obtenues en 2004.

Le 12 septembre 2010, trente années jour pour jour après le coup d'État de 1980, un nouveau referendum constitutionnel est tenu en Turquie. Il s'avère être d'une importance capitale dans l'équilibre des pouvoirs entre les forces conservatrices et kémalistes. Adopté à 57,88% des suffrages exprimés, ce référendum porte sur l'amendement de 26 articles à l'intérieur de la Constitution turque.

¹⁷⁴ Conseil supérieur des élections (*Yüksek Seçim Kurulu - YSK*), décision n°1850 (*Karar 1850*), 11 mai 2009.

Les principaux changements apportés tiennent alors sur les compétences de l'armée et de la justice. Ainsi, l'amendement de l'article 15, qui porte sur la protection des leaders du coup d'État de 1980, lève cette immunité et permet à la justice de les amener devant les tribunaux. Il faut également noter la réduction des prérogatives des cours militaires. La justice représente le second secteur majeur bouleversé par ce référendum constitutionnel. L'organe chargé de la nomination, de la promotion et de la discipline des magistrats, le HSYK (Conseil Supérieur des Juges et des Procureurs – *Hâkimler ve Savcılar Yüksek Kurulu*), voit sa structure évoluer en passant de 7 à 22 membres. Précédemment la nomination des sept personnes composant le HSYK s'est faite par des institutions judiciaires, tel que le Conseil d'État, traditionnellement proches du courant kémaliste. Suite au référendum de 2010, les 22 membres sont composés du ministre de la justice et de son sous-secrétaire, de quatre personnes désignées par le Président de la République, de dix élues par l'ensemble des juges et procureurs de Turquie, ainsi que de six choisies par d'autres institutions judiciaires. L'influence de l'exécutif s'exprime aussi sur la composition Cour Constitutionnelle qui passe de 11 à 17 personnes.

Alors que les partis d'opposition expriment leurs doutes envers ces amendements concernant la séparation des pouvoirs, l'Union européenne approuve ces changements qui vont dans la bonne direction en vue de l'harmonisation des lois turques avec les pays européens.

A la fin de l'année 2010, la quasi-totalité de la structure étatique tutélaire, traditionnellement proche du courant kémaliste, a été démantelée ou contrainte à se retirer. L'institution militaire voit ainsi son influence politique considérablement se réduire, tout comme le corps judiciaire qui devient plus hétérogène et moins relié aux milieux laïcs. Les forces conservatrices turques ont ainsi pu acquérir une puissance incontournable, notamment grâce à l'action du Parti de la Justice et du Développement. L'AKP a également réussi à faire accepter la prédominance des élections, attribuant la suprématie aux gouvernements élus vis-à-vis d'élites étatiques non choisis directement par le peuple¹⁷⁵.

Mécaniquement, le développement des prérogatives attribuées aux forces conservatrices entre 2007 et 2010 implique une baisse marquante des compétences des milieux laïcs sur la vie politique turque. L'accession au pouvoir d'un Président de la République aux origines islamiques, la nette diminution de l'influence de l'armée sur les affaires internes et la réforme judiciaire impliquent la perte de mécanismes de pression importants par le cercle kémaliste.

¹⁷⁵ Menderes Çınar and Çaykan Sayın, "Reproducing the Paradigm of Democracy in Turkey: Parochial Democratization in the Decade of Justice and Development Party", *Turkish Studies*, vol. 15, n°3, septembre 2014, pp. 373-374.

1.1.3 Le retrait continu des centres de pouvoir kémalistes

Moins de cinq années après la formation d'un gouvernement constitué uniquement de membres de l'AKP, le mouvement kémaliste est dans l'obligation de céder la Présidence de la République à l'un des fondateurs de ce parti conservateur à partir de l'été 2007. Il s'agit d'une perte d'influence majeure à l'intérieur du système politique turc pour les forces kémalistes.

De plus, le fait que, pour la première fois dans l'histoire de la République de Turquie, une formation d'origine islamique soit à la tête du gouvernement et de la présidence simultanément, démontre une absence plus marquante de contre-pouvoirs influents face au Parti de la Justice et du Développement.

Le courant kémaliste exerce, en 2007, un poids encore très important sur les institutions militaire, judiciaire et bureaucratique. Cependant, il n'en demeure pas moins que ce mouvement soit réellement dans un processus descendant important et rapide dans son emprise sur les composantes névralgiques de la République turque.

L'échec de la pression des forces armées turques, à travers le « e-mémorandum » du 27 avril 2007, sur le déroulement des élections présidentielles constitue un marqueur révélateur de la perte d'influence continue des partisans du kémalisme durant cette période.

La prise progressive du pouvoir par les forces conservatrices démontre incontestablement la fin d'une ère dominante pour le courant laïc sur les structures étatiques de la République de Turquie.

« Pour la première fois depuis le coup d'État de 1980 en effet, le « système » turc, entendu comme un champ de pouvoirs comprenant le gouvernement et les partis d'opposition, l'armée et la justice, ainsi que certaines « strates grises » comme l'intelligentsia kémaliste, semble connaître une profonde crise d'hégémonie »¹⁷⁶.

¹⁷⁶ Bozarслан, Hamit, « La question kurde à l'heure de l'« ouverture » d'Ankara », *Politique étrangère*, vol. 1, printemps 2010, p. 57.

Dans les années 1990, notamment avec le coup d'État post-moderne de 1997 qui a abouti à la fin de la coalition gouvernementale menée par le parti islamiste Refah et à l'arrestation d'Abdullah Öcalan en 1999, une réelle unité convaincante entre l'establishment kémaliste, l'armée et le Président de la République leur a permis de mener à bien leurs actions.

Cependant, cette situation précédemment favorable au camp laïc commence concrètement à s'affaiblir à partir de 2007. La grave crise politique émergeant autour des élections présidentielles cette même année, ainsi que la décision en 2008 par la Cour constitutionnelle de ne pas interdire l'AKP, manifestent l'impuissance du courant kémaliste de faire prévaloir ses intérêts sur les affaires internes turques¹⁷⁷.

Il s'agit incontestablement d'un instant historique dans le rapport de forces existant entre les conservateurs et les kémalistes en Turquie. Alors que le courant laïc a toujours eu le « dernier mot » sur les formations d'origine islamique depuis la fondation de la République de Turquie, cette crise a clairement démontré la fin de cette période.

La gestion par le courant kémaliste de la crise politique de 2007-2008 peut sûrement être qualifiée comme ayant été contre-productive. En effet, à la sortie de cette phase, les élites laïques ont inexorablement vu leurs pouvoirs et leurs influences baisser. La direction prise par les kémalistes dans ce conflit politique a alors abouti à l'accroissement de la popularité des forces conservatrices, comme l'indique le résultat des élections générales de 2007. La forte tension envers son candidat lors des élections présidentielles, ainsi que la tentative d'interdire le parti, ont également amené l'AKP à durcir leur position envers l'opposition, afin de prévenir ce type de menaces à l'avenir¹⁷⁸.

La perte d'influence hégémonique de l'establishment kémaliste ne se limite pas aux domaines politique et militaire. Le secteur de presse écrite et audiovisuel, notamment à travers la liberté de la presse, constitue un autre élément important de l'affaiblissement de la suprématie des médias proches des forces laïques. En effet, la restriction sur la liberté d'action de ces moyens de communication débute réellement en 2007 suite au conflit entre les conservateurs et les kémalistes.

¹⁷⁷ *Ibid.*, p. 58.

¹⁷⁸ Öniş, Ziya, "Sharing Power: Turkey's Democratization Challenge in the Age of the AKP Hegemony", *Insight Turkey.*, vol. 15, n°2, 2003, p. 114.

La confrontation entre l'AKP et le conglomérat médiatique Doğan reflète symboliquement cette dynamique. Le groupe audiovisuel Doğan, l'un des leaders dans ce secteur en Turquie, se trouve dans le viseur du gouvernement turc depuis 2008. A cette date, le groupe Doğan met en avant dans ses médias plusieurs affaires de corruption impliquant le parti au pouvoir, et plus particulièrement le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan.

En 2009, en réponse à la divulgation de ces dossiers, le gouvernement impose une pénalité de plus de 400 millions de dollars en février de cette année, ainsi qu'une amende de plus de 2,5 milliards de dollars pour le non-paiement de taxes par la compagnie entre 2005 et 2007. En raison de la nécessité de paiement de ces sommes importantes, le groupe Doğan s'est ainsi résigné à vendre en 2011 plusieurs de ces composantes clés, incluant les journaux *Vatan* et *Milliyet*, ainsi que les chaînes de télévision *Star TV* et *Euro Star*.

La fin de la seconde législature de l'AKP au pouvoir est également marquée par un net recul des prérogatives des milieux kémalistes sur l'institution judiciaire. Avant le référendum constitutionnel de 2010, le Conseil Supérieur des Juges et des Procureurs (HYSK), tout comme la Cour constitutionnelle, ont été quasi-exclusivement dominés par des juges proches des tendances laïques. Les amendements constitutionnels de 2010, en élargissant la représentativité de la structure judiciaire, ont ainsi considérablement affaibli le contrôle tutélaire des forces kémalistes sur le gouvernement¹⁷⁹.

Les conservateurs ont également réussi à faire baisser le poids des cercles kémalistes au niveau économique. Cependant, même si la MÜSIAD continue à accroître son influence sur le marché turc et en direction de l'étranger, les entreprises membres de la TÜSIAD restent de loin les sources majoritaires dans la production de richesse en Turquie.

L'influence décroissante des centres de pouvoirs proche du courant kémaliste, principalement l'armée et la justice, permet au gouvernement turc et à ses partisans d'incorporer progressivement la religion au sein de la vie politique de la Turquie. L'affaiblissement des moyens de pression face à des politiques plus conservatrices aboutit à la possibilité de renforcer le poids de l'islam sur la scène publique.

¹⁷⁹ Özbudun, Ergun, "AKP at the Crossroads: Erdogan's Majoritarian Drift", *South European Society and Politics*, vol.19, n°2, 2014, p. 156.

1.2 L'accentuation des valeurs de l'islam dans la vie politique

1.2.1 La légitimation des forces islamiques

La Turquie est un pays dont l'écrasante majorité de la population exprime du respect envers les valeurs traditionnelles en matière de religion. République laïque, elle ne demeure pas moins un État où l'islam occupe une place de premier ordre. Cependant, l'inscription du principe de laïcité dans la Constitution turque a pour conséquence l'interdiction d'utiliser la religion à des fins politiques.

Jusqu'à l'arrivée du Parti de la Justice et du Développement au pouvoir, les institutions militaire et judiciaire, proches du courant kémaliste, ont repoussé toute tentative d'islamisation de la vie politique turque. Le coup d'État postmoderne de février 1997 contre le Parti Refah demeure l'exemple de la force de persuasion de l'armée en ce qui concerne la défense du principe de laïcité.

Les premières années au pouvoir de l'AKP n'ont pas changé la donne dans ce domaine. Prudent vis-à-vis de cette possible menace à son existence, le gouvernement turc a privilégié la mise en place de réformes en vue d'une éventuelle adhésion turque à l'Union européenne plutôt que s'atteler sur des actions remettant potentiellement en cause la notion de laïcité propre à la Turquie.

L'accentuation du rôle de la religion dans la vie politique turque a été réellement observée à partir du second mandat du gouvernement. La crise politique de 2007-2008 a favorisé cette nouvelle situation par le renforcement de la légitimation des forces conservatrices à la vue de leurs résultats électoraux et de la baisse d'influence du courant kémaliste. De plus, grâce à la consolidation de l'alliance stratégique entre la formation de Recep Tayyip Erdoğan et le mouvement de Fethullah Gülen durant cette période, les symboles conservateurs ont pu se renforcer à la fois dans la vie politique et la société turque.

Un ensemble de sujets controversés portant sur l'aspect religieux, tel que le port du voile dans les universités, a ainsi pu être mis en avant par le Parti de la Justice et du Développement.

Dans le système démocratique turc, la forme la plus courante de légitimation pour un parti politique passe par sa reconnaissance à travers les résultats qu'il obtient aux élections, qu'elles se tiennent aux suffrages universels directs ou indirects.

Avec la succession des victoires électorales et la domination progressive des forces conservatrices sur les différentes composantes étatiques, l'AKP a obtenu une certaine légitimité d'action. En effet, après deux élections générales largement remportées, l'aboutissement d'une crise présidentielle en sa faveur, la levée d'une menace d'interdiction d'exercer, ainsi que l'obtention de la majorité des suffrages à deux référendums constitutionnels, le Parti de la Justice et du Développement peut se permettre d'afficher ses préférences. A la différence de son premier mandat au pouvoir, le gouvernement turc a plus de marges de manœuvre pour agir selon les convictions du parti grâce à ces différents succès. Son accession au pouvoir en novembre 2002 ne se trouve pas être le signe d'une situation provisoire ou seulement dû à une série de circonstances.

Les résultats des élections générales tenues en juillet 2007 ont confirmé, voire accru, sa suprématie sur la scène politique turque. En effet, l'obtention par cette formation de plus de cinq millions de voix supplémentaires par rapport aux élections de 2002 marque la confiance et la reconnaissance d'une portion de plus en plus importante de l'électorat turc envers cette formation politique. L'augmentation du taux de participation au scrutin, qui passe de 79% en 2002 à 84% en 2007, constitue également un indicateur qui renforce sa légitimité au pouvoir en Turquie.

L'une des raisons principales de ce renforcement de la légitimation des forces conservatrices se trouve être liée aux bons indicateurs économiques obtenus par le gouvernement dans la période 2002-2007. La victoire du Parti de la Justice et du Développement aux élections de juillet 2007 semble ainsi être moins dépendante des facteurs idéologiques ou religieux que précédemment. Les performances économiques connues lors de sa première législature au pouvoir ont ainsi été sans aucun doute les éléments les plus influents dans la décision d'une grande partie de l'électorat turc en 2007¹⁸⁰.

¹⁸⁰ Kalaycıoğlu, Ersin, "Justice and Development Party at the Helm: Resurgence of Islam or Restitution of the Right-of-Center Predominant Party?", *Turkish Studies*, vol. 11, n°1, 2010, p. 39.

En effet, suite à des années 1990 instables politiquement et économiquement qui se sont conclues par l'une des plus graves crises économiques connues par le pays de 1999 à 2001, le gouvernement a réussi à faire retrouver à la Turquie une croissance économique élevée et surtout à faire chuter le taux d'inflation à un seul chiffre au lieu de deux, voire trois, dans les décennies précédentes.

L'évolution de la carte électorale, entre 2002 et 2007, dans les régions majoritairement kurdes situées en Anatolie orientale constitue un autre cas révélateur de la hausse de la représentativité en faveur de l'AKP en Turquie au cours de cette période.

Le fait que celui-ci obtienne 54% des votes de la population kurde lors des élections générales de 2007, alors que seulement 27% des Kurdes ont accordé leurs suffrages au parti en 2002, démontre l'accroissement du rassemblement populaire autour des propositions faites par le gouvernement sur le dossier kurde. Votant majoritairement pour des partis pro-Kurdes, la majorité de la population kurde en Turquie a décidé de soutenir l'AKP durant ce scrutin afin de lui donner une chance dans leur démarche jugée plus tolérante et ouverte que par le passé. Le rôle joué par l'ordre soufi Nakşibendi, le groupe islamique le plus organisé au sein des régions à majorité kurde, a également permis d'accroître son influence à la suite de son premier mandat au pouvoir¹⁸¹.

Grâce à cette réussite électorale, sa légitimité territoriale se trouve renforcée en se positionnant comme le premier parti dans davantage de provinces par rapport aux élections de 2002. Les autres formations politiques ont ainsi été majoritaires dans seulement treize provinces turques, contre vingt-cinq au scrutin précédant.

Malgré l'ensemble de ces succès et la grave crise politique entamée par le processus de l'élection du Président de la République, les forces conservatrices n'ont cependant pas immédiatement souhaité, à la suite des élections de juillet 2007, montrer une volonté catégorique de rupture dans leur dialogue avec l'opposition. Le choix du nouveau président du parlement en août 2007 démontre cette détermination d'ouverture au consensus.

En effet, Köksal Toptan, qui remplace Bülent Arınç à ce poste, n'est pas issu d'une formation islamiste, à l'inverse de ce dernier. Le nouveau président du parlement, en fonction d'août 2007 à août 2009, vient en effet d'une formation classique de centre-droit.

¹⁸¹ Rabasa, Angel, and F. Stephan Larabee, *op. cit.*, p. 67.

Ce choix marque la volonté du parti au pouvoir d'apaiser les craintes des milieux kémalistes sur un éventuel agenda secret de l'AKP portant sur une islamisation de la Turquie. Le remplacement en août 2009 de Köksal Toptan par Mehmet Ali Şahin, issu quant à lui d'un ancien parti islamiste, montre cependant la rupture du courant conservateur au pouvoir dans la possibilité d'une certaine conciliation avec le courant kémaliste¹⁸².

L'initiation par le courant kémaliste, en 2008, d'un projet d'interdiction du Parti de la Justice et du Développement, ainsi que le prologue de l'affaire Ergenekon, ont sans aucun doute contribué à l'abandon de la politique consensuelle du gouvernement turc envers la principale force d'opposition dans le pays. L'AKP se trouve « obligé », grâce au renforcement de sa légitimité et pour bien démontrer son pouvoir d'action vis-à-vis de ses partisans, à appliquer un programme s'approchant plus des visions du parti au niveau sociétal. Une cassure est indiscutablement visible dans l'évolution de la démarche du gouvernement turc entre les périodes précédant et suivant la crise politique de 2007-2008.

La légitimité du gouvernement conservateur, en complément des résultats venant des urnes, s'exprime par le soutien qu'il reçoit suite face à l'intervention de l'armée dans la vie politique turque à travers la publication de son mémorandum. A l'inverse du coup d'État postmoderne de février 1997 face au Parti Refah, dix années plus tard, l'ingérence militaire dans les affaires politiques n'a pas été ralliée massivement par les médias et les intellectuels libéraux¹⁸³.

A la faveur de l'accroissement réel de sa « légitimité » suite à la crise politique de 2007-2008, l'AKP peut désormais plus facilement appliquer des politiques qui caractérisent mieux ses convictions en matière religieuse. De plus, la légitimation du Parti de la Justice et du Développement s'est accrue dans la société, pendant les années 2007-2011, grâce à l'affirmation des bonnes relations avec la très influente confrérie güleniste. Celle-ci a ainsi contribué à la consolidation au pouvoir du parti islamo-conservateur.

¹⁸² Sözen, Ahmet, "A Paradigm Shift in Turkish Foreign Policy: Transition and Challenges", in Yeşilada, Birol and Barry Rubin (dirs.), *Islamization of Turkey under the AKP rule*, Londres, Routledge, 2011, p. 109.

¹⁸³ Tezcür, Güneş Murat, *op. cit.*, p. 183.

1.2.2 L'importance de la stabilisation de l'alliance AKP/Gülen

Entre 2007 et 2011, l'alliance stratégique entre la formation au pouvoir et le mouvement de Fethullah Gülen se confirme. Ainsi, de nombreux partisans de cette confrérie accèdent au statut de députés de l'AKP lors des élections générales de 2007.

Le soutien des partisans gülenistes au Parti de la Justice et du Développement lors de la grave crise politique de 2007 et de la menace de dissolution connue par cette formation en 2008 a incontestablement eu une influence primordiale dans la consolidation au pouvoir du gouvernement islamo-conservateur.

Le renforcement de cette alliance, entre la fin de la première législature et le début de la seconde, n'est pas anodin dans le changement d'attitude du gouvernement envers les sujets abordés par ce dernier. En effet, la confrérie de Fethullah Gülen, qui a été désigné en 2008 comme étant l'intellectuel le plus influent au monde par le magazine *Foreign Policy*, est très active au sein de la société turque.

Le mouvement Gülen a ainsi eu un impact majeur dans la définition des actions entreprises par le gouvernement islamo-conservateur. En effet, la confrérie güleniste est très influente auprès de la base électorale de l'AKP constituée par la nouvelle élite anatolienne. Le renforcement de la coopération entre les deux groupes durant les années 2007-2011 se trouve donc en adéquation avec cette classe moyenne conservatrice qui souhaite exprimer leur foi religieuse dans le respect du pluralisme laïc démocratique qu'offre la République de Turquie. La bonne entente entre le mouvement de Fethullah Gülen et le parti de Recep Tayyip Erdogan devient alors en quelque sorte la garantie d'inscrire l'islamisme turc dans une logique de cohabitation et non d'affrontement avec le courant kémaliste¹⁸⁴.

¹⁸⁴ Kömeçoğlu, Uğur, "Islamism, Post-Islamism and Civil Islam", *Current Trends in Islamist Ideology*, vol.16, mars 2014, p. 27.

En matière de politique extérieure, la consolidation de la coopération du gouvernement avec le mouvement Gülen représente également un atout incontestable pour le parti au pouvoir. Effectivement, la confrérie güleniste se trouve à la tête d'un large réseau culturel, linguistique et éducationnel à travers la planète. L'accroissement de cette collaboration entre les deux groupes durant le second mandat gouvernemental a une influence importante sur le développement des relations de la Turquie avec de nombreux pays. Cela n'est ainsi pas étonnant de constater que les années 2007-2011 ont constitué une période d'excellence du soft power turc, notamment à travers ses rôles de médiateurs régionaux.

Par la promotion de la religion et de l'éducation à travers ses centaines d'écoles dans 130 pays dans le monde, le mouvement de Fethullah Gülen contribue largement à la politique de soft power souhaité par le gouvernement islamo-conservateur. Son influence internationale s'est ainsi considérablement accrue au cours des années 2000. La confrérie güleniste apporte alors, à travers ce réseau, une approche « modérée » de l'islam dans laquelle la science, la raison, la tolérance et la démocratisation cohabitent avec la foi. Cette approche est ainsi très appréciée par de nombreux hommes d'affaires turcs qui voient en celle-ci une manière pragmatique d'étendre leurs connexions économiques et commerciales. La persistance de l'alliance entre ce mouvement et le Parti de la Justice et du Développement, durant le second mandat de ce dernier, a alors permis de connecter les visions de l'islam turc avec le reste du monde à travers la création ou la consolidation d'un vaste réseau administrative, économique, social et éducationnel¹⁸⁵.

La période couvrant les années 2007-2010 peut ainsi être considérée comme l'« âge d'or » des relations qu'entretiennent le mouvement de Fethullah Gülen et la formation de Recep Tayyip Erdoğan. Effectivement, durant cette phase, la coopération de ces deux groupes se trouve quasiment incontestable, que cela soit sur la scène intérieure et dans les domaines extérieurs. A ce moment précis, aucun signe réel et inquiétant ne présage que cette collaboration alors si fructueuse puisse rapidement se fragiliser et être amenée progressivement vers une rupture totale.

¹⁸⁵ Cerami, Carola, "Rethinking Turkey's Soft Power in the Arab World: Islam, Secularism, and Democracy", *Journal of Levantine Studies*, vol. 3, n°2, hiver 2013, pp. 139-140.

Cependant, c'est dans ce contexte, que l'année 2010 va incontestablement marquer à la fois la fin d'une phase charnière dans les relations entretenues par les deux formations et le début d'une nouvelle plus tumultueuse.

En effet, les premiers signes de divergences entre celles-ci apparaissent suite à l'envoi par une organisation proche de l'AKP à la fin mai 2010 d'une flottille pour débloquent le blocus de la bande de Gaza. Fethullah Gülen critique alors vivement cette décision qui porte atteinte à la souveraineté d'Israël. Pour autant, l'alliance avec la confrérie güleniste demeure à ce moment intact. Preuve de la persistance de cette collaboration, Fethullah Gülen appelle ses partisans, le 1^{er} août 2010, à approuver le référendum constitutionnel du 12 septembre, qui sera acquiescé par 58% des votes exprimés. Cet appel constitue alors le plus important acte de support apporté par Fethullah Gülen à l'AKP sur une question politique particulière. Paradoxalement, cela constitue également le dernier véritable moment de coopération entre les deux mouvements¹⁸⁶.

Le deuxième mandat du gouvernement islamo-conservateur a donc constitué une période marquant l'apogée dans la collaboration du Parti de la Justice et du Développement avec le mouvement Gülen. Cela a vivement contribué à l'accroissement de l'emprise de Recep Tayyip Erdoğan et de sa formation dans la vie politique et la société. Sans cet appui incontestable, les politiques entreprises par le parti au pouvoir auraient sans aucun doute eu plus de difficultés à être mises en application.

Ainsi, la consolidation de l'alliance stratégique entre l'AKP et le mouvement de Fethullah Gülen a des conséquences essentielles pour le gouvernement islamo-conservateur dans sa gestion des sujets portant sur le fait religieux. Ainsi, grâce à cette coopération et à l'accroissement de son implantation dans la vie politique, celui-ci a davantage les capacités de mettre en avant ses revendications islamiques durant son second mandat. Des sujets souvent négligés les années précédentes, tels que le port du voile dans les universités et une meilleure reconnaissance des écoles Imam-Hatip, se trouvent ainsi être à nouveau dans les priorités du gouvernement turc.

¹⁸⁶ Seufert, Günter, *Is the Fethullah Gülen Movement Overstretching Itself?*, Berlin, German Institute for International and Security Affairs, 2014, pp. 18-19.

1.2.3 La mise en avant marquée des revendications islamiques

A partir de 2007, une nouvelle période commence en Turquie en général et dans la politique menée par le parti au pouvoir en particulier. La grave crise politique connue par la Turquie entre 2007 et 2008 a des conséquences majeures sur la détermination des aspects sociétaux dont le gouvernement turc souhaite prioriser dans l'exercice de son pouvoir.

Lors de son premier mandat au pouvoir, le Parti de la Justice et du Développement s'est très peu exprimé sur les questions religieuses et sur la place de la laïcité dans la société. Suite à ses succès électoraux à l'été 2007, le gouvernement décide alors de mettre clairement en avant des sujets portant sur la religion jugés controversés par le courant laïc turc. La volonté gouvernementale de supprimer l'interdiction du voile à l'université représente le symbole le plus marquant de ce changement d'attitude des forces conservatrices au pouvoir¹⁸⁷.

Le renforcement de la confiance éprouvé par les forces conservatrices grâce aux leurs victoires électorales, couplé à la méfiance accrue du courant kémaliste à leur égard, constituent les deux principales raisons de la réapparition de sujets sociétaux à caractère religieux souvent considérés comme étant facteurs de controverses en Turquie.

« Suite aux élections de 2007, le Parti de la Justice et du Développement, voulant satisfaire son électorat à la suite de son second succès électoral, s'est concentré sur une des questions les plus délicates du débat politique intérieur, la question du port du voile (Turban), repoussant au second plan les réformes indispensables à l'intégration européenne »¹⁸⁸.

En effet, la discussion sur les réformes à mettre en place en vue de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne ne fait plus partie des priorités de l'AKP à partir de 2007.

¹⁸⁷ Hale, William, *Islamism, Democracy and Pluralism in Turkey: The case of the AKP*, Londres, Routledge, 2010, p. 68.

¹⁸⁸ Nohra, Fouad, and Asli Ece, *Où va la Turquie? Etude des mutations politiques récentes (2000-2011)*, Paris, Les points sur les i, 2014, pp. 132.-133.

Lorsque cette formation réussit à se maintenir au pouvoir en accroissant sensiblement son score au scrutin de juillet 2007, le sujet de ces réformes, dominant pourtant largement l'agenda politique du gouvernement entre 2002 et 2006, se retrouve de plus en plus relégué derrière des discussions telles que la question du port du voile.

N'ayant pas à lui seul le soutien minimum des deux tiers de parlementaires nécessaires pour supprimer l'interdiction du port du voile à l'université, l'AKP a dû compter sur la contribution des députés du parti nationaliste MHP à cet égard.

En février 2008, le parlement turc vote ainsi en faveur de l'amendement constitutionnel des articles 10 et 42, portant respectivement sur l'égalité de tous devant la loi dans les services publics et le droit à l'éducation sans restrictions. Cependant, la Cour constitutionnelle décide de rejeter ces amendements constitutionnels au titre de non-respect du principe de laïcité.

En complément à la question du port du voile, deux autres importantes composantes de la nouvelle politique gouvernementale liée à l'aspect religieux en termes de science et d'éducation constituent les écoles Imam-Hatip et le support au mouvement Gülen. En 2009, l'AKP réussit à faire reconnaître la possibilité pour les élèves diplômés des écoles Imam-Hatips d'intégrer n'importe quel département universitaire selon leurs résultats aux examens d'entrée. Jusqu'en 2009, ces derniers ne pouvaient alors que s'inscrire dans les facultés de théologie. Le troisième élément marquant de cette nouvelle politique liant religion et éducation représente le soutien du gouvernement turc au mouvement de Fethullah Gülen. Ce dernier concours à accroître la visibilité de la religion dans la société et à promouvoir une éducation portant conjointement sur le respect des valeurs religieuses et l'étude des sciences¹⁸⁹.

Ayant abandonné les poursuites policières et judiciaires émises vis-à-vis des confréries, le gouvernement turc peut compter, à partir de 2007, sur un large soutien de ces dernières dans la promotion de mesures liées à la religion et jugés controversées par le courant laïc.

¹⁸⁹ Bahattin Akşit, and Elif Ekin Akşit, "Shifting Conceptions of Science, Religion, Society and State in Turkey", *Middle East Critique*, vol. 19, n°1, 2000, p. 81.

L'éducation constitue ainsi un domaine sensible pour l'AKP dans l'endoctrinement des masses à son programme. La deuxième législature du gouvernement conservateur a permis au parti de mieux mettre en avant ses convictions en termes éducationnelles. Outre sa tentative d'autoriser le port du voile à l'université et sa réussite de populariser à nouveau les écoles Imam-Hatips, le parti au pouvoir parvient à ajouter des cours optionnels sur la religion dans le niveau secondaire et à modifier les contenus des manuels scolaires sur la culture religieuse et la moralité en 2007 et 2008¹⁹⁰.

La famille représente également l'une des notions sujet à controverse et privilégiée par le gouvernement turc depuis leur arrivée au pouvoir, particulièrement après la nouvelle victoire de l'AKP en 2007. Avec le domaine de l'éducation, l'élément familial représente un aspect essentiel pour la transmission des valeurs dans la société. En mettant en avant leur propre conception de la famille, les forces conservatrices cherchent à influencer les membres de la population turque qui n'ont pas d'opinion particulière sur le sujet.

La vision de cette formation, et des conservateurs en général, sur la famille idéale diffère de celle des kémalistes. Elle constitue, au même titre que le facteur religieux, un outil incontournable de l'idéologie conservatrice. Le premier ministre Recep Tayyip Erdoğan critique ainsi la vision moderne des élites laïques sur la famille, qui négligerait selon lui leur devoir intergénérationnel. Pour s'opposer à cette conception familiale, il appelle régulièrement, à partir de 2008, dans ses discours et lors de ses apparitions publiques, les familles à avoir au moins trois enfants¹⁹¹.

L'AKP souhaite profiter de son ancrage dans la vie politique du pays en mettant en avant des sujets pouvant porter à controverse au sein de la société turque, tel que le port du voile à l'université ou la réforme de l'éducation. Cela démontre ainsi l'avènement d'une réelle confiance de la part des forces conservatrices pour exposer des questions d'une importante portée symbolique religieuse, ce dont elles n'ont pas pu faire lors du premier mandat du parti.

¹⁹⁰ Tugal, Cihan, *op. cit.*, p. 11.

¹⁹¹ *Ibid.*, p. 14.

1.2.4 Le renforcement progressif d'une symbolique conservatrice

La notion de symbolisme tient une place majeure dans la doctrine du conservatisme en Turquie. Le facteur religieux représente le premier marqueur symbolique pour les partisans des forces conservatrices. Prudent envers les questions religieuses lors de ses premières années au pouvoir, l'AKP change progressivement de stratégie à la suite de la crise politique de 2007-2008. L'accession à la présidence de la République en août 2007 d'Abdullah Gül, membre fondateur influent de cette formation, issu précédemment d'une formation islamiste, facilite considérablement la mise en avant du symbolisme religieux dans la société. En effet, cette élection permet à l'AKP de ne plus se soucier du possible droit de veto présidentiel sur ses politiques, comme cela a été le cas à de nombreuses reprises, notamment au sujet des écoles Imam-Hatips, avec Ahmet Necdet Sezer, le précédent Président de la République de Turquie. Cette crise politique a également permis au gouvernement turc de voir le pouvoir de l'armée dans les affaires internes turques, source d'un second veto probable, se dissiper avec la découverte de l'affaire Ergenekon et du plan Balyoz.

Même si l'ensemble de ces éléments a son importance dans la pénétration du symbolisme conservateur en Turquie durant cette période, l'émergence d'une plus forte visibilité religieuse dans le pays s'inscrit par une série de causes depuis le milieu des années 1990. Le déclin de l'influence kémaliste, la redécouverte des coutumes traditionnelles, le développement du principe de démocratisation et l'apparition d'une classe moyenne ouvertement religieuse constituent les principales sources de cet accroissement du symbolisme religieux¹⁹².

La question du port du voile au sein des universités constitue sans aucun doute le symbole le plus marquant dans l'idéologie conservatrice en Turquie. Galvanisé par ses succès aux élections présidentielles et générales durant l'été 2007, le parti au pouvoir souhaite dès 2008 supprimer cette interdiction. Cependant, l'amendement constitutionnel obtenu grâce au soutien des parlementaires nationaliste du MHP va être invalidé par la Cour constitutionnelle turque. Cette décision, qui confirme la marge de blocage encore disponible par l'establishment kémaliste, ne sera effective que jusqu'à la fin de l'année 2010.

¹⁹² Rabasa, Angel, and F. Stephan Lrabee, *op. cit.*, p. 7.

En effet, l'approbation du referendum constitutionnel du mois de septembre de cette année, portant entre autre sur la réforme du système judiciaire, par la majorité du peuple turc va permettre une résolution effective de la question du port du voile. Suite à ce referendum et à la déclaration de support du gouvernement à toute étudiante exclue pour cette raison, la quasi-totalité des universités turques sont enclins à autoriser le port du voile. Contrairement à 2008, l'institution judiciaire ne se trouve alors plus en position de s'opposer à nouveau à la fin de cette interdiction.

Cet exemple caractéristique du symbolisme démontre bien l'évolution rapide du pouvoir d'action des forces conservatrices entre 2007 et 2010. En l'espace de seulement trois années, celles-ci ont réussi à faire intégrer leur revendication traditionnelle caractéristique dans la société sans être finalement contraint par l'establishment kémaliste.

Le recours à la fibre nationaliste représente un autre élément symbolique fort de la hausse du conservatisme durant cette période. A la suite du recul de l'ancrage de l'AKP dans les régions kurdes aux élections locales de 2009, le gouvernement turc, principalement à travers les discours de son Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan, décide d'axer son programme d'une manière de plus en plus nationaliste en reprenant la formule « une nation, un drapeau, une langue ». Ce recours au nationalisme marque le début de la conduite d'une politique plus autoritaire de la part du parti au pouvoir. Ce constat d'autoritarisme à travers l'utilisation d'un discours nationaliste et conservateur va par la suite se renforcer à partir de 2011 lors du troisième mandat de l'AKP à la tête de l'État turc. La concentration des pouvoirs aux mains de cette formation, ainsi que la remise en cause de la séparation des pouvoirs, constituent alors les principales raisons de la mise en place de politiques plus autoritaires¹⁹³.

L'enracinement graduel des valeurs islamiques au sein de la vie politique et de la société, notamment par l'accroissement d'une symbolique conservatrice, a pour conséquence de renforcer le clivage sociétal. Les partisans des courants laïc et conservateur voient leur opposition s'amplifier encore plus à partir de la crise politique de 2007-2008.

¹⁹³ Tayla, Alican, *op. cit.*, p. 93.

1.3 La profonde division de la société turque

1.3.1 L'opposition accrue entre « conservateurs » et « kémalistes »

La société turque ne constitue pas une entité uniforme. Les différentes franges de la population se trouvent en profond désaccord sur de nombreux sujets, dont ceux portant sur la place que doit avoir la religion sur la scène publique en Turquie. Le courant kémaliste, souhaitant promouvoir les valeurs laïques, et les forces conservatrices, privilégiant les aspects religieux, constituent les deux grands mouvements composant la société.

La diversité des points de vue sur la conception religieuse à l'intérieur de la République de Turquie implique une complexité marquante dans le fonctionnement du système politique.

Depuis la fondation de cette dernière, la vie politique, ainsi que la société turque, sont dominées par une fragmentation entre un axe laïc proche des principes kémalistes et un périmètre conservateur attaché au respect et à la promotion des valeurs religieuses. Ce clivage constitue la ligne de démarcation principale au sein de la politique moderne de la Turquie¹⁹⁴.

La victoire du Parti de la Justice et du Développement lors des élections générales en novembre 2002 est ainsi fréquemment définie comme étant un succès incontestable des forces « périphériques » conservatrices sur celles du « centre » kémaliste. La « périphérie » est constituée d'une importante part de la société généralement sous la tutelle du pouvoir du « centre », celui-ci étant composé de l'establishment militaro-civil kémaliste. Jamais depuis la fondation de la République de Turquie une formation politique d'origine islamique représentant en partie un ensemble de classes souvent négligées n'a obtenu un plébiscite si important en leur faveur.

¹⁹⁴ Özbudun, Ergun, *op. cit.*, p. 155.

La situation de l'islam dans la société se trouve être au cœur des débats sociaux depuis le début de la période républicaine turque, voire même dans les dernières décennies de l'Empire ottoman. L'arrivée au pouvoir du Parti de la Justice et du Développement représente ainsi un instant crucial dans le développement des rapports entre les composantes de la société turque et l'acceptation ou non de facteur religieux en son sein. La période s'ouvrant par la grave crise politique de 2007 va accentuer les divisions sociétales.

Il est tout d'abord nécessaire d'analyser l'important clivage existant à l'intérieur de la société turque. Cette divergence s'explique principalement par l'accroissement constant des sources d'opposition entre les courants laïcs et conservateurs. Il est ainsi primordial de démontrer que cette segmentation pose un sérieux risque de fracture au sein de la société.

A terme cette division peut potentiellement être difficile à réconcilier. Nous observons en conséquence que la confrontation des deux principales visions qui concernent l'application de la laïcité en Turquie constitue un marqueur majeur des contrastes existant dans le pays.

Alors que la première législature de l'AKP s'est déroulée dans un climat consensuel, la fin de cette période est marquée par le début d'un conflit de plus en plus vigoureux entre les forces conservatrices au pouvoir et les partisans de l'establishment laïc.

La ligne modératrice tenue par le gouvernement turc durant ses quatre premières années au pouvoir commence réellement à être abandonnée à la lumière de la crise politique majeure visant à mettre hors d'état de nuire le parti au pouvoir.

Le printemps 2007 constitue un instant historiquement décisif pour la République de Turquie. Les tenants d'un respect à la lettre des principes du kémalisme, principalement en ce qui concerne la notion de laïcité, se trouvent frontalement en opposition aux partisans du parti de la justice et du développement. Les élections présidentielles et générales de 2007 font alors formes de référendum en vue du futur de la Turquie¹⁹⁵.

¹⁹⁵ Dismorr, Ann, *op. cit.*, p. 215.

Commencée à partir du milieu de l'année 2007, l'affaire Ergenekon marque indiscutablement le point d'orgue du conflit permanent existant entre les forces conservatrices et kémalistes.

En juin 2007, une simple action anti-terroriste menée à Istanbul amène à découvrir les activités d'une organisation secrète nommée Ergenekon. Au fil des arrestations et des investigations liées à cette dernière, il est découvert que de nombreuses personnes d'horizons différents, appartiennent ou soutiennent cette organisation. Selon l'enquête portant sur l'affaire Ergenekon, des journalistes, des universitaires, des militaires gradés retraités, des gendarmes, des membres de la mafia et des hommes politiques, cherchent ainsi depuis quelques années déjà à déstabiliser le gouvernement par des actions semant le désordre dans le pays et justifiant un coup d'état militaire. On parle alors de l'existence d'un « État profond » qui évolue secrètement en parallèle du pouvoir officiel¹⁹⁶.

Des actes d'accusations sont établis à partir de 2008 pour l'implication de cette organisation dans la planification d'un possible coup d'état pour l'année 2004, ainsi que dans des préparations d'assassinats contre des membres des communautés non-musulmanes, des hommes politiques, des juges et des intellectuels.

Nous remarquons rapidement, mois après mois, que l'importance des réseaux liés à l'affaire Ergenekon s'accroît de plus en plus au fil du temps. La vie politique turque est ainsi catégoriquement scindée en deux parties à la suite de la découverte de cette organisation. L'AKP et le CHP, principal parti d'opposition, affichent clairement leurs méfiances au sujet de l'affaire Ergenekon.

Le parti au pouvoir y voit ainsi une réelle tentative de nuisance au gouvernement avec l'élaboration d'un coup d'État comme objectif final, tandis que le CHP accuse quant à lui le pouvoir d'instrumentaliser cette affaire pour porter atteinte aux forces kémalistes. La relation entre les conservateurs et les forces laïques se trouve donc être exacerbée par le déroulement de ces péripéties. Le niveau de polarisation, déjà élevé depuis la crise politique en 2007, entre ces deux entités se retrouve encore plus renforcé par l'intermédiaire de ce dossier.

¹⁹⁶ Bulat, Nur, "L'affaire Ergenekon: quels enjeux pour la démocratie turque ?", *Politique étrangère*, vol. 75, n°1, 2010, p. 42.

Alors que l'affaire Ergenekon a pour prétention initiale de faire disparaître l'emprise des forces armées sur la vie politique turque, ce bras de fer judiciaire « *est progressivement devenu un outil juridique dans les mains du gouvernement pour anéantir l'establishment kémaliste du régime, tout en créant un appareil de répression et d'intimidation contre toute contestation politique* »¹⁹⁷.

La découverte, en janvier 2010, du plan Balyoz va accroître les tensions entre les courants conservateurs et kémalistes. Ce plan, élaboré par des militaires en 2003 suite à l'accession de l'AKP au pouvoir, a pour objectif de déstabiliser le pays en perpétrant des attentats contre des mosquées et des musées afin de préparer une intervention militaire. Même si il existe des similitudes entre ce plan et l'affaire Ergenekon, notamment dans leurs buts finaux, le plan Balyoz a été cependant élaboré en quasi-totalité par des militaires.

Ces deux dossiers démontrent clairement l'hostilité d'une partie des kémalistes envers les conservateurs. Ces derniers, par l'intermédiaire de l'AKP, vont en contrepartie accroître leur volonté de domination sur la scène intérieure turque. Même si les effets de cette véritable réplique vont surtout se faire connaître lors de la troisième législature du parti au pouvoir entre 2011 et 2015, l'année 2007 marque réellement le commencement d'une nouvelle « confrontation » entre l'establishment kémaliste et le courant conservateur.

Cependant, l'une des principales différences entre cette situation et les précédentes oppositions s'explique par le bouleversement des rapports de forces entre les protagonistes. Pour la première fois, en effet, les conservateurs peuvent non seulement faire face aux pressions du courant laïc, mais aussi avoir le contrôle de la situation.

Le second mandat du gouvernement turc, entre 2007 et 2011, est donc caractérisé par un fort accroissement des différends entre les forces kémalistes et conservatrices. Cette opposition n'a pas que des conséquences directes sur la vie politique turque, mais également envers la société qui se trouve être plus que jamais divisée entre ces deux courants d'influence.

¹⁹⁷ Tayla, Alican, *op. cit.*, p. 88.

1.3.2 Le risque d'une fracture sociétale

A partir de 2007, la Turquie est sans aucun doute entrée dans une période délicate pour le maintien d'une bonne cohésion à l'intérieur de sa société. La crise politique de 2007-2008 manifeste alors la profonde polarisation dans laquelle celle-ci est plongée. Les très importantes manifestations qui se sont tenues au moment des élections présidentielles constituent un bon indicateur de l'ampleur de cette fracture. De plus, le fait que les élections générales permettent à pas moins de cinq partis d'intégrer le parlement, au lieu de seulement deux suite au scrutin de novembre 2002, marque un autre élément démontrant le degré des divisions sociétales en Turquie.

Le niveau de plus en plus élevé de la polarisation qui existe dans le pays s'explique en grande partie par une cristallisation des populations envers les diverses positions religieuses existantes au sein de la société turque.

« La religion se transforme en l'une des expressions d'une société de fait sécularisée et occidentalisée, mais qui accepte mal que l'État lui dicte un choix civilisationnel et s'ingère dans ce qu'elle considère comme une sphère privée ou communautaire »¹⁹⁸.

Traditionnellement, les formations politiques conservatrices obtiennent, depuis les années 1980, la majorité des suffrages lors des élections successives. Cependant, une grande partie de la société turque n'a pas réellement été justement représentée jusqu'à l'arrivée de l'AKP au pouvoir.

Ce dernier a alors réussi à engendrer une fraction de la société civile à son image. Pour y parvenir, il n'a pas directement dicté les changements à effectuer dans la manière de concevoir le rapport à la religion dans les centres culturels, les mosquées, les écoles ou les communautés soufies. Il a cependant produit l'environnement adéquat permettant ces évolutions en souhaitant agir comme un modèle et en fournissant des repères sur l'authenticité religieuse à mettre en avant. Cette transformation a pour objectif de faire converger les modes de vies des populations riches et pauvres en Turquie¹⁹⁹.

¹⁹⁸ Bozarislam, Hamit, "La laïcité en Turquie", *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 78, 2005, p. 49.

¹⁹⁹ Tugal, Cihan, *op. cit.*, p. 206.

L'affaiblissement de l'influence du courant laïc sur la société turque constitue une raison majeure de l'accroissement des suffrages en faveur de l'AKP. A cette époque, l'establishment kémaliste est en effet vu par un nombre croissant de Turcs comme étant trop strict dans ses positions envers la défense absolue des principes de laïcité.

L'intervention de l'institution militaire dans le processus des élections présidentielles au printemps 2007, ainsi que la demande des cercles kémalistes à interdire l'AKP en 2008, n'ont pas paru être des actes justifiables pour une très large partie du peuple turc, y compris pour un très grand nombre de libéraux et de médias qui ne partagent pourtant pas les convictions de cette formation politique.

Grâce à sa capacité à mobiliser un électorat grandissant entre les élections générales de 2002 et 2007, le Parti de la Justice et du Développement a réussi à diriger une part de plus en plus importante de la société dans une approche conservatrice. La religion exerce ainsi, pour un nombre croissant de personnes, une fonction à davantage développer au sein de l'espace public. Ce constat met cependant en valeur un paradoxe caractéristique des défis sociétaux dont doit faire face n'importe quel gouvernement turc. En effet, alors que le régime kémaliste a restreint l'espace d'expression pour les segments conservateurs de la société, l'AKP exerce la même logique en limitant progressivement le cadre d'action pour les milieux laïcs. Il existe ainsi, dans les deux cas, aucun exemple viable et intelligible de pluralisme politique aboutissant au respect mutuel et à la coexistence d'une société représentée par ses divers contrastes²⁰⁰.

La seconde législature du gouvernement islamo-conservateur a ainsi été caractérisée par la mise en œuvre de politiques progressivement moins conciliantes vis-à-vis des partisans kémalistes. Ainsi, concernant les prises de position sur les sujets à caractère religieux, la phase de prudence constatée lors de ses premières années au pouvoir s'est substituée par le début d'une période de « décomplexification » de la mise en valeur et en application de la vision islamique soutenue par cette formation.

²⁰⁰ Öniş, Ziya, *op. cit.*, p. 108.

A travers ce changement de politique, le gouvernement cherche à démontrer que l'establishment kémaliste ne peut désormais plus dicter ses conditions dans l'édification de ses programmes pour des raisons de respect des principes de laïcité. La légitimité de son pouvoir passe avant tout par les décisions que le peuple apporte à travers les résultats obtenus lors des élections successives. Même si une majorité de la population turque n'a pas voté en faveur du parti islamo-conservateur aux élections générales de 2007, ce dernier ayant obtenu 46,5% des suffrages exprimés, Recep Tayyip Erdoğan souhaite indiquer à l'ensemble de la société que sa formation est amenée à gouverner seule le pays.

La société turque connaît ainsi principalement une aggravation de sa fragmentation par l'intermédiaire des résultats électoraux favorables à l'AKP et de la sensible diminution des moyens de pressions possibles de la part de l'establishment kémaliste. La seconde législature du gouvernement islamo-conservateur a de manière décisive accru son influence, à la fois sur la société et vis-à-vis des structures étatiques. Il s'agit alors d'une période charnière pour le courant conservateur dans sa quête de domination des scènes politique et sociétale nationales. Elle marque incontestablement la prise en considération d'un rapide et incontournable développement en direction d'un nouvel équilibre entre les forces islamiques et kémalistes dans l'espace public. Ce constat se vérifie dans le secteur économique par exemple avec une constante croissance de la part des entreprises affichant leurs attachements au respect des valeurs conservatrices.

Après la victoire aux élections présidentielles et générales en 2007 du Parti de la Justice et du Développement, la fracture sociétale s'est sensiblement agrandie. L'élément majeur marquant la profonde division dans la société turque constitue la divergence existant entre les kémalistes et les conservateurs dans la manière dont les questions liées à la religion doivent être gérées en Turquie. Le concept de laïcité reste plus que jamais au centre des préoccupations de la société. Il existe ainsi deux principales représentations de la laïcité qui cohabitent à l'intérieur de la République turque.

1.3.3 Deux visions différentes de la laïcité turque

La notion de laïcité occupe historiquement une place de premier ordre dans le déroulement de la société et de la vie politique turque. Inscrit dans la Constitution depuis 1937, le principe de laïcité régit la place de la religion dans l'espace public. A l'inverse d'un système séculier rattaché à la société, comme en France, la laïcité est reliée à l'État dans le cas de la République de Turquie.

« En Turquie, le concept de laïcité (lâiklik) est certes usuel, mais il désigne en réalité un processus de sécularisation. Le système kémaliste est confronté à un double problème : l'identification de la religion à la nation d'une part, la cooptation et l'endiguement de l'islam d'autre part. Le processus de sécularisation turc est le fait d'un amalgame unique au monde entre religion, nation et laïcité, que l'on pourrait qualifier de « tripode kémaliste » »²⁰¹.

Malgré ses origines islamiques, le Parti de la Justice et du Développement ne remet pas en cause l'importance absolue et obligatoire du principe de laïcité à l'intérieur de la République de Turquie. Durant ses premières années à la tête du gouvernement, il a ainsi agi prudemment en ne cherchant pas à discuter de la place de la religion dans la société turque.

Même si il désirerait voir l'influence de la laïcité diminuer progressivement, celui-ci ne peut en aucun cas se permettre de croire en la possibilité de l'abolition de cette notion sans en subir les sévères répercussions qui pourraient en découler.

« L'irréversibilité du principe laïc peut être évoquée dans le cas de la Turquie, non pas parce qu'elle bénéficie d'un consensus sociétal complet, qui rendrait impossible tout retour en arrière, mais qu'elle s'appuie sur les « forces vives » civiles ou armées qui ne permettrait jamais sa remise en cause sans livrer au préalable une guerre totale »²⁰².

L'opposition entre les courants laïc et conservateur s'exprime en grande partie autour du sujet de la laïcité. De profonds désaccords sur la place dont doit avoir la religion en Turquie marquent une réelle division au sein de la société.

²⁰¹ Karakas, Cemal, "La laïcité turque peut-elle être un modèle ? ", *Politique étrangère*, vol. 72, n°3, automne 2007, p. 564.

²⁰² Bozdémir, Michel, *La marche turque vers l'Europe*, Paris, Karthala, 2005, p. 119.

Les forces conservatrices ont une vision divergente du rôle de la laïcité en Turquie par rapport à celle mise en avant par les kémalistes et qui prédomine depuis l'instauration de la République. Il ne s'agit pas pour autant d'une spécificité propre à la Turquie.

Comme l'indique Ahmet Kuru, dans les États laïcs, les conflits idéologiques pour influencer les politiques étatiques ont généralement lieu entre deux conceptions de la laïcité : la « laïcité autoritaire » et la « laïcité passive ». En Turquie, la notion de « laïcité autoritaire », qui implique un rôle actif de l'État pour exclure la religion de la sphère publique, représente la version officielle. En opposition, le courant conservateur turc souhaite l'instauration d'un « laïcité passive » afin que l'État exerce un rôle moins important tout en accordant à la religion une visibilité accrue à l'intérieur de l'espace public²⁰³.

Le mouvement de Fethullah Gülen a également un rôle majeur dans la promotion d'une « laïcité passive » qui tend à mettre les valeurs religieuses plus en avant au sein de la société. L'alliance de cette confrérie avec la formation de Recep Tayyip Erdoğan a incontestablement permis au gouvernement de promouvoir manifestement la vision conservatrice du principe de laïcité en Turquie.

Le véritable conflit entre les partisans des deux différentes visions de la laïcité en Turquie s'est exacerbé avec la grave crise politique de 2007-2008. En l'espace de ces deux années, le principe de « laïcité autoritaire » s'est vu décrié par une frange grandissante de la population turque. Le mémorandum issu par l'institution militaire le 27 avril 2007 et la procédure de dissolution de l'AKP ont pour objectif de renforcer les accusations d'islamisation progressive du pays par ce parti. Cependant, ces deux actions vont paradoxalement consolider un ressentiment de soutien au parti islamique contre l'appareil bureaucratique laïc²⁰⁴.

La version de « laïcité autoritaire » encore dominante dans le fonctionnement de la République de Turquie durant cette période voit ainsi sa « légitimité » de plus en plus remise en cause par une part très majoritaire de la société.

La religion exerce en effet un rôle incontestablement croissant sur la scène publique turque, que cela soit par sa visibilité accrue et sa présence marquée dans le secteur éducatif par exemple.

²⁰³ Kuru, Ahmet T., *Secularism and State Policies toward Religion. The United States, France and Turkey*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009, p. 11.

²⁰⁴ Atasoy, Yildiz, *Islam's Marriage with Neoliberalism. State transformation in Turkey*, New-York, Palgrave macmillan, 2009, p. 4.

Lors de la cohabitation, de 2002 à 2007, entre le gouvernement islamo-conservateur et le Président de la République Ahmet Necdet Sezer, proche du courant kémaliste, les discussions autour de la laïcité se sont focalisées sur l'authenticité du principe laïc. Pour les kémalistes, la laïcité constitue une idéologie officielle et un mode de vie dans lequel le facteur religieux propre à chaque individu ne doit en aucun cas influencer sur le déroulement de la vie publique. Au contraire, pour les partisans d'une « laïcité passive », seul l'État turc, et non les individus, se doit d'être caractérisé par le principe de laïcité. La religion présente ainsi des implications qui vont au-delà de la conscience de chacun²⁰⁵.

Il n'est pas anodin de rappeler que les formations politiques appelant au maintien d'une « laïcité autoritaire », principalement le courant kémaliste, ont toujours obtenu moins de suffrages que les tenants de la mise en place d'une « laïcité passive » aux scrutins électoraux depuis les années 1970.

Ce constat démontre l'existence d'un conflit permanent au sujet de la laïcité entre les membres de l'establishment kémaliste et la majorité du mouvement populaire. A partir de 2007, les aspirations d'une plus large partie du peuple turc est progressivement prise en considération par les autorités politiques.

L'évolution du niveau de conservatisme au sein de la société, ainsi que le rapport entretenu par celle-ci sur le principe de laïcité, ont des conséquences importantes sur la conduite de la politique étrangère turque, notamment vis-à-vis de l'Union européenne et des pays du Moyen-Orient. Il existe en effet de fortes corrélations entre le développement des affaires internes et la détermination des relations extérieures à mettre en œuvre.

²⁰⁵ Kuru, Ahmet, *op. cit.* pp. 168-169.

2. Les implications intérieures favorables aux forces islamiques sur la politique étrangère turque

2.1 L'affaiblissement du rôle des militaires dans la vie politique

L'évolution des événements se déroulant sur la scène intérieure turque a des conséquences importantes sur la détermination de la politique étrangère de la Turquie. Les quatre premières années au pouvoir du Parti de la Justice et du Développement ne se sont pas réellement marquées par une forte corrélation entre les sujets de politique intérieure et extérieure. Durant cette période, le gouvernement se concentre essentiellement sur le processus d'adhésion à l'Union européenne en mettant en application plusieurs séries de réformes pour y parvenir. A partir de 2007, la politique étrangère va progressivement avoir une influence grandissante, et inversement, sur la situation interne du pays.

Le principal élément impactant la liaison entre les relations extérieures turques et le déroulement des affaires domestiques concerne l'affaiblissement majeur de l'influence des militaires dans le système politique. Porteur de conséquences essentielles sur les rapports militaro-civiles, la crise politique de 2007-2008 bouleverse l'équilibre des pouvoirs. La seconde législature du gouvernement islamo-conservateur se trouve ainsi de plus en plus marquée par l'interdépendance des politiques intérieure et externe de la Turquie.

L'expression de sujets propres aux affaires internes, tel que la question kurde, est progressivement mise en avant dans la planification des relations extérieures, particulièrement envers le Moyen-Orient. La prise en compte de l'opinion publique turque exerce également un rôle croissant à l'intérieur du processus de détermination de la politique étrangère. Cette dernière se démarque clairement de l'influence et des pressions de l'establishment kémaliste. L'AKP peut ainsi exercer une politique étrangère plus indépendante, dont le programme est rattaché à la montée en puissance d'une nouvelle élite marquant la reconnaissance de la légitimation intérieure des forces conservatrices.

Depuis la fondation de la République de Turquie par Mustapha Kemal, l'institution militaire occupe une place primordiale à la fois dans la vie politique et dans société. Elle se définit comme étant la garante de la défense des principes de laïcité. A quatre reprises, l'armée turque est intervenue directement, par les coups d'État de 1960 et 1980, et indirectement, en 1971 et 1997, afin de restaurer l'autorité étatique à travers le respect des fondements du kémalisme.

« Bénéficiaire de l'héritage ottoman, détentrice de privilèges institutionnels, portée par l'exaltation nationaliste et renforcée par l'emprise que la conscription lui offre, l'armée en Turquie est un acteur permanent de la vie politique, un acteur qui, même s'il se retranche périodiquement dans ses quartiers, n'en continue pas moins à l'arrière-plan d'influencer la destinée nationale »²⁰⁶.

Les forces armées turques ont toujours eu une relation conflictuelle, ou tout au moins suspicieuse, envers le courant islamiste turc. L'intervention militaire, à travers le processus du 27 février, contre le Parti Refah en 1997 en est un cas probant. Même lorsqu'au début des années 1980, les militaires ont cherché à accroître l'influence de l'islam dans la société pour faire face à la menace communiste, à travers la synthèse turco-islamique, les islamistes ont continué à être observés avec suspicion.

Les militaires ont certainement sous-évalués l'impact de leur politique sur le moyen et long terme. La place de l'islam s'est considérablement accrue dans la société turque, celle-ci devenant de plus en plus conservatrice. Dans les années 1990, ce rapprochement de connivence établie entre l'armée et la religion s'est transformé en une crainte majeure pour le courant kémaliste.

L'arrivée triomphale du Parti de la Justice et du Développement au pouvoir en 2002 constitue alors un véritable défi pour l'institution militaire. Celle-ci connaît alors des modifications majeures dans ses prérogatives envers le système politique et de la société. L'élection présidentielle de 2007, qui aboutit à la première nomination d'un président issu d'une formation islamique, va renforcer la perte de l'emprise de l'armée sur le pouvoir civil. La crise politique de 2007-2008, marquée notamment par un processus électoral long de quatre mois et la tentative de dissolution de l'AKP, a des effets importants sur l'équilibre des pouvoirs entre les militaires et les forces civiles en Turquie.

²⁰⁶ Ünsaldi, Levent, " Du rôle politique de l'armée en Turquie ", *Revue Tiers Monde*, vol. 2, n°194, 2008, p.261.

2.1.1 La restriction des prérogatives de l'institution militaire

Jusqu'au début du 21^{ème} siècle, l'armée possède une capacité indéniable et contraignante sur le déroulement de la vie politique turque. A partir de la fondation de la République de Turquie en 1923, elle représente l'instance qui domine le déroulement des événements dans le pays. Comme l'explique Michel Bozdémir, il est possible de « *schématiquement résumer les rapports entre l'armée et la classe politique en trois temps : 1925-1960 : l'armée reste sous l'autorité civile ; 1960-2002 : elle joue un rôle de tutelle ; depuis 2002, en l'espace d'une décennie, elle perd son autonomie par rapport à la politique* »²⁰⁷.

Considérée comme la gardienne des principes de laïcité mis en avant par Mustafa Kemal, l'armée se veut ainsi être le dernier rempart face aux différentes situations qu'elles jugent menaçantes pour la nation. Il en ressort le choix par l'armée de mener des coups d'État lorsqu'elle le juge nécessaire. Le coup d'État de 1960 va ainsi renforcer le poids des militaires avec la création en 1961 du Conseil national de sécurité (*Milli Güvenlik Kurulu – MGK*). Cette instance est ainsi inscrite à l'intérieur de la Constitution qui est introduite au cours de cette même année.

L'armée intervient de nouveau en 1971 suite à la violente dégradation sécuritaire et socioéconomique que connaît la scène intérieure durant les années 1960. L'institution militaire fait alors pression sur le gouvernement en place en introduisant un ultimatum à ce dernier pour changer sa politique. Du point de vue des relations extérieures, l'intervention militaire turque à Chypre en 1974 va également consolider le pouvoir de l'armée dans le processus décisionnel turc.

A la suite du coup d'État de 1980, le troisième en l'espace de seulement vingt années, la nouvelle Constitution élaborée en 1982 attribue des compétences considérablement accrues à l'institution militaire en Turquie. Le Conseil national de sécurité affirme ainsi sa prédominance dans la gestion des affaires internes et externes turques.

²⁰⁷ Bozdémir, Michel, « L'armée turque et la démocratie », in Daguzan, Jean-François et Stéphane Valter (dirs.), *Les forces armées arabes et moyen-orientales (après les printemps arabes)*, Paris, Editions Eska, 2014, pp. 302-303.

Cette instance, qui a selon la Constitution pour rôle de conseiller le gouvernement turc, va permettre aux forces armées de prendre le contrôle de la vie politique turque jusque dans les années 2000.

Les années 1990 vont ainsi représenter une période durant laquelle l'armée exerce une place de plus en plus importante à l'intérieur de la vie publique turque. Cependant, à l'inverse de la décennie 1980 dans laquelle l'institution militaire est caractérisée comme une « armée putschiste », elle est alors vue comme celle du « dernier recours » face aux menaces qui pèsent sur la laïcité en Turquie²⁰⁸.

L'arrivée au pouvoir du Parti de la Justice et du Développement constitue le commencement de la fin de cette période hégémonique pour les militaires sur la scène publique. Engagé dans le processus d'adhésion à l'UE, le nouveau gouvernement turc cherche à harmoniser la législation turque avec les normes de l'institution européenne.

Le processus de démilitarisation de la vie politique débute même dès 2001, sous la coalition gouvernementale en place en Turquie. L'amendement constitutionnel de l'article 118 va permettre l'accroissement du nombre de membres civils dans cette instance, qui se retrouve majoritairement composée de personnes civiles. Il réaffirme également le principe consultatif des recommandations prises par cet organisme vis-à-vis du gouvernement.

Malgré la symbolique de ces changements, les militaires continuent à cet instant de dominer l'institution en persuadant le gouvernement d'appliquer leurs avis. Ce n'est qu'en août 2003, avec l'amendement de la loi n°2945, dans le cadre de l'adoption du septième paquet de réformes par le parlement turc, que le rôle des forces armées va réellement s'amoinrir.

Cet amendement implique tout d'abord la transmission au Vice-Premier Ministre de la coordination et de la surveillance des sujets relatifs au Conseil national de sécurité. De plus ce dernier, qui ne se réunit que tous les deux mois et non plus mensuellement, peut dorénavant avoir un civil pour secrétaire général, poste assuré jusqu'à cette date par un militaire. Les fonctions du Conseil et de son secrétaire général se retrouvent également être d'une moindre importance vis-à-vis des autorités publiques²⁰⁹.

²⁰⁸ Bozarслан, Hamit, *Histoire de la Turquie contemporaine*, Paris, La Découverte, 2007, p. 87.

²⁰⁹ Akay, Hale, *Security sector in Turkey: Questions, problems, and solutions*, Istanbul, TESEV Publications, 2009, p. 11.

En octobre 2004, pour la première fois de son histoire, le Conseil national de sécurité n'est plus dirigé par un militaire. Mehmet Yiğit Alpogan, haut fonctionnaire turc et ambassadeur, devient alors le nouveau secrétaire général de cette instance pour trois années. Ces successeurs à ce poste ne font également pas partis de l'institution militaire.

L'année 2004 est également marquée par la fin de la représentation militaire à l'intérieur d'instances telles que le Conseil de l'enseignement supérieur (*Yükseköğretim Kurulu- YÖK*) et le Conseil suprême de la radio et de la télévision (*Radyo ve Televizyon Üst Kurulu - RTÜK*).

La limitation des pouvoirs des forces armées passe également par la suppression de la compétence des tribunaux militaires à juger des personnes civiles. L'amendement de l'article 11, en août 2003, portant sur la loi sur l'établissement et les procédures de jugement des courts militaires implique que l'armée ne peut plus juger elle-même des civils ayant commis ou encouragés des actes à son encontre.

L'ensemble de ces amendements constitutionnels marque, à partir de 2004, la fin d'une période de « double souveraineté » en Turquie. La réduction drastique des pouvoirs de l'instance militaire sur les civils met en effet un terme à l'existence d'un « gouvernement parallèle » dirigé par l'armée²¹⁰.

La stabilité du système politique turc sous le premier mandat du gouvernement de l'AKP a permis l'application de ces réformes sans opposition. L'institution militaire n'a pas eu d'autre choix que de se résigner à ces décisions contraignantes à son égard. Une intervention directe ou indirecte de sa part sur le déroulement de la vie politique ne peut plus se justifier depuis la mise en application de ces réformes exigées à la fois par la société turque et l'UE.

L'armée a sans aucun doute constitué le principal obstacle pour le Parti de la Justice et du Développement dans l'élaboration de son programme de réformes et la mise en avant de son projet démocratique pour la Turquie²¹¹.

²¹⁰Yavuz, Hakan, *op. cit.*, in Yavuz, Hakan (dir.), *op. cit.*, p. 16.

²¹¹Axiarlis, Evengelia, *Political Islam and the secular State in Turkey. Democracy, reform and the Justice and Development Party*, Londres/New-York, I.B. Tauris, 2014, p. 165.

Le gouvernement islamo-conservateur a ainsi trouvé l'opportunité de réduire les prérogatives de l'institution militaire sur la vie politique à travers cette série de réformes indispensables pour satisfaire les conditions nécessaires à une éventuelle adhésion à l'Union européenne. Les nouvelles forces politiques sortent ainsi renforcées par l'application de ces révisions en faveur de la société civile.

L'affaiblissement de l'armée par l'intermédiaire de ce processus de réformes marque incontestablement la fin du concept de « sécurité nationale » évoqué par Gilles Dorronsoro. En présentant la notion de « sécurité nationale » « *comme l'idéologie fondatrice du régime après le coup d'Etat de 1980* », le régime « *justifie l'intervention des institutions de sécurité dans pratiquement tous les domaines de l'activité sociale* »²¹².

Jamais dans l'histoire de la République de Turquie, l'institution militaire n'a connu une telle perte de pouvoir et d'influence sur la gestion de la vie politique et l'évolution de la société turque.

Au début de l'année 2007, à quelques mois de la fin du premier mandat du gouvernement islamo-conservateur, les forces armées semblent devoir se résigner à exercer un rôle classique similaire à celles de l'ensemble des démocraties occidentales. Cependant, le processus de l'élection présidentielle au printemps de cette même année va démontrer que l'armée turque ne peut pas se contenter à cet instant de cette place d'observateur vis-à-vis de la scène politique. L'institution militaire souhaite en effet manifester sa volonté de continuer à peser dans les affaires publiques du pays.

Les prérogatives de l'armée turque ont connu des restrictions décisives au cours de la première législature de l'AKP au pouvoir. Le rapport de force entre les pouvoirs militaires et civils à l'intérieur de la vie publique s'est ainsi progressivement inversé durant les années 2002-2006. Le début du second mandat du gouvernement islamo-conservateur va accentuer cette tendance à travers l'accession, en 2007, d'Abdullah Gül à la présidence de la République malgré les objections de l'institution militaire.

²¹²Dorronsoro, Gilles (dir.), *La Turquie conteste. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, Paris, CNRS Editions, 2005, p. 24.

2.1.2 L'élection d'un président issu de l'AKP : les effets sur les rapports militaro-civils

La crise politique que traverse la Turquie entre 2007 et 2008 constitue un événement majeur dans l'histoire moderne de l'État turc. Cette période consacre à la fois l'affaiblissement décisif de l'institution militaire sur le déroulement des affaires intérieures turques et le renforcement des pouvoirs du courant conservateur et islamique.

Lorsque la crise politique éclate au printemps 2007, autour du processus électoral du nouveau Président de la République, les forces armées turques n'ont pas les mêmes marges de manœuvre que lors du coup d'état postmoderne de 1997. Plusieurs marqueurs de comparaisons entre ces deux périodes expliquent les insuffisances militaires dans l'influence de la mise en avant de ses intérêts.

Tout d'abord, bien qu'encore influente, avec les milieux laïques présents au sein de la société et de la justice principalement, l'institution militaire a vu ses pouvoirs de pression s'affaiblir depuis le début du 21^{ème} siècle. La série de réformes entrepris par le gouvernement turc en vue de conformer progressivement la Turquie aux normes européennes redistribue des prérogatives importantes alors aux mains de l'armée vers le pouvoir civil. Le changement de statut, à partir de 2003, du Conseil national de sécurité marque clairement le nouveau rapport de forces entre le pouvoir politique et les militaires.

Une seconde raison importante de la gestion difficile de la crise par l'armée réside dans la conduite par l'AKP des sujets impliquant la place de la religion dans la société. Lorsque le Parti Refah est devenu le premier parti d'origine islamique à remporter des élections générales en décembre 1995, les forces armées turques, alors toutes puissantes, peuvent se targuer d'avoir des arguments assez solides pour entamer une action d'envergure à son égard pour atteintes au principe de laïcité. Une importante frange de la population turque, notamment dans les médias et chez les intellectuels, s'associe ainsi aux militaires pour contraindre cette formation à s'aligner à leurs exigences. Dix années plus tard, ce procédé ne peut avoir la même résonance envers l'AKP. Cette formation a notamment appris des erreurs du Parti Refah en ne cherchant pas à mener des politiques allant à l'encontre des principes de laïcité durant sa première législature au pouvoir, entre 2002 et 2007.

Un troisième élément majeur de comparaisons s'exprime par le profond niveau d'intégration de l'AKP dans la vie politique et la société turque dès ses premières années au pouvoir. Au contraire du Parti Refah, le Parti de la Justice et du Développement ne compte principalement pas que des personnes adhérant à ses politiques conservatrices comme partisans. Comme l'atteste le niveau élevé de suffrages en sa faveur lors des élections de 2002, ainsi que la sensible augmentation de celui-ci en 2007, le parti attire une bien plus vaste frange de la population que le Parti Refah. À l'inverse à cette formation politique, l'AKP a pu former un gouvernement sans la présence d'autres partis à ses côtés. Cela constitue le marqueur d'une stabilité politique instituée en Turquie. Les années 1990, au contraire, ont été le théâtre d'une instabilité politique chronique favorisant une intervention des forces armées.

La grave crise politique qui émerge avec l'élection présidentielle au printemps 2007 entre le courant kémaliste et les forces conservatrices démontre ainsi clairement les limites d'action de l'armée dans la vie publique.

Alors que les quatre premières années de l'AKP au pouvoir, de novembre 2002 à décembre 2006, sont considérées comme une période de contrôle dans les relations du parti avec l'institution militaire, le début de l'année 2007 marque le commencement d'une phase beaucoup plus dangereuse entre les deux entités. La volonté du commandement militaire de concurrencer l'autorité du gouvernement à cet instant rompt le climat de *modus vivendi* préexistant²¹³.

La publication d'un communiqué de l'armée sur son site Internet à quelques heures du premier tour de l'élection présidentielle n'a pas eu l'effet escompté par l'institution militaire. Cette mise en garde contre le gouvernement islamo-conservateur ne va pas empêcher l'AKP d'accentuer les suffrages en sa faveur lors des élections générales et de permettre l'élection d'Abdulah Gül comme nouveau Président quelques mois plus tard.

L'élection d'un premier Président de la République turque issu des rangs d'un parti islamique représente ainsi un échec indéniable dans la stratégie des forces armées. Soucieuse de protéger les principes du kémalisme, notamment au sujet de la laïcité, l'armée perd incontestablement l'un de ses derniers moyens de pression face au gouvernement de l'AKP.

²¹³Hale, William, and Ergun Özbudun, *op. cit.*, p. 82.

L'issue de la crise présidentielle de 2007 marque sans aucun doute le point de retournement décisif dans le rapport de force entre les pouvoirs de l'armée et de la société civile sur la scène publique. L'institution militaire a ainsi perdu son avantage le plus précieux pour dominer la vie politique turque lorsqu'elle considère que le déroulement de celle-ci ne sert pas assez ses propres intérêts. La majorité de l'opinion publique turque n'admet ainsi plus l'intervention des militaires dans le déroulement de la vie publique. Pour la première fois depuis l'instauration de la République, le pouvoir civil, légitimé par l'intermédiaire d'élections démocratiques, résiste avec succès aux exigences de l'armée.

De plus, l'année 2007 marque une accélération flagrante de la perte d'influence de l'armée au bénéfice des forces islamo-conservatrices. La victoire et l'accentuation du nombre de voix obtenus par le Parti de la Justice et du Développement lors des élections générales marquent incontestablement la présence d'une part croissante de la population se retrouvant dans la vision conservatrice du parti. L'intervention de l'institution militaire dans le processus de l'élection présidentielle n'a fait qu'alimenter un certain sentiment de colère et de déception de résistance de la population envers elle. Cette endurance se traduit par une hausse du nombre de voix en faveur de l'AKP.

Une sensible baisse de la popularité des forces armées dans la société turque se fait ressentir suite à son ingérence dans la vie politique à travers son communiqué du 27 avril 2007, ainsi que par les soupçons qui porte sur certains de ses membres au début de l'affaire Ergenekon cette même année. La réduction quasi-totale du rôle de l'armée dans le système politique se trouve ainsi justifiée par ces circonstances. L'ère tutélaire des militaires sur la scène intérieure turque touche alors à sa fin. Le gouvernement réussit à réduire à néant l'influence des forces armées de l'arène publique, ce qui paraissait encore impensable quelques années auparavant²¹⁴.

La crise politique de 2007 entre l'armée et les forces conservatrices a des conséquences majeures dans l'évolution des rapports de forces sur la scène publique turque. Les années qui suivent le début de cette phase délicate vont confirmer ce changement progressif dans les relations militaro-civiles et leurs compétences d'influence sur la vie politique et le développement de la société turque.

²¹⁴Bardakçi, Mehmet, "Coup Plots and the Transformation of Civil-Military Relations in Turkey under AKP Rule", *Turkish Studies*, vol. 14, n°3, 2013, p.412.

2.1.3 Les conséquences de la crise de 2007-2008 sur l'équilibre des pouvoirs

Les répercussions de la crise politique de 2007-2008 sont d'une importance cruciale pour l'avenir de l'AKP et pour la pénétration des forces conservatrices sur la scène intérieure turque. Cette période marque caractéristiquement une nouvelle phase essentielle dans l'évolution des rapports de force entre le courant laïc, attaché au respect des valeurs du kémalisme, et le groupe islamique, partisan d'une plus forte présence de la religion dans la société. Les diverses péripéties dont connaît la République de Turquie durant ces deux années ont des conséquences historiques sur l'évolution de l'équilibre des pouvoirs. L'affaiblissement du rôle et de l'influence de l'institution militaire occupe une place essentielle dans ce rééquilibrage en Turquie.

Désormais, l'un des résultats majeurs de cette crise provient de la plus faible probabilité d'intervention directe, voire indirecte, de l'armée au nom de la protection des principes du kémalisme dans la vie politique turque. La faible influence du communiqué publié par l'armée en avril 2007 vis-à-vis de l'opinion publique démontre la désuétude de cette pratique envers le pouvoir politique quel qu'il soit. Les conditions politiques, économiques et internationales n'ont pas été réunies pour permettre une intervention militaire directe²¹⁵.

Signe de l'affaiblissement militaire sur le développement de la vie politique turque, le courant kémaliste n'a plus d'autre moyen, après l'échec de l'intervention de l'armée au printemps 2007, que de recourir l'année suivante à l'outil juridique pour tenter d'écarter l'AKP du pouvoir. La requête de dissolution de cette formation n'ayant pas abouti pour une voix, l'évolution de l'équilibre des pouvoirs en faveur des forces conservatrices et au détriment de l'establishment kémaliste, dont l'institution militaire fait partie, se confirme. Les choix d'opinions de la population turque, à travers la tenue d'élections démocratiques, sont alors réellement respectés sans aucune interférence possible.

²¹⁵ Tezcür, Güneş Murat, *op. cit.*, p. 191.

Le Parti de la Justice et du Développement, et plus largement les forces conservatrices, a ainsi réussi à faire prévaloir la légitimation de leur pouvoir par le résultat des urnes. « *Pour la première fois dans l'histoire de la République, une instance politique a rappelé clairement à l'autorité militaire son devoir de loyauté à l'égard du pouvoir civil* ». Il est même possible d'affirmer qu'« *il semble bien que la crise de 2007 ait engagé la Turquie dans un processus inéluctable de démilitarisation, qui signifiera à terme la fin du système de démocratie contrôlée, conçu par les militaires dans les années 1970-1980* »²¹⁶.

En ne pouvant plus influencer sur la vie politique turque, l'institution militaire revient ainsi quasi-exclusivement à exercer des prérogatives classiques pour une armée de type occidentale. Les résultats électoraux deviennent alors le premier marqueur incontesté à l'intérieur du processus démocratique de la République de Turquie. Le gouvernement turc n'a plus à craindre de toute intervention directe ou indirecte des militaires envers ses choix de politique intérieure ou étrangère.

Suite à son succès dans le conflit qu'il l'oppose à l'armée à partir de 2007, l'AKP se positionne en courant hégémonique dans la gestion de la scène publique turque. La pression mise sur le commandement de l'armée à travers les enquêtes judiciaires portant sur les affaires Ergenekon et Balyoz, ainsi que l'intervention du gouvernement sur les nominations des nouveaux chefs militaires en 2010, montrent la fin de la toute-puissance et de l'autonomie de l'armée turque. Pour la première fois, une entité politique réussit à s'ingérer dans le processus de nomination de la direction militaire en désapprouvant le premier choix émis par cette institution. Il s'agit avant tout de mettre à l'écart la « vieille garde » de l'institution militaire²¹⁷.

Les forces armées turques ne sont plus amenées à influencer le cours de la vie politique turque, contrairement à leurs rôles au cours des décennies précédentes. Une part croissante de la société soutient de moins en moins leur volonté d'ingérence sur la scène publique. L'institution militaire est ainsi davantage vue comme une entité essentielle à la protection des intérêts de la Turquie face aux menaces extérieures.

²¹⁶ Burdy, Jean-Pierre et Jean Marcou, *La Turquie à l'heure de l'Europe*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 2008, pp. 56-57.

²¹⁷ Mongrenier, Jean-Sylvestre, “L'État turc, son armée et l'OTAN : ami, allié, non-aligné ?”, *Hérodote*, 1^{er} trimestre 2013, n°148, pp. 64-65.

Les premiers résultats des investigations portant sur les dossiers Ergenekon et Balyoz ont nettement ternis l'image prestigieuse traditionnellement associée aux forces armées dans la société turque. En complément des réformes qui ont réduit les prérogatives de cette institution, ces affaires ont contribué à encore plus marginaliser le rôle politique des militaires. Leur aptitude à s'ingérer, d'une manière ou d'une autre, dans le processus politique n'est dès lors plus garantie²¹⁸.

La seconde législature du gouvernement islamo-conservateur aboutit donc à la fin des pressions militaires et judiciaires pour contraindre les forces islamiques au pouvoir à respecter la vision de la laïcité kémaliste. La poursuite de la politique de réformes, entamée dès le premier succès électoral de l'AKP en 2002, dépend également en partie de cette modification majeure dans l'équilibre des pouvoirs.

*« La responsabilité du ralentissement des réformes appartient surtout au charismatique et autoritaire Premier ministre Erdogan, le leader le plus puissant de l'ère démocratique ». Ces réformes se sont, entre autres, inscrites dans un processus de démilitarisation de la vie politique turque. « Après la fin de la tutelle de l'armée, en 2007-2008, aucun obstacle ne se dressait contre les réformes. Pourtant, c'est à partir de ce moment que le Premier ministre a commencé à les ralentir »*²¹⁹.

Ce constat démontre clairement la corrélation qui existe entre l'intérêt pour les forces conservatrices de mener à bien ce processus de réformes et la volonté pour le Parti de la Justice et du Développement de se maintenir au pouvoir. L'AKP n'a en effet plus la pression de l'establishment kémaliste qui influait indirectement sur ses actions.

L'évolution de l'équilibre des pouvoirs à la suite de la crise politique de 2007-2008 a non pas que des conséquences importantes sur la scène intérieure turque mais également vis-à-vis de la politique étrangère de la Turquie. Les questions internes sont ainsi, à partir du second mandat du gouvernement de l'AKP, de plus en plus rattachées à l'élaboration des relations extérieures turques.

²¹⁸ Axiarlis, Evangelia, *op. cit.*, pp. 206-207.

²¹⁹ Kazancigil, Ali et Semih Vaner, " Les vicissitudes de la démocratie ", in Akagül, Deniz, Bilici, Faruk et Ali Kazancigil (dirs.), *op. cit.*, p. 56.

2.2 Le renforcement du lien entre les questions domestiques et internationales

2.2.1 Les aspects internes de l'essor du rôle turc dans le système mondial

L'identité d'un pays ne constitue pas une composante invariable dans le temps. Des développements liés à l'évolution de la politique intérieure peuvent influencer sensiblement l'identité étatique. Les changements politiques drastiques, à la suite de révolutions par exemple, ainsi que dans certains cas, les résultats électoraux, représentent les deux possibilités les plus courantes aboutissant à un bouleversement progressif ou soudain de l'expression des identités d'un pays. La politique étrangère peut ainsi être dominée par des conceptions identitaires différentes au regard de ces transformations²²⁰.

A partir de 2007, le gouvernement islamo-conservateur cherche de plus en plus à relier les éléments de relations extérieures qu'il met en place aux marqueurs propres à la situation interne de la Turquie. Les forces conservatrices se trouvent en effet plus confiantes suite à la consolidation du Parti de la Justice et du Développement au pouvoir. Celles-ci souhaitent ainsi mettre en avant leurs visions propres permettant de soutenir les intérêts turcs à l'étranger.

Le pouvoir turc exprime ainsi sa volonté de rattacher plus fréquemment les fondements de sa politique étrangère avec des considérations présentes sur la scène intérieure turque. Tout d'abord, l'évolution de la place de la Turquie, à cette époque, dans l'échiquier mondial prend en compte une part croissante de la nouvelle donne interne au pays. La conjonction de la politique extérieure de la Turquie avec des sujets liés à la situation intérieure turque, tel que la question des Kurdes, est ainsi particulièrement visible envers l'évolution des rapports turco-moyen-orientaux.

²²⁰ Bozdağlıoğlu, Yücel, *op. cit.*, pp. 25.-26.

L'opinion publique turque, ainsi que celle des autres pays, est également un facteur qui prend progressivement une importance croissante dans la détermination des relations extérieures turques.

La République de Turquie a connu des bouleversements majeurs dans sa position régionale et internationale depuis la fin de la guerre froide en 1990. L'arrivée au pouvoir du Parti de la Justice et du Développement va renforcer le rôle de la Turquie sur l'échiquier international. La politique étrangère menée par cette formation politique, notamment à travers la mise en application des principes de la doctrine Davutoğlu, permet à l'État turc de s'impliquer davantage que par le passé dans les affaires mondiales.

Les questions internes turques ont une importance de plus en plus visible dans les décisions de politique extérieure. La deuxième législature du gouvernement de l'AKP, à partir de 2007, constitue le réel commencement de l'intégration progressive des marqueurs de politique intérieure dans le processus de politique étrangère. Celle-ci devient également un élément essentiel à l'intérieur de l'évolution de situations propres à la Turquie. Le Parti de la Justice et du Développement souhaite ainsi renforcer l'interdépendance des politiques intérieures et extérieures turques. La consolidation de leur légitimité par les urnes et l'accentuation de leur pouvoir face à l'establishment kémaliste donnent aux forces conservatrices une opportunité de combiner leurs aspirations internes avec leur vision des relations extérieures turques.

Suite à quatre années principalement marquées par une série d'importantes réformes internes nécessaires à rapprocher la Turquie des normes européennes en vue de son adhésion, l'AKP désire pleinement intégrer le pays dans le système mondial, et non plus qu'euro-péen. La mise en perspective de l'identité orientale de la Turquie, essentiellement envers les pays musulmans du Moyen-Orient, devient alors à la fois de plus en plus visible dans la politique étrangère et dans la société turque.

La politique multidimensionnelle mise en application ne se contente pas d'intégrer la Turquie dans l'espace moyen-oriental, mais de montrer que cette nation représente un acteur primordial à l'intérieur de cet espace géographique. Le parti au pouvoir transforme ainsi les caractéristiques de la politique turque en internationalisant les questions intérieures²²¹.

²²¹ Duran, Burhanettin, "The Experience of Turkish Islamism: between transformation and impoverishment", *Journal of Balkan and Near Eastern Studies*, vol.12, n°1, 2010, p. 16

Dans un monde globalisé, les délimitations entre les politiques interne et extérieure d'un pays deviennent progressivement poreuses. Ainsi, l'évolution de la politique étrangère turque renvoie aux changements connus sur la scène intérieure, et inversement.

La politique étrangère pro-active mise en place par Ahmet Davutoğlu permet au gouvernement, entre 2007 et 2011, d'accroître sa popularité à l'intérieur de la sphère politique turque. L'image d'une Turquie forte, pouvant à la fois exercer un rôle coopératif de premier plan dans les affaires mondiales et régionales, ainsi que d'acteur indépendant lorsque la situation le demande, permet d'élargir les cercles de soutien de l'AKP, notamment de la part d'une croissante partie des milieux nationalistes²²².

L'évolution du processus de politique intérieure en Turquie régit donc en partie les caractéristiques mises en avant dans l'expression des relations externes turques. La période 2007-2011, correspondant au deuxième mandat du gouvernement islamo-conservateur, correspond ainsi à une phase clé dans le développement de la politique étrangère de la Turquie.

Grâce à ses succès électoraux en 2007 et à l'issue favorable à leur égard de la crise politique, les forces conservatrices réussissent à mettre en avant une politique extérieure plus proche des attentes de l'opinion publique turque.

L'originalité et la force du second mandat gouvernemental de l'AKP reposent simultanément sur la stabilité du pouvoir civil et la fin progressive de l'ingérence de l'institution militaire sur la vie politique turque et la détermination des relations extérieures. Le parti au pouvoir peut alors plus facilement coordonner ses visions en termes de politique intérieure et de relations internationales.

Le rapport à la religion s'exprime ainsi plus clairement dans les discours et les actions du gouvernement turc. Plutôt prudent envers ces sujets durant ses quatre premières années, celui-ci inclue progressivement des marqueurs liés à la religion, tels que le respect des valeurs islamiques, dans ses processus de politique intérieure et extérieure.

²²² Öniş, Ziya, "The triumph of conservative globalism: The political economy of the AKP era ", *Turkish Studies*, vol.13, n°2, 2012, pp. 13-14

Face à l'absence d'un contre-pouvoir capable de mettre en application un ensemble de fortes pressions internes, comme cela a été encore le cas quelques années auparavant avec les forces armées et le corps judiciaire alors très proche des cercles kémalistes, l'AKP peut mettre en avant ses idées de politique extérieure tout en accroissant sa popularité au sein de la population turque.

La volonté du gouvernement islamo-conservateur de redonner à la République de Turquie une place particulière et prédominante à la fois dans le monde et à l'intérieur des espaces régionaux, spécifiquement au Moyen-Orient, peut ainsi mieux être prise en considération. Les identités européenne et orientale du peuple turc se trouvent alors conjointement mises en valeur dans la détermination de la politique étrangère turque.

L'importance accordée par l'AKP à la reconnaissance et au rôle de l'histoire ottomane dans le processus des relations extérieures turques, souvent trop négligée lors de l'exercice des gouvernements précédents, permet de satisfaire une majorité de la société historiquement « conservatrice » et sensible aux valeurs promulguées par l'Empire ottoman.

La confiance engrangée par le gouvernement islamo-conservateur au fil de ses années au pouvoir, particulièrement durant son second mandat, permet à celui-ci de combiner plus sereinement ses intentions en matière de politique intérieure avec celles des relations extérieures. L'accroissement de la place attribuée à la Turquie dans l'échiquier mondial à cette époque résulte en grande partie du volontarisme des dirigeants du Parti de la Justice et du Développement à cet égard.

Dans le domaine des relations internationales, la région du Moyen-Orient représente le territoire privilégié pour constater le niveau de rapprochement de la politique étrangère turque avec les questions internes de la Turquie.

En effet, le second mandat du gouvernement islamo-conservateur marque, dans les discours et dans les actes, le renforcement d'une corrélation voulue par les forces conservatrices entre la situation intérieure et les affaires extérieures, spécifiquement vis-à-vis des pays moyen-orientaux.

2.2.2 Le rattachement des sujets de politique intérieure à la situation au Moyen-Orient

La Turquie a des rapports particuliers avec le Moyen-Orient, de par sa proximité géographique, historique et culturel. Cependant, les relations turco-moyen-orientales ont été intentionnellement négligées pendant plusieurs décennies à la suite de la fondation de la République de Turquie. Tout d'abord, en voulant exclure au maximum la religion de la vie publique, le courant kémaliste ne souhaite pas que la société turque, historiquement attachée aux valeurs islamiques, utilise l'islam pour des raisons de politique intérieure comme dans les autres pays du Moyen-Orient. De plus, la Turquie n'accorde alors pas une place importante envers ces territoires, qui ont pourtant été par le passé sous domination ottomane, dans l'exercice de sa politique étrangère. Les rapports entre l'État turc et les nations arabes de la région n'ont ainsi pas été chaleureuses jusqu'aux années 1970, la religion et le passé commun ottoman n'étant pas utilisés comme des marqueurs facilitant leurs relations. Ce sont véritablement les années 1980, avec la mise en application de la synthèse turco-islamique et l'activisme du Premier ministre conservateur Turgut Özal, qui vont voir une réelle accélération de l'implication des questions intérieures dans les affaires du Moyen-Orient. Ce rapprochement est cependant encore timide et essentiellement lié à des facteurs économiques.

L'arrivée au pouvoir du Parti de la Justice et du Développement va sensiblement accentuer l'interpénétration des sujets de politique intérieure avec l'évolution de la situation au Moyen-Orient. La politique conservatrice et pro-active mise en place par le gouvernement islamo-conservateur, essentiellement à partir de 2007, contribue à rapprocher les marqueurs internes turcs avec les développements successifs de cette région.

La politique moyen-orientale du gouvernement de l'AKP, au cours des années 2000, est devenue multi-facettes, plus compréhensive et réfléchi par rapport aux années précédentes. L'utilisation de la négociation diplomatique, de la médiation régionale et de l'interdépendance économique, plutôt que la force militaire, ont contribué au parti au pouvoir d'accroître l'impact des relations avec le Moyen-Orient à l'évolution de la situation intérieure²²³.

²²³ Benli Altunışık, Meliha and Leonore G. Martin, "Making Sense of Turkish Foreign Policy in the Middle East under AKP", *Turkish Studies*, vol. 12, n°4, 2011, p. 571.

La religion constitue le facteur le plus important dans la volonté gouvernementale de progressivement raccorder les questions intérieures avec les relations turco-moyen-orientales. Cette interconnexion n'a pas été rendue pleinement possible lors du premier mandat du gouvernement islamo-conservateur de par la prudence de ce dernier face aux pressions et à l'influence, encore très importants à cette époque, de l'establishment kémaliste.

Suite à la mise en place de réformes amoindrissant le rôle des militaires vis-à-vis du pouvoir civil et aux succès électoraux des forces conservatrices en 2007, le gouvernement turc a progressivement réussi à mettre en avant sa politique d'interdépendance entre la religiosité de la société turque et l'évolution de des évènements au Moyen-Orient. Il s'agit ainsi pour Recep Tayyip Erdoğan et sa formation d'exprimer la nécessité du renforcement de la relation qu'entretient l'islam turc avec les pays musulmans de la région. Le gouvernement souhaite ainsi davantage mettre l'accent sur l'identité islamique de la Turquie.

La question kurde constitue un autre élément clé dans l'ambition du Parti de la Justice et du Développement d'exprimer son intention de relier les affaires turques aux rapports qu'entretient la Turquie avec les pays du Moyen-Orient. Alors que seulement une minorité de la population kurde a voté en sa faveur lors des élections générales de 2002, le parti réussit à inverser la tendance lors du scrutin de 2007. Alors que les voix de cette partie des citoyens turques vont traditionnellement vers des partis défendant leurs droits, une majorité des Kurdes choisissent de soutenir l'AKP. Les réformes et promesses émises, au cours des années 2002-2007, envers l'amélioration de la condition des Kurdes convainc une grande partie de la population kurde de faire confiance au Parti de la justice et du développement.

La campagne électorale de 2007 a ainsi contribué à mettre en relief la primordialité de rapprochement des évènements au Moyen-Orient avec la sécurité nationale de la Turquie. Les trois interrogations qui ont dominé les débats électoraux dans ce domaine concernaient les mesures à prendre vis-à-vis de l'autonomie croissante du Kurdistan irakien, la stratégie à mettre en place face à la menace terroriste du PKK, l'impact que peuvent avoir les sentiments d'insécurité intérieure sur les relations de la Turquie avec les États-Unis et l'Union européenne. Il devient ainsi urgent, pour le gouvernement de l'AKP, de trouver des solutions au problème kurde, que cela soit à l'intérieur des frontières turques qu'envers celles des autres pays de la région, principalement de l'Irak²²⁴.

²²⁴ Oğuzlu, Tarık, "Middle Easternization of Turkey's Foreign Policy : Does Turkey Dissociate from the West? ", *Turkish Studies*, vol. 9, n°1, 2008, p. 5.

Le net affaiblissement du rôle de l'institution militaire dans le développement des affaires intérieures à partir de 2007, notamment au sujet de la question kurde, permet au pouvoir civil, dirigé par l'AKP, de mettre en place une coordination plus efficace entre ces deux groupes de protagonistes au sujet du problème kurde et de la lutte contre le PKK. L'armée ne constitue ainsi plus une force souveraine dans la résolution de la question kurde²²⁵.

L'année 2009 relève d'une importance essentielle pour mieux comprendre la corrélation entre les questions internes et la situation au Moyen-Orient. Durant cette année, le gouvernement turc lance un vaste projet, sous la dénomination de « *Kürt Açılımı* » (l'« initiative kurde »), afin d'améliorer la condition des populations turques d'origines kurdes et de mettre fin au conflit entre la Turquie et le PKK. Parmi les mesures prises lors de cette initiative figure la plus grande liberté d'utilisation de la langue kurde, notamment à travers la création d'une chaîne publique diffusant en langue kurde en continu, ainsi que le renforcement des droits culturels et politiques des Kurdes. Le début du rapprochement politique et économique, en 2009, avec la partie Nord de l'Irak dirigée par les Kurdes est fortement lié à la mise en place de cette initiative sur le plan interne.

Le rapprochement du gouvernement turc avec le Kurdistan irakien bénéficie à la fois à la Turquie de consolider son implantation économique dans cette partie de l'Irak et de renforcer le développement des régions de l'Anatolie orientale à majorité kurde. Le gouvernement turc réussit ainsi, en alliant sa politique étrangère avec des préoccupations d'ordres internes, à proposer une stratégie alternative face aux nationalistes kurdes²²⁶.

L'incorporation de sujets de politique intérieure, tels que ceux portant sur le rapport à la religion ou la résolution de la question kurde, dans l'exercice de la politique étrangère turque au Moyen-Orient est un facteur primordial dans la prise en compte progressive de l'opinion publique. L'AKP souhaite ainsi prendre plus en considération l'avis de la population turque pour les décisions de politique extérieure.

²²⁵ Heper, Metin, *op. cit.*, in Heper, Metin and Sabri Sayarı (dirs.), *op. cit.*, p. 155.

²²⁶ Cécillon, Julien, "L'Irak, nouvel espace de déploiement de la puissance turque", in Schmid, Dorothée, *op. cit.*, pp. 192-193.

2.2.3 L'impact de l'opinion publique sur la politique étrangère turque

La réussite d'une politique étrangère nécessite l'adhésion d'une grande partie de la société civile du pays aux programmes décidés par les autorités. L'opinion publique correspond ainsi à un indicateur crucial dans la détermination et l'application de la vision internationale d'une nation. Grâce à ses réussites électorales en 2007, le Parti de la Justice et du Développement accroît sa légitimité d'existence et d'action par les urnes. Cette légitimation permet au parti de la justice et du développement de mettre progressivement en place « *une politique étrangère plus en phase avec l'ensemble des politiques publiques conduites dans le cadre national et avec les aspirations de l'opinion publique* »²²⁷.

Dès sa première législature, le gouvernement islamo-conservateur a compris l'intérêt de mener sa politique extérieure en accord avec une majorité de l'opinion publique. Ainsi, les réformes mises en place, durant cette période, dans la perspective du processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne ont été réalisées dans un contexte où 60% à 75% de la population turque se trouvent favorables à l'intégration de leur pays à l'intérieur de l'institution européenne.

Le début du second mandat du gouvernement de l'AKP se trouve caractérisé par un changement de cap progressif de la politique étrangère turque. Dès 2006, le blocage des négociations d'entrée de la Turquie à l'Union européenne influe de manière négative sur l'image de l'Europe au sein de l'opinion publique turque. A partir de cette date, seule une faible majorité des Turcs se dit en faveur de l'adhésion de la Turquie à l'UE. En parallèle, la population turque exprime de plus en plus son intérêt d'un rapprochement de leur pays avec ceux du Moyen-Orient. La déception croissante de la société turque vis-à-vis de la lenteur et de l'authenticité des négociations d'adhésion européenne, ainsi que le regain de confiance des forces conservatrices suite à la consolidation de l'AKP au pouvoir, ont pour conséquence d'accentuer la place du Moyen-Orient à l'intérieur de la politique étrangère de la Turquie.

²²⁷ Marcou, Jean, " La place du monde arabe dans la nouvelle politique d'Ahmed Davutoğlu ", in Schmid, Dorothée (dir.), *op. cit.*, p. 66.

Le gouvernement entend ainsi renforcer de manière significative ses relations et son soutien envers les forces islamiques moyen-orientales telles que l'Arabie Saoudite, l'Iran et la Palestine à travers le Hamas. En condamnant fermement l'opération militaire israélienne à Gaza au début 2009, l'AKP réussit à y voir une opportunité politique afin d'obtenir le soutien de l'opinion publique turque en vue des élections locales du mois de mars de cette même année²²⁸.

En complément de l'opinion publique turque, celles des États dans lesquels la Turquie applique les principes de sa politique étrangère constituent également des éléments à ne pas négliger pour la réussite de cette dernière. Le Moyen-Orient constitue une région phare pour comprendre l'impact de la politique étrangère turque sur les populations.

La seconde législature du gouvernement islamo-conservateur est ainsi marquée par le développement de l'outil de « diplomatie publique », particulièrement envers les États moyen-orientaux. En cherchant à influencer directement les populations locales du bien-fondé de la vision propre à un pays, la diplomatie publique correspond à un instrument complémentaire de la politique étrangère classique d'une nation. Le gouvernement turc souhaite ainsi, par le biais d'actions culturelles, scientifiques, éducatives, médiatiques et économiques, promouvoir la Turquie, ainsi que ses perceptions et sa réputation envers les populations du Moyen-Orient. Il s'agit ainsi de ne pas seulement définir la politique étrangère turque à des relations interétatiques, mais également en prenant en considération l'avis des sociétés civiles et des organisations non-étatiques locales.

Le Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan et Ahmet Davutoğlu, ministre des Affaires étrangères depuis 2009, font souvent référence, à partir de cette période, à l'intérêt de la diplomatie publique pour la Turquie. Un Bureau de Coordination de la Diplomatie Publique (*Kamu Diplomasisi Koordinatörlüğü – KDK*), attaché au Premier ministre, est ainsi créé en janvier 2010. Cette instance permet alors de mieux coordonner les actions de promotion de la Turquie dans le monde établies par les organismes publics avec celles des organisations issues de la société civile.

²²⁸ Eligür, Banu, *op. cit.*, p. 273.

Jusqu'en 2011, et le début des mouvements populaires en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, la politique étrangère turque façonnée par l'AKP a progressivement réussi à obtenir le soutien des sociétés civiles du monde arabe.

Le second mandat du gouvernement islamo-conservateur a confirmé et accentué le sentiment, prudemment présent durant ses premières années au pouvoir, qu'une nouvelle ère a commencé dans les relations turco-moyen-orientales, que cela soit entre les États ou entre les peuples. Les opinions publiques arabes expriment ainsi leur enthousiasme et leur admiration face à certains éléments de la nouvelle politique extérieure turque, notamment les virulentes critiques exprimées envers l'attitude d'Israël au Moyen-Orient. La popularité de la Turquie dans le monde arabe se trouve à cet instant à son apogée²²⁹.

Il ne fait aucun doute que la meilleure considération, par le Parti de la Justice et du Développement, des convictions d'une majeure partie des populations turques et arabes a également contribué aux réussites de la politique étrangère turque dans la région. Le rapprochement des peuples, à travers la mise en avant d'un héritage culturel commun et des similitudes de l'approche religieuse, permet alors de relier les composantes de la politique intérieure conservatrice avec les mécanismes de la politique extérieure turque. La recherche de l'attirance des opinions publiques de la Turquie et du Moyen-Orient aux perceptions du gouvernement turc contribue à la bonne concordance des questions internes avec les préoccupations extérieures turques.

La prise en compte progressive de l'opinion publique turque dans le processus décisionnel de la politique étrangère démontre clairement la volonté du gouvernement islamo-conservateur de se mettre en conformité avec le développement de la situation intérieure. Les changements observés au niveau des forces d'influences vis-à-vis des autorités sont pris en considération dans la détermination de la politique étrangère mise en avant par le gouvernement.

²²⁹ Abou-El-Fadl, Reem, "Arab Perceptions of Contemporary Turkish Foreign Policy: Cautious Engagement and the Question of Interdependence", in Öktem, Kerem, Kadioğlu, Ayşe, and Mehmet Karlı (dirs.), *op. cit.*, pp. 245-246.

2.3 La variation des pressions internes et l'évolution des relations extérieures

2.3.1 La moindre influence de l'establishment kémaliste sur les décisions internationales

La politique étrangère d'une nation démocratique ne peut se mettre en place sans prendre en considération les caractéristiques et le développement de l'influence de certains acteurs importants de la scène intérieure. Le gouvernement, principal protagoniste dans la détermination des relations extérieures turques depuis 2002, a le devoir de lier ses choix en matière de relations internationales à l'expression de contraintes intérieures.

Durant le premier mandat de Parti de la Justice et du Développement, l'establishment kémaliste, essentiellement à travers l'institution militaire, exerce clairement le principal contrepoids à l'application d'une politique étrangère proche des idées des forces conservatrices. Le rapprochement de la Turquie et de l'Union européenne, grâce aux séries de réformes en vue d'une adhésion turque future, permet ainsi entre autres au gouvernement islamo-conservateur de détacher progressivement la politique étrangère des pressions internes.

A partir du début de la seconde législature de l'AKP, marquée par la victoire de cette formation lors de la crise politique de 2007-2008, la détermination de la politique étrangère turque se retrouve liée à un autre ensemble de pressions intérieures. En effet, le courant kémaliste, avec à sa tête les forces armées, n'exerce progressivement plus l'importante influence qu'il a exercé par le passé sur les décisions de politique extérieure. Celle-ci se trouve alors davantage connectée au projet d'une nouvelle élite conservatrice, proche du pouvoir. Les principales pressions internes à la politique internationale et régionale de la Turquie changent alors de nature, passant d'un caractère contraignant à celui de soutien. Il est ainsi possible de dire que les choix de politique étrangère vont, dès cette seconde législature, être exprimés avec une plus grande indépendance vis-à-vis de possibles contraintes présentes sur la scène intérieure turque.

L'accroissement de la légitimation intérieure des forces conservatrices par les urnes aboutit petit à petit à la reconnaissance de la conformité de la politique extérieure menée par le gouvernement islamo-conservateur.

Depuis la fondation de la République de Turquie, les forces armées exercent un rôle prépondérant dans la vie politique du pays. Jusqu'au début des années 2000, elles sont incontestablement les « maîtres du jeu » à la fois en matière de politique intérieure et de contrôle des relations extérieures turques. L'arrivée au pouvoir du Parti de la Justice et du Développement va commencer à remettre progressivement en question la prépondérance de l'armée en particulier, ainsi que de l'establishment kémaliste en général, à l'intérieur de la vie publique. Cependant, les quatre premières années du gouvernement islamo-conservateur ne sont pas caractéristiques d'un réel déclin du pouvoir des militaires en matière de contrôle des relations internationales de la Turquie.

A partir de la deuxième législature de l'AKP au pouvoir, « *l'institution militaire qui pendant des années a fortement participé à l'élaboration de la politique extérieure, tenant même d'en faire un de ses pré carrés, n'est plus désormais en situation de le faire* »²³⁰.

La grave crise politique connue par le pays entre le printemps 2007 et l'été 2008 constitue incontestablement le point de basculement de l'influence de l'establishment kémaliste envers la détermination de la politique étrangère turque. L'affaiblissement de l'armée, en termes de pouvoir et de légitimité à agir sur le développement de la vie politique, influe sensiblement sur le bien-fondé de son intervention dans la planification des relations extérieures de la Turquie. Le Parti de la Justice et du Développement réussit à imposer sa vision des relations extérieures grâce à son opposition aux structures de l'establishment kémaliste.

« *Parmi tous les gouvernements élus qui se sont succédé depuis les débuts de la démocratisation, en 1950, l'AKP, au pouvoir depuis 2002, est celui qui a lutté de la manière la plus déterminée et la plus courageuse contre la tutelle de l'Etat et les interférences politiques illégitimes de la caste militaro-judiciaire, qui la met en œuvre, à travers les réseaux de l'Etat profond* »²³¹.

²³⁰ Billion, Didier, *op. cit.*, in Marcou, Jean et Füsün Türkmen (dirs.), *op. cit.*, p. 58. .

²³¹ Kazancigil, Ali, « L'Etat, acteur controversé de la modernité », in Akagül, Deniz, Bilici, Faruk et Ali Kazancigil (dirs.), *op. cit.*, p. 45.

Le gouvernement islamo-conservateur devient ainsi le premier à s'opposer vigoureusement à la puissance d'influence de l'establishment kémaliste dans les affaires internes et externes de la Turquie. Les forces conservatrices, qui n'ont jamais réellement eu jusqu'à cet instant un rôle prépondérant dans la détermination de la politique étrangère turque, parviennent même à inverser l'équilibre au sein de ce processus.

En seulement quelques années, la République de Turquie a connu des bouleversements intérieurs importants qui ont grandement influencé le mécanisme des relations extérieures.

La détermination de la politique étrangère turque se retrouve pour la première fois comparable à celle de n'importe quelle démocratie occidentale. Les forces armées n'ayant plus leur mot à dire sur la gestion des relations extérieures, le pouvoir et la société civile deviennent dès lors les uniques protagonistes dans ce processus.

Les pressions internes émanant de l'establishment kémaliste, que cela soient des institutions militaire et judiciaire, n'ont plus l'impact escompté sur les décisions du gouvernement islamo-conservateur. Il n'est alors plus possible de distinguer clairement le pouvoir civil, exercé par le gouvernement, et l'appareil étatique turc. En effet, la seconde législature du gouvernement islamo-conservateur marque une rupture importante avec le passé, où quel que soit le gouvernement en place, les instances étatiques telles que la présidence de la République et l'institution judiciaire ont été proches ou assujetties au courant laïc.

L'establishment kémaliste ne possède ainsi plus les moyens nécessaires pour exercer une influence plus forte que celle d'un parti d'opposition traditionnel. Le contrôle des relations extérieures se fait alors par l'intermédiaire des urnes. Les élections deviennent les « juges de paix » des choix du gouvernement de l'AKP en matière de politique intérieure et extérieure.

Seule une victoire du CHP, principal parti d'opposition kémaliste, aux élections générales ou une participation de cette formation à un gouvernement de coalition peuvent amener les forces kémalistes à de nouveau exercer un rôle mettant en valeur leur vision des relations extérieures turques. Quoiqu'il en soit, un retour à l'hégémonie de l'establishment kémaliste envers les décisions internes ou externes à la Turquie semble exclu à court et moyen terme.

Les forces conservatrices constituent dès lors la partie de la population turque la plus mise en avant dans la détermination des choix de politique étrangère. Le renforcement des relations avec les pays du Moyen-Orient représente ainsi un exemple de cette influence grandissante, ainsi que d'un certain changement de cap de la politique extérieure turque. La réticence du courant kémaliste à accentuer les rapports avec cette région se trouve alors mis de côté par le gouvernement islamo-conservateur.

La significative réduction de l'ingérence des forces militaires à l'intérieur de la détermination de la politique étrangère turque s'exprime par une liberté d'action accrue pour le gouvernement dans ce domaine. Ainsi, à partir de 2008, la Turquie commence à sensiblement développer ses relations avec l'administration kurde dans le nord de l'Irak. Ce rapprochement aurait été incontestablement plus difficile à accomplir si l'armée continuait à exercer une place importante au niveau des relations extérieures²³².

Avec la fin progressive de l'influence de l'institution militaire sur la politique étrangère turque, l'establishment kémaliste perd incontestablement son dernier levier essentiel dans le contrôle des actions entreprises par le gouvernement envers les autres pays. L'opposition kémaliste se trouve ainsi contrainte d'exprimer exclusivement des critiques à l'égard des décisions de politique extérieure qu'elle juge distantes de leur vision.

La grave crise politique connue par la République de Turquie entre 2007 et 2008 a à la fois abouti à l'accélération de l'affaiblissement du courant kémaliste sur la scène turque et à l'intérieur du processus décisionnel de politique étrangère. Les principales pressions internes envers l'application de la politique extérieure turque ne sont plus d'ordres contraignants mais encourageants. En effet, le gouvernement turc se trouve alors soutenu par les forces conservatrices pour mettre en avant leurs visions à l'intérieur du champ des relations extérieures turques.

²³²Balçı, Ali, *Türkiye Dış Politikası. İlkeler, Aktörler, Uygulamalar* [La politique étrangère de la Turquie. Les principes, les acteurs, les pratiques], Istanbul, Etkileşir Yayınları, 2013, p. 295.

2.3.2 La nouvelle politique étrangère reliée à la montée en puissance d'une nouvelle élite

A l'inverse de sa première législature au pouvoir, le gouvernement islamo-conservateur n'a plus à établir sa politique étrangère, à partir de son second mandat, en devant prendre en considération d'importantes sources de contraintes présentes sur la scène intérieure.

Le contrepoids constitué par le courant laïc, essentiellement par l'intermédiaire de l'establishment kémaliste et du rôle de l'armée, se trouve remplacé par la volonté d'une nouvelle élite conservatrice, pieuse et favorable à une plus grande expression du religieux dans la vie publique, de prendre en considération sa vision des relations extérieures.

Cette bourgeoisie anatolienne, qui intègre la modernité grâce aux politiques du gouvernement, peut ainsi débiter à concurrencer les élites laïques dans toutes les régions de la Turquie, y compris dans les grandes villes de l'ouest. Il est alors possible d'affirmer que «*cette seconde révolution, de nature sociale, prolonge et complète celle des débuts de la République, qui fut nationale et culturelle* »²³³.

En complément à ce renforcement sur le plan interne, l'élite conservatrice souhaite que les marqueurs religieux soient plus mis en avant à l'intérieur des choix de politique étrangère. Le Parti de la Justice et du Développement n'hésite alors plus à orienter le programme de ses relations extérieures avec des éléments à connotations plus religieuses. L'identité islamique de la Turquie se trouve ainsi progressivement davantage exposée par le gouvernement islamo-conservateur dans la structure de sa politique extérieure.

Cet accroissement de l'expression des valeurs de l'islam dans les relations extérieures turques démontre alors la volonté de la formation au pouvoir d'afficher plus clairement sa vision et celle des nouvelles élites conservatrice. Cette partie importante de la société est en effet très rattachée au respect des principes de la religion musulmane.

²³³ Akagül, Deniz, Bilici, Faruk et Ali Kazancigil, *op. cit.*, in Akagül, Deniz, Bilici, Faruk et Ali Kazancigil (dirs.), *op. cit.*, p. 17.

Le sensible renforcement de l'implication du gouvernement envers la région du Moyen-Orient, surtout à partir de son second mandat, satisfait ainsi pleinement la nouvelle bourgeoisie anatolienne.

N'ayant pas pu ses premières années au pouvoir exprimer leur vision islamique à l'intérieur de leurs politiques à cause des pressions efficaces de l'establishment kémaliste, l'AKP va progressivement s'appuyer sur les nouvelles classes conservatrices du pays. En effet, en appliquant des politiques économiques de plus en plus libérales, le gouvernement islamo-conservateur a réussi à contrer les élites kémalistes. Ce renforcement du libéralisme économique a ainsi permis de réunir les populations populistes attachées aux anciens partis islamistes et les intérêts de la bourgeoisie anatolienne jusque-là exclue par l'État. Cette stratégie mise en place par le Parti de la Justice et du Développement, et tout particulièrement par Recep Tayyip Erdoğan, cherche également à séduire la jeunesse issue de la récente classe moyenne urbaine. En exerçant la projection d'une réussite future dans l'imaginaire de cette part très importante de la population, le parti islamo-conservateur souhaite alors élargir au maximum sa base sociale afin de contrebalancer les forces kémalistes aux niveaux socioéconomiques²³⁴.

L'accentuation des rapports économiques avec les acteurs moyen-orientaux constitue ainsi un des autres marqueurs essentiels de la prise en considération des attentes de la bourgeoisie anatolienne conservatrice dans la politique extérieure turque. Le soutien plus marqué du gouvernement islamo-conservateur, à compter de son deuxième mandat, à la cause palestinienne représente un autre exemple important de l'intégration des facteurs conservateurs à l'intérieur de l'évolution de la politique étrangère turque.

Le renforcement des relations entre la Turquie et les pays du monde musulman, essentiellement au Moyen-Orient, durant cette période, démontre la volonté de l'AKP de se rapprocher de la population la plus fidèle de son électorat. Par ce biais, le parti islam-conservateur souhaite également mettre davantage en avant l'importance des valeurs islamiques dans la société.

²³⁴Hadiz, Vedi R., "A New Islamic Populism and the Contradictions of Development", *Journal of Contemporary Asia*, vol. 44, n°1, 2014, p. 139.

L'action du Parti de la Justice et du Développement s'avère donc être essentielle dans la mise en œuvre d'une politique étrangère plus proche de la vision de l'élite conservatrice. Par son pragmatisme, son opportunisme et sa réactivité, il constitue un « *parti qui exprime les intérêts de nouvelles catégories sociales, qui cherchent à influencer les inflexions de la politique extérieure du pays en fonction de leurs intérêts économique, concurrents avec ceux de la grande bourgeoisie turque mondialisée. La multiplication des initiatives turques en direction de pays émergents ou en voie de développement s'explique aussi par ce facteur* »²³⁵.

Pour la première fois dans l'histoire de la République de Turquie, les forces conservatrices peuvent joindre leurs propres visions à la fois dans les politiques intérieure et extérieure. Le facteur économique, en complément de l'importance de l'identité religieuse, constitue ainsi un marqueur essentiel dans la politique du gouvernement islamo-conservateur vis-à-vis des attentes des élites conservatrices.

La mise en avant d'aspects culturels précis, notamment à travers la réhabilitation et l'importance progressive des caractéristiques de la période ottomane dans les politiques gouvernementales, représentent aussi des éléments essentiels dans l'interconnexion des forces conservatrices avec les autorités étatiques.

La crise politique de 2007-2008 aboutit à un durcissement du ton de la part des dirigeants de l'AKP. L'affaiblissement du courant kémaliste, à travers les résultats électoraux et l'impossibilité de dissoudre la formation de Recep Tayyip Erdoğan, permet à ce dernier de commencer à agir unilatéralement et de manière autocratique, essentiellement envers les opposants du parti au pouvoir.

Cette nouvelle approche bénéficie aux cercles proches de l'AKP, dont les élites conservatrices, qui connaissent alors un accroissement important de leurs richesses. De nombreux soupçons de népotisme sont ainsi constatés dans la société, alors que l'économie turque se trouve, à cette période, au cœur de la crise économique mondiale²³⁶.

²³⁵Billion, Didier, *op. cit.*, in Marcou, Jean et Füsün Türkmen (dirs.), *op. cit.*, p. 58

²³⁶Meral, Ziya, *Prospects for Turkey*, Londres, Legatum Institute, 2010, p. 18

L'ampleur de cette prise de position du gouvernement turc et des actions de celui-ci en faveur de la bourgeoisie anatolienne n'ont pas été possible lors du premier mandat à cause de la prudence de l'AKP face aux pressions de l'establishment kémaliste.

La seconde législature gouvernementale du parti constitue incontestablement une phase fondamentale dans les rapports établis entre les autorités conservatrices et leurs partisans dans la société. Un tel rapprochement n'a pas été remarqué lors de ses premières années au pouvoir.

La considération réciproque des forces conservatrices et du gouvernement permet également de progressivement modeler une nouvelle image de la Turquie, à l'intérieur et à l'extérieur de ses frontières. Il s'agit alors de mettre en avant une représentation plus proche de leurs visions communes. L'absence de contre-pouvoirs et de moyens de pressions persuasifs aboutissent à la possibilité de petit à petit façonner ce changement, notamment en matière de politique étrangère, selon leurs convoitises.

Entre 2007 et 2011, les changements majeurs connus sur la scène intérieure ont ainsi contribué à la transformation graduelle de la politique extérieure turque. La nouvelle élite conservatrice a alors eu de plus en plus l'opportunité d'exercer son influence sur la détermination des choix internationaux, et essentiellement vis-à-vis de l'espace moyen-oriental. Les pressions internes en provenance de l'establishment kémaliste se trouvent dès lors en grande partie remplacées par les impulsions de cette nouvelle élite en matière de relations extérieures.

La sensible baisse des moyens de pressions de l'establishment kémaliste, notamment à travers la perte d'influence de l'institution militaire sur les décisions internes et externes de la Turquie, a permis au gouvernement de mener une politique étrangère plus proche des attentes de son électorat conservateur. Le second mandat du Parti de la Justice et du Développement au pouvoir est ainsi marqué par une autonomie croissante face aux pressions internes dans ses décisions de relations extérieures.

2.3.3 Une plus grande indépendance dans les choix extérieurs

Grâce à ses succès électoraux obtenus en 2007, le Parti de la Justice et du Développement consolide son emprise sur la vie politique turque. La forte atténuation des pressions internes provenant du courant laïc kémaliste permet au gouvernement turc, à partir de son second mandat, de mettre en œuvre des politiques reflétant davantage sa vision et accroissant la mise en valeur de ses intérêts. Cette autonomie graduelle d'action se fait ainsi ressentir à la fois sur la scène interne et sur la scène internationale.

Suite à la crise politique de 2007-2008, le gouvernement a progressivement mis en application une politique étrangère de plus en plus indépendante. Ce constat s'est particulièrement ressenti dans les relations turco-moyen-orientales, spécifiquement suite à l'attaque israélienne sur la Bande de Gaza en décembre 2008. Alors que l'influence européenne a été très présente dans la politique étrangère turque lors du premier mandat du gouvernement de Recep Tayyip Erdoğan, ce dernier a, durant sa seconde législature, perdu une grande partie de leur intérêt dans la priorisation de l'adhésion turque à l'Union européenne à la vue du blocage des négociations²³⁷.

Les relations turco-européennes ne forment ainsi plus le noyau indiscutable de la politique étrangère turque. La multidimensionalité internationale prônée dans la doctrine Davutoğlu prend toute son ampleur au cours du deuxième mandat du gouvernement de l'AKP. Les forces conservatrices turques, qui expriment une profonde déception envers l'Union européenne à la vue de la lenteur des négociations, affichent ainsi leur volonté de diversifier davantage les relations extérieures du pays. Face à la diminution des pressions européennes liées au processus de réformes, le gouvernement turc est ainsi moins enclin de s'aligner à la politique extérieure européenne, notamment au Moyen-Orient. C'est dans cette région que la Turquie exprime le plus son indépendance d'action vis-à-vis des puissances occidentales.

²³⁷Terzi, Özlem, *op. cit.*, in Nas, Çiğdem, and Yonca Özer (dirs.), *op. cit.*, p. 205

Il s'agit alors d'« expérimenter » au Moyen-Orient la vision de la nouvelle politique étrangère turque. L'appui de la population locale exerce ainsi un élément essentiel dans l'élaboration de cette stratégie.

L'accroissement sensible des relations turques au Moyen-Orient suite à la réélection de l'AKP à la tête d'un gouvernement à parti unique ne signifie pas un réel changement de cap de la politique étrangère turque. Il s'agit plutôt d'une caractéristique d'ordre stratégique où l'identité orientale de la Turquie est davantage mise en valeur afin de sécuriser sa position à l'intérieur du monde occidental. L'ancienne équation affirmant que « le plus que la Turquie renonce à son identité orientale, le plus de chances il aura dans la confirmation de son identité occidentale » est remplacé par une équation plus pragmatique énonçant que « l'acceptation du placement de la Turquie en Occident est davantage possible à travers le renforcement des liens de la Turquie avec les régions orientales »²³⁸.

L'indépendance de la politique étrangère turque prônée par le gouvernement islamo-conservateur sert ainsi avant tout à exprimer au mieux les diverses identités de la République de Turquie. Entre 2007 et 2011, nous observons une mise en valeur de l'exercice de relations extérieures plus diversifiées que par le passé. L'identité européenne, prépondérante dans l'histoire des relations extérieures turques, ne domine plus les décisions prises par les protagonistes influents en Turquie.

Grâce au soutien croissant de l'opinion publique turque, notamment à travers l'accroissement de voix obtenues lors des élections générales de 2007, le gouvernement peut agir avec une plus forte confiance dans le domaine des relations extérieures. La politique étrangère élaborée par cette formation devient ainsi plus indépendante que par le passé en mettant l'accent sur l'édification de bonnes relations avec les voisins de la Turquie, ainsi qu'un renforcement affirmé de l'engagement turc sur les questions du Moyen-Orient et de l'Eurasie. Cette nouvelle forme de la politique étrangère turque cherche ainsi à défendre aux mieux les intérêts du pays, ainsi que la stabilité régionale²³⁹.

²³⁸Oğuzlu, Tarık, *op. cit.*, p. 7.

²³⁹Fuller, Graham E., *op. cit.*, p. 180.

L'évolution de la situation sur la scène intérieure turque, entre la fin du premier et le début du second mandat gouvernemental de l'AKP, a donc une importance capitale vis-à-vis de l'indépendance plus marquée de la politique étrangère à partir de ce laps de temps. Les outils de pressions non-négligeables de l'establishment kémaliste sur la détermination des relations extérieures, essentiellement à travers l'institution militaire et l'appareil étatique, se sont progressivement et rapidement effacés au cours de ces quelques années. La période 2006-2008 constitue alors une phase essentielle dans la mise en application d'un indéniable changement de paradigme en matière des relations extérieures de la Turquie.

En l'absence de pressions internes contraignantes, les résultats des urnes, qui ont accentué la prépondérance du Parti de la Justice et du Développement lors des élections générales de 2007, se trouvent plus pris en considération dans l'établissement de la politique étrangère turque. Le gouvernement peut plus facilement mettre en avant sa vision des relations internationales en raison du support des forces conservatrices dominantes au sein de la société.

L'engourdissement du processus de négociations européennes et la chute de l'enthousiasme de la population turque envers une intégration rapide dans l'UE ont également facilité la décision des autorités turques à établir une politique étrangère de plus en plus indépendante. A la disparition des pressions internes les plus contraignantes s'ajoute alors un amenuisement sensible de l'influence extérieure, essentiellement occidentale, sur la détermination des éléments de politique étrangère.

Les années 2007-2010 correspondent à une période fondamentale pour l'ensemble des forces conservatrices en Turquie. Les bouleversements internes ont eu pour conséquence la mise en place d'une politique étrangère turque progressivement plus indépendante de toutes pressions venant de l'intérieur. Il s'agit alors pour le gouvernement d'exercer une politique extérieure « décomplexée » et plus proche de sa propre vision par rapport à celle exercée lors de ses quatre premières années au pouvoir.

3. Une nouvelle politique étrangère plus conforme à la vision conservatrice

3.1 Les changements d'organisation de la politique étrangère

Dès son arrivée au pouvoir, le Parti de la Justice et du Développement exerce indiscutablement un impact essentiel sur le déroulement de la politique étrangère de la Turquie. Par l'obtention d'une majorité absolue au parlement et la possibilité de former à lui-même un gouvernement, il a dès le début pu exprimer ses idées en termes de politique étrangère. En ce sens, il s'agit d'une situation unique en Turquie depuis la fin de la Guerre froide. Les identités et les caractéristiques du nouveau parti au pouvoir ont pu, dès les premières années, être mises en valeur dans l'exercice des relations extérieures turques.

La consolidation de la politique multidimensionnelle mise en place dès la fin des années 1990 par İsmail Cem constitue un exemple de la détermination du gouvernement islamo-conservateur à mettre en perspective les relations internationales comme l'une de ses priorités.

La première législature du gouvernement de l'AKP a permis de montrer la mise en perspective et en application progressive d'une nouvelle politique étrangère turque. Sous la doctrine élaborée par Ahmet Davutoğlu, les relations extérieures de la Turquie ont réellement commencé à être exercées dans l'esprit d'une tournure clairement plus multidimensionnelle, active et favorable aux propres intérêts de la nation. L'influence du Parti de la Justice et du Développement sur la détermination de ces principes novateurs a été d'une importance essentielle. Même si l'adhésion turque à l'Union européenne constitue indiscutablement sa priorité durant ses quatre premières années au pouvoir, la consolidation de cordiaux rapports avec les pays du Moyen-Orient représente également un marqueur essentiel de la politique étrangère turque durant cette période. Le commencement d'une phase de blocage dans les négociations entre les européens et les turcs à partir de 2006 confirme la volonté de la Turquie, à travers son gouvernement et son opinion publique, de diversifier ses relations extérieures, notamment envers les nations moyen-orientales.

La consolidation au pouvoir du parti islamo-conservateur suite aux élections générales et présidentielles de 2007, constituant un bras de fer politique réussi face au courant kémaliste a un impact majeur sur la conduite de la politique étrangère turque.

L'accumulation des challenges de légitimation connus par l'AKP au cours de la grave crise politique de 2007-2008 démontre l'importance du facteur religieux dans le déroulement de la vie politique intérieure. L'Union européenne a alors joué un rôle primordial de garantie de la légitimité du gouvernement islamo-conservateur à travers les actes de ce dernier en vue d'une éventuelle adhésion turque. Grâce à ce soutien européen, le parti au pouvoir se trouve, au début de sa seconde législature, conforté dans l'élaboration de ses politiques extérieures²⁴⁰.

L'impression de discussions perpétuelles en vue de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne constitue un élément primordial dans l'analyse de la nouvelle politique étrangère turque. La continuation du blocage des négociations marque à la fois la représentation de la fin de la priorité absolue européenne pour le gouvernement turc et la mise en perspective des doutes de la Turquie sur la « bonne foi » de l'Europe, notamment vis-à-vis de la religion musulmane, à vouloir l'intégrer dans son institution.

Dans ce contexte, la Turquie décide de renforcer ses liens avec les pays du Moyen-Orient en se portant comme tout d'abord médiateur dans les conflits intra et inter-étatiques de la région. La mise en perspective de la particularité de la République de Turquie, à travers le « modèle turc » essentiellement en termes politiques, sociétales et culturels, tend également de rendre le pays comme une source d'inspirations pour les autres États moyen-orientaux.

L'organisation de la politique étrangère mise en place par le gouvernement islamo-conservateur va alors tout d'abord connaître des changements substantiels, par l'intégration et l'influence de nouveaux protagonistes, notamment issus de la société civile, dans la détermination des choix de politique extérieure. La mise en place de stratégies novatrices se rapprochant de la vision de l'AKP représente un second marqueur essentiel de ces changements. Cependant, l'ensemble de cette démarche novatrice des relations extérieures de la Turquie comporte des limites non-négligeables dans son application.

²⁴⁰Zucconi, Mario, "The Impact of the EU Connection on Turkey's Domestic and Foreign Policy", *Turkish Studies*, vol. 10, n°1, 2009, p. 25.

3.1.1 La prise en compte de nouveaux acteurs dans le processus décisionnel diplomatique

Depuis la fondation de la République de Turquie, la politique extérieure turque est très largement déterminée et exercée par le ministère des Affaires étrangères. Pendant plusieurs décennies, les relations de la Turquie avec les autres pays se sont ainsi réalisées dans la quasi-totalité par l'intermédiaire des institutions étatiques turques.

Il faut attendre les années 1980, sous le leadership de Turgut Özal, Premier ministre de 1983 à 1989 puis Président de la République de 1989 à 1993, pour clairement voir apparaître l'influence d'autres acteurs dans le système des relations internationales de la Turquie. L'avènement de ces acteurs non-conventionnels au sein de la politique étrangère turque est alors rendu possible grâce à la politique pro-active et globale d'Özal à cette époque²⁴¹.

Même si les années 1990 sont marquées par une volonté de poursuivre l'utilisation de ces instruments non-conventionnels, notamment à travers les initiatives d'İsmail Cem, c'est le Parti de la Justice et du Développement qui va réellement reprendre et renforcer ces éléments novateurs de la politique étrangère turque.

Trois institutions constituent le symbole de l'importance de la mise en avant progressive d'acteurs non-conventionnels comme moyens d'influence dans l'exercice des relations extérieures de la Turquie. L'Agence turque de Coopération et de Développement (*Türk İşbirliği ve Koordinasyon Ajansı – TİKA*), créée en 1992, constitue, sous le gouvernement islamo-conservateur, un outil central de la politique étrangère turque. Les centres culturels Yunus Emre, établis à travers le monde à partir de 2007, représentent un second acteur essentiel dans la conduite internationale de la Turquie. La Présidence des Affaires Religieuses (*Diyanet İşleri Başkanlığı*) marque la troisième institution importante dans l'exercice des forces non-conventionnelles en matière de relations extérieures. Il est important de remarquer que ces trois institutions sont associées à l'office du Premier ministre et non du ministère des Affaires étrangères²⁴².

²⁴¹ Öktem, Kerem, "Projecting Power: Non-Conventional Policy Actors in Turkey's International Relations", in Öktem, Kerem, Kadioğlu, Ayşe, and Mehmet Karlı (dirs.), *op. cit.*, p. 79.

²⁴² *Ibid.*, p. 85.

A sa création en 1992, l'Agence turque de Coopération et de Développement permet essentiellement de soutenir des projets d'aide au développement envers les pays turcophones d'Asie Centrale. Sous le gouvernement de l'AKP, à partir des années 2000, le TİKA étend ses champs géographiques, en contribuant également au développement de pays d'Afrique, des Balkans ou d'Asie, ainsi que ses compétences en s'inscrivant de plus en plus dans une logique d'instrument influent de politique étrangère, notamment en mettant en avant le volet culturel de l'organisation en complément de celui du développement économique.

Dans le but de promouvoir la langue et la culture turque à travers le monde. La fondation des centres culturels Yunus Emre, décidée à partir d'un décret émis par le Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan en 2007, consolide l'importance donnée de l'outil culturel dans la politique étrangère mise en place par le gouvernement islamo-conservateur. Les centres culturels Yunus Emre sont au nombre de 41 à la fin 2015, notamment en Iran, au Liban, en Égypte, en France, en Afrique ou dans les Balkans. Les principales missions de ces centres culturels sont de promouvoir la Turquie, son héritage culturel, la langue turque et les arts, ainsi que de renforcer les liens d'amitiés entre la Turquie et les autres pays, notamment en accroissant les échanges culturels²⁴³.

En complément de ces trois instances étatiques, les acteurs de la société civile, du secteur économique et des organismes religieux ont également connu un accroissement de leurs rôles dans la détermination de la politique étrangère turque depuis l'arrivée de l'AKP au pouvoir.

La place des *think tanks*, organisations composées d'experts cherchant à exprimer des opinions capables d'influencer l'évolution de la politique étrangère, exerce une importance croissante en Turquie depuis le début des années 2000. Ces organisations sont soit indépendantes, soit liées aux instances étatiques ou politiques, soit raccordées à des universités, ou soit proches des milieux économiques.

Nous pouvons citer, par exemple, les organisations suivantes :

- La Fondation pour la Recherche politique, économique et sociale (*Siyaset, Ekonomi ve Toplum Araştırmaları Vakfı* - SETA), établie en 2006 et proche du gouvernement ;
- Le Centre des Sages des études stratégiques (*Bilge Adamlar Stratejik Araştırmalar Merkezi* – BİLGESAM), organisation indépendante fondée en 2008 ;

²⁴³ Centres culturels Yunus Emre, site officiel : <http://www.yee.org.tr/tr/misyon>, consulté le 12 mars 2015.

- Le Centre de l'Université de Bahçeşehir pour la Recherche économique et sociale (*Bahçeşehir Üniversitesi Ekonomik ve Toplumsal Araştırmalar Merkezi – BETAM*), organisme faisant partie de l'Université de Bahçeşehir à Istanbul ;

- La Fondation turque des Etudes sociales et économiques (*Türkiye Ekonomik ve Sosyal Etüdler Vakfı- TESEV*), une des premières organisations de *think tanks* en Turquie, fondée en 1994 et proche des cercles économiques.

Les forces économiques conservatrices ont aussi pu bénéficier de la stabilité et de la vision néolibérale du gouvernement islamo-conservateur pour exprimer davantage leurs opinions.

« L'émergence d'une nouvelle bourgeoisie anatolienne, ouverte à l'extérieur et enrichie par le biais d'une politique d'exportation à la suite de la libéralisation de l'économie turque et le fait de l'existence d'un lien organique entre cette nouvelle bourgeoisie et l'AKP ont contribué à l'émergence d'hommes d'affaires et de leurs associations en tant que nouveaux acteurs de la politique extérieure turque »²⁴⁴.

Les milieux proches de la confrérie Gülen représentent ainsi, au cours des années 2000, des protagonistes de plus en plus importants dans l'exercice de la politique étrangère turque. Par le biais de son vaste réseau éducatif à travers le monde et de la Confédération des hommes d'affaires et des industriels turcs (TUSKON) qui lui est proche, le mouvement de Fethullah Gülen influe sur le processus des relations extérieures de la Turquie. Le développement d'autres confréries ou organisations religieuses durant les premières années de l'AKP au pouvoir a été un autre élément novateur et influent vis-à-vis du développement des relations extérieures turques.

La prise en considération de nouveaux acteurs dans le schéma de détermination de la politique étrangère turque s'accompagne également d'une réévaluation des stratégies à appliquer dans ce domaine. Celles-ci se retrouvent ainsi plus en phase avec la propre vision du parti islamo-conservateur.

²⁴⁴ Yazmaci, Umit, "La politique extérieure de l'AKP : entre héritage ottoman et tradition républicaine", *Moyen Orient*, n°9, janvier-mars 2011, p.25.

3.1.2 Des stratégies novatrices en phase avec l'idéologie de l'AKP

De nouvelles stratégies ont pu être mises en application en matière de politique étrangère. Solidement maintenu au pouvoir par les urnes, l'AKP peut compter, à partir de 2007, du soutien d'un Président de la République issu de ses rangs. De plus, durant cette même période, l'affaiblissement de l'influence de l'institution militaire, fer de lance du système d'opposition kémaliste, contribue à l'accroissement de la liberté d'action du gouvernement turc dans le choix de ses relations extérieures.

Comme l'explique Didier Billion, la conception et l'application de la politique extérieure turque sont marquées par un certain nombre d'innovations au cours des années 2000 par rapport aux années 1990. Tout d'abord, la Turquie a connu, durant cette période, des changements importants dans les domaines économique, politique, culturel, social et sociétal. Il est ainsi logique que la politique extérieure évolue dans le même laps de temps. Secondement, la physionomie du monde a également amplement évolué au cours de ces années. Troisièmement, « *la Turquie est désormais consciente de son potentiel, ce qui constitue une indéniable nouveauté pour un Etat qui pendant longtemps a hésité à s'affirmer sur la scène internationale et régionale* ». Nous pouvons aussi ajouter que l'AKP exerce évidemment un rôle primordial dans les nouvelles approches de politique étrangère nécessaires à mettre en place face à l'ensemble de ces importantes transformations²⁴⁵.

A la suite d'une première législature marquée essentiellement par la volonté du gouvernement à instaurer une série de réformes en vue de l'adhésion de la Turquie à l'UE, l'AKP souhaite par la suite étendre les champs géographiques de la politique extérieure turque. Cette formation applique ainsi de nouvelles stratégies pour impliquer la Turquie à l'intérieur d'une diversification de ses relations avec des territoires alors assez peu développés ou négligés par le passé.

²⁴⁵ Billion, Didier, *op. cit.*, in Marcou, Jean et Füsün Türkmen (dirs.), *op. cit.*, pp. 57-58.

La politique étrangère de la Turquie, sous l'influence du gouvernement islamo-conservateur, connaît un « repositionnement mental » qui aboutit à une « nouvelle imagination géographique ». Il s'agit pour l'AKP de faire passer les relations extérieures turques de son espace d'action géographique traditionnel, incluant principalement l'Europe, à une étendue plus originale en s'engageant davantage dans des régions telles que le Moyen-Orient, les Balkans, l'Asie Centrale et l'Afrique²⁴⁶.

Cette nouvelle attitude de disposition géographique est entre autres régie par la volonté du gouvernement de l'AKP de se distancier des choix de politique étrangère classique envers les alliés traditionnels turcs. La Turquie cherche ainsi à se rapprocher des pays en voie de développement, que cela soit par le biais du développement économique et de la prospection d'influence politique. Ainsi, grâce à cette nouvelle proximité, la Turquie réussit à devenir un membre non-permanent du Conseil de sécurité de l'ONU en 2009-2010.

Depuis la fin de la crise politique de 2007-2008, la diplomatie turque, notamment à travers les discours du Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan, cherche à faire de la Turquie une puissance économique mondiale de premier plan. En affichant clairement sa volonté de pleinement mettre en valeur la position historique et géopolitique turque, le gouvernement islam-conservateur souhaite permettre à la Turquie « *de s'asseoir à la table des grands de ce nouveau monde multipolaire, et de transformer ainsi le nationalisme défensif et frileux du kémalisme historique en un nationalisme de la grandeur dont l'horizon ne se limite plus au Moyen-Orient et aux Balkans, et qui adopte la posture d'une puissance potentielle à l'échelle mondiale* »²⁴⁷.

Le gouvernement de l'AKP exprime ainsi son objectif de faire parvenir la Turquie à l'intérieur des dix premières puissances économiques mondiales pour le centenaire de la fondation de la République en 2023. La mise en avant de la potentialité économique turque fait partie de la vision néolibérale du Parti de la Justice et du Développement. Elle permet au gouvernement islamo-conservateur de satisfaire les ambitions socioéconomiques de l'élite conservatrice représentée par la bourgeoisie anatolienne.

²⁴⁶ Karlı, Mehmet, "Discourses vs. Figures: A Reality Check for Turkey's Economic Depth", in Öktem, Kerem, Kadioğlu, Ayşe, and Mehmet Karlı (dirs.), *op. cit.*, p. 111.

²⁴⁷ Insel, Ahmet, "Devenir une puissance économique mondiale : le néonationalisme de l'AKP", in Marcou, Jean, et Füsün Türkmen (dirs.), *op. cit.*, p. 78.

Ces attentions portées à la fois à la recherche permanente de nouveaux partenaires économiques et au renforcement des liens au sein des relations déjà existantes démontrent le dynamisme de croissance de l'AKP au niveau international. La politique de multidimensionnalité exprimée dans la doctrine Davutoğlu ne s'applique pas que dans le cadre politique des relations extérieures turques, mais également dans le cercle des rapports économiques entretenus par le pays.

Le gouvernement islamo-conservateur a également, durant son second mandat, accru la corrélation entre ses propres intérêts et ceux de la Turquie dans l'aspect sécuritaire de sa politique étrangère. L'approche de l'État turc sur les questions de sécurité nationale demeure traditionnelle et centrée sur l'OTAN. Cependant, des changements importants ont, dans le même moment, influencé la vision stratégique turque. Sur le plan interne, la question kurde et la consolidation des forces islamiques au pouvoir affectent la politique sécuritaire du gouvernement islamo-conservateur. En y ajoutant les conditions sécuritaires internationales et régionales, le Moyen-Orient est ainsi devenu pour la Turquie le centre névralgique des risques, qu'ils soient d'ordre terroriste ou séparatiste, envers lequel le gouvernement souhaite agir unilatéralement si nécessaire²⁴⁸.

La politique des autorités turques vis-à-vis du Moyen-Orient a ainsi évolué durant le second mandat de l'AKP. Débarrassées des pressions internes provenant de l'establishment kémaliste, principalement de l'armée, les forces conservatrices au pouvoir renforcent leurs relations avec les pays moyen-orientaux.

Cette consolidation des relations de la Turquie envers ces États s'inscrit dans l'expression de la vision du Parti de la Justice et du Développement à accorder une importance croissante à cette région dans la disposition internationale turque. Le gouvernement islamo-conservateur se trouve ainsi, durant les années 2007-2010, plus à même de mettre en application ses propres principes en matière de politique extérieure qu'au cours de son premier mandat. La primordialité de l'espace moyen-oriental prend alors toute son ampleur au cours de cette période dans les relations internationales turques.

²⁴⁸ Lesser, Ian, "The Evolution of Turkish National Security Strategy", in Kerslake, Celia, Öktem, Kerem, and Philip Robins (dirs.), *Turkey's engagement with modernity. Conflict and change in the twentieth century*, Londres, Palgrave macmillan, 2010, p. 258.

La stratégie régionale de l'AKP visant à avoir de bonnes relations avec ses voisins est comprise par les alliés occidentaux de la Turquie. Ce principe se trouve même être en adéquation avec la politique américaine au Moyen-Orient. Cependant, lorsqu'il est question de renforcer ses liens avec les régimes syrien et iranien, ainsi que des acteurs non-étatiques tels que le Hamas et le Hezbollah, la stratégie du Parti de la Justice et du Développement se trouve contestée par les Occidentaux. Ces derniers accordent de la crédibilité à ces relations que si la Turquie est vue comme médiateur neutre, aspect devenu progressivement difficile à la vue de la crispation des relations turco-israéliennes à partir du milieu du second mandat gouvernemental de l'AKP²⁴⁹.

Il est évident que le changement stratégique désiré par le parti au pouvoir ne signifie pas un bouleversement global et total des paradigmes des relations internationales de la République de Turquie. Il s'agit plutôt de modifier, d'une manière plus modeste mais pour autant primordiale, l'ordre et les composantes des aspects prioritaires de la politique étrangère turque.

Lors de la première législature du Parti de la Justice et du Développement au pouvoir, des changements stratégiques majeurs n'ont pas véritablement pu être perçus, notamment du fait de l'attention portée sur le processus d'adhésion à l'UE. Le gouvernement islamo-conservateur a ainsi par la suite eu la capacité d'exprimer au mieux sa propre vision des relations extérieures.

L'application de nouvelles stratégies de politique étrangère plus conforme aux idées de ce parti accroît le dynamisme de la Turquie dans les espaces géopolitiques mondiaux et régionaux. Cependant, dans le même temps, des marqueurs attestant de l'existence d'importantes limites vont rapidement apparaître dans la gestion des relations extérieures turques préconisée par la formation de Recep Tayyip Erdoğan.

²⁴⁹ Walker, Joshua W., "The United States and Turkey in a Changing World", in Öktem, Kerem, Kadioğlu, Ayşe, and Mehmet Karlı (dirs.), *op. cit.*, pp. 153-154.

3.1.3 Les limites de la politique étrangère turque

Les nouveautés de la structure de la politique extérieure mise en application par le gouvernement islamo-conservateur, essentiellement au cours de son second mandat, ne comportent pas que des éléments faisant l'unanimité en Turquie et à l'extérieur de son territoire. Les composantes de la politique étrangère turque se trouvent ainsi être plus débattues et critiquées que lors des premières années du Parti de la Justice et du Développement au pouvoir.

Les raisons principales de cette évolution dans cette nouvelle disposition de relations extérieures proviennent essentiellement de la grave crise politique de 2007-2008 entre le gouvernement de l'AKP et le courant laïc kémaliste, de l'important gain de confiance des forces conservatrices, de la désillusion turque envers l'Union européenne suite à la lenteur des négociations d'adhésion, ainsi que de la diversification accrue des relations extérieures turques.

La première limite importante dans la gestion de la politique extérieure turque par le gouvernement islamo-conservateur à partir de son second mandat repose sur l'accroissement de l'identification de la politique étrangère de la Turquie comme étant la politique étrangère de l'AKP. Ce constat dresse surtout trois problèmes. Tout d'abord, il se pose alors la question de savoir si ce parti et l'État turc sont perçus comme n'étant qu'un. Dans ce cas de figure, cela a de graves conséquences sur l'espace démocratique turc du fait de la prise en considération d'une seule partie des aspirations de la population. Deuxièmement, le non-respect des codes de conduite traditionnels aux relations extérieures est difficilement envisageable pour maintenir la réputation de la Turquie sur la scène internationale. Le troisième problème provient du fait que l'établissement et la mise en avant publique de relations avec des factions radicales du Moyen-Orient, tels que le Hamas et les Frères musulmans, ne conduit pas à une consolidation de la paix dans la région²⁵⁰.

²⁵⁰ Criss, Nur Bilge, "Dismantling Turkey: The will of People?", in Yeşilada, Birol, and Barry Rubin (dirs.), *op. cit.*, p. 53.

La politique étrangère appliquée par le gouvernement islamo-conservateur, à partir de son second mandat, a été vivement critiquée de l'intérieur, mais aussi par les alliés occidentaux de la Turquie. La distanciation, progressive et importante, de la part des autorités turques envers le schéma « classique » de la politique extérieure jusque-là appliqué n'a pas été appréciée de la même manière par l'ensemble des protagonistes turcs et étrangers.

Le rapprochement de l'AKP avec des forces régionales jugées controversées, comme l'Iran et le Hamas, constitue un exemple significatif des différentes approches exprimées par les acteurs locaux et extérieurs. Cette proximité est ainsi considérée pour une partie non-négligeable de la société et des puissances européennes comme un élément potentiellement dangereux dans les relations extérieures turques.

La nouvelle disposition de la politique étrangère mise en place par le gouvernement a donc de nombreux aspects vulnérables qui peuvent porter atteinte aux fondations de cette institution à terme. Les éléments les plus importants de cette faiblesse proviennent de l'individualisation de la politique extérieure par le parti au pouvoir, de la fragilité de la situation économique de la Turquie, de la réapparition du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) sur la scène intérieure, ainsi que de l'absence d'un fort agencement du personnel du ministère des Affaires étrangères²⁵¹.

La politique étrangère turque se complexifiant à partir de 2007, par rapport au premier mandat gouvernemental de l'AKP, conduit incontestablement à l'accroissement des risques et des critiques à son égard. La diversification des relations extérieures turques durant cette période symbolise l'expression d'un sentiment de changement nécessaire dans le schéma traditionnel de la politique extérieure turque de la part du gouvernement islamo-conservateur. Comme pour toute évolution majeure dans le domaine des relations internationales, les bouleversements de paradigme de la politique étrangère turque ne peuvent se réaliser sans des incertitudes plus difficiles à contrôler.

L'ossature de la politique étrangère turque a en effet traditionnellement été dominée, de la fondation de la République jusqu'aux premières années du Parti de la Justice et du Développement au pouvoir, par un fort rattachement à l'Occident et à des interventions très limitées dans les affaires extérieures à son territoire.

²⁵¹ Çağrı, Erhan, *Türk Dış Politikasının Güncel Sorunları* [Les enjeux actuels de la politique étrangère turque], Ankara, İmaj Yayınevi, 2010, pp. 22-24.

A partir du second mandat gouvernemental de l'AKP, ce cadre historique des relations internationales de la Turquie se trouve progressivement bouleversé. La formation de Recep Tayyip Erdoğan souhaite ainsi que l'État turc intervienne plus directement à la fois sur des terrains régionaux, comme le Moyen-Orient et les Balkans, et plus éloignés, tels que l'Afrique et l'Amérique du Sud. Les principales limites de ces nouveaux principes de politique étrangère constituent alors la nouveauté de ces relations avec des espaces géographiques parfois assez mal connus.

La faible implication des autorités turques envers le territoire moyen-oriental jusque l'arrivée du Parti de la Justice et du Développement au pouvoir ne facilite pas une bonne compréhension nécessaire au préalable dans le cadre d'un renforcement des relations avec ces pays.

En effet, hormis l'initiative dirigée par İsmail Cem, ministre des affaires étrangères turc à la fin des années 1990, la coopération de la Turquie avec les pays musulmans du Moyen-Orient s'est principalement effectuée dans le secteur économique. Les collaborations turco-moyen-orientales ne se sont ainsi que très peu concentrées dans les domaines politiques et culturels jusqu'à l'avènement du parti d'Erdoğan.

Même si les rapports de la Turquie avec le Moyen-Orient se sont globalement accentués et améliorés durant les années 2007-2011 sous la gouvernance de l'AKP, la politique étrangère turque comporte toujours des faiblesses importantes capables de mettre à mal ces relations à l'avenir.

La nouvelle structure de la politique étrangère adoptée par le gouvernement comporte un certain nombre de limites en comparaison avec les relations extérieures mises en place lors du premier mandat gouvernemental. Au cours de ce dernier, le processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne a représenté la priorité première des autorités turques. A partir de 2007, cette situation évolue sensiblement. Le projet européen ne figure alors plus en tête de l'agenda de la politique étrangère turque.

3.2 Des discussions sans fin avec l'Union Européenne ?

3.2.1 Le blocage des négociations: signe de la fin de la priorité européenne

Le processus d'adhésion à l'Union européenne a dominé à la fois la politique intérieure et étrangère de la République de Turquie au cours du premier mandat du gouvernement de l'AKP. Cependant, à partir de 2006, les relations turco-européennes ont commencé à entrer dans une nouvelle phase moins optimiste. En effet, après l'enthousiasme dégagé par une majorité de la population turque et du gouvernement islamo-conservateur envers l'intégration de la Turquie dans l'UE, les négociations ont rapidement été ralenties quelques mois seulement suivant son début en octobre 2005.

La seconde législature du gouvernement de l'AKP, qui débute en 2007, est ainsi marquée par une période de discussions entre Turcs et Européens qui ne semblent pas se terminer en vue d'une possible intégration européenne de la Turquie.

Les perplexités turques sur le traitement de sa candidature par les protagonistes européens représentent un élément majeur dans la conduite de la politique étrangère turque, spécifiquement envers l'Europe, durant cette période. Le fait que le processus d'adhésion de la Turquie ne soit pas conduit avec la même objectivité que pour les autres pays candidats amène le gouvernement islamo-conservateur, ainsi qu'une partie croissante de l'opinion publique turque, à se poser des questions au sujet de la sincérité de l'institution européenne à son égard.

Le marqueur religieux est ainsi considéré comme étant l'un des principaux obstacles de l'adhésion turque à l'UE. Alors que la religion n'a jusque-là pas été considérée comme étant un élément majeur pour tous pays candidats, il est intéressant d'observer ce changement de perception pour le cas de la Turquie.

Le blocage des négociations d'adhésion, à partir de 2006, constitue alors un tournant essentiel dans la détermination de la politique étrangère turque. La persistance de cette stagnation dans le processus d'intégration à l'UE, couplée au net affaiblissement des contre-pouvoirs intérieurs, amène le gouvernement de l'AKP à ne plus considérer l'adhésion européenne comme étant la priorité absolue de sa politique extérieure.

Les négociations d'adhésion ont commencé en octobre 2005 entre les autorités turques et européennes. Cependant, au début du second mandat du gouvernement de l'AKP, deux années plus tard, les discussions se trouvent être quasiment au même point. L'impasse dans le processus d'intégration européenne amène le parti au pouvoir, qui a été jusqu'à cette période le principal protagoniste favorable à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, à bouleverser le mécanisme et les objectifs de la politique étrangère turque.

Les évolutions connues sur la scène intérieure, notamment à travers des élections réussies en 2007 et une crise politique majeure qui affaiblit sensiblement le système kémaliste de contre-pouvoirs juridico-militaire, permettent au parti au pouvoir de mettre en application sa propre vision des relations extérieures. L'adhésion européenne ne constitue alors plus une priorité absolue pour le gouvernement islamo-conservateur, comme cela a été encore le cas durant ses premières années au pouvoir.

Le blocage des négociations, accompagné d'une évolution satisfaisante de la situation économique en Turquie, aboutit au désintérêt progressif de la population turque envers l'intégration européenne. La Turquie ne se satisfait plus de sa position périphérique à l'Europe. Grâce à l'accroissement de la confiance engrangée par le gouvernement de l'AKP, l'État turc a progressivement élaboré son espace régional d'influence distinctif. La Turquie affiche ainsi clairement son ambition de faire reconnaître sa particularité géographique, historique et spirituelle auprès de l'Union européenne²⁵².

L'accélération de la diversification géographique des relations extérieures turques à partir de 2007 résulte en partie de la lenteur, voire de l'arrêt, du processus d'adhésion. Alors que les quelques années précédant le début des négociations ont été caractérisées par une phase de confiance réciproque renforçant les connexions entre les autorités européennes et turques, le début du second mandat de l'AKP au pouvoir marque clairement une dissension dans les relations turco-européennes.

²⁵² Nohra, Fouad, et Asli Ece, *op. cit.*, p. 160.

La persistance de la stabilisation des négociations d'adhésion à l'Union européenne n'a pas eu que des impacts sur la politique étrangère de la Turquie, mais aussi envers la situation intérieure de ce pays. A la vue de l'évolution favorable de celle-ci à son égard, le gouvernement de l'AKP détache progressivement les fondements de sa politique interne de la perspective d'adhésion turque à l'UE. La consolidation du pouvoir des forces conservatrices, ainsi que le désenchantement de l'AKP face au traitement de la candidature turque par les autorités européennes, représentent des facteurs essentiels à la baisse d'influence de l'Europe, par rapport aux années précédentes, sur l'évolution de la scène intérieure turque²⁵³.

L'intégration européenne n'est alors plus considérée comme étant une nécessité prioritaire, voire indispensable, pour le gouvernement islamo-conservateur et pour une grande partie de la population turque. L'influence et la présence de ce sujet dans les débats de société s'affaiblit progressivement en corrélation de l'allure des négociations d'adhésion.

Ce coup d'arrêt au processus d'intégration de la Turquie représente un des principaux éléments du ralentissement des réformes entreprises par le gouvernement de l'AKP à partir de 2005. Une autre raison de ce relâchement provient de l'attitude ambiguë de l'UE envers la pleine adhésion de la Turquie en son sein. Il faut également prendre en compte la plus grande difficulté de mettre en place des réformes plus complexes par rapport à celles établies lors des premières années de l'AKP au pouvoir. Les questions kurde et chypriote s'avèrent être en effet des sujets nécessitant davantage de persévérance²⁵⁴.

Comme l'indique Olli Rehn, le commissaire européen pour l'Elargissement de 2004 à 2010, lors d'une conférence de presse le 5 novembre 2008 présentant le rapport annuel d'évaluation de la Commission européenne sur la candidature turque, « *le rythme des négociations continuera à suivre le rythme des réformes en Turquie* ». Les critiques européennes portent ainsi sur l'échec des autorités turques à dynamiser leur programme de réformes en vue de l'adhésion turque à l'UE.

²⁵³ Tocci, Nathalie, "Turkey and the European Union", in Heper, Metin, and Sabri Sayari (dirs.), *The Routledge Handbook of Modern Turkey*, Londres, Routledge, 2012, p. 242.

²⁵⁴ Hale, William, and Ergun Özbudun, *op. cit.*, p. 67.

Durant le second mandat du gouvernement islamo-conservateur, l'objectif d'intégration européenne ne figure plus que rarement en tête de l'agenda turc. Le gel des négociations décidé par l'Union européenne en 2006 marque l'émergence d'un certain marasme dans les relations turco-européennes. La mise en avant du projet de l'UE n'est alors qu'à nouveau soulevé par le gouvernement turc lorsque l'AKP fait face à une procédure de dissolution à l'été 2008. Il faut cependant souligner que le Parti de la Justice et du Développement a décidé, en 2010, de revitaliser son soutien à l'adhésion européenne de la Turquie, cherchant ainsi à accélérer son programme de réformes et à galvaniser l'opinion publique en faveur de la cause européenne²⁵⁵.

Le projet européen ne disparaît ainsi évidemment pas des objectifs du gouvernement. Cependant, la priorité européenne se trouve être mise entre parenthèse à la vue du blocage persistant des négociations d'adhésion. Les autorités turques ne peuvent en effet pas se permettre d'attendre que ce processus se dynamise à nouveau pour continuer à mettre en place leur nouvelle vision de la politique étrangère.

Alors que les doutes sur la perspective de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne ne cessent de progresser à partir de 2006, le gouvernement de l'AKP affiche clairement son intention de renforcer sa présence au Moyen-Orient. L'absence d'une forte perception d'adhésion européenne explique en partie ces choix de politique étrangère. La position turque se distancie ainsi plus fréquemment de celles des membres de l'UE dans le domaine des relations internationales. La Turquie présente alors une attitude de plus en plus indépendante vis-à-vis des puissances européennes²⁵⁶.

Le blocage prolongé des négociations d'adhésion, dès son commencement, amène le gouvernement turc à reconsidérer ses choix de politique étrangère, notamment en ce qui concerne la priorité européenne exprimé au début des années 2000. Le sentiment d'impartialité européenne envers la candidature turque constitue ainsi un facteur essentiel dans la mise en valeur de la vision des relations internationales formulée par l'AKP.

²⁵⁵ Axiarlis, Evangelia, *op. cit.*, pp. 147-148.

²⁵⁶ Özlem, Terzi, *op. cit.*, in Nas, Çiğdem, and Yonca Özer (dirs.), *op. cit.*, p. 221.

3.2.2 Les doutes de la Turquie sur la « bonne foi » de l'Europe

La persistance de la situation de blocage des négociations d'adhésion durant les premières années du second mandat du gouvernement de l'AKP amène ce dernier à réduire ses intentions de continuer les réformes entreprises lors du début des années 2000.

Alors que le débat sur l'intérêt d'intégrer la Turquie devient plus présent et hostile en Europe, la volonté du gouvernement turc de rapprocher le pays des normes européennes faiblit rapidement. Le manquement dans les débats européens d'une évaluation objective du processus de réformes déjà réalisé constitue un facteur essentiel au désintérêt turc à poursuivre ces changements²⁵⁷.

Le gouvernement islamo-conservateur a entrepris de mettre en œuvre une série de réformes lors de son premier mandat dans l'objectif de permettre à la candidature de la Turquie d'être étudiée à sa juste valeur par les autorités européennes. Même si l'ensemble de ce processus ne s'est pas effectué sans arrière-pensée de la part de l'AKP, notamment au sujet de l'évolution du rôle de l'armée dans la vie publique turque, il ne fait aucun doute que le gouvernement turc désire réellement à cette époque donner toutes les chances à la Turquie pour pleinement intégrer au projet européen.

Les négociations d'adhésion qui se sont ouvertes en octobre 2005 ne s'inscrivent pas dans le « classicisme » des autres candidatures à l'Union européenne. En effet, alors que cette phase indique traditionnellement la fin de l'incertitude sur une possible intégration d'un Etat dans l'UE, l'ambiguïté au sujet d'une future adhésion continue à être évoquée pour le cas turc. Cette attitude hésitante de la part de l'Europe affaiblit clairement la continuation de la politique de réformes par le gouvernement turc, d'autant plus que son opinion publique supporte de moins en moins la « bonne foi » de l'institution européenne. Cela a évidemment un impact négatif sur la crédibilité et le pouvoir d'influence européen sur la Turquie²⁵⁸.

²⁵⁷ Tocci, Nathalie, *op. cit.*, in Heper, Metin, and Sabri Sayari (dirs.), *op.cit.*, p. 244.

²⁵⁸ Boş, Meltem Müftüler, "Turkey's Accession Negotiations with the European Union: The Long Path Ahead", in Boş, Meltem Müftüler, and Yannis A. Sivachtis (dirs.), *Turkey-European Union relations: Dilemmas, Opportunities, and constraints*, Lexington Books, 2008, pp.116-117.

Aux yeux du gouvernement et d'une part croissante de la population turque, l'Europe ne constitue progressivement plus un protagoniste auquel il est possible de faire pleinement confiance.

A partir de la fin du premier et du début du second mandat du gouvernement islamo-conservateur, il n'est pas anodin de remarquer une hausse sensible du nationalisme en Turquie durant cette même période. L'intégration européenne ne constitue plus réellement un marqueur de stabilité pour la société turque.

L'adhésion turque nécessite ainsi d'être considérée sur le principe de l'impartialité. La Turquie doit être vue comme tout autre pays candidat en termes de critères à remplir au préalable de son entrée dans l'UE. Des références religieuses ou géographiques n'ont pas à être prises en compte dans ce processus. L'objectivité de la décision d'intégrer ou non l'Etat turc a à se réaliser en examinant les conditions économiques et politiques de la Turquie en comparaison aux normes européennes²⁵⁹.

Les élargissements successifs aux pays de l'Europe centrale et orientale, en 2004 et 2007, ont incontestablement été ressentis comme une injustice par la population turque. La rapidité des processus d'adhésion de ces pays contraste en effet fortement avec la lente allure des négociations avec la Turquie. Les autorités et la société turque ont clairement éprouvées une certaine rancœur envers l'UE à la vue de l'accession de ces douze pays en son sein.

Le scepticisme exprimé par le gouvernement envers les revers successifs expérimentés durant les négociations d'adhésion a en grande partie contribué à l'élargissement des sources des relations extérieures turques. La désillusion européenne et l'ambiguïté qui pèse sur le mécanisme d'intégration ont constitué, essentiellement à partir de la seconde législature de l'AKP au gouvernement, un catalyseur important de la plus forte implantation de la Turquie à l'intérieur du Moyen-Orient²⁶⁰.

Le processus d'élargissement de l'UE à la Turquie représente incontestablement un cas unique par la vivacité des débats qu'il suscite, ainsi que par les oppositions d'opinion qu'il provoque sur de nombreux sujets d'ordre politique, économique et culturel.

²⁵⁹ Keyman, E. Fuat, and Ziya Öniş, *Turkish Politics in a changing World. Global Dynamics and Domestic Transformations*, Istanbul, Bilgi University Press, 2007, p. 99.

²⁶⁰ Axiarlis, Evangelia, *op. cit.*, pp. 150-151.

« La candidature de la Turquie conduit les Européens à s'interroger pour la première fois sur des enjeux qui ont été jusqu'alors relégués au second plan, sinon occultés : l'identité et les valeurs de l'Europe, réactivées par les débats sur l' « européenité » d'un pays candidat musulman ; les frontières de l'UE questionnées à l'occasion de la candidature d'un Etat dont l'essentiel du territoire se trouve en dehors du continent européen et aux frontières du Moyen-Orient, enfin, le déficit démocratique en Europe, marqué par la poursuite du processus d'adhésion de la Turquie par les institutions européennes face aux réticences et aux craintes des Européens »²⁶¹.

Ces questionnements démontrent clairement la difficulté pour l'Union européenne de prendre en considération la candidature turque en toute objectivité. Les sujets de discordes et les enjeux dont la Turquie provoque en vue d'une intégration européenne marquent la spécificité inédite du cas turc dans l'ensemble des phases d'élargissement de l'UE déjà entreprises.

Ce constat ne justifie cependant en aucun cas le traitement impartial de la candidature turque exercé par les autorités européennes durant le second mandat du gouvernement islamo-conservateur.

L'accomplissement des critères de Copenhague ne semble dès lors plus être suffisant pour que la Turquie soit admise comme nouveau membre de l'Union européenne. De nouveaux critères, annexes à ces éléments socioéconomiques et politiques, deviennent des éléments déterminants à cette intégration européenne.

A partir de la fin de son premier mandat, le gouvernement de l'AKP, ainsi qu'une croissante partie de la population turque, doutent sur l'équité de traitement accordée au processus d'adhésion de la Turquie en comparaison des autres nations candidates. L'une des interrogations les plus importantes porte alors sur la comptabilité ou non de la place de l'islam dans la société turque avec une intégration du pays à l'institution européenne.

²⁶¹ Cautrès, Bruno, et Nicolas Monceau, *op. cit.*, p.13.

3.2.3 L'islam est-il un obstacle à une future adhésion turque?

L'un des sujets controversés, si ce n'est le premier, de la candidature de la Turquie à l'Union européenne concerne la question religieuse. Pour la première fois de son histoire, l'institution européenne envisage d'intégrer en son sein un pays musulman. Il est alors primordial de savoir de quelles manières la particularité religieuse de l'État turc, République laïque constituée quasi-exclusivement d'une population musulmane, représente une caractéristique décisive dans le processus d'intégration turc.

Il est tout d'abord important de préciser que les Turcs sont depuis longtemps souvent considérés, par les européens, comme étant « l'autre » dans la propre définition de l'Europe. Cette dénomination provient en grande partie de la forte tradition musulmane de la population turque, sachant que l'islam a été historiquement vu comme une hérésie sur le continent européen. Une autre raison expliquant cette appellation résulte de la présence turque en Europe, à l'époque de l'Empire ottoman et de son expansion au détriment de pays et de peuples majoritairement chrétiens²⁶².

Dans son histoire, l'identité européenne a souvent été cristallisée par l'opposition entre une population chrétienne symbolisant le socle de son existence et les autres peuples incarnant la barbarie face à une Europe civilisée. La Turquie se trouve ainsi fréquemment observée avec méfiance par une grande partie de la population européenne.

Le processus d'adhésion à l'Union européenne ne peut dès lors pas s'effectuer seulement selon des critères objectifs. Le poids de l'histoire et l'expression de valeurs parfois très divergentes exercent un sentiment de blocage entre les Turcs et les pays membres de l'UE. La République de Turquie ne constitue pas un candidat comme les autres vis-à-vis de ce mécanisme d'intégration. La mise en avant des principales différenciations de cette nation avec l'Europe est ainsi souvent prise en considération.

²⁶² Yurdusev, Nuri, "Turkey's Engagement with Europe: A History of Mutual Management", in Kerslake, Celia, Öktem, Kerem, and Philip Robins, *op. cit.*, p.285.

Deux aspects majeurs de la pensée européenne amènent à définir l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne plutôt comme une menace qu'une opportunité. Tout d'abord, une grande partie, si ce n'est la majorité, de l'opinion européenne considère la Turquie comme « *un pays différent, musulman et non laïc* ». De plus, de nombreux européens expriment leur anxiété face aux craintes d'une vague d'immigration importante si le pays vient à intégrer l'UE²⁶³.

Jusqu'à l'entame des négociations d'adhésion de la Turquie en 2005, le cas de la candidature turque est principalement pris en considération selon l'évolution des facteurs économiques et politiques classiques connue par le pays. La question religieuse n'est ainsi pas encore omniprésente dans les débats de l'élargissement de l'Europe à la Turquie.

L'arrivée au pouvoir, en novembre 2002, du Parti de la Justice et du Développement, formation pourtant d'origine islamique, ne bouleverse pas immédiatement l'étude des critères nécessaires à l'Etat turc pour adhérer à l'UE, même si de plus nombreuses voix commencent à s'élever en Europe sur le fait que la société turque soit majoritairement conservatrice.

Les séries de réformes, notamment en matière de droits et de démocratie, ainsi que la prudence du gouvernement conservateur sur les sujets portant sur la religion, permettent de concevoir principalement l'adhésion de la Turquie selon des indications socioéconomiques.

La perspective du début des négociations en octobre 2005 a en grande partie contribué au bouleversement de la vision et des enjeux de la candidature turque à l'institution européenne. Le marqueur religieux, occupe dès lors une place primordiale dans les débats européens sur l'intégration de la Turquie, au côté des questionnements portant sur sa position géographique, sa situation socioéconomique et sa politique sur les droits de l'homme.

Ainsi, la religion et la géographie deviennent des facteurs complémentaires dans les discussions portant sur l'incorporation ou non de la République de Turquie à l'intérieur de l'Union européenne. Comme Georges Prévelakis l'indique, « *il n'y a aucun doute que dans les deux domaines (géographie et religion) les stéréotypes sont profondément enracinés dans la cartographie mentale de la grande majorité des populations européennes* »²⁶⁴.

²⁶³ Di Stasi, Marilena, "L'adhésion de la Turquie à l'Union Européenne: Quels défis et quelles opportunités pour l'Europe élargie ? ", in Bendo-Soupou, Dominique (dir.), *La Nouvelle Méditerranée : Conflits et coexistence pacifique*, Paris, L'Harmattan, 2009, pp. 136-137.

²⁶⁴ Prévelakis, Georges, "Sécularité et modernité dans le monde orthodoxe post-ottoman. Une relation contradictoire ? ", in Vaner, Semih, Heradstveit, Daniel et Ali Kazancigil (dirs.), *Sécularisation et démocratisation dans les sociétés musulmanes*, Bruxelles, P.I.E Peter Lang, 2008, p.90.

Le rapprochement d'une possible adhésion turque, symbolisé par la fixation d'une date précise pour le commencement des négociations, a incontestablement mis en avant la problématique de la place de la religion dans l'Union européenne.

Le caractère identitaire devient dès lors un élément de plus en plus présent dans les discussions sur le projet européen et les conditions de son élargissement futur.

« Au sein de l'Union européenne il y a, depuis quelques années, une périlleuse tendance à vouloir construire l'identité européenne contre le monde musulman, devenu pour certains le nouvel ennemi, après la disparition du précédent, le communisme »²⁶⁵.

La question de l'islam constitue ainsi un élément clé dans le processus d'adhésion de la Turquie à l'UE alors qu'aucun critère d'intégration européenne n'a porté sur l'aspect religieux d'un pays candidat jusque-là.

La candidature de la Turquie interpelle sur les caractéristiques des fondements de l'Union européenne. Aucun autre pays candidat n'avait jusque-là remis en question la manière de concevoir l'identité de l'institution européenne. Le marqueur identitaire constitue un aspect majeur de l'intégration européenne de la Turquie comme l'exprime la sociologue Nilüfer Göle :

« Ne pas reconnaître l'euroanéité de la Turquie, l'altérer, l'orientaliser, l'islamiser, sinon la barbariser, revient à définir l'Europe comme une identité et non comme projet. Or, la candidature turque n'a pu être envisagée que grâce au renoncement à la pureté d'une identité définie en termes nationalistes ou religieux. D'autre part, la présence de la Turquie en Europe questionne et trouble l'équation tacite entre identité européenne et héritage judéo-chrétien. Elle exige de redéfinir le projet européen en séparant le culturel du religieux et en dépassant les fixations et les passions identitaires »²⁶⁶.

L'intégration de la Turquie au sein de l'Union européenne se fait ainsi en mettant des conditions préalables au sujet du statut identitaire de ce pays. L'islam, ainsi que les principes et les traditions qu'il partage, devient un facteur de dissension envers la réalisation du projet européen.

²⁶⁵ Kazancigil, Ali, « Une sortie de la religion des sociétés musulmanes est-elle pensable ? », in Vaner, Semih, Heradstveit, Daniel, et Ali Kazancigil (dirs.), *op. cit.*, p.19.

²⁶⁶ Göle, Nilüfer, *Interpénétrations. L'Islam et l'Europe*, Paris, Galaade Editions, 2005, pp. 133-134.

Une explication essentielle de cette situation inédite pour un pays candidat résulte incontestablement de la particularité et de l'importance de la République de Turquie, que cela soit à la fois dans les domaines politique, économique, culturel et religieux.

Une partie non-négligeable des populations européennes, voire même largement majoritaire dans certains pays comme la France, l'Allemagne et l'Autriche, considère que la question religieuse représente un véritable obstacle à l'adhésion de la Turquie dans l'Union européenne.

La question du système de valeurs, dans laquelle la religion occupe une place essentielle, représente un aspect important dans le processus d'adhésion. D'après une étude réalisée en 2010 par le German Marshall Fund, institution américaine souhaitant favoriser les relations transatlantiques, 58% des européens interrogés considèrent que la Turquie ne partage pas assez de valeurs communes avec l'UE en vue de son intégration. Ce chiffre monte même à 73% pour les Allemands interrogés. Les Turcs, quant à eux, sont 48% à penser que le pays et l'UE partagent assez de valeurs communes pour y intégrer²⁶⁷.

Il est incontestable que le partage de valeurs communes, entre la Turquie et les pays membres de l'UE, constitue un indicateur primordial pouvant permettre l'accélération du processus d'adhésion. Cependant, les critères socioculturels et historiques ne font pas partis, en principe, des éléments décidant de l'avenir de la nation turque en Europe. L'intégration de chaque pays candidat se fait normalement au regard de considération d'ordres économiques et politiques.

Le cas de la candidature turque se trouve ainsi être unique. Sa place au sein de l'institution européenne n'est en effet pas exclusivement corrélée à son rapprochement des normes politiques et socioéconomiques exigées par l'UE. D'autres sujets, portant sur sa position géographique, ses rapports historiques et son identité, sont pris en considération en vue de l'étude de son intégration dans cette institution.

Les ambiguïtés de la politique européenne vis-à-vis de l'évolution du processus d'adhésion de la Turquie, notamment en ce qui concerne le marqueur identitaire, contribuent au repositionnement de la politique étrangère turque. Le gouvernement de l'AKP souhaite ainsi accentuer la diversification des relations de la Turquie avec d'autres régions du monde, spécifiquement envers le Moyen-Orient.

²⁶⁷ The German Marshall Fund of the United States, *Transatlantic Trends 2010 Partners*, 2010, p. 25.

3.3 L'accroissement de l'influence turque sur la scène moyen-orientale

3.3.1 La pertinence de la Turquie comme médiateur régional

La persistance du blocage des négociations couplée à l'attitude ambiguë de l'Union européenne lors du second mandat du gouvernement islam-conservateur amènent ce dernier à chercher à renforcer la politique de diversification géostratégique de la Turquie.

L'évolution favorable de la situation intérieure à l'AKP en particulier, et aux forces conservatrices en général, durant cette période, a également des répercussions sur la détermination des relations extérieures turques.

« Après avoir atténué sur le plan intérieur les effets du laïcisme d'Etat hérité du kémalisme et réhabilité la religion dans l'espace public, il était en quelque sorte naturel de voir l'AKP amender la politique étrangère de la République, en remettant en cause son orientation pro-occidentale presque exclusive et en l'ouvrant à son environnement le plus proche, notamment à l'aire arabo-musulmane »²⁶⁸.

Après quatre années caractérisées par une réelle volonté de réintégrer prioritairement le Moyen-Orient dans le schéma de sa vision de politique étrangère, le gouvernement de l'AKP souhaite nettement accroître son influence dans la région au cours de son second mandat. Les autorités turques multiplient alors les initiatives de médiations dans les hostilités entre les protagonistes régionaux. La particularité de la situation turque, qu'elle soit d'ordre politique, économique ou religieuse, devient également un important facteur de sources d'inspirations pour les autres pays musulmans de la région. Durant cette période, les conditions semblent être réunies pour l'expression d'un renforcement de véritables potentialités de la Turquie au Moyen-Orient.

²⁶⁸ Marcou, Jean, "La place du monde arabe dans la nouvelle politique d'Ahmet Davutoglu", in Schmid, Dorothée (dir.), *op. cit.*, p.49.

Après avoir « renoué » le contact avec les pays du Moyen-Orient lors de son premier mandat, le gouvernement de l'AKP souhaite, à partir de 2007, accélérer l'intégration de la Turquie comme une force majeure et incontournable de la région. Le principe de « zéro problème avec les voisins » émanant de la doctrine Davutoğlu est ainsi pleinement mis à contribution dès le début de la seconde législature du gouvernement islamo-conservateur. Plus qu'un partenaire économique privilégié, l'État turc cherche alors à se poser comme une entité encourageant activement la stabilité politique régionale. Les autorités turques multiplient ainsi, pour parvenir à ce rôle, les initiatives de médiation dans les conflits intra et interétatiques du Moyen-Orient.

Pour Ahmet Davutoğlu, alors ministre des Affaires étrangères, la médiation représente une part intégrale et primordiale de la nouvelle politique étrangère turque mise en place par le gouvernement de l'AKP depuis 2002. La Turquie peut pleinement exercer ce rôle de médiateur à la vue de sa position géographique particulière, de son rayonnement culturel et civilisationnel, ainsi que de par son expérience à l'intérieur des structures politiques et sécuritaires occidentales²⁶⁹.

La médiation turque entre Israël et la Syrie en 2008 démontre ainsi l'importance de la place qu'occupe la Turquie au Moyen-Orient. L'État turc a en effet été choisi pour exercer le rôle d'intermédiaire dans les discussions indirectes de pourparlers de paix entre ces deux pays. Israël et la Syrie ont chacun, à cette époque, des relations de confiance avec la Turquie. Les autorités turques sont alors les plus à même, parmi les puissances régionales, de mener cette fonction d'interlocuteur dans ce processus.

Cependant, les pourparlers de paix sont stoppés quelques mois plus tard avec l'intervention israélienne « Plomb durci » dans la Bande de Gaza fin 2008. Les critiques virulentes du gouvernement de l'AKP, spécifiquement de la part du Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan, envers l'opération israélienne ne permettent plus à Israël de voir la Turquie comme un possible médiateur dans son conflit avec Syrie. Même si les différents protagonistes ont exprimés, début 2010, une envisageable reprise des négociations, celle-ci ne s'est finalement pas concrétisée.

²⁶⁹ Davutoğlu, Ahmet, "Turkey's Mediation: Critical Reflections From the Field", *Middle East Policy*, vol. 20, n°1, printemps 2013, p. 90.

L'exemple de la médiation turque dans le cas israélo-syrien illustre l'obligation d'impartialité de la Turquie envers les différents acteurs concernés pour que la réussite de ce processus ait une chance d'être atteinte. Dans l'éventualité contraire, le non-respect de la neutralité turque dans le processus de médiation présente des risques accrus d'échec de celui-ci.

Le gouvernement islamo-conservateur ne souhaite pas uniquement avoir le rôle de médiateur entre les israéliens et les syriens. Les autorités turques ont également la volonté de mettre en application ses « services » de médiation dans l'ensemble du Moyen-Orient, notamment en ce qui concerne les conflits intra-étatiques de la région.

Ainsi, la Turquie devient un acteur clé, au cours du second mandat gouvernemental de l'AKP, dans la recherche de solutions à l'intérieur de conflits politiques d'importances majeures en Irak, au Liban et dans les territoires palestiniens, ainsi qu'envers la résolution du dossier du nucléaire iranien.

Le théâtre irakien devient tout d'abord le lieu d'expérimentation privilégié de la volonté de médiation du gouvernement islamo-conservateur dans la conduite de la nouvelle politique extérieure turque. Alors que la Turquie a déjà contribué à la participation des partis sunnites lors des élections générales irakiennes de 2005, le gouvernement islamo-conservateur a exercé un rôle important de médiateur entre l'Irak et la Syrie en 2009.

En effet, suite aux attentats, faisant une centaine de victimes, et qui ont ciblé simultanément les ministères des Finances et des Affaires étrangères irakiens à Bagdad le 19 août 2009, la Syrie est pointée du doigt par les autorités irakiennes. Le gouvernement turc, à travers son ministre des affaires étrangères, Ahmet Davutoğlu, cherche alors à se poser en médiateur afin que la stabilité régionale ne soit pas aggravée. Même si les accusations irakiennes sur l'implication syrienne n'ont pas évolué lors de cette médiation, celle-ci a néanmoins permis, à cette époque, de décroître à un niveau satisfaisant les tensions entre les deux pays²⁷⁰.

Les autorités turques constituent également un acteur majeur dans l'établissement d'un accord entre les différentes factions politiques libanaises en mai 2008. Après plusieurs mois d'instabilité au Liban, symbolisé par l'impossibilité de nommer un Président de la République consensuel et des violences faisant craindre le retour à la guerre civile, un accord est trouvé au Qatar avec la participation active de la Turquie.

²⁷⁰ Özcan, Mesut, "Turkish Foreign Policy Towards Iraq in 2009", *Perceptions*, vol.15, n°3, Autumn-Winter 2010, pp. 124-125.

Les bonnes relations turco-syriennes et turco-occidentales, à cette époque, ont incontestablement contribué à la réussite de la diplomatie turque dans ce dossier.

La tentative de conciliation turque dans la résolution du processus portant sur le nucléaire iranien constitue l'exemple le plus médiatisé des médiations opérées par la Turquie au Moyen-Orient. L'accord trouvé, concernant l'enrichissement de l'uranium iranien, par la Turquie et le Brésil avec l'Iran en mai 2010 ne satisfait cependant pas les puissances occidentales et membres du conseil de sécurité de l'ONU. De nouvelles sanctions contre l'Iran, les quatrièmes depuis 2006, sont ainsi décidées en juin 2010 à travers la résolution 1929. Seuls la Turquie et le Brésil s'y opposent en tant que membres non-permanents.

A travers son rôle de médiateur régional, la Turquie désire se positionner rapidement et durablement comme un acteur incontournable dans les affaires moyen-orientales. Entre 2007 et 2011, le gouvernement islamo-conservateur cherche à consolider le pouvoir d'influence turque par le biais de la diplomatie et des éléments de « soft power » présents au sein de sa politique étrangère.

« Loin de devenir un fer de lance de l'islam sunnite susceptible de contrebalancer la montée en force de l'Iran chiite au Moyen-Orient, la Turquie a préféré se poser en puissance musulmane modérée dans la région »²⁷¹.

Par cette décision de devenir une force majeure de médiation dans la région, le gouvernement islamo-conservateur souhaite alors favoriser au mieux la promotion de la stabilité au Moyen-Orient.

En complément de son rôle de médiateur au Moyen-Orient, la seconde législature du gouvernement de l'AKP s'avère être une période dans laquelle la Turquie est de plus en plus vue comme étant une source d'inspiration pour de nombreux protagonistes dans la région. Certains n'hésitent alors plus à considérer la politique gouvernementale à un « modèle turc » à mettre en avant dans d'autres pays moyen-orientaux.

²⁷¹ Marcou, Jean, *op. cit.*, in Schmid, Dorothée (dir.), *op. cit.*, p.56.

3.3.2 Le « modèle turc » en débat

La République de Turquie comporte des fortes spécificités à l'intérieur de son espace régional. L'arrivée au pouvoir d'un parti d'origine islamique ainsi que le renforcement des relations turco-moyen-orientales au début des années 2000 ont contribué à mettre en lumière la situation particulière de la Turquie au Moyen-Orient.

A partir de l'année 2007, la Turquie est progressivement présentée comme étant un pays dont les autres nations musulmanes de la région doivent se rapprocher. Le terme de « modèle turc » est ainsi souvent évoqué durant cette période.

Il existe deux aspects essentiels de ce « modèle » à prendre en considération. Tout d'abord, les changements économiques et politiques opérés par la Turquie depuis la fin des années 1990 ont contribué à la mise en valeur de la réussite turque dans ces domaines. Le second aspect constitue le succès d'un parti d'origine islamiste, l'AKP, à lier l'islam et la démocratie. C'est cette corrélation entre la religion et la politique qui se trouve au cœur des pays du monde arabe²⁷².

Du point de vue politique, le gouvernement a su rétablir une stabilité qui a été absente depuis près de vingt ans en Turquie. L'accentuation du nombre de voix en faveur de ce parti lors des élections générales de 2007 a renforcé, dans les autres pays musulmans du Moyen-Orient, l'idée qu'une bonne gouvernance par une formation issue de l'islamisme puisse être possible à travers la tenue d'élections démocratiques.

Sur le plan socioéconomique, les actions du gouvernement islamo-conservateur ont eu une influence majeure sur la popularité de la Turquie au Moyen-Orient. Tout d'abord, le bilan économique avantageux du premier mandat gouvernemental du Parti de la Justice et du Développement a également contribué à l'accroissement de la réputation du « modèle turc » dans la région.

²⁷² Benli Altunışık, Meliha, *op. cit.*, in Schmid, Dorothée (dir.), *op. cit.*, p. 136.

La série de réformes entreprise au début des années 2000, notamment dans les domaines des droits de l'homme et de la justice, a aussi participé à l'enthousiasme exprimé par les populations arabes envers le contexte turc.

Même si l'évolution de la situation encourageante de la Turquie au cours des années 2000, notamment au niveau de son développement économique et de la coexistence de l'islam avec la démocratie, est essentiellement bien vue dans la région, les autres pays du Moyen-Orient analysent individuellement l'opportunité de s'inspirer du cas turc.

« La notion de « modèle turc » est relative : elle fait écho aux aspirations des forces politiques qui, au sein du monde arabe et de l'Asie Centrale, cherchent à mieux définir la combinaison optimale des fondamentaux politiques : Islam, démocratie, consensus politique,..., mais aussi entre ces fondamentaux et des politiques concrètes de développement »²⁷³.

La République de Turquie se trouve ainsi de plus en plus observée par les pays musulmans du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

L'ensemble des caractéristiques du « modèle turc » ne laisse pas indifférentes les populations et les autorités politiques des pays moyen-orientaux. Ces sources d'inspirations, qui peuvent à la fois partiellement convenir aux mouvements islamistes et laïcs, fascinent à travers la région comme l'explique Tancred Jossier :

« La fulgurante ascension économique et géopolitique de ce pays dépourvu de richesses pétrolières suscite admiration et envie dans toute la région. La Turquie vue du Moyen-Orient, c'est le modèle d'un pays conciliant réussite économique, modernité sociale et préservation de la tradition islamique »²⁷⁴.

Ces formes d'influences sont généralement vues d'un bon œil par les partenaires occidentaux de la Turquie, spécifiquement par l'allié américain, qui voient alors une opportunité d'action vers une plus grande stabilité dans la région.

²⁷³ Nohra, Fouad, et Asli Ece, *op. cit.*, p. 11.

²⁷⁴ Jossier, Tancred, Louis, Florian, et Frédéric Pichon, *Géopolitique du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Du Maroc à l'Iran*, Paris, Presses Universitaires de France, 2012, p. 175.

Cependant, le principe de “modèle turc”, exprimé par les États-Unis, est loin de satisfaire l’ensemble de la population turque et celles du Moyen-Orient. En Turquie, une part importante de la société, notamment les élites proches du milieu kémaliste, voit la mise en avant d’un modèle turc comme un facteur affaiblissant les relations turco-européennes et renforçant le poids de l’islam dans la vie politique. De nombreuses voix dans l’espace moyen-oriental s’élèvent également contre la dénomination de modèle turc, la Turquie étant encore largement ressentie comme une ancienne puissance coloniale dans la région²⁷⁵.

Il est impossible de démontrer l’existence d’un “modèle turc” pouvant être suivi à la lettre par d’autres États du Moyen-Orient. La situation de la Turquie est propre à ses caractéristiques, son histoire, son héritage culturel, ses traditions spirituelles, ainsi que sa place géostratégique et son potentiel économique. Chaque pays de la région comporte ses spécificités distinctives de l’État turc et des autres nations.

Il est ainsi plus judicieux de parler d’ « inspirations turques », plutôt que de « modèle turc », à prendre en considération dans l’évolution de certains pays musulmans de la région. Il peut s’agir alors de recommandations que seul chaque pays choisit à retranscrire selon sa situation et ses moyens.

Dans les années 2000, la Turquie est à la fois principalement vue par les populations occidentales et arabes comme un « modèle » grâce à sa particularité historique d’associer l’islam avec la laïcité et la démocratie. C’est ce facteur spécifique qui alimente indiscutablement le plus cette image de la Turquie au Moyen-Orient²⁷⁶.

La mise en avant de sources d’inspirations provenant de caractéristiques de la situation intérieure turque pour d’autres nations moyen-orientales démontre, entre autres, l’importance grandissante du rôle de la Turquie dans la région. La politique étrangère turque exercée entre 2007 et 2010 manifeste alors un véritable accroissement des potentialités de ce pays à l’intérieur de cet espace.

²⁷⁵ Larabee, Stephen, *op. cit.*, p. 31.

²⁷⁶ Kirisci, Kemal, “Can the Turkish model be relevant for Arab Awakening?”, *Confluences Méditerranée*, n°83, Automne 2012, p. 51.

3.3.3 Les réelles potentialités pour la puissance turque au Moyen-Orient

Au terme de sa première législature au pouvoir, l'AKP avait réussi, quoiqu'il en soit de ses réussites ou de ses échecs, à remettre durablement la Turquie au cœur de l'échiquier stratégique du Moyen-Orient. De 2007 à 2011, cette implication se renforce sensiblement, amenant la puissance turque à devenir incontournable dans la région. Durant cette période, le gouvernement islamo-conservateur met pleinement en application sa propre vision de la politique extérieure.

A travers l'établissement d'une politique pro-active en direction du Moyen-Orient, la Turquie part à la « redécouverte » de son espace régional. Un grand nombre de potentialités, d'ordre économique, politique et culturel, s'ouvre alors à la puissance turque au Moyen-Orient. C'est dans cette perspective que la Turquie « *met à profit le recul de l'influence des puissances européennes, les difficultés du monde arabe désuni et la méfiance d'une grande fraction des Etats arabes à l'égard de l'Iran pour reconquérir ce rôle* »²⁷⁷.

L'opportunité d'adhésion à l'Union européenne ne représente ainsi plus l'unique éventualité essentielle bénéfique pour le gouvernement turc en matière de politique étrangère. La réévaluation des relations turco-moyen-orientales devient ainsi, en partie à cause de la véritable désillusion liée au rythme trop lent des négociations d'intégration, une nécessité absolue pour la Turquie de démontrer ses nouvelles ambitions sur la scène internationale.

Alors encore conseiller du Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan sur la politique étrangère, Ahmet Davutoğlu explique que le renforcement de la position turque au Moyen-Orient repose essentiellement sur la prise en considération de quatre principes majeurs. Tout d'abord, la recherche de la sécurité commune dans la région doit être importante pour chacun. Deuxièmement, le dialogue constitue la priorité à la résolution des crises au Moyen-Orient. L'interdépendance économique représente le troisième principe majeur à l'accentuation du rôle de la Turquie dans l'espace régional. Le quatrième principe mis en avant est l'existence d'une pluralité culturelle²⁷⁸.

²⁷⁷ Semmoud, Bouziane, *Maghreb et Moyen-Orient dans la mondialisation*, Paris, Armand Colin, 2010, p. 32.

²⁷⁸ Davutoğlu, Ahmet, "Turkey's Foreign Policy Vision: An Assessment of 2007", *Insight Turkey*, vol. 10, n°1 2008, p. 84.

L'établissement de meilleures relations, dans tous les domaines, avec les pays de la région représente ainsi l'élément le plus important et le plus caractéristique de la politique étrangère mise en application par le gouvernement islamo-conservateur durant son second mandat. Par rapport aux années précédentes, le gouvernement turc a pu agir plus librement dans cette direction, du fait de la forte diminution des pressions internes et externes à son égard.

Le Parti de la Justice et du Développement a exercé un rôle indéniable dans l'accentuation des rapports de la Turquie avec les pays musulmans du Moyen-Orient. Cette formation politique, à la structure idéologique islamique, encourage une ouverture sur le monde arabe afin de renforcer l'identité de la Turquie et d'accroître son rôle régional. L'amélioration de ces liens ne s'est pas réalisée de manière partielle. Elle s'est faite d'une façon générale, englobant l'ensemble des pays arabes. L'attitude turque a ainsi contribué à créer un climat de confiance mutuelle entre le monde arabe et la Turquie. Ce sentiment de proximité exprimée par les populations arabes se situe alors à un niveau sans précédent envers les Turcs²⁷⁹.

Un des principaux facteurs de l'accroissement de l'influence turque au Moyen-Orient au cours des années 2007-2011 provient donc de la mise en avant des caractéristiques propres à l'AKP. La volonté de cette formation d'exalter avec les pays musulmans de la région les filiations communes d'ordres religieux, culturels et géographiques, ainsi que l'héritage de la période ottomane, ont permis de faciliter le rapprochement entre la Turquie et ces États.

Dès l'arrivée au pouvoir de l'AKP, les autorités turques ont d'ores et déjà montré aux pays arabes qu'elles souhaitent accentuer leurs relations avec ces derniers. Le premier symbole de cette volonté de changement s'exprime par le refus en mars 2003 du parlement envers le positionnement de troupes américaines en vue du conflit irakien. Il faut néanmoins « *attendre la deuxième législature de l'AKP et les critiques sévères de la Turquie à l'égard d'Israël pour que la nouvelle diplomatie turque emporte les convictions des capitales et surtout des peuples arabes* »²⁸⁰.

²⁷⁹ Nouredine, Mohammed, "Arab-Turkish Cooperation in the New Era", *Turkish Studies*, vol. 11, n°1, 2009, p. 44.

²⁸⁰ Marcou, Jean, *op. cit.*, in Schmid, Dorothée (dir.), *op. cit.*, p. 59.

Cependant, l'accroissement de ce sentiment d'estime des peuples arabes du Moyen-Orient, obtenue par une meilleure concordance des actions et des prises de position des autorités turques à leur égard, ne doit pas pour autant être vue comme indéfiniment acquise. Les souvenirs d'une domination ottomane, parfois brutale, envers ces pays font ainsi constamment émerger les craintes des populations locales d'une nouvelle poussée d'autorité de la part de la Turquie dans la région.

Les potentialités de la nouvelle politique extérieure engagée par le gouvernement islamo-conservateur au Moyen-Orient depuis son arrivée au pouvoir en 2002, mais essentiellement à partir du début de son second mandat en 2007, sont mises à mal par le début inattendu des révoltes arabes fin 2010. En effet, durant cette période, les dirigeants turcs ont non seulement accru leurs popularités auprès des populations du monde arabe, mais également noué de meilleures relations avec les gouvernants contestés par les soulèvements du printemps arabe²⁸¹.

Ces mouvements de protestations ont commencé, en Egypte et en Syrie, quelques mois avant la tenue des élections générales turques de juin 2011. Le gouvernement islamo-conservateur se trouve alors partagé sur la réponse à apporter face à des situations inattendues qui remettent en cause une partie de la politique extérieure appliquée dans la région ces dernières années.

La seconde législature du Parti de la Justice et du Développement au pouvoir a permis aux forces conservatrices turques de renforcer leur emprise à la fois dans l'évolution de la scène intérieure et sur le développement de la politique étrangère. Les forces islamiques turques cherchent ainsi de plus à positionner la Turquie dans un rôle de leadership au Moyen-Orient. Le troisième mandat du gouvernement, entre 2011 et 2015, se trouve alors être d'une importance capitale pour comprendre les capacités et les limites de cette quête.

²⁸¹ Marcou, Jean, " La Turquie, puissance régionale, et les « Printemps arabes » ", in Marcou, Jean, et Füsün Türkmen (dirs.), *op. cit.*, p. 65.

Troisième Partie

L'islam politique en action (2011-2015)

1. Vers un retour des fondamentaux de l'islamisme turc ?

Après plus de huit années à la tête de la République de Turquie, le Parti de la Justice et du Développement a pu prouver, intérieurement et extérieurement, la durabilité de sa présence et la consolidation de son pouvoir dans l'échiquier politique du pays. Depuis 2011, l'islam politique cherche à la fois à dominer sans partage la scène interne turque et à obtenir le statut de leadership au Moyen-Orient.

Le troisième mandat gouvernemental de l'AKP est tout d'abord marqué par la résurgence de caractéristiques de l'islamisme turc traditionnel dans ses politiques. Les ressemblances accrues de ce dernier avec les formations islamistes de la fin du 20^{ème} siècle s'expriment principalement par le renforcement de l'autoritarisme, l'accroissement de la polarisation de la société et la mise en avant d'un passé ottoman glorifié. Ce rapprochement du parti d'Erdoğan avec les spécificités de l'islam politique précédant sa fondation a en grande partie amené la rupture de son alliance avec la confrérie güleniste.

En matière de politique étrangère, la période 2011-2015 est principalement caractérisée par la continuation du blocage des négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE ainsi que le rôle ambigu et complexe du gouvernement dans ses relations avec les pays du Moyen-Orient. La plus grande indépendance de la détermination de la politique extérieure représente également un élément majeur dans la compréhension de la recherche du leadership turc au Moyen-Orient. La gestion des mouvements du Printemps arabe et des crises qui ont suivi démontrent alors les limites des principes de politique extérieure exprimés par le gouvernement.

Les perspectives intérieures et extérieures de l'islamisme turc se concentrent alors essentiellement sur les défis à venir de l'islam politique en Turquie, ainsi que dans les échiquiers internationaux et régionaux. L'évolution de la place de la religion dans la société et au sein de la politique étrangère se trouve alors au cœur des questionnements importants sur l'avenir des mouvements islamiques.

Le troisième mandat du gouvernement de l'AKP constitue une étape majeure dans l'évolution de la définition du parti vis-à-vis de la conception de l'islamisme turc. A partir de 2011, en effet, le parti de Recep Tayyip Erdoğan décide graduellement d'infléchir sa position dans la gestion de son pouvoir sur la scène intérieure et en matière de politique étrangère. L'esprit de conciliation, entre le parti au pouvoir et l'opposition, présent au cœur des premières années a progressivement disparu dès le second mandat gouvernemental de l'AKP et est devenu quasiment inexistant depuis leur troisième victoire consécutive aux élections générales.

Cependant, plusieurs indicateurs ont permis de penser à une possible consolidation de la démocratie à la vue des résultats de ces élections. Ainsi, avec un taux de participation de 87% et plus de 80% des suffrages exprimés qui se retrouvent représentés dans des partis présents au sein du nouveau parlement, les élections de 2011 ont été plus proches des aspirations de la société que les deux précédentes. La nomination de 79 femmes lors de ce scrutin, par rapport aux 48 élues en 2007, démontre un autre exemple l'accroissement de cette diversité²⁸².

Malgré cela les marqueurs caractéristiques de l'islamisme turc classique présents à l'intérieur des formations islamistes turcs avant la création de l'AKP en 2001 émergent à nouveau au cours de la troisième législature de celui-ci au pouvoir. Les ressemblances, en termes de structure et de vision, entre le Parti de la Justice et du Développement et les formations politiques dirigées par Necmettin Erbakan se sont ainsi accrues à partir de 2011. L'importance attribuée par le gouvernement à la glorification du passé ottoman et à l'implication directe dans la gestion des sujets sociétaux marquent également des facteurs rapprochant l'identité de l'AKP avec celle de l'islamisme turc classique.

L'autoritarisme qui se renforce au cours de la période 2011-2015 représente aussi une caractéristique majeure de l'évolution de l'islam politique en Turquie. L'accentuation de la polarisation de la société suite à l'augmentation des politiques autoritaires du gouvernement islamo-conservateur reflète l'image d'une République de Turquie fracturée. Les événements de Gezi, au printemps 2013, en sont les symboles les plus forts.

La rupture de l'alliance stratégique entre l'AKP et le mouvement Gülen a ainsi une portée symbolique très significative dans l'évolution de l'exercice idéologique du parti au pouvoir. Cette division au sein du courant conservateur turc rompt la perception d'unité alors présente dans la représentation officielle de l'islam turc sunnite-hanéfite.

²⁸² Fabbe, Kristin, "Doing more with less: the Justice and Development Party (AKP), Turkish elections, and the uncertain future of Turkish politics", *Nationalities Papers*, vol. 39, n°5, 2011, p. 663.

1.1 Les indications d'une recrudescence idéologique classique

1.1.1 Le renforcement des ressemblances entre l'AKP et le courant islamique traditionnel

Le troisième mandat du Parti de la Justice et du Développement va sensiblement accroître les caractéristiques propres à l'évolution de la définition de l'islamisme turc. A sa création en 2001, l'AKP se définit comme un parti musulman conservateur. Dix années plus tard, l'identité de cette formation commence à être sérieusement remise en question, essentiellement à travers ses actes et ses discours. Les indications portant sur la réapparition progressive des spécificités appartenant à l'islamisme turc classique de la fin du 20^{ème} siècle se retrouvent ainsi de plus en plus au sein du parti au pouvoir.

Le souhait de mettre de plus en plus en avant les bienfaits et la nostalgie de l'héritage ottoman dans les politiques interne et étrangère de la Turquie représentent également des indications essentielles du rapprochement de la vision de ce groupe avec celle des partis de Necmettin Erbakan.

Le renforcement de la polarisation exercée par le gouvernement sur les sujets de société, telles que la question de condition de la femme, de la liberté d'expression ou de la moralité, est aussi un facteur de proximité avec un islamisme turc plus classique.

L'amplification des similitudes parmi les caractéristiques du Parti de la Justice et du Développement avec celles des formations islamistes des années 1970-1990 devient ainsi progressivement plus palpable à partir de 2011. Le marqueur autoritariste de Recep Tayyip Erdoğan à l'intérieur et à l'extérieur de son parti, l'exacerbation de l'utilisation de la religion à des fins politiques, ainsi que l'implication directe du gouvernement islamo-conservateur dans la vie privée de la population turque constituent les principales ressemblances entre l'AKP et les groupes qui l'ont précédé.

Les signes d'un retour aux principes d'un islamisme turc plus traditionnel se multiplient dans les actions et discours du gouvernement islamo-conservateur depuis le début de leur troisième mandat en 2011.

Le Parti de la Justice et du Développement a été créé pour faire face à la vision et à la structure de la formation islamiste turque classique au début des années 2000. Cependant, dix années plus tard, celui-ci montre de plus en plus de ressemblances avec les mouvements dirigés par Necmettin Erbakan des années 1970 aux années 1990.

*« A défaut de renouer à une doctrine officielle, la Turquie du tournant des années 2010 doit gérer un problème identitaire et une quête idéologique aussi complexes que déchirants que lors des années 1910, durant lesquelles la vie intellectuelle était divisée entre les courants nationaliste, islamiste, occidentaliste et libéral »*²⁸³.

L'AKP, essentiellement à travers la figure charismatique de Recep Tayyip Erdoğan, applique tout d'abord et progressivement une politique autoritaire à l'intérieur même de sa structure interne. Cela peut paraître paradoxal alors que les fondateurs de cette formation ont initialement cherché à se défaire de la structure des partis islamistes d'Erbakan et du manque de démocratie en leurs seins.

La personne même de Recep Tayyip Erdoğan comporte des similitudes avec celle de Necmettin Erbakan. Alors que les cadres fondateurs de l'AKP ont critiqué l'image autoritaire et individualiste d'Erbakan au sein du Parti Refah, Erdoğan se rapproche sensiblement de ces mêmes caractéristiques au cours de son troisième mandat gouvernemental. Il ne fait aucun doute qu'il est devenu durant cette période le leader incontesté du parti au pouvoir, qu'il soit Premier ministre ou Président de la République, chef officiel de l'AKP ou non. Par ses discours et par ses actions, Erdoğan se pose en tant que principal défenseur des valeurs islamiques et de l'islam turc.

Les critiques de sa politique ou de ses propos à l'intérieur même du Parti de la Justice et du Développement sont difficilement tolérées et deviennent préjudiciables pour leurs auteurs. La réponse apportée aux manifestations de Gezi au printemps 2013 en est la preuve. Alors que le Président Abdullah Gül a soutenu la recherche de la modération en défendant le droit de manifester, Bülent Arınç, membre fondateur et influent du parti, a quant à lui critiqué et exprimé ses regrets face à l'utilisation excessive de la force.

²⁸³ Bozarlan, Hamit, *Histoire de la Turquie. De l'Empire à nos jours*, Paris, Editions Tallandier, 2013, p. 458.

C'est pourtant bel et bien la méthode plus musclée et intransigeante ordonnée par le Premier ministre Erdoğan qui a été privilégiée dans l'usage de la force envers les manifestants.

La teneur des discours des membres influents du Parti de la Justice et du Développement, essentiellement de la part de Recep Tayyip Erdoğan et d'Ahmet Davutoğlu, donne aussi des indications essentielles sur l'évolution de la direction idéologique du courant islamique turc.

L'accroissement progressif et sensible, à partir du second mandat et essentiellement depuis le troisième, de l'usage de propos se référant aux principes de l'islam démontre clairement un rapprochement de l'AKP avec les partis islamistes turcs classiques. Les questions religieuses deviennent sensiblement plus présentes dans les débats de société initiés essentiellement par le gouvernement islamo-conservateur. Alors que les premières années de ce parti au pouvoir n'ont pas été marquées par des références importantes au sujet du rôle de l'islam dans la société, une inflexion incontestable de cette politique s'opère à partir de 2010.

Une implication de plus en plus directe des usages conservateurs et religieux par le parti à l'intérieur de la vie privée de la population devient manifeste depuis cette date. Le gouvernement cherche ainsi, essentiellement à travers les discours d'Erdoğan, à inculquer les valeurs islamiques nécessaires pour le bon fonctionnement de la société, notamment en termes de moralité. Le traitement de la condition féminine constitue un bon exemple de ces changements dans l'approche de l'AKP. En appelant incessamment aux femmes d'avoir au minimum trois enfants, ainsi qu'en indiquant leurs manières de s'habiller et de se comporter, le gouvernement s'ingère catégoriquement dans le quotidien de l'ensemble de la société.

La mise en perspective progressive, par le gouvernement, de la priorisation d'une approche intégrant les principes islamiques dans la vie quotidienne marque une ressemblance accrue avec le concept de « vision nationale » (*Milli Görüş*) propre aux partis islamistes dirigés par Necmettin Erbakan. La promotion des valeurs islamiques, notamment en matière de moralité, le renforcement du nationalisme turc et la contestation de la civilisation occidentale sont alors les principaux points de concordance entre la notion de *Milli Görüş* et les politiques entreprises par l'AKP lors de son troisième mandat au pouvoir²⁸⁴.

²⁸⁴ Hale, William, and Ergun Özbudun, *op. cit.*, pp. 5-6.

L'utilisation incontestable et croissante de la religion à des fins d'ordres politiques marque également un tournant majeur dans l'évolution de la définition identitaire du Parti de la Justice et du Développement. Celui-ci renoue alors avec l'islamisme turc traditionnel en mettant en avant des termes et des principes religieux dans le but de galvaniser les forces conservatrices.

En termes de politique étrangère, ces signes caractéristiques sont également apparents. En plus de renforcer les relations turques avec les pays musulmans, principalement du Moyen-Orient, le gouvernement islamo-conservateur souhaite renforcer la position géostratégique de la Turquie en utilisant davantage l'héritage ottoman.

Il est ainsi possible d'affirmer que l'approche de l'AKP vis-à-vis de cette région se rapproche de celle des partis du *Milli Görüş* dirigés par Erbakan. En effet, pour le leadership de cette formation, tout comme lors des partis islamistes turcs précédents, le passé ottoman représente la source essentielle d'une identité mutuelle entre la Turquie et les pays du Moyen-Orient. Il constitue également un élément primordial pour son avenir dans cette espace géographique²⁸⁵.

Il paraît cependant moins évident, par rapport à l'évolution de la situation sur la scène intérieure, de constater un rapprochement global de la politique étrangère de l'AKP avec la vision des partis islamistes turcs classiques. Ainsi, même si les relations turco-israéliennes se sont sensiblement tendues au cours du troisième mandat gouvernemental, le parti au pouvoir n'émet pas pour autant des propos antisémites comme cela a été le cas avec les précédentes formations dirigées par Necmettin Erbakan. Il n'existe également pas de sentiment anti-européen de la part du gouvernement durant cette même période.

Les ressemblances croissantes de l'AKP avec les caractéristiques de l'islamisme turc traditionnel passent également par la mise en avant accrue du passé ottoman et de son âge d'or. Les références à l'Empire ottoman démontrent ainsi l'importance attribuée par le parti au pouvoir aux symboles religieux et conservateurs.

²⁸⁵ Şen, Mustafa, "Transformation of Turkish Islamism and the Rise of the Justice and Development Party", in Yeşilada, Birol and Barry Rubin (dirs.), *op.cit.*, p. 61.

1.1.2 La volonté d'inscrire la politique turque dans la glorification du passé ottoman

Historiquement, les mouvements islamiques turcs attribuent une grande importance à l'influence de l'Empire ottoman dans l'édification de leurs politiques. La formation de Recep Tayyip Erdoğan ne souhaite pas trop mettre en avant son intérêt pour cette époque durant ses premières années au pouvoir, notamment à cause des fortes pressions de « l'establishment » kémaliste encore présentes durant cette période. La priorité donnée au succès du processus d'intégration européenne, lors du premier mandat gouvernemental de l'AKP, représente également un facteur majeur de la timide apparition du passé ottoman dans le discours et la politique du parti.

Il n'en demeure pas moins que l'histoire de l'Empire ottoman, spécifiquement à travers sa période classique, constitue une idéologie de référence pour les dirigeants de celui-ci. La grandeur et la confiance en soi caractérisant l'âge classique ottoman constituent ainsi pour eux des marqueurs de référence²⁸⁶.

Il faut attendre les années 2010 pour que le passé ottoman se trouve réellement au cœur des discours et des politiques du gouvernement. L'exemple le plus significatif de ce retour en force de cette référence ottomane constitue les composantes des propos prononcés par Recep Tayyip Erdoğan le soir de la très large victoire de son parti lors des élections générales du 13 juin 2011. Cette allocution, également dénommée comme le discours du balcon du fait de sa proclamation depuis le balcon du quartier général de l'AKP, est en effet symbolisée par l'absence des termes « Europe » ou « Occident » en son sein. Dans ce discours, Erdoğan explique que cette victoire est autant celle des villes turques, comme Istanbul, Ankara et Diyarbakir que celle des villes des pays de l'ancien Empire ottoman, comme Sarajevo, Bakou, Beyrouth ou Ramallah.

²⁸⁶ Yavuz, Hakan, "The Role of the New Bourgeoisie in the Transformation of the Turkish Islamic Movement", in Yavuz, Hakan (dir.), *op. cit.*, p. 18.

Dans le domaine de la politique extérieure, les références à l'héritage de l'Empire ottoman se retrouvent également de plus en plus mises en avant à partir du troisième mandat de l'AKP au pouvoir. Les caractéristiques attachées à la période ottomane sont ainsi progressivement affichées dans les relations internationales de la Turquie, notamment vis-à-vis des pays du Moyen-Orient et des Balkans.

Même s'il est difficile de trouver une définition commune au terme de néo-ottomanisme, il ne fait aucun doute que l'AKP soit devenu le principal protagoniste dans le sentiment partagé de l'accroissement du fait ottoman dans la politique turque²⁸⁷.

La politique étrangère turque est souvent conduite par la prise en considération d'une approche pragmatique. Cependant, le gouvernement et les élites conservatrices placent l'islam ainsi qu'une référence positive de l'emprise ottomane sur le Moyen-Orient et les Balkans au centre du projet idéologique inspirant les relations extérieures turques²⁸⁸.

L'accroissement de la présence de l'héritage ottoman dans la détermination de la politique étrangère turque aboutit à une rupture avec les composantes des relations extérieures avant l'arrivée au pouvoir du parti de Recep Tayyip Erdoğan. En effet, les revendications d'une prise en considération de l'importance de l'influence de l'Empire ottoman dans la politique turque ont, jusqu'au début des années 2000, été essentiellement émises par les partis islamistes.

Le gouvernement affiche ainsi de plus en plus clairement une particularité partagée par une majorité de la société turque très attachée aux valeurs de l'islam et à son passé ottoman. Cette position a des conséquences importantes, au sein de la société, sur le rapport entre la religion et la place de la Turquie au Moyen-Orient. « *La longue expérience ottomane en Turquie a fait naître chez les Turcs un vrai sentiment de propriété sur l'islam sunnite, et un désir concomitant d'être le leader du monde musulman sunnite* »²⁸⁹.

²⁸⁷ Sözen, Ahmet, *op. cit.*, in Yeşilada, Birol and Barry Rubin (dirs.), *op. cit.*, p. 106.

²⁸⁸ Öktem, Kerem, "Projecting Power: Non-Conventional Policy Actors in Turkey's International Relations", in Öktem, Kerem, Kadioğlu, Ayşe, and Mehmet Karlı (dirs.), *op. cit.*, p. 81.

²⁸⁹ Abedin, Mahan, "Turquie/Iran: Une rivalité stratégique continue", in Schmid, Dorothée (dir.), *op. cit.*, p. 208.

L'intégration de plus en plus marquante des caractéristiques propres à la période de l'Empire ottoman dans les politiques intérieures et extérieures de la Turquie est aussi régie par la volonté du gouvernement islamo-conservateur d'intégrer encore plus le fait religieux au sein d'une société turque déjà conservatrice.

Il faut donc noter que le passé ottoman se trouve au centre de l'idéologie de l'AKP, notamment à travers la doctrine Davutoğlu qui attribue une place essentielle de l'héritage ottoman dans la politique extérieure à mettre en application.

L'aspect civilisationnel représente ainsi un élément clé de la vision du parti au pouvoir. Alors que la période ottomane de l'histoire turque a très longtemps été négligée ou sous-estimée depuis la fondation de la République, « *les années de pouvoir AKP en Turquie ont manifestement rétabli la confiance de la société sur ces potentiels de grandeur* » tout en cherchant à « *puiser son énergie dans une réconciliation avec son passé impérial* »²⁹⁰.

La glorification de l'héritage ottoman s'accroît ainsi dans la période 2011-2015 en grande partie grâce à un large soutien de la population turque. Celle-ci redécouvre alors parfois les richesses culturelles et idéologiques issues de l'époque ottomane. Cependant, cette utilisation du passé ottoman par le gouvernement islamo-conservateur s'inscrit également dans une logique de mieux « contrôler » l'ensemble de la société en mettant en avant les valeurs traditionnelles à respecter.

En complément d'un retour de plus en plus marqué des repères ottomans dans les discours de l'AKP, les sujets de société se trouvent également influencés par la vision gouvernementale. Les controverses autour de l'implication du gouvernement dans les domaines portant sur la vie privée et la moralité cristallisent d'autant plus ce rapprochement avec les partis islamistes classiques le précédant.

²⁹⁰ Insel, Ahmet, "Devenir une puissance économique mondiale : le néonationalisme de l'AKP", in Marcou, Jean, et Füsün Türkmen (dirs.), *op. cit.*, p. 91.

1.1.3 L'accentuation de la confrontation sur des sujets sociétaux

L'accroissement des ressemblances entre l'AKP et les partis islamistes turcs classiques, au cours de la troisième législature du gouvernement islamo-conservateur, est également apparent à travers le traitement des sujets de société.

Alors que les premières années au pouvoir du Parti de la Justice et du Développement ne se sont quasiment pas concentrées sur la gestion des sujets sociétaux, la crise politique de 2007-2008 a pour conséquence de remettre en exergue la concurrence des modes de vie laïque et conservatrice. Grâce à ses succès électoraux successifs et à la disparition progressive des moyens de pression internes et externes à ses politiques, la formation d'Erdoğan met plus clairement en avant sa vision de la société turque durant son second mandat gouvernemental, et encore plus à l'aube de sa troisième victoire consécutive aux élections générales de juin 2011.

La mise en perspective de l'existence d'un « agenda secret » de l'AKP cherchant à islamiser à terme l'ensemble de la société s'amplifie alors de nouveau de manière récurrente chez une partie de la population turque extrêmement attachée au respect total des valeurs de laïcité. Cette caractéristique s'explique en grande partie *« par l'évolution du discours politique dominant qui, depuis les débuts de la troisième législature AKP, met l'accent sur les questions de société et le discours désormais plus conservateur sur les questions liées à la famille et aux mœurs »*²⁹¹.

Le gouvernement islamo-conservateur profite ainsi de son troisième mandat pour renforcer la polarisation de la société en s'ingérant de manière plus frontale sur des sujets abordant principalement la question de la condition de la femme, la moralité et la liberté d'expression. Les valeurs islamiques sont alors clairement mises en avant pour régir les prises de positions des forces conservatrices au pouvoir dans ces domaines.

²⁹¹ Nohra, Fouad, and Asli Ece, *op. cit.*, p. 68.

Plusieurs modifications législatives opérées après la consolidation électorale de l'AKP en juin 2011 relèvent d'une importance majeure dans l'opposition sociétale principale entre les partisans conservateurs et laïques. Ainsi, dans le secteur de l'éducation, l'abolition, en mars 2012, de la règle des huit années consécutives nécessaires à toute scolarité obligatoire permet de renforcer le poids des écoles Imam-Hatip. L'introduction de l'enseignement de la vie du Prophète et du Coran, de manière facultative, constitue également une victoire pour les forces conservatrices. Enfin, après l'autorisation du port du voile dans les universités, il est désormais autorisé dans l'ensemble des écoles, depuis septembre 2014, pour les jeunes filles de plus de dix ans. « *Tous ces éléments constituent une revanche importante des islamistes sur les militaires et les laïcistes en général* »²⁹².

La décomplexification du parti au pouvoir en matière de l'expression de sa vision conservatrice de la société complète la consolidation de son pouvoir dans la vie politique turque depuis plus de dix années. Le gouvernement réussit alors à appliquer sans craintes son programme cherchant à accroître la présence de l'islam et de ses valeurs sur la scène publique.

Les marqueurs de la vie quotidienne, présents dans les domaines de l'éducation, de la religion et dans l'exercice de diverses traditions, constituent le socle de la définition d'une emprise de telle ou telle vision dans la société. L'ensemble de ces éléments participent à l'édification d'un « imaginaire islamique » comme Nilüfer Göle le définit :

*« L'imaginaire islamique est transmis par la répétition de ces pratiques, ancrées dans le quotidien, qui se ressource dans un modèle culturel et religieux, et cherchent à se distinguer de la définition du sujet libéral de la modernité »*²⁹³.

Le gouvernement turc s'appuie alors sur cette définition pour pouvoir progressivement accroître le respect des valeurs islamiques dans l'ensemble de la société turque, sans pour autant réclamer l'instauration de la loi islamique pour consolider l'emprise des forces conservatrices au pouvoir.

²⁹² Bilici, Faruk, Massicard, Elise et Semih Vaner, "Religion et société", in Akagül, Deniz, Bilici, Faruk et Ali Kazancigil (dirs.), *op. cit.*, pp. 132-133.

²⁹³ Göle, Nilüfer, *op. cit.*, p. 64.

Les symboles islamiques exercent ainsi un rôle très important dans cette quête renforcée au cours du troisième mandat gouvernemental de cette formation. Le contrôle de l'image peut alors permettre à la vision conservatrice propre à l'AKP de s'exprimer de différentes manières. En souhaitant que le port du voile soit autorisé, non seulement à l'université et dans les administrations publiques, mais aussi dans toutes les écoles, le parti au pouvoir cherche à ce que la religion se manifeste dans l'ensemble de la vie quotidienne. Il en va de même lorsqu'un code vestimentaire féminin, à la télévision par exemple, est jugé inapproprié par des membres de l'AKP.

« Au fil de la consolidation de leur pouvoir, l'assurance de représenter le « vrai peuple » a conduit les dirigeants de l'AKP à intervenir de plus en plus fortement sur les libertés individuelles, au nom de principes moraux prescrits par la religion dominante du pays. Non pas tant par des intérêts légaux, mais surtout par une stratégie d'encerclement progressif par les valeurs conservatrices et par leur intégration légitime dans les pratiques des autorités intermédiaires (préfets, directeurs d'école, commissaires de police, présidents d'université) et des médias »²⁹⁴.

Le Parti de la Justice et du Développement souhaite ainsi progressivement intégrer l'ensemble de ces valeurs conservatrices dans les mécanismes de la vie socio-politique turque.

Cette implication, de plus en plus directe, du gouvernement islamo-conservateur sur les sujets reliant la vie quotidienne à la religion a pour principal conséquence une augmentation sensible du niveau de polarisation à l'intérieur de la société turque. La montée progressive de l'autoritarisme et du conservatisme dans les politiques de l'AKP aboutissent à une division encore plus exacerbée au sein de la population.

²⁹⁴ Insel, Ahmet, *La nouvelle Turquie d'Erdogan : Du rêve démocratique à la dérive autoritaire*, Paris, La Découverte, 2015, p. 191.

1.2 L'accroissement de la polarisation de la société

1.2.1 Un autoritarisme plus marqué suite à la victoire de 2011

Une des caractéristiques essentielles de l'islamisme turc traditionnel prédominant jusqu'à l'arrivée au pouvoir du Parti de la Justice et du Développement porte sur le marqueur autoritariste des partis islamistes turcs.

Le leader de ces formations, Necmettin Erbakan, a été le premier protagoniste de cette particularité autoritaire. L'AKP a ainsi initialement cherché, lors de sa fondation, à se séparer de cet élément essentiel du courant islamique en Turquie.

Cependant, à partir de sa seconde législature gouvernementale, puis essentiellement au cours de son troisième mandat, la formation de Recep Tayyip Erdoğan a progressivement renoué avec ces penchants autoritaristes. Ce dernier devient alors le chef incontestable et difficilement critiquable sans conséquences au sein même du parti.

La politique autoritariste dépasse le cadre intérieur de cette formation, pour s'exercer au sein de la société turque. Couplée à la montée du conservatisme, cette caractéristique a pour conséquence d'accroître le niveau de polarisation déjà élevé dans la population. Le début du troisième mandat gouvernemental de l'AKP représente ainsi un tournant majeur dans l'emprise de ce parti sur la vie politique et publique de la Turquie.

L'imposante victoire de ce parti lors des élections générales de juin 2011 va alors permettre au Premier ministre Erdoğan d'imposer une politique de plus en plus autoritariste sur la scène intérieure. Un des effets primordiaux de cette montée de l'autoritarisme constitue le risque d'une fracture plus importante au sein de la société. Les événements du parc Gezi au printemps 2013 va ainsi être le reflet de l'exacerbation de la division de la République de Turquie.

En juin 2011, le Parti de la Justice et du Développement remporte pour la troisième fois consécutive les élections générales turques, du jamais vu depuis les années 1950 et les victoires du Parti démocrate.

Avec 49,83 % des suffrages exprimés²⁹⁵, l'AKP réussit à nouveau à accroître son score par rapport aux élections précédentes. Pour la première fois dans l'histoire de la République de Turquie, le même Premier ministre, Recep Tayyip Erdoğan, remporte trois élections générales consécutivement. Même si le Parti de la Justice et du Développement conserve à lui seul largement la majorité absolue au parlement, son nombre de députés, porté à 327, baisse de quatorze sièges par rapport à 2007. Ce paradoxe est dû à la plus forte présence de députés du parti CHP, obtenant 25,98 % des voix, et des partis indépendants, également en hausse.

Malgré tout, avec ce score près des 50%, l'AKP réalise une performance jamais connue en Turquie depuis les élections de 1965. Tout porte à croire que celui-ci affiche un projet, notamment dans les domaines socioéconomiques, permettant de galvaniser une part de plus en plus importante de la population.

Ainsi, après la tenue des élections générales de juin 2011, « *l'opinion publique était dans l'attente d'une nouvelle constitution démocratique, de même que de nouvelles réformes, promises par le gouvernement. Or, très rapidement le climat d'optimisme a laissé place à des inquiétudes. Les réformes démocratiques sont poussées au second plan dans le discours gouvernemental. Erdogan, de plus en plus autoritaire, s'est engagé dans un exercice solitaire du pouvoir* »²⁹⁶.

La volonté du Parti de la Justice et du Développement, et essentiellement de son chef charismatique Recep Tayyip Erdoğan, de mettre en place un régime présidentiel en Turquie ne permet donc pas d'obtenir le consensus nécessaire des autres partis politiques pour l'édification d'une Constitution civilement établie.

²⁹⁵ Conseil supérieur des élections (*Yüksek Seçim Kurulu – YSK*), décision n°1070 (*Karar 1070*), 22 juin 2011.

²⁹⁶ Kazancıgil, Ali et Semih Vaner, “Les vicissitudes de la démocratie”, in Akagül, Deniz, Bilici, Faruk et Ali Kazancıgil (dirs.), *op. cit.*, 2013, p. 59.

Les discussions portant sur l'établissement d'une nouvelle constitution répondant plus aux aspirations civiles, par rapport à celle encore présente aujourd'hui et mise en place par les autorités militaires en 1982, n'aboutissent finalement pas.

La consolidation du pouvoir de l'AKP suite aux élections générales de 2011 a rapidement contribué au renforcement progressif de l'exercice d'un autoritarisme, pratique déjà présent dans de moindres mesures depuis la deuxième moitié du second mandat gouvernemental. Les actions et discours du Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan constituent alors les symboles les plus marquants de ce tournant autoritariste.

« Recep Tayyip Erdogan a commencé à pratiquer un pouvoir personnel, en prenant des décisions sans aucune concertation et sans tenir compte de l'opinion publique : un exemple frappant est son insistance pour introduire un régime présidentiel, malgré les sondages défavorables. Il manifeste la volonté d'islamiser l'espace public et d'instaurer un ordre moral »²⁹⁷.

Le parti au pouvoir cherche ainsi plus ouvertement à mettre en avant sa conception de la société comme étant la norme qui doit à terme prédominer pour l'ensemble de la population turque. Les dangereuses atteintes à la liberté d'expression, notamment envers les organes de presse de l'opposition et vis-à-vis des personnes exprimant des critiques contre la politique gouvernementale, se sont ainsi multipliées à la suite des élections générales de 2011. La croissante prise de contrôle de groupes audiovisuels par des acteurs économiques influents proche des cercles du pouvoir représente également un coup dur pour la liberté de la presse dans le pays. Il est aussi à noter les diverses difficultés pour les journalistes d'opposition à mettre en doute les actions du parti au pouvoir sans prendre le risque d'être poursuivis en justice.

La volonté du gouvernement islamo-conservateur de mettre en avant une politique conciliatrice envers les forces de l'opposition devient ainsi encore plus minimaliste à partir de 2011. Alors que ce processus a déjà été de moins en moins effectif au cours de ses deux premiers mandats au pouvoir, l'AKP ne cherche alors quasiment plus à élaborer une politique, qu'elle soit intérieure ou extérieure, qui prenne réellement en considération les intérêts des autres formations.

²⁹⁷ Kazancigil, Ali, "Le système politique turc : Mutations démocratiques ou régression islamo-kémaliste ?", in Marcou, Jean, et Füsün Türkmen (dirs.), *op. cit.*, p. 23.

Cependant, malgré cette montée de l'autoritarisme en Turquie, il n'est pas possible d'affirmer que le pays soit dirigé par un pouvoir totalitaire ou dictatorial. A la différence du totalitarisme, un régime autoritaire ne fait pas un usage permanent d'outils contraignants vis-à-vis des forces d'opposition. L'existence d'une vaste étendue de libertés ainsi que de groupes de contestation au pouvoir dans la société turque ne sont pas remises en jeu d'une manière constante. La violence politique provoquée par les forces au pouvoir s'applique ainsi suivant l'évolution de la situation intérieure et des nécessités de ces derniers. De plus, l'abus d'autorité, que cela soit à travers la répression de manifestations d'opposition ou de recours récurrents de l'outil judiciaire contre les opposants au pouvoir, est souvent appliqué dans les pratiques autoritaires présents en Turquie depuis l'affirmation de l'AKP à la tête de l'ensemble des postes de pouvoirs²⁹⁸.

L'accapuration d'un pouvoir quasi-total en Turquie au fil de ses années donne à Recep Tayyip Erdoğan et à son gouvernement l'occasion de pleinement exprimer leur domination sur la scène intérieure. Leur nouvelle victoire lors des élections générales de 2011 renforce ainsi clairement l'emprise des forces conservatrices dans la vie politique turque. Encouragé par ce soutien indéfectible, le parti au pouvoir met davantage en avant ses intérêts devant le principe de politique conciliatrice avec l'opposition.

D'une manière plus explicite que par le passé, le leader de l'AKP et Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan en profite pour accroître sa vision autoritariste. En contrepartie, cependant, cette politique ne peut s'exercer sans prendre en considération le risque de polariser encore plus la société turque. Les oppositions à cet autoritarisme se trouvent alors plus virulentes et imprévisibles. L'accroissement de la polarisation sociétale se retrouve être l'une des conséquences les plus dangereuses des actions du gouvernement au pouvoir.

²⁹⁸ Insel, Ahmet, "L'autoritarisme et la violence. La Turquie face à ses démons", in Caloz-Tschopp, Marie-Claire (dir.), *Violence, Politique et Civilité Aujourd'hui. La Turquie aux prises avec ses tourments*, Paris, L'Harmattan, 2014, pp. 32-33.

1.2.2 Une polarisation de plus en plus déstabilisatrice

La politique menée lors du troisième mandat du gouvernement de l'AKP favorise l'accroissement de la polarisation dans une société déjà fortement divisée en plusieurs groupes. La principale fracture, qui oppose les forces conservatrices et les tenants du laïcisme, se trouve ainsi encore plus exacerbée durant cette période.

Grâce à ses succès électoraux successifs depuis 2002, ainsi que l'augmentation constante de la proportion des suffrages exprimés obtenue, l'AKP attribue une importance décisive dans les urnes. Le parti voit ainsi quasi-exclusivement l'expression de sa légitimité au pouvoir par le biais des résultats électoraux, alors que les élections ne représentent que la première modalité nécessaire à toute démocratie. Même si la société turque attribue une très grande signification à ce processus électoral, il s'agit d'un moyen encore plus symbolique pour les forces conservatrices. Le gouvernement islamo-conservateur met alors en exercice un « autoritarisme démocratique » où les abus d'autorité et la violation de la séparation des pouvoirs se trouvent justifiés par la légitimité obtenue par l'outil électoral²⁹⁹.

Même si près de la moitié des suffrages exprimés lors des élections générales de 2011 a été attribuée au Parti de la justice et du développement notamment pour le charisme et les actions proposées par son leader, Recep Tayyip Erdoğan, celui-ci n'inspire absolument pas confiance pour un nombre non-négligeable de Turcs. Le doute persiste en effet encore pour un grand nombre de Turcs sur l'existence ou non d'un agenda caché de la part de l'AKP cherchant à islamiser coûte que coûte l'ensemble de la société turque.

Il existe ainsi une palette d'avis totalement divergents sur la personne d'Erdoğan au sein de la population turque. De ses sympathisants les plus fidèles aux opposants les plus virulents à son encontre, chacun a son opinion sur le leader charismatique au pouvoir depuis 2002. Recep Tayyip Erdoğan, comme Premier ministre, puis en tant que nouveau Président de la République à partir d'août 2014, cristallise à lui seul la recrudescence de cette polarisation sociétale.

²⁹⁹ *Ibid.*, pp.38-39.

L'expression de plus en plus marquée de la vision conservatrice et autoritaire d'Erdoğan symbolise progressivement l'exacerbation des fractures existant dans la société. Ses discours provocateurs vis-à-vis de la laïcité forment des incompatibilités avec la tradition de la place de la religion sur la scène intérieure turque. Son appel à la formation d'une génération pieuse, ainsi que sa volonté de réformer les écoles Imam-Hatip, l'autorisation totale du port du voile et ses positions sur l'alcool et l'avortement par exemple, constituent les fondements de la politique conservatrice du gouvernement de l'AKP. *« Tout cela donne l'impression de l'émergence d'un ordre moral, d'une islamisation rampante, qui menacerait l'ordre laïque »*

300

L'existence d'importants marqueurs de fragmentation de la population dans l'histoire de la République de Turquie ne facilite également pas l'établissement d'un possible et profond processus permettant une réduction pérenne de cette fracture sociétale.

*« Le manque d'homogénéité de la société turque, sa polarisation entre des tendances résolument divergentes, l'absence d'une puissante tradition de dialogue interne rendent difficile un consensus national sur les grandes lignes de son avenir »*³⁰¹.

Depuis la fin du second mandat gouvernemental de l'AKP, l'absence d'impartialité des autorités turques vis-à-vis des partisans d'opposition se fait de plus en plus remarquer. Les membres de la société qui se trouvent en désaccord avec la vision défendue par les autorités politiques solidement au pouvoir sont ainsi régulièrement stigmatisés. Leurs modes de vie sont vivement critiqués, voire jugés contraire à la moralité, par le courant islamique au pouvoir.

Les actions du gouvernement islamo-conservateur en direction des minorités ethnico-religieuses, principalement les Kurdes et les Alévis, constituent des indications révélatrices de la volonté ou non des autorités à favoriser un esprit de « réconciliation » à l'intérieur de la société. L'arrêt de l'ouverture engagée envers les Alévis en 2009, notamment en ne reconnaissant pas leur spécificité de culte, suit ainsi l'échec de résolution du dossier kurde.

³⁰⁰ Kazancigil, Ali et Semih Vaner, *op. cit.*, in Akagül, Deniz, Bilici, Faruk et Ali Kazancigil (dirs.), *op. cit.*, p. 67.

³⁰¹ Pierini, Marc, *Où va la Turquie ? Carnet d'un observateur européen*, Arles, Actes Sud, 2013, p. 70.

Les autorités turques affichent dès lors clairement leur volonté de mettre en avant la prédominance de l'agencement sunnite-hanéfite sur la société. Ainsi, « *le discours et les actions du gouvernement ont mis en évidence une intention de polariser la scène politique et la société sur des lignes idéologiques, ethniques et religieuses ; d'exacerber les tensions entre les Turcs et les Kurdes, les sunnites et les alévis, le religieux et les laïcs* »³⁰².

L'ensemble des membres de la société, aux yeux des forces conservatrices au pouvoir, se doit de se conformer progressivement à un mode de vie plus respectueux des valeurs islamiques. Les principes religieux, avec l'attention portée à la moralité en tête, exercent un rôle de plus en plus visible dans la politique gouvernementale mise en application depuis 2010. Cela va de pair avec l'exercice d'un autoritarisme plus marqué.

L'obtention des pouvoirs de l'AKP, et de son chef charismatique, lors de son second mandat gouvernemental s'est encore sensiblement renforcée suite aux élections de 2011. Cette consolidation d'un « pouvoir total » aux mains de Recep Tayyip Erdoğan a permis à celui-ci d'exposer plus explicitement ses intentions de former de nouvelles générations pieuses et de promouvoir la bourgeoisie conservatrice. Cependant, une partie non-négligeable de la société, ne se trouvant pas dans ce projet, a ainsi l'expression d'être cernée et rabaissée par cette stratégie de plus en plus apparente³⁰³.

Le sensible accroissement de la polarisation de la société turque suite à la consolidation au pouvoir de l'AKP et de son autoritarisme de plus en plus marqué a alors abouti à une crispation dangereuse au sein de la société. La contestation de cette marche autoritaire évidente devient ainsi davantage présente, même si le risque encouru peut s'avérer sévère, en termes de poursuites judiciaires notamment. Les manifestations de Gezi en 2013, symbole de l'opposition aux projets gouvernementaux, marquent incontestablement le point d'orgue de cette division sociétale au sein de la République de Turquie.

³⁰² Kazancıgil, Ali et Semih Vaner, *op. cit.*, in Akagül, Deniz, Bilici, Faruk et Ali Kazancıgil (dirs.), *op. cit.*, p. 61.

³⁰³ Insel, Ahmet, *op. cit.*, in Caloz-Tschopp, Marie-Claire (dir.), *op. cit.*, pp.43-44.

1.2.3 Le choc sociétal de Gezi Park : reflet d'une République de Turquie divisée

Le niveau extrêmement élevé de la polarisation de la société turque sous le troisième mandat gouvernemental de l'AKP connaît son point d'orgue avec l'éclatement des manifestations de Gezi à la fin mai 2013. Les événements qui se sont produits principalement à Istanbul, dans le quartier du parc Gezi (*Gezi Park*) et dans d'autres endroits de la ville, ont eu un impact national de première importance. L'ensemble du pays connaît ainsi des mouvements de contestations d'une ampleur considérable au cours du printemps 2013.

A l'origine établi pour faire face au plan d'urbanisme décidé par le gouvernement en remplacement du parc Gezi, la force d'opposition à ce projet s'élargit très rapidement pour devenir une véritable fronde contre les autorités turques. Le lieu de la protestation, située à proximité de la place Taksim, relève à lui seul l'importance symbolique de cette forte et durable contestation. Haut lieu du kémalisme en Turquie, la place Taksim constitue en effet l'un des endroits les plus emblématiques où se déroulent les manifestations à Istanbul.

Le projet de transformation du parc Gezi à travers l'édification d'un espace comportant la réplique d'une caserne ottomane et un centre commercial n'est absolument pas du goût d'une grande partie de la société turque. Cette décision d'urbanisation ne s'est en effet pas réalisée en consultation avec la population. Elle marque ainsi un nouvel exemple de la politique autoritariste menée par le gouvernement de l'AKP. L'utilisation violente de la force par la police, durant la nuit du 31 mai, pour déloger les personnes qui protègent le parc de la démolition provoque une colère citoyenne d'une ampleur considérable et d'une imprévisibilité insoupçonnée.

« Par-delà la domination refusée d'un modèle de société proscrivant la liberté individuelle et enlevant à la politique toute ambition morale, les occupants de Gezi affirment leur volonté d'une Turquie démocratique et l'avènement d'une société responsable »³⁰⁴.

³⁰⁴ Duclert, Vincent, *Occupy Gezi. Un récit de résistance à Istanbul*, Paris, Editions Demopolis, 2014, p. 12.

Les manifestations de mai 2013 deviennent ainsi assez rapidement assimilées à un mouvement contestataire contre la politique du gouvernement et du rejet de l'autoritarisme ambiant symbolisé par son Premier ministre Erdoğan. Une grande partie de la population exprime alors son refus de se soumettre à un nouveau « père de la nation » qui souhaite tout contrôler à l'intérieur de la société turque. Le rejet d'une mainmise du pouvoir absolu détenu par Erdoğan se ressent ainsi particulièrement à travers ces révoltes populaires³⁰⁵.

Durant cette période extrêmement tendue pour la République de Turquie, le gouvernement de l'AKP se retrouve pour la première fois défié par une contestation d'un tel niveau depuis son arrivée au pouvoir. Les réponses violentes des autorités, à travers l'usage excessif de la force, face à ces manifestations démontrent clairement la nécessité, pour ce gouvernement islamo-conservateur, de réagir d'une manière décisive et ferme vis-à-vis de ce mouvement. Le maintien de l'ordre doit ainsi se faire quelles que soient les conséquences. Ainsi, dans la nuit du 15 juin, la police investit avec une rare violence le parc Gezi et les alentours de la place Taksim. Chaque manifestant est alors poursuivi individuellement afin de le « punir » de son action. Au total, en prenant en compte l'ensemble de la contestation, le bilan de la répression est lourd : six morts, des milliers de blessés et des centaines d'arrestations.

En plus de la violence policière, les manifestants doivent aussi faire face à une sévère atteinte aux libertés avec le blocage des réseaux sociaux et la couverture impartiale des événements de la part des médias nationaux. Ces derniers, qui sont devenus pour la plupart directement ou indirectement assujettis à la pression gouvernementale, tentent de minimiser l'ampleur de la contestation en réduisant leur couverture ou en donnant des informations erronées. La force de dissuasion envers les journalistes, notamment grâce au contrôle de l'AKP sur la justice, renforce la gestion autoritaire déjà mis en application de la part du gouvernement depuis la fin des années 2000.

Le poids des mots de la part des autorités publiques, principalement du Premier ministre Erdoğan, vis-à-vis des manifestants a également un rôle essentiel dans le niveau exacerbé de la polarisation atteinte au sein de la société au cours des événements de Gezi Park.

³⁰⁵ Kazancigil, Ali, "L'Etat, acteur controversé de la modernité", in Akagül, Deniz, Bilici, Faruk et Ali Kazancigil (dirs.), *op. cit.*, pp. 47-48.

L'expression utilisée par Recep Tayyip Erdoğan, qui compare les manifestants à des vandales (*çapulcu*), marque le mépris que le leader de l'AKP attribue aux participants de cette contestation.

Ce terme est cependant repris rapidement sous une portée positive, à travers les réseaux sociaux qui ont exercé un rôle majeur dans ce mouvement, par les manifestants pour se le réapproprier et exprimer leur fierté d'être un *çapulcu*. Par cet exemple symbolique, les participants du mouvement Gezi montrent leur volonté de faire face au gouvernement de manière pacifique et sarcastique.

Les événements de Gezi marquent alors l'atteinte d'un point de non-retour entre les autorités publiques et une grande partie de la population. La perte absolue de confiance, pour une part non-négligeable de la société, dans ce gouvernement aboutit à des demandes soutenues de démission de ce dernier.

« Si il [Le mouvement de Gezi] porte à ce point une signification politique qui le dépasse et le révèle en même temps, c'est qu'il vient du plus profond des imaginaires sociaux, fracassés sur la terreur. Celle-ci est faite d'Etat et de coups d'Etat, d'idéologie et de violence, d'interdits et de refoulé »³⁰⁶.

L'ampleur et la soudaineté de la contestation de Gezi s'expliquent en grande partie par l'autoritarisme grandissant et inquiétant mis en place par le gouvernement de l'AKP depuis 2010. L'exacerbation d'une polarisation déjà bien ancrée au sein de la société turque ne peut être acceptée par une frange non-négligeable de la population.

Les événements du parc Gezi en mai 2013 démontrent clairement le niveau de polarisation élevé dans la société turque. La méfiance croissante d'une grande partie de la population envers le Parti de la Justice et du Développement se trouve ainsi de plus en plus visible. L'expression d'une profonde division au sein du courant islamique turc, entre l'AKP et le mouvement Gülen, s'ajoute également à cette polarisation accrue.

³⁰⁶ Duclert, Vincent, *op. cit.*, p. 55.

1.3 La rupture de l'alliance AKP-Gülen

1.3.1 Les principales raisons de cette dissension

L'alliance stratégique entre le mouvement de Fethullah Gülen et le Parti de la Justice et du Développement, dès la fondation de ce dernier en 2001, a constitué un élément majeur dans l'évolution de l'islamisme turc. En effet, la confrérie güleniste avait toujours refusé jusqu'à cette date, de soutenir un parti islamiste en Turquie. La coopération entre ces deux formations a été en grande partie rendue possible grâce à la nette démarcation de la structure et de la vision du parti de Recep Tayyip Erdoğan avec celles des partis dirigés par Necmettin Erbakan.

A partir de 2011, la rupture progressive, puis brutale dès la fin de l'année 2013, entre ces deux formations a des conséquences plus que symboliques à l'intérieur des forces conservatrices turques.

Cette division met tout d'abord en lumière l'accroissement d'une nouvelle concurrence au sein du courant islamique du pays. Elle met en avant, entre autres, le retour de marqueurs autoritaires connus au sein de l'islamisme turc avant l'arrivée au pouvoir du parti d'Erdoğan en 2002. L'autoritarisme des partis islamistes dirigés par Erbakan avait alors dissuadé le mouvement Gülen de s'allier avec ces derniers.

La fracture de la coopération AKP-Gülen porte ainsi indéniablement un coup fort à la recherche d'une certaine unité au sein de l'islam turc sunnite-hanéfite officiel qui a préfiguré pendant les deux premières législatures de l'AKP au pouvoir. Cette division, qui s'accroît de plus en plus durant la période 2013-2015, a des conséquences majeures sur l'évolution des politiques mises en place par le gouvernement.

Les perspectives futures des relations entre ces deux mouvements vont alors représenter un indicateur important du développement de l'islamisme turc. Il est ainsi essentiel d'analyser les différents scénarios probables afin de mieux anticiper l'avenir des forces conservatrices turques.

Le Parti de la Justice et du Développement trouve à travers le mouvement de Fethullah Gülen un allié stratégique de premier plan depuis sa création en 2001. L'alliance entre ces deux formations s'accroît alors d'années en années, que cela soit en terme politique, socioéconomique et culturel. Cependant, la fin de la seconde législature du gouvernement de l'AKP est marquée par les premiers signes de distanciations de la part de la confrérie Gülen envers les politiques mises en application par le parti au pouvoir. La désapprobation de Fethullah Gülen sur l'envoi d'une flottille au printemps 2010, sous l'égide d'une organisation proche du parti au pouvoir, pour rompre le blocus de la Bande de Gaza représente la première marque importante de distanciation entre les deux mouvements. Gülen exprime alors son mécontentement dans le journal américain *the Wall Street Journal* en dénonçant l'atteinte portée à l'autorité d'Israël.

C'est surtout durant le troisième mandat du Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan, à partir de 2011, que la division s'accroît jusqu'à l'aboutissement d'une rupture totale à la fin 2013. Le tournant autoritariste réalisé par l'AKP constitue ainsi la raison principale à cette dissension au sein du courant islamique.

Dès lors la confrérie güleniste devient la seule véritable force capable de concurrencer le pouvoir alors solidement en place. Plus que tout autre parti politique, le mouvement de Fethullah Gülen reste à cette époque l'unique organisation à peser de son influence face aux politiques autoritaristes menées par la formation d'Erdoğan. La principale différence entre ces deux entités correspond à leur distinction de vision concernant le rapport préconisé entre l'usage de l'islam et les principes de la république laïque³⁰⁷.

³⁰⁷ Kazancıgil, Ali, "Le système politique turc : Mutations démocratiques ou régression islamo-kémaliste ? ", in Marcou, Jean, et Füsün Türkmen (dirs.), *op. cit.*, p. 22.

L'opposition du courant güleniste à l'instauration d'un système présidentiel souhaité par Recep Tayyip Erdoğan et son parti reflète l'accroissement de points de désaccords essentiels entre les deux mouvements. Toujours opposé à tout parti islamiste jusque la formation de l'AKP, la confrérie güleniste accepte de s'allier avec ce dernier grâce à sa vision novatrice d'intégrer la religion en politique et à l'abandon du sentiment autoritaire présent dans les formations islamistes précédentes.

A partir de 2012, les relations entre l'AKP et la confrérie Gülen ne sont plus aussi cordiales que durant les années précédentes. Suite à la poursuite d'une politique de plus au plus autoritaire et à la gestion des événements de Gezi au printemps 2013, le Premier ministre turc est plus souvent critiqué par les partisans gülenistes. En réponse à ces critiques, Recep Tayyip Erdoğan menace de fermer le réseau des écoles tenu par le mouvement Gülen³⁰⁸.

L'initiation d'une investigation de corruption, le 17 décembre 2013, contre plusieurs ministres du gouvernement islamo-conservateur, contraints de démissionner, ainsi qu'envers des membres et des proches de l'AKP, vont aboutir à un coup d'arrêt définitif de l'alliance du mouvement Gülen avec le parti d'Erdoğan. En effet, le Premier ministre turc accuse directement la confrérie güleniste, à travers sa forte implantation dans la justice et la police, d'avoir organisé cette affaire afin de concurrencer le parti au pouvoir.

Le lancement de l'investigation est aussi interprété comme étant une conséquence de l'annonce d'un plan du gouvernement de fermer les écoles tenues par la confrérie güleniste. Alors que Fethullah Gülen nie toute implication dans cette enquête, il exprime cependant sa désapprobation vis-à-vis de la tournure autoritaire des politiques gouvernementales³⁰⁹.

A partir de cette date, que Recep Tayyip Erdoğan considère comme une tentative de coup d'État de la part de Fethullah Gülen contre son gouvernement, les autorités turques vont commencer à se livrer à une véritable « course à l'homme » envers ce mouvement. La poursuite judiciaire de membres influents de la confrérie, ainsi que le démantèlement des organisations et entreprises proches du mouvement Gülen, deviennent alors une des priorités du gouvernement afin de contrer cette tentative de coup d'État.

³⁰⁸ Zalewski, Piotr, "Divorce Istanbul-Style. Why Turkey's nasty Gulen-Erdogan fight is making for some strange bedfellows", *Foreign Policy*, 15 janvier 2014.

³⁰⁹ Musil, Pelin Ayan, "Emergence of a Dominant Party System After Multipartyism: Theoretical Implications from the Case of the AKP in Turkey", *South European Society and Politics*, vol. 20, n°1, 2014, pp. 16-17.

Recep Tayyip Erdoğan évoque ainsi l'existence d'une « structure parallèle » dirigée par la confrérie Gülen à l'intérieur de l'État. En effet, l'importante présence de membres de cette organisation au sein de l'appareil de l'État pose ainsi désormais un sérieux problème face à la mise en application de politiques gouvernementales moins conciliantes avec la vision güleniste. Le solide et influent établissement de ces membres représente alors un défi discret mais progressivement irrésistible vis-à-vis du pouvoir exercé par l'AKP³¹⁰.

Cette implantation des partisans gülenistes dans les institutions étatiques a pourtant auparavant constitué un élément clé de la coopération avec cette formation politique pour consolider l'emprise des forces conservatrices sur le pouvoir. L'influence du mouvement Gülen dans la société a ainsi largement profité à celle-ci pour consolider son pouvoir et faire face aux risques posés par l'establishment kémaliste, notamment en termes judiciaires.

Cette opposition, qui devient de plus en plus virulente, entre deux mouvements alliés pendant près de dix années montre clairement le niveau du pouvoir atteint par l'AKP sur la scène intérieure. Le gouvernement peut ainsi se permettre de couper brutalement les liens, pourtant assez solides, avec les organisations et les membres de la confrérie güleniste.

Cette confrontation rompt ainsi la tradition en Turquie où les différents mouvements islamiques, qu'ils soient d'ordre politique ou non, ne se critiquent pas entre eux publiquement. Bien que rivaux sur le plan social, les deux formations ne se sont pas livrées à une concurrence acharnée, bien au contraire, entre 2002 et 2011. N'ayant plus de pressions internes ou externes s'opposant à la tenue de son pouvoir et redoutant la portée de l'influence de la confrérie güleniste sur la société, le parti d'Erdoğan n'hésite dorénavant plus à se confronter directement avec cette composante importante du courant islamique turc³¹¹.

Les soupçons de corruption mis en avant en décembre 2013 contre le gouvernement islamo-conservateur et ses proches, que cela soit dans les domaines économiques et politiques, renforcent cette fracture entre les deux groupes. Le parti d'Erdoğan dénonce alors une tentative de coup d'État mise en œuvre par le mouvement Gülen très présent dans la justice et la police. Il s'agit ainsi d'une réelle fracture au sein de l'islam turc officiel qui a été rassemblé au cours des années précédentes.

³¹⁰ Park, Bill, *op. cit.*, p. 191.

³¹¹ Fuller, Graham E., *op. cit.*, p. 195.

1.3.2 Les conséquences de la fracture au sein de l'islam turc

La rupture progressive de l'alliance entre le Parti de la Justice et du Développement et le mouvement de Fethullah Gülen marque un évènement important à l'intérieur de la structure islamique du pays. Cette division représente incontestablement un coup dur dans la volonté d'unification de l'islam turc mis en avant par le gouvernement. Alors que cette certaine unité a été effective au sein du courant islamique durant les deux premiers mandats de l'AKP au pouvoir, le début de la troisième législature marque assurément un tournant majeur dans l'harmonie des forces conservatrices.

Les conséquences de cette fracture au sein des forces conservatrices influent incontestablement sur l'évolution de la politique mise en œuvre par le parti au pouvoir. Celui-ci souhaite ainsi dorénavant être capable de représenter sans contestation la vision islamique prépondérante et de référence en Turquie. Pour le gouvernement, la confrérie Gülen n'a ainsi progressivement plus à s'ingérer dans le déroulement de la vie politique turque.

La concurrence entre ces deux formations, essentiellement en termes de pouvoir et d'influence sur la société, se trouve alors au cœur de leurs dissensions. Comme l'explique Graham Fuller, les mouvements islamiques peuvent diverger quant à l'interprétation que chacun se fait sur la « bonne vision » de l'islam à appliquer. Un de ces groupes peut alors tenter de vouloir faire valoir son monopole sur la correcte application de la religion à mettre en place³¹².

Les différences caractéristiques se font ainsi plus criantes entre la conception de l'islam par la confrérie Gülen et l'approche gouvernementale mise en application lors du troisième mandat de l'AKP. L'usage de plus en plus évident de la religion par le gouvernement dans l'espace politique ne convient pas à la vision güleniste sur la représentation que l'islam doit avoir au sein de la société.

³¹² *Ibid.*, pp. 124-125.

En effet, pour ce mouvement, le fait religieux ne doit pas être un outil mis dans l'exercice politique. La mise en avant des valeurs islamiques dans le respect des principes de laïcité constitue ainsi un élément incontournable de la représentation propre aux partisans de Fethullah Gülen envers la coordination des rapports entre la religion et la société.

L'autoritarisme ambiant du gouvernement touche ainsi, en complément des oppositions politiques classiques et des composantes ethnico-religieuses divergentes du sunnisme-hanéfite, les groupes comme le mouvement Gülen qui se trouve pourtant assez proche dans leur représentation religieuse.

L'accentuation de la divergence des visions politiques entre ces deux mouvements, qui a commencée à se renforcer à la fin 2011 suite à leurs désaccords sur les méthodes constituant le processus de résolution de la question kurde, s'est ajoutée aux nouvelles ambitions des partisans gülenistes présents dans les secteurs judiciaires, sécuritaires et bureaucratiques³¹³.

Il s'agit également d'un conflit à caractère personnel entre Recep Tayyip Erdoğan et Fethullah Gülen, les figures les plus charismatiques à l'intérieur de la société turque. Il ne peut y avoir deux chefs représentant l'autorité à l'intérieur des forces conservatrices. Le lancement de l'investigation, en décembre 2013, portant sur des affaires de corruption de la part de membres de l'AKP et de ses proches a définitivement discrédité toute considération de la part d'Erdoğan envers Gülen.

A partir de cette période, le gouvernement islamo-conservateur considère la confrérie güleniste comme une entité mettant en danger l'autorité de l'État. Cette confrontation se réalise ainsi au risque de provoquer une fracture de plus en plus large au sein du courant islamique turc.

Au cours des années 2014-2015, les organisations, entreprises et écoles appartenant ou étant proches du mouvement Gülen se trouvent menacées par le gouvernement de l'AKP. Les secteurs audiovisuel et bancaire sont ainsi le plus touchés par cette « chasse aux sorcières ». Le Parti de la Justice et du Développement cherche ainsi progressivement à prendre le contrôle, directement ou indirectement, sur les structures dirigées par les partisans de Fethullah Gülen. Le pouvoir pragmatique du gouvernement ne laisse plus aucune marge à une entente avec ce dernier pour des raisons idéologiques.

³¹³ Seufert, Günter, *op. cit.*, p. 19.

Recep Tayyip Erdoğan souhaite également, en réussissant à faire voter en mars 2014 une loi ordonnant la fermeture de toutes les écoles dirigées par ce mouvement d'ici septembre 2015, réduire au maximum l'influence et les ressources de la confrérie. Alors que le président de la République Abdullah Gül a approuvé cette loi, la cour constitutionnelle turque a décidé d'annuler celle-ci au cours de l'été 2015. Durant ces mêmes deux années, des journaux, tel que le quotidien *Zaman*, et des chaînes de télévision proches du mouvement Gülen et très appréciées par une grande partie de la population ont été perquisitionnées et leurs dirigeants interpellés.

Il ne demeure pas moins que le gouvernement s'oppose de toutes ses forces à ce mouvement en allant jusqu'à poursuivre en justice Fethullah Gülen en décembre 2014 et à plusieurs reprises en 2015. La fracture entre les deux principales formations influentes des forces conservatrices turques se trouve ainsi à son paroxysme.

Jusqu'en 2011, il était inenvisageable qu'une demande d'extradition de Gülen des Etats-Unis de la part d'Erdoğan soit formulée, tellement les liens entre ces formations ont été forts. Cette division au sein du courant islamique turc, qui s'élargit de jour en jour, a donc des répercussions sur le court terme, mais également sur une période future plus longue.

En complément à ces implications sur la scène intérieure, la fracture entre ces deux mouvements a également des répercussions non-négligeables en matière de politique extérieure. En effet, la confrérie güleniste exerce un rôle essentiel dans la politique de soft power promue par le gouvernement islamo-conservateur, notamment dans les secteurs culturels et éducatifs³¹⁴.

Cette profonde fracture au sein du courant islamique turc a des conséquences indéniables sur les relations entre le Parti de la Justice et du Développement et le mouvement de Fethullah Gülen. Il s'agit ainsi de savoir si cette rupture entre les deux formations est définitive ou est amené à évoluer vers un retour plus ou moins coopératif dans le futur.

³¹⁴ Balci, Bayram, "The AKP/Gülen Crisis in Turkey: Consequences for Central Asia and the Caucasus", *Central Asia Policy Briefs*, n°16, Washington, The George Washington University, avril 2014, p.2.

1.3.3 Les perspectives relationnelles de ces deux mouvements

Suite à l'imposante victoire de ce parti lors des élections générales de novembre 2015, les relations entre la formation au pouvoir et le mouvement Gülen se trouvent être au plus mal. En effet, Recep Tayyip Erdoğan considère alors, personnellement et au nom de son parti, la confrérie güleniste comme l'une, si ce n'est la principale, des menaces les plus importantes à la mainmise de son pouvoir. L'amplification des perquisitions dans les médias et les organisations proches de ce mouvement démontrent le niveau extrêmement élevé de cette confrontation au sein des forces conservatrices.

Avant d'analyser les principales perspectives futures éventuelles dans les rapports entre ces deux mouvements, il est important d'observer quel a été l'impact de cette violente fracture au sein de la société, tout particulièrement en terme d'influence à l'intérieur du courant islamique. Il est ainsi intéressant de remarquer que cette division n'a pas réellement affecté le niveau de popularité du parti au pouvoir depuis le « divorce » proclamé avec les présomptions d'affaires de corruption en décembre 2013.

Alors que le mouvement Gülen est crédité de plusieurs millions de sympathisants en Turquie, le nombre de voix obtenues par le parti au pouvoir n'a pas diminué lors des élections de novembre 2015. Il est alors fort probable qu'un grand nombre de ces personnes a tout de même voté en faveur de l'AKP lors de ce suffrage, aucun autre parti politique ne promouvant aussi fortement les valeurs islamiques partagées par la confrérie güleniste.

Malgré une stabilisation de ses scores, autour des 50% des suffrages exprimés, lors des résultats électoraux de novembre 2015, le parti de Recep Tayyip Erdoğan ne fait plus l'unanimité absolue au sein de la population turque adhérant aux principes islamiques et conservateurs. Plusieurs facteurs empêchent néanmoins cette importante part de la population à se désolidariser de l'AKP.

Il n'existe tout d'abord pas actuellement de formations politiques d'opposition pouvant rivaliser avec le parti au pouvoir au sein du courant islamique. Celui-ci a en effet su parfaitement se définir comme étant le meilleur choix possible pour les forces conservatrices turques.

L'autoritarisme ambiant et sensiblement grandissant, depuis le début de la troisième législature gouvernemental, rend également plus difficile l'expression de critiques venant d'acteurs extérieurs ou à l'intérieur même de cette formation.

La direction des rapports entre le Parti de la Justice et du Développement et la confrérie güleniste va essentiellement dépendre de l'évolution des marqueurs autoritaristes désormais présents à l'intérieur de la formation politique au pouvoir. Un retour progressif à l'esprit de conciliation du premier mandat de l'AKP pourrait ainsi, par exemple, amener à un nouveau rapprochement entre ces deux composantes importantes du courant islamique turc. À l'inverse, la continuation du durcissement de la politique gouvernementale actuelle conduira sans aucun doute à des positions irréconciliables vis-à-vis de ces deux protagonistes à court et moyen termes.

Le mouvement de Fethullah Gülen peut principalement entrevoir un apaisement de son conflit total actuel avec l'AKP seulement dans le cas de l'apparition d'une nouvelle opportunité politique. Ainsi un changement de leadership à l'intérieur du parti au pouvoir ou l'émergence d'une profonde division à l'intérieur de cette formation seraient des facteurs permettant une phase plus stable et constructive entre les deux entités phares du courant islamique en Turquie. Cependant, ces possibilités ne sont pas d'actualité de nos jours à la vue de la durable emprise de Recep Tayyip Erdoğan, qui est devenu l'adversaire le plus virulent vis-à-vis du mouvement Gülen, sur le parti islamo-conservateur. De plus, la victoire de l'AKP aux élections générales de novembre 2015 a confirmé la solidité du parti en leur permettant de gouverner seul pour un quatrième mandat de suite³¹⁵.

En effet, la tendance actuelle demeure plus que jamais à la volonté du Parti de la Justice et du Développement d'exclure toute influence pouvant provenir du mouvement de Fethullah Gülen.

³¹⁵ Seufert, Günter, *op. cit.*, p. 21.

Ce dernier continue à être décrit, notamment par Recep Tayyip Erdoğan, comme étant à la tête d'une « organisation terroriste » (*Fetullahçı Terrör Örgütü – FETÖ*) qui désire évincer l'AKP du pouvoir. Son procès s'est ainsi ouvert, en son absence, à Istanbul en janvier 2016. Dans son réquisitoire, le procureur a alors demandé une sentence de prison à vie à son encontre.

En plus de mettre un terme cette fructueuse coopération, cette situation affecte également les membres les plus emblématiques du parti au pouvoir. Ainsi, le 30 janvier 2016, Bülent Arınç, l'un des principaux fondateurs de l'AKP et ancien Président de l'Assemblée nationale, a exprimé, lors d'une interview à la chaîne de télévision *CNN Türk*, ses profonds désaccords avec la politique de Recep Tayyip Erdoğan envers le mouvement Gülen. Pour Bülent Arınç, qui n'est plus un député de l'AKP depuis les élections générales de novembre 2015, la majorité des opérations en cours menées contre les partisans de cette formation ne sont pas conformes à la loi. En tant qu'ancien avocat, il se dit alors tenter de reprendre cette fonction à la vue du nombre injustifié de procédures³¹⁶.

Le troisième mandat gouvernemental de l'AKP marque donc une rupture importante dans la gestion de la politique intérieure turque. L'accroissement progressive des composantes autoritaristes et conservatrices au sein de l'islam politique en Turquie amènent à des changements encore inimaginables durant les années 2000. La fracture entre le Parti de la Justice et du Développement et le mouvement güleniste représente sans aucun doute l'un des symboles les plus forts et inattendus de la nouvelle vision du parti au pouvoir sur la scène publique turque.

En complément de ces évolutions essentielles sur le plan national, les années 2011-2015 vont également s'avérer être une période décisive dans l'accomplissement de la politique extérieure turque. Les retombées des mouvements du Printemps arabe au Moyen-Orient et l'indécision grandissante au sujet de l'adhésion européenne sont des indicateurs essentiels pour analyser les transformations de paradigmes de la politique étrangère exercée par le gouvernement.

³¹⁶ Arınç, Bülent, Interview avec Taha Akyol, *Eğrisi Doğrusu* [En toute honnêteté], CNN Türk, 30 janvier 2016, <http://www.cnntrk.com/tv-cnn-turk/programlar/egrisi-dogrusu/bulent-arinc-gundem-degerlendirmesi>, consulté le 1^{er} février 2016.

2. L'évolution de la politique étrangère sous l'impulsion de l'AKP

2.1 L'incertitude dans les relations turco-européennes

Le bilan de la politique étrangère turque se trouve mitigé à la vue de son évolution vis-à-vis de l'Europe et du Moyen-Orient. Alors que le gouvernement islamo-conservateur a réussi à positionner la Turquie au centre de l'échiquier mondial et régional, la politique du « zéro problèmes avec les voisins », initiée par Ahmet Davutoğlu, connaît des échecs importants à partir de la troisième législature de l'AKP au pouvoir. La perplexité des relations européennes avec celles tout autant indécises du Moyen-Orient amène également une certaine complexité à prendre en compte dans les relations extérieures de la Turquie.

La période 2011-2015, est marquée par un accroissement de la place du fait religieux et des principes conservateurs dans la détermination de la politique intérieure. Ce constat a indiscutablement des répercussions sur le développement de la politique étrangère durant la même période.

Le rôle de la Turquie au Moyen-Orient, qui a connu d'importants bouleversements les années précédentes, est plus que jamais au centre de l'ossature de la politique extérieure turque à partir de 2011. Les événements de contestations qui ont opéré dans la région ont ainsi eu des impacts majeurs sur les relations extérieures déterminées par le gouvernement de l'AKP. Le statut de leadership régional recherché par le parti au pouvoir s'avère donc plus compliqué à atteindre du fait, entre autre, du sectarisme plus clairement appliqué à l'intérieur de sa politique moyen-orientale.

Le niveau des relations entre la Turquie et l'Union européenne reste incontestablement un sujet de première importance dans l'analyse de la politique extérieure mise en application par le gouvernement.

L'esprit de doute qui pèse progressivement de plus en plus dans les rapports turco-européens est principalement dû à l'extension d'un climat de suspicions entre les deux protagonistes.

La persistance des obstacles liés aux négociations d'adhésion européenne de la Turquie, couplée à la volonté des autorités turques de défendre plus explicitement ses intérêts, permettent alors l'accroissement de choix de politique extérieure divergents des prises de position de l'UE.

Les rapports entretenus entre la Turquie et l'Union européenne constituent sans aucun doute un indicateur primordial dans la connexion de l'évolution de la politique étrangère turque avec l'accroissement des marqueurs conservateurs à l'intérieur de la politique intérieure du gouvernement.

L'ambiguïté grandissante des relations turco-européennes se renforce ainsi davantage à partir de 2011.

Alors que « *le processus de négociation avec l'Union européenne a constitué la base d'un bon nombre d'avancées démocratiques* », les négociations d'adhésion marquent véritablement le pas au cours du second mandat gouvernemental du parti islamo-conservateur. Dorénavant, même les journaux pro-gouvernementaux, pourtant initialement très favorables à cette adhésion, signalent clairement que ce processus ne se retrouve plus être une nécessité fondamentale. Ainsi, lors du Congrès du Parti de la Justice et du Développement en septembre 2012, l'adhésion turque à l'UE ne se trouve qu'à la soixantième position des soixante-trois sujets essentiels exposés par ce parti³¹⁷.

Le scepticisme ambiant et réciproque entre les deux protagonistes s'installe ainsi dans la durée. La persistance des absences d'avancées dans les négociations d'adhésion représente alors un facteur majeur de ce climat de méfiance.

Le souhait du gouvernement islamo-conservateur de progressivement privilégier les intérêts de l'AKP et de la Turquie, durant cette même période, représente un autre élément d'importance justifiant des distanciations de la politique étrangère turque avec celle de l'Union européenne.

³¹⁷ Pierini, Marc, *op. cit.*, p. 121.

2.1.1 L'installation d'une méfiance mutuelle durable

Les années 2011-2015, correspondant à la troisième législature de l'AKP au pouvoir, sont caractérisées par le développement d'un véritable climat de scepticisme réciproque entre les membres de l'institution européenne et les autorités turques. Celles-ci se demandent ainsi clairement si les pays européens envisagent réellement d'intégrer la Turquie en son sein.

Ce n'est pas seulement le gouvernement islamo-conservateur qui doute de plus en plus de la sincérité de l'engagement européen dans le cadre du processus d'adhésion de la Turquie. Le peuple turc devient également progressivement plus sceptique sur les intentions de l'institution européenne dans ce dossier.

L'évolution du rapport de l'opinion publique turque envers l'intégration européenne de la Turquie a ainsi également radicalement changé entre l'arrivée au pouvoir de l'AKP en 2002, le début des négociations en 2005 et le début des années 2010. Tout d'abord très majoritairement favorable aux discussions portant sur le rapprochement turco-européen, l'opinion publique a par la suite commencé à émettre des doutes sur le futur des négociations à la vue des obstacles qui persistent dans le temps. En effet, selon une étude effectuée en 2012 par la Fondation turco-européenne pour les recherches éducatives et scientifiques (*Türk Avrupa Eğitim ve Bilimsel Araştırmalar Vakfı – TAVAK*), 76% de la population turque pense que le processus d'adhésion n'aboutira à aucun résultat au final³¹⁸.

La population turque n'a en grande partie plus confiance dans les intentions européennes de traiter objectivement la candidature de la Turquie. Le fait que le gouvernement de l'AKP ne considère plus l'intégration à l'Union européenne comme une priorité, mais plutôt une nécessité opportune, favorise également le jugement mitigé de la société sur la faisabilité de cette intégration à terme.

³¹⁸ Servantie, Alain, "Quelle Europe pour les Turcs ?", *Confluences Méditerranée*, n°83, Automne 2012, p. 37.

Ce sentiment de scepticism ne s'exprime cependant pas que de la part des Turcs envers l'Europe. Les membres de l'Union européenne ont également des doutes sur la réelle détermination de l'État turc à s'engager pleinement dans le processus d'intégration. Ainsi, au cours de ces dernières années, les indécisions sur le futur de la démocratie et l'accroissement du conservatisme dans la vie quotidienne constituent deux caractéristiques qui sont parfois observées avec suspicion en comparaison aux séries de réformes mises en place lors des premières années de l'AKP au pouvoir³¹⁹.

Le développement, par le parti de Recep Tayyip Erdoğan, d'une politique de plus en plus conservatrice et autoritariste durant son troisième mandat gouvernemental, a progressivement inquiété les autorités européennes sur le déroulement du mécanisme d'intégration turc au sein de l'Europe institutionnelle.

Les deux principaux protagonistes du processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne émettent donc, l'un envers l'autre, des réserves majeures dans le déroulement des négociations. Le renforcement de ce climat de suspicion mutuelle marque plus que jamais la mise en perspective d'un éloignement des visions respectives sur les sujets de politique extérieure, notamment vis-à-vis de l'évolution de la situation au Moyen-Orient. Cette distanciation a progressivement débuté à partir du début du blocage des négociations en 2006.

Malgré cette situation réciproque de doutes, le niveau de la coopération, que ce soit dans les domaines commerciaux, politiques et culturels, demeure extrêmement fort entre la Turquie et les pays européens durant le troisième mandat gouvernemental de l'AKP. Néanmoins, la persistance de cette atmosphère de méfiance ne fait que renforcer les incertitudes sur le futur des relations turco-européennes sur le moyen et long terme.

L'intégration turque à l'institution européenne ne constitue ainsi plus véritablement une priorité absolue pour les autorités de ces deux espaces géographiques. Les incertitudes grandissantes concernant la finalité des négociations ne permettent pas aux Turcs et aux Européens de penser sereinement au futur de leurs relations. Dans ces circonstances, l'accroissement de la coopération turco-européenne se trouve être beaucoup plus complexe que par le passé.

³¹⁹ Şen, Mustafa, *op. cit.*, in Yeşilada, Birol and Barry Rubin (dirs.), *op. cit.*, p. 75.

L'universitaire turc Ali Resul Usul explique alors que les relations entre la Turquie et l'Union européenne sont régies par un système réunissant les mesures de stimulation positive, dont l'attractivité de l'adhésion européenne constitue l'élément le plus important, et de dissuasion. La réussite du processus d'intégration réside ainsi dans la possibilité, pour l'UE, de trouver un équilibre dans l'application de ce système envers les pays candidats. La détérioration progressive de cette balance, dans le cas turc, ne permet alors pas au rapport turco-européen de fonctionner correctement. La normalisation de ses relations ne peut se faire que par le rétablissement de celle-ci³²⁰.

Les autorités et populations des acteurs au processus d'intégration de la Turquie à l'UE se font ainsi de moins en moins mutuellement confiance. Dans ce contexte, aucune avancée tangible ne peut être espérée dans la perspective d'une éventuelle intégration turque au sein de l'institution européenne. Le fait que cet esprit de méfiance se soit prolongé, si ce n'est accentué, pour un second mandat gouvernemental de l'AKP consécutif représente un indicateur préjudiciable pour la crédibilité européenne et l'attente turque.

Le niveau d'incertitude d'une adhésion turque n'a ainsi jamais été aussi élevé qu'au cours des années 2011-2015. La principale question n'est alors plus de se demander quand la Turquie va intégrer l'Union européenne, mais de savoir si elle en fera partie un jour.

Pour pallier à cette situation, la considération réciproque entre Turcs et européens pourrait permettre à faire évoluer les « géographies mentales » dans ces espaces territoriaux. Ainsi, « *l'association entre Orient et Occident peut apporter à l'Europe l'équilibre nécessaire entre dynamisme et stabilité* »³²¹.

La prolongation de cette paralysie entre les deux protagonistes affecte donc la détermination de la politique interne et étrangère turque durant cette période. Le climat de méfiance réciproque entre la Turquie et les pays européens s'est ainsi accru lors de la troisième législature du gouvernement de l'AKP. Cet état de suspicion durable est, en grande partie, à la fois l'une des causes et l'une des conséquences de la permanence des obstacles portant sur les négociations d'adhésion.

³²⁰ Usul, Ali Resul, "Is There Any Hope on the Revival of EU-Turkey Relations in the "New Era?"", *Turkish Studies*, vol. 15, n°2, 2014, pp. 284-285.

³²¹ Prévélakis, Georges, "L'Orient de L'Europe: géographie mentale, histoire et idéologie", in Barnavi, Elie et Paul Goossens (dirs.), *Les frontières de l'Europe*, Bruxelles, Editions De Boeck, 2001, p. 87.

2.1.2 La persistance du blocage à l'adhésion européenne

La méfiance mutuelle qui s'est à la fois durablement installée entre les autorités européennes et turques, ainsi qu'au cœur de leurs populations respectives, est, en grande partie, la cause, mais aussi la conséquence, de la persistance du blocage des négociations de l'adhésion turque à l'UE. Les discussions touchant sur un tel sujet d'importance nécessitent un niveau de confiance totale entre les deux partenaires.

En effet, ce quasi statu quo dans ce processus a tout d'abord pour origine le manque de confiance turco-européen qui ne fait que s'accroître au fil des années. Ainsi, un nombre croissant de personnes en Europe se trouve anxieux à l'idée que la Turquie puisse intégrer l'UE. La question religieuse, tout comme celles portant sur les risques migratoires et l'emplacement géographique du pays, restent les inquiétudes les plus fréquentes chez les personnes réservées vis-à-vis de cette adhésion. Pour ce qui est de la population turque, le sentiment de défiance envers l'objectivité des autorités européennes représente un élément de plus en plus évident dans la lente évolution des négociations d'adhésion.

Une des dispositions pour revitaliser les relations turco-européennes est alors de se distancier de l'hégémonie du discours civilisationnel et religieux. Ce procédé a en effet encouragé, tant en Europe qu'en Turquie, les divisions d'ordre nationaliste et religieux. L'opinion publique doit ainsi se rappeler que l'UE constitue un projet intégrateur et pacificateur³²².

En plus d'en être une cause majeure, le climat de suspicion réciproque et accru entre l'ensemble des protagonistes constitue aussi une conséquence importante de la persistance du blocage du processus d'intégration. Un véritable cercle vicieux s'est ainsi installé entre les Turcs et les Européens sur le déroulement du mécanisme gérant l'adhésion de la Turquie. Le scepticisme ambiant et le rythme des négociations se trouvent ainsi clairement corrélés au cœur d'une spirale négative.

³²² Kaya, Ayhan, "Turkey-EU Relations: The Impact of Islam on Europe", in Nielsen, Jorgen S. and Samim Akgönül (dirs.), *Yearbook of Muslims in Europe. Volume 1*, Leiden, Brill, 2009, p. 400.

Le manque d'avancées majeures dans les négociations depuis 2006 ne peut que renforcer la perplexité de la population turque, ainsi que celle de l'Union européenne, dans la possibilité d'intégration de la Turquie dans l'institution européenne à moyen ou à long terme. L'absence d'une vision claire et précise sur le déroulement de ce processus apporte encore plus d'incertitudes dans les relations turco-européennes.

Un sensible affaiblissement, pour les forces conservatrices au pouvoir, de la nécessité absolue d'adhésion à l'Union européenne constitue aussi un facteur d'importance dans la persistance du blocage des négociations.

Les autorités turques n'expriment alors plus la même utilité, par rapport au début des années 2000, en faveur d'une intégration turque à l'institution européenne. Même si le bon déroulement du processus d'adhésion demeure une priorité pour le gouvernement islamo-conservateur, ce dernier lie de moins en moins sa politique à l'atteinte d'une éventuelle intégration européenne.

Le déroulement des élections générales de juin 2011 a attesté que l'intégration de la Turquie à l'UE n'a pas constitué un sujet d'importance dans les programmes électoraux des différents partis politiques.

La lenteur du rythme des négociations a ainsi produit un climat de frustration et d'épuisement psychologique de la part de ces partis envers le dossier européen. La large victoire de l'AKP à ce scrutin démontre indirectement l'acceptation d'une grande partie des électeurs à la politique menée par cette formation envers l'UE. L'un des principaux enseignements de ces résultats consiste à observer que le gouvernement turc continue le processus d'eupéanisation de sa politique intérieure sans pour autant avoir l'adhésion européenne de la Turquie comme point de mire obligatoire. La nécessité de trouver une solution au problème kurde, tout comme d'instaurer une nouvelle Constitution civile, s'inscrivent dans cette dynamique d'eupéanisation. La perte de crédibilité de l'institution européenne aux yeux des autorités turques fait que ces mécanismes se réalisent sans que le dynamisme d'adhésion à l'UE exerce un rôle important³²³.

³²³ Oğuzlu, Tarık, "Turkey and the European Union: Europeanization without Membership", *Turkish Studies*, vol. 13, n°2, 2012, pp. 236.-237.

L'évolution de la politique intérieure menée par le gouvernement islamo-conservateur au cours de son troisième mandat au pouvoir exerce également une influence non-négligeable sur le développement des négociations d'adhésion. Le marqueur autoritariste, de plus en plus ambiant sur la scène turque depuis 2010, ne facilite pas, en effet, l'émergence de conditions nécessaires au déblocage du processus d'intégration de la Turquie.

A partir de cette période, le gouvernement islamo-conservateur tend à s'éloigner progressivement de certaines normes européennes, qu'il a cependant cherché à davantage respecter durant les années précédentes. Le respect de la liberté d'expression, l'amélioration de la condition féminine et la défense du principe de laïcité constituent ainsi des sujets essentiels que les autorités turques ont décidé de remettre en question suite à la consolidation du parti d'Erdoğan à la tête du pays.

Alors que le dialogue entre la Turquie et les membres de l'Union européenne ne s'est jamais rompu sous la gouvernance de l'AKP, les sujets de discorde ne sont pas parvenus à laisser la place aux points positifs de la coopération entre ces acteurs. Le rejet de toute avancée significative dans le processus d'adhésion avant la résolution de certains dossiers problématiques, tels que la reconnaissance du génocide arménien et la question chypriote, se trouve être contre-productif. Cette procédure ajoute en effet des problèmes dans le rapport déjà complexe parmi les divers protagonistes.

La persistance de la lenteur des négociations, au cours des années 2011-2015, ne fait que renforcer les incertitudes sur l'avenir des relations turco-européennes. Le fait qu'un seul nouveau chapitre de l'acquis communautaire se soit ouvert durant cette période, en 2013, démontre une situation de blocage encore plus manifeste qu'au cours du second mandat gouvernemental de l'AKP. Alors que seul le chapitre « science et recherche » a été clos en 2006, les 13 autres chapitres ouverts sur les 33 de l'acquis communautaire dont des négociations sont nécessaires n'ont pas connu d'avancées majeures durant ces cinq années.

L'ouverture d'un nouveau chapitre, portant sur la politique économique et monétaire, en décembre 2015 peut alors être à la fois vue comme un signe encourageant ou juste une action symbolique qui ne marque pas un changement important dans le rythme du processus d'intégration. En effet, celle-ci est réalisée en contrepartie d'une aide substantielle de la Turquie pour davantage contrôler les flux migratoires vers l'Europe.

Malgré l'ouverture de ce nouveau chapitre, une grande majorité de la population turque continue à clairement douter de la sincérité de la démarche européenne. Les raisons portant sur la persistance du blocage des négociations restent ainsi encore floues. Dans ce contexte, l'opinion publique se rattache plus facilement au discours proposé par le Parti de la Justice et du Développement à ce sujet. Celui-ci prend alors une tournure davantage nationaliste que durant ses deux premiers mandats au pouvoir. Les intérêts de la Turquie sont ainsi mis plus en avant dans la détermination des relations turco-européennes, même si cela doit se faire au détriment de la vision occidentaliste.

La continuation du blocage des négociations en vue d'une adhésion turque à l'Union européenne a pour conséquence une prise en considération progressive du gouvernement islamo-conservateur de la priorité des intérêts nationaux et du parti au pouvoir vis-à-vis de possibles pressions étrangères. Cette priorisation des affaires intérieures se réalise ainsi même au détriment des possibles effets néfastes que cela pourraient entraîner sur l'évolution des relations turco-européennes³²⁴.

L'accroissement de la désillusion de la Turquie liée à la longue durée des pourparlers d'adhésion couplé à la baisse du niveau de confiance des autorités et de la population turque envers l'institution européenne ont en effet pour résultat une sensible aversion à soutenir la mise en place de réformes nécessaires en vue de l'entrée du pays dans l'Union européenne.

En complément de ses implications sur la scène intérieure, la persistance des obstacles au bon déroulement du processus d'intégration européenne s'accompagne de la décision du gouvernement turc de mettre en application une plus grande autonomie dans l'établissement de sa politique extérieure. Les prises de position des autorités turques diffèrent ainsi plus fréquemment, notamment en ce qui concerne les affaires moyen-orientales, par rapport aux perspectives européennes dans ces domaines.

³²⁴ Migdalovitz, Carol, "AKP's domestically-driven foreign policy", *Turkish Policy Quarterly*, vol. 9, n°4, winter 2010/2011, p.40.

2.1.3 Les désaccords en terme de vision de politique extérieure

La situation de blocage des négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne constitue l'un des principaux facteurs poussant le gouvernement islamo-conservateur à intensifier la diversification des relations extérieures turques au cours de leurs deuxième et troisième mandats. La consolidation du pouvoir obtenue par l'AKP par l'intermédiaire de l'ensemble de ses victoires électorales, générales et locales, depuis 2002, a permis à ce parti de galvaniser une confiance de plus en plus importante dans ses capacités. L'accroissement de cette popularité, ajoutée à la forte diminution des pressions internes et externes vis-à-vis de l'exercice de son pouvoir, permet au gouvernement de mener une politique extérieure progressivement plus indépendante par rapport au passé.

Il est ainsi possible d'affirmer que le Parti de la Justice et du Développement a souhaité mettre en application, essentiellement à partir de sa seconde législature au pouvoir, un changement de paradigme en ce qui concerne l'exercice de la politique étrangère turque. Celle-ci ne suit ainsi plus systématiquement les intérêts de la politique extérieure et sécuritaire occidentale. Cet éloignement, même partiel, est alors progressivement remplacé par une politique priorisant au mieux les intérêts de l'AKP et la Turquie³²⁵.

La vision de politique extérieure propre au gouvernement islamo-conservateur, essentiellement à travers les principes de la doctrine Davutoğlu, connaît un regain d'intérêt à partir du milieu de son second mandat. L'arrivée d'Ahmet Davutoğlu comme ministre des Affaires étrangères en 2009 renforce ainsi sensiblement l'application de cette conception des relations extérieures turques.

Même si les relations turco-européennes demeurent d'une importance primordiale, les autorités turques ne considèrent plus l'Europe comme l'unique région d'influence et de référence à prendre en considération dans l'établissement de sa politique étrangère.

³²⁵ Yeşilada, Birol and Barry Rubin, "Introduction", in Yeşilada, Birol and Barry Rubin (dirs.), *op. cit.*, p. 2.

Un des indicateurs importants, plutôt symbolique que décisif, de mesure de la coopération entre la Turquie et l'Union européenne repose sur le niveau de l'alignement des positions turques avec l'outil de la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC).

Alors que l'État turc, en tant que non-membre de l'UE, ne peut participer au processus décisionnel de la PESC, il est cependant censé respecter et appliquer ces dernières dans le cadre des relations turco-européennes. Ainsi, en observant les pourcentages d'alignements de la politique extérieure turque avec les positions de l'UE, à travers la PESC, il est clairement remarquable que le niveau de cette coopération baisse d'année en année depuis 2007. D'après les rapports annuels de la Commission européenne sur la candidature turque, nous observons que ce pourcentage d'alignement, qui est de 98% en 2007, passe à 77% en 2009, avant de se stabiliser autour de 50% entre 2011 et 2013, et de chuter à 29% en 2014. Cette baisse progressive est principalement due à la persistance du blocage des négociations d'adhésion, ainsi qu'à la décision du gouvernement turc de mettre en application une politique étrangère desservant davantage les intérêts de la Turquie, et non seulement ceux de l'Europe. Le renforcement des ambitions régionales, notamment au Moyen-Orient, devient ainsi un facteur essentiel de cette distanciation partielle vis-à-vis de la politique extérieure européenne³²⁶.

Le gouvernement islamo-conservateur cherche ainsi à démontrer que la Turquie n'a plus à suivre systématiquement la politique étrangère appliquée par les puissances européennes.

Sa plus large autonomie d'action, essentiellement envers ses pays voisins, permet de mettre plus facilement en application la conception civilisationnelle des relations internationales propre à l'AKP. La région moyen-orientale constitue ainsi, au cours de la période 2011-2015, un terrain d'apprentissage de l'indépendance progressive de la politique extérieure turque vis-à-vis des politiques appliquées par l'Union européenne dans cet espace.

Les autorités européennes n'ont en effet plus les mêmes moyens de pression à mettre en avant en opposition à la volonté turque d'exercer des actions extérieures plus en adéquation avec les intérêts des forces au pouvoir.

³²⁶ Dagdeverinis, Dimitros, "Turkey and the CFSP. 2005-2014: Beyond Rhetoric", *Bridging Europe*, EU-Turkey Dialogue Initiative, Working Paper n°5, Athènes, 2014, pp. 4-6.

La persistance du blocage des négociations d'adhésion a ainsi favorisé, voire même encouragé, l'expression d'une politique étrangère moins reliée aux sollicitudes européennes.

Le développement des relations extérieures turques au cours de la troisième législature du parti de Recep Tayyip Erdoğan au pouvoir confirme l'exercice d'une nouvelle cadence en direction d'une autonomisation plus prononcée de la politique étrangère turque. Les décisions prises dans ce sens démontrent la volonté des forces conservatrices de mettre progressivement en application leur vision internationale qui favorise une meilleure prise en considération de leurs propres intérêts.

La plus grande indépendance de la politique étrangère turque au Moyen-Orient vis-à-vis des visions et des intérêts occidentaux dans cette région constitue aussi un double message des autorités turques envers ses partenaires européens.

Premièrement, le gouvernement démontre sa volonté accrue de distancier la détermination de ses choix de politique extérieure dans l'espace moyen-oriental avec l'évolution de son processus d'adhésion à l'Union européenne.

Deuxièmement, la Turquie exprime ainsi son souhait d'établir des liens privilégiés avec les pays de la région sans être systématiquement soupçonnée d'agir pour le compte des puissances occidentales.

Le renforcement des distanciations du gouvernement turc avec les prises de position de l'UE en matière de politique extérieure marque clairement le niveau d'incertitude élevé qui préfigure au sein des relations turco-européennes durant la période 2011-2015.

Le Moyen-Orient devient le territoire où ces différences de visions sont les plus remarquables, d'autant plus suite aux événements majeurs qui ont secoué certains des pays de cette région. La revendication du leadership régional de la Turquie désirée par le gouvernement devient alors plus complexe à atteindre à la vue de cette nouvelle situation géopolitique.

2.2 L'islamisme turc et le Printemps arabe

2.2.1 Les défis inattendus suite aux révolutions arabes

Lors de son troisième mandat, le gouvernement du Parti de la Justice et du Développement a dû faire face à des relations turco-européennes compliquées à cause, en partie, de la persistance des principaux facteurs de blocage liés au processus d'adhésion à l'UE. Durant la même période, l'AKP a cherché à accentuer encore plus les rapports que la Turquie entretient avec les pays du Moyen-Orient. Suite à l'accroissement progressif des relations turques dans cette région, le gouvernement islamo-conservateur souhaite plus que jamais faire de la Turquie un acteur incontournable et déterminant sur la scène moyen-orientale.

Un des aspects les plus importants de cette volonté de placer la Turquie au centre de l'espace moyen-oriental vient de la croissante utilisation de la religion et de la glorification de l'héritage ottoman dans la gestion gouvernementale de l'AKP. Même si ces caractéristiques s'expriment plus clairement, dans un premier temps, sur la scène intérieure, elles sont aussi pleinement intégrées dans l'édification de la politique étrangère turque.

Les événements du Printemps arabe, qui ont débuté à la fin de l'année 2010, bouleversent incontestablement le rythme et les plans mis en place par le gouvernement turc en matière de politique étrangère au Moyen-Orient. L'islam politique turc se trouve ainsi au centre des attentions et des politiques de la région. Les autorités turques ont ainsi rapidement à faire face, dans le domaine des relations extérieures, aux conséquences imprévues de ces mouvements de protestations.

L'un des défis les plus importants pour le gouvernement islamo-conservateur, dans ce contexte régional inattendu, est alors de se poser en tant que protagoniste capable d'exercer le rôle de leadership qu'il revendique. La montée de l'autoritarisme de la politique gouvernementale, au niveau intérieur, et d'un sectarisme au sein de sa politique étrangère avec le soutien de mouvements islamiques, tels que les Frères musulmans en Égypte, mettent indiscutablement en péril cette ambition d'autorité régionale.

Les mouvements de contestation qui ont commencé dans le monde arabe en décembre 2010 en Tunisie, et qui se sont poursuivis en janvier 2011 en Égypte et à partir de mars 2011 en Syrie, constituent des événements de grande ampleur et imprévus pour l'ensemble de la communauté internationale. La Turquie, comme les autres pays de la région, se trouve donc rapidement impactée par la dimension de ces phénomènes à prendre en considération rapidement dans l'édification de sa politique étrangère. Également connues sous le terme de « Printemps arabe », ces révoltes populaires ont une incidence conséquente pour l'avenir du monde arabe et les pays qui l'entourent.

L'intégration progressive de ces nouvelles données dans les relations extérieures turques est d'autant plus essentielle pour les autorités. Celles-ci cherchent en effet à consolider l'accroissement de la coopération obtenue avec les pays arabes au fil des années 2000 et à obtenir un statut de leadership au Moyen-Orient.

« Au moment où le rapprochement turco-arabe atteignait son apogée, les révoltes arabes qui ont marqué la première partie de l'année 2011 ont changé la donne, amenant subitement à s'interroger sur la pertinence de la nouvelle politique étrangère turque »³²⁷.

La retenue a tout d'abord été de mise pour le gouvernement islamo-conservateur suite au début de ces révoltes populaires. En effet, la Turquie ayant à la fois accru sa popularité auprès des autorités et des populations du Moyen-Orient, au cours du second mandat gouvernemental de l'AKP, a été prise de cours par les événements qui secouent la région. Il est alors devenu difficile et problématique pour l'État turc de redéfinir rapidement les priorités de sa politique étrangère dans cet espace géographique.

Les réactions du gouvernement se sont ainsi longuement fait attendre après le début de ces révoltes populaires en Tunisie et en Égypte. Ce n'est que le 1^{er} février 2011 que le Premier ministre Erdoğan s'exprime pour la première fois sur ce sujet en exigeant que les gouvernants du monde arabe soient attentifs aux requêtes des populations locales. Ainsi, devant le groupe parlementaire de son parti, il recommande au Président égyptien Hosni Mubarak d'écouter son peuple en mettant en avant le respect des principes démocratiques³²⁸.

³²⁷ Marcou, Jean, "La place du monde arabe dans la nouvelle politique étrangère d'Ahmet Davutoğlu", in Schmid, Dorothée (dir.), *op. cit.*, p. 63.

³²⁸ AK Parti, discours de Recep Tayyip Erdogan au groupe parlementaire, http://www.akparti.org.tr/basbakan-erdoganin-ak-parti-grup-toplantisinda-yaptigi-konusmanin-tam-metni_7846.html, 1^{er} février 2011, consulté le 16 juin 2015.

Il ne fait ainsi pas de doute que « *les révolutions arabes de 2011 ont réactualisé, auprès de l'AKP, les impératifs de démocratisation* ». Par l'expression de cette urgence, les autorités turques souhaitent démontrer que le respect des principes démocratiques représente la base essentielle à adopter vis-à-vis des aspirations des peuples du Printemps arabe. Le rapport entre la démocratie et la religion est ainsi présenté comme parfaitement conciliable pour les pays musulmans de la région, « *à tel point qu'Erdoğan a même cherché à convaincre qu'une laïcité d'Etat était parfaitement compatible avec la foi musulmane. Le problème est qu'à cet appel à l'extérieur en faveur de la démocratie répond à l'intérieur une privation des libertés de plus en plus manifeste* »³²⁹.

Cette réponse déséquilibrée du gouvernement islamo-conservateur vis-à-vis des scènes intérieure et extérieure démontre l'affirmation d'une approche distincte dans le traitement des sujets reliant la démocratie et la religion. Alors que le Parti de la Justice et du Développement dirige le pays d'une manière de plus en plus autoritariste, cette même formation exige des régimes arabes en place contestés de se défaire de leurs politiques absolutistes dans leurs relations envers leurs peuples.

Le gouvernement désire ainsi que les transitions politiques à l'intérieur des pays ayant connus les mouvements du Printemps arabe se fassent selon des dynamismes internes prenant en considération la volonté des populations en matière de liberté, de respect des droits de l'homme et de démocratie³³⁰.

La formation de Recep Tayyip Erdoğan souhaite soutenir à la fois les forces conservatrices en Turquie et celles qui se trouvent à la tête des révoltes populaires dans le monde arabe. Le gouvernement apporte ainsi son soutien aux Frères musulmans en Égypte et aux mouvements islamiques présents en Tunisie et en Syrie.

Cependant, ce soutien du Parti de la Justice et du Développement à ces formations ne signifie pourtant pas que celles-ci adhèrent complètement aux idées du gouvernement turc. Il s'agit plutôt de sources d'inspirations à prendre en considération dans leurs programmes.

³²⁹ Groc, Gérard, *op. cit.*, in Akagül, Deniz, Bilici, Faruk, et Ali Kazancigil (dirs.), *op. cit.*, p. 96.

³³⁰ Akıllı, Erman, "Türk dış Politikası Zemininde Arap Baharı" [Le Printemps arabe dans le contexte de la politique étrangère turque], *Ortadoğu Analiz*, vol. 4, n°37, 2012, p.45.

La Turquie demeure davantage populaire auprès des populations arabes pour le fonctionnement de son système politique intérieur que pour les composantes de sa politique étrangère dans la région. Les peuples contestataires au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ont une attention particulière sur la réussite de l'harmonisation de la démocratie et de l'islam au sein de l'espace turc³³¹.

Les inspirations d'ordres économique, politique et religieuse liées aux transformations connues par la Turquie sous la gouvernance du Parti de la Justice et du Développement sont ainsi davantage prises en considération que la propre évolution des relations turco-moyen-orientales.

La prudence exercée par le gouvernement et la baisse de l'influence de la Turquie dans le développement des révoltes du Printemps arabe peuvent s'expliquer par le niveau de connaissance des autorités turques vis-à-vis de la situation du Moyen-Orient.

*« Malgré la politique étrangère nouvelle qu'elle a développée au cours des dernières années à son endroit, la Turquie connaît mal le monde arabe et a du mal à évaluer la portée des évènements en cours »*³³².

L'absence ou la faible implication de la Turquie dans les affaires moyen-orientales jusqu'au début des années 2000 a son importance dans la soudaine et rapide gestion de multiples crises dans la région.

Les autorités turques ont trop hâtivement exprimées leur confiance au regard des acquis d'amélioration de la politique étrangère avec les pays du Moyen-Orient qui ont été capitalisés au cours de la seconde législature de Recep Tayyip Erdoğan au pouvoir. Le cas syrien constitue ainsi le meilleur exemple de l'expression de cette précipitation dans l'embellie des relations extérieures de la Turquie à l'intérieur de la région. La prudence aurait alors dû être davantage de mise vis-à-vis du rythme élevé de ce renforcement des liaisons turco-moyen-orientales.

³³¹ Abou-El-Fadl, Reem, *op. cit.*, in Öktem, Kerem, Kadioğlu, Ayşe, and Mehmet Karlı (dirs.), *op. cit.*, p. 254.

³³² Billion, Didier, *op. cit.*, in Marcou, Jean, et Füsün Türkmen (dirs.), *op. cit.*, p. 63.

Les événements du Printemps arabe ont permis d'observer que les relations de la Turquie avec les acteurs du Moyen-Orient, même si elles se sont accrues sensiblement les années précédentes, ne sont pas encore suffisamment solides pour permettre au gouvernement islamo-conservateur d'exercer un rôle de leader régional. La prise en considération du fait religieux dans l'évolution de ces situations s'avère alors être une caractéristique primordiale pour mieux comprendre la position de la Turquie à l'intérieur du nouveau contexte régional qui se dessine progressivement.

Ainsi, dans les cas des conflits en Syrie et en Irak, par exemple, le gouvernement de Recep Tayyip Erdoğan n'a pas pu consolider les bonnes relations acquises durant ses deux premières législatures suite au déclenchement du Printemps arabe. Le facteur religieux a ainsi exercé un rôle de premier ordre dans cette détérioration. La favorisation accrue de la part des autorités turques envers des groupes d'obédiences sunnites a en grande partie eu pour conséquences un affaiblissement de la crédibilité régionale de la Turquie dans sa volonté de recherche d'un équilibre de stabilité au Moyen-Orient.

Suite à l'éclatement de mouvements de révoltes populaires dans le monde arabe à partir de fin 2010, le gouvernement turc a dû constamment faire évoluer sa politique étrangère envers le Moyen-Orient. Alors que le Parti de la Justice et du Développement souhaite, surtout depuis son second mandat au pouvoir, que la Turquie obtienne le statut de leader régional, les événements liés au Printemps arabe vont cependant renforcer l'importance de la religion dans les décisions extérieures au Moyen-Orient.

Alors que le gouvernement islamo-conservateur a progressivement réussi, essentiellement au cours de sa seconde législature, à sensiblement améliorer ses relations avec la majorité des pays du Moyen-Orient, les péripéties du Printemps arabe vont signifier la fin de cette période. L'approche régionale de l'AKP, de plus en plus sectaire, va en effet mettre en avant son soutien aux groupes sunnites.

2.2.2 Le positionnement « sectaire » dans le clivage sunnisme/chiisme

Les révoltes populaires du Printemps arabe mettent en avant un renforcement progressif des discours portant sur la place de l'islam dans les sociétés du Moyen-Orient. Les mouvements contestataires vis-à-vis des régimes en place intègrent ainsi rapidement le marqueur de la religiosité dans leurs revendications. Les cas syrien et égyptien reflètent particulièrement la montée en puissance de la présence d'aspects religieux à l'intérieur des révolutions arabes.

Jusqu'au déclenchement de ces événements, le gouvernement turc a essayé d'élaborer une politique extérieure conciliatrice avec l'ensemble des pays de la région. Son rôle de médiateur dans les conflits inter et intra-étatiques au Moyen-Orient, dans les années 2007-2010, positionne ainsi la Turquie comme une puissance régionale capable de dialoguer sereinement avec tous les protagonistes. L'État turc se pose, à cet instant, en tant que garant de la stabilité moyen-orientale.

La mise en application progressive de cette politique régionale pro-active, dans laquelle la médiation occupe une place primordiale, se réalise ainsi dans la perspective d'une demande de nouveau statut pour la Turquie. Le gouvernement turc met alors en valeur les nouvelles capacités du pays, ainsi que les changements de stratégies effectués, pour parvenir à l'obtention de ce statut.³³³

Le voyage de Recep Tayyip Erdoğan en Irak à la fin du mois de mars 2011 constitue ainsi un exemple probant de la volonté du gouvernement islamo-conservateur de se poser en tant que puissance réconciliatrice au Moyen-Orient. Durant ces deux journées, le Premier ministre turc s'est ainsi rendu dans les trois territoires emblématiques du pays. Il y a rencontré le leader kurde, Massoud Barzani à Erbil, capitale de la région autonome du Kurdistan irakien, les autorités irakiennes à Bagdad, ainsi que le chef spirituel de la communauté chiite, l'ayatollah Ali al-Sistani, à Najaf, ville sainte du chiisme. Pour la première fois, un dirigeant sunnite se recueille sur le tombeau d'Ali et rencontre cette haute autorité du chiisme.

³³³ Aydın, Ersel, "Bölgesel Güç Olmak ve Türk Dış Politikasında Yön Arayışları" [Le désir de devenir une puissance régionale et la recherche d'une nouvelle direction dans la politique étrangère turque], in Dinçer, Bahadır, Özdal, Habibe, and Hacı Necefoglu (dirs.), *Yeni Dönemde Türk Dış Politikası* [La politique étrangère turque dans une nouvelle ère], Ankara, USAK Publications, 2010, p. 58.

Ce séjour officiel en Irak, marqué par des symboles forts, représente cependant le prélude d'une période plus complexe pour les autorités turques dans leur quête de leadership régional.

En effet, durant ce même mois de mars 2011 commence une révolte populaire en Syrie qui s'inscrit dans le développement du Printemps arabe que connaît alors la région. La transformation des contestations pacifiques au régime syrien en un véritable conflit armé va progressivement complexifier la position conciliatrice de la Turquie au Moyen-Orient.

Après avoir activement contribué, pendant plusieurs mois, à la recherche de solutions avec les autorités syriennes de Bachar el-Assad, le gouvernement turc se trouve obligé de soutenir les groupes d'opposition en demandant le départ de ce dernier du pouvoir. Le soutien, de plus en plus conséquent, du Parti de la Justice et du Développement à ces mouvements d'obédience sunnite met à mal le rapprochement du pouvoir turc avec la République islamique d'Iran, allié incontesté du régime syrien.

Ainsi, la Turquie, en coopération avec le Qatar et l'Arabie Saoudite, finance le Front Islamique dès sa création en novembre 2013. Alors composé de plusieurs dizaines de milliers de combattants, cette union d'opposants au régime syrien comporte pas moins de sept groupes armés qui cherche à se poser en tant qu'alternative islamiste crédible³³⁴.

Le soutien du Parti de la Justice et du Développement vis-à-vis des Frères musulmans, notamment suite à leur arrivée au pouvoir en Égypte en 2012, s'inscrit ainsi dans un processus alliant une mise en perspective de la hausse des indicateurs du conservatisme sur la scène turque et dans les relations avec les pays musulmans de la région.

Dès le début de sa troisième législature au pouvoir, l'AKP a cherché à développer une politique étrangère substituant une « géopolitique défensive », où le territoire turc constitue le cœur, par une « géopolitique conservatrice et islamique » qui a pour milieu les espaces du Moyen-Orient, des Balkans, du Caucase et d'Afrique du Nord. Le gouvernement islamo-conservateur souhaite ainsi démontrer son attachement à une approche identitaire de la politique étrangère turque centrée sur la civilisation islamique et non sur l'Occident. La Turquie se doit ainsi d'être le chef de file de cet ensemble régional³³⁵.

³³⁴ Valter, Stéphane, "The Syrian War: Religious and Political Representations", *Syria Studies*, vol. 6, n°3, 2014, p. 27.

³³⁵ Kirdiş, Esen, "The Role of Foreign Policy in Constructing the Party Identity of the Turkish Justice and Development Party (AKP)", *Turkish Studies*, vol.16, n°2, 2015, p. 186.

La politique moyen-orientale de la Turquie commence ainsi réellement à intégrer de manière progressive le marqueur religieux dans ses facteurs de développement. Le gouvernement islamo-conservateur cherche ainsi à devenir la référence sunnite au Moyen-Orient. L'accentuation des indications en faveur de l'époque ottomane, sur les plans intérieur et extérieur, s'insère dans cette stratégie où la religion exerce une place plus visible.

Cette nouvelle dynamique sectaire du gouvernement de l'AKP en faveur des mouvements sunnites, parfois extrémistes, dans la région depuis le déclenchement des révoltes du Printemps arabe s'exprime également dans la gestion de sa politique intérieure. Malgré les promesses de Recep Tayyip Erdoğan dans la recherche de solutions au sujet des minorités kurdes et alévis, le parti au pouvoir continue à voir celles-ci comme non conformes aux principes religieux de l'islam sunnite officiel en Turquie.

Ainsi, lorsque le conflit en Syrie s'intensifie en prenant une tournure où le fait religieux occupe une place de primordiale, la continuation de cette politique sectaire se fait aussi ressentir sur la scène turque. Lorsque un attentat fait 53 victimes le 11 mai 2013 à Reyhanlı, à quelques kilomètres de la frontière turco-syrienne, le Premier ministre Erdoğan n'hésite pas à affirmer que 53 « citoyens sunnites » ont perdu la vie.

Pour autant, la Turquie, à travers la cohabitation d'une population à obédience sunnite avec une importante minorité alévie, semble cependant avoir les capacités d'exercer un rôle à part entière dans les conflits à consonance religieuse au Moyen-Orient. Les décisions prises par Recep Tayyip Erdoğan représentent alors les principales sources dans la volonté gouvernementale à mettre ou non à bon escient ce pluralisme en faveur d'une stabilité intérieure et d'un nouvel équilibre régional. L'expression d'une politique inclusive, et non « sectaire », lui permettrait ainsi de se poser en tant que figure de première importance dans la modération des groupes sunnites régionaux et dans la conciliation intérieure³³⁶.

Les révoltes populaires du Printemps arabe ont ainsi sensiblement mis à risque les relations consensuelles obtenues les années précédentes par le gouvernement de l'AKP avec la quasi-majorité des pays du Moyen-Orient. La politique étrangère turque dans la région s'est ainsi partiellement sectarisée avec une mise en avant plus visible du facteur sunnite. Les ambitions de la Turquie dans l'espace moyen-oriental se trouvent alors complètement bouleversées, son statut de puissance régionale incontesté étant devenu plus compliqué à obtenir.

³³⁶ Fisher Onar, Nora, *From model to bystander and how to bounce back. Turkey, the Middle East, and the Transatlantic Alliance*, Washington D.C., The German Marshall Fund of the United States, 2013, p. 12.

2.2.3 Les handicaps pour la Turquie de prétendre au leadership régional

Le déroulement des mouvements de contestation dans le monde arabe et les réactions des autorités turques vis-à-vis de ces derniers démontrent la complexité pour la Turquie de postuler au titre de puissance dominante au Moyen-Orient. Les ambitions du gouvernement turc se trouvent ainsi partiellement compromises à partir de 2011.

Un des principaux marqueurs de l'éloignement de l'obtention de ce statut de chef de file régional réside dans le développement indécis de la vision stratégique turque au Moyen-Orient. Après s'être progressivement rapprochées, durant les années précédentes, des pouvoirs en place dans la région, les autorités turques ont plus de difficultés à clarifier leurs relations avec les États et les peuples touchés par les révoltes du Printemps arabe.

L'expression de cette ambiguïté de la part du gouvernement islamo-conservateur ne permet plus à cet instant de faire de la Turquie un pays capable de réunir l'ensemble des nations moyen-orientales autour de son leadership. En effet, l'ingérence turque dans les affaires intérieures de certains États, comme l'Égypte et la Syrie, aboutit à un accroissement de leurs méfiances vis-à-vis de cette politique.

Ainsi, par exemple, lors de sa première visite officielle, en septembre 2011, en Égypte et en Tunisie suite aux révoltes populaires du Printemps arabe, Recep Tayyip Erdoğan appelle à la mise en place d'une nouvelle Constitution laïque dans ces deux pays. Il souhaite ainsi démontrer qu'il n'y a pas d'incompatibilité entre l'islam, la laïcité et la démocratie. Cette attitude a ainsi été vue comme une volonté du gouvernement turc de se distancier du caractère islamique qui est régulièrement véhiculé dans son image à l'international³³⁷.

Cependant, l'usage croissant du fait religieux, à compter du début de ces événements, dans la politique moyen-orientale du gouvernement met incontestablement à mal les potentialités turques d'exercer un rôle fédérateur dans la recherche d'une certaine stabilité régionale.

³³⁷ Dal, Emel Parlar and Emre Erşen, "Reassessing the "Turkish Model" in the Post-Cold War Era: A Role Theory Perspective", *Turkish Studies*, vol. 15, n°2, 2014, p. 271.

Le soutien de la formation de Recep Tayyip Erdoğan à la prise de pouvoir des Frères musulmans, suite à la révolution égyptienne de janvier 2011, s'effectue alors essentiellement autour d'une même idéologie islamique. L'AKP est ainsi vu comme un modèle à suivre pour le Parti de la Liberté et de la Justice (PLD), vitrine politique des Frères musulmans créée en avril 2011. La victoire de ce parti aux élections législatives de janvier 2012, avec l'obtention de 44% des sièges à l'Assemblée, et l'élection du candidat des Frères musulmans, Mohamed Morsi, en juillet 2012 vont grandement satisfaire le gouvernement turc.

Même si les deux pays ont une coopération assez solide, les relations turco-égyptiennes ont souvent connu des périodes de tension depuis la fondation de la République de Turquie. Les rapports entre l'AKP et le régime de Hosni Moubarak ont ainsi été principalement d'ordre économique et stratégique. Le raïs égyptien n'apprécie pas, en effet, la popularité grandissante de Recep Tayyip Erdoğan au Moyen-Orient et le statut de nouvelle puissance régionale de la Turquie. L'arrivée des Frères musulmans au pouvoir au début 2012 constitue donc pour l'AKP l'opportunité d'une nouvelle ère dans la coopération turco-égyptienne. Le coup d'État militaire de juillet 2013 contre le Président Morsi et les Frères musulmans va ainsi représenter un coup dur dans les relations entre ces deux nations.

L'État turc ne peut dès lors plus compter, dans sa quête de leadership régional, sur le soutien du nouveau régime égyptien du maréchal Abdel Fattah al-Sissi, ce dernier étant d'autant plus dénommé en juillet 2014 par Recep Tayyip Erdoğan comme étant un « tyran » ayant provoqué un véritable coup d'État vis-à-vis des Frères musulmans alors au pouvoir.

Le gouvernement islamo-conservateur ne doit également plus compter sur le soutien du régime syrien de Bachar al-Assad, ainsi que de l'approbation des autorités iraniennes et saoudiennes dans son ambition de domination régionale. Ces deux derniers pays reprochent en effet l'ingérence croissante de la Turquie dans les affaires internes de la région. L'approche turque vis-à-vis des révoltes du Printemps arabe constitue ainsi un point de friction important entre ces trois États majeurs de la région.

Alors que le gouvernement turc soutient l'arrivée au pouvoir des Frères musulmans en Égypte, l'Arabie Saoudite apporte un soutien incontestable au régime d'Abdel Fattah al-Sissi. Cette divergence va se ressentir dans la représentation de l'opinion publique turque envers le régime saoudien. En octobre 2013, une étude montre que seulement 26% de la population turque ont une image positive du régime saoudien, contre 40% en 2007. Il s'agit alors du plus faible pourcentage en faveur de l'Arabie Saoudite de la part d'un pays du Moyen-Orient³³⁸.

Suite à la complexification plus ou moins sévère de ses relations avec ces quatre pays musulmans influents au Moyen-Orient, la Turquie ne peut plus, à compter de la troisième législature de l'AKP au pouvoir, parvenir à obtenir le statut de leader régional.

La persistance des différends de l'État turc avec Israël durant cette période ne permet également pas aux autorités turques d'exercer à nouveau un rôle de médiateur dans le conflit israélo-palestinien.

Le renforcement du poids de l'Iran au Moyen-Orient constitue un autre indicateur de la difficulté grandissante pour la Turquie de prétendre au titre de puissance incontestée dans la région. En effet, la résolution du dossier nucléaire iranien et la levée progressive des sanctions internationales à son encontre renforce la position iranienne.

L'implication de plus en plus marquante de ce pays dans les conflits moyen-orientaux, principalement en Syrie, en Irak et au Yémen, lui permet également de sérieusement concurrencer la Turquie comme force majeure régionale.

Même si la réussite économique turque, l'alliance entre démocratie et religion, ainsi que l'accroissement de l'influence culturelle ont été des sources d'inspiration pour les autres pays du Moyen-Orient à partir des années 2000, il demeure cependant que la domination ottomane, souvent douloureuse, reste dans les mémoires de ces populations. La Turquie ne peut ainsi pas prétendre facilement au statut de leader régional. Le rapide et constant accroissement des relations turco-moyen-orientales constaté durant les deux premiers mandats du gouvernement de l'AKP se trouve alors ralenti et compromis par le déclenchement des mouvements du Printemps arabe.

³³⁸ Pew Research Center, *Saudi Arabia's Image Falters among Middle East Neighbors*, Washington, octobre 2013, p. 1.

Les années 2011-2015 se trouvent ainsi être décisives pour les autorités turques dans leur quête de consolidation d'une politique étrangère se voulant plus autonome par rapport à leurs alliés stratégiques occidentaux. L'émergence des mouvements de contestation dans le monde arabe constituent alors de véritables tests pour juger de la faisabilité et de la solidité de cette politique extérieure.

L'ensemble de ces difficultés dont la Turquie doit faire face en réaction aux révoltes populaires du Printemps arabe se situe donc dans le contexte de la recherche d'une nouvelle position régionale. Le gouvernement islamo-conservateur cherche ainsi, malgré ces handicaps, à accroître son influence au Moyen-Orient afin de devenir une force incontournable dans la région. Pour y parvenir, la République turque peut s'appuyer sur les inspirations qu'offre son modèle politique, ainsi que son rapport entre l'islam et la démocratie, auprès de l'opinion arabe³³⁹.

L'obtention du statut de leadership régional souhaité par la Turquie reste une priorité malgré la multiplication et la persistance de situations complexes à gérer dans la détermination de sa politique étrangère. Les capacités d'action et d'adaptabilité développées par le gouvernement islamo-conservateur au cours des années 2000 lui permettent de concevoir leur potentialité à devenir un acteur clé dans la région.

Les événements du Printemps arabe ont un impact considérable sur les décisions de la politique étrangère turque ainsi que sur le rôle de puissance régionale incontestable recherché par les autorités. La période 2011-2015 se trouve ainsi caractérisée par des résultats partagés en matière de politique extérieure. Celle-ci évolue alors, durant cette période, entre réussites, en remettant clairement en avant la Turquie au centre de la scène internationale, et échecs, avec notamment les difficultés qu'elle entretient vis-à-vis des pays du Moyen-Orient.

³³⁹ Bozdémir, Michel, "La Turquie désorientée, ou l'émergence d'une puissance régionale?", *Maghreb-Machrek*, n°207, printemps 2011, p. 111.

2.3 Un bilan mitigé de la politique étrangère turque

2.3.1 La réussite des islamo-conservateurs à ancrer l'État turc sur la scène mondiale

Les forces conservatrices de la Turquie exercent un impact essentiel sur l'évolution de la politique extérieure turque au fil des années. L'arrivée au pouvoir de la formation de Recep Tayyip Erdoğan a en effet redynamisée le processus des relations extérieures. Alors que les premières années ont été principalement focalisées sur le mécanisme d'intégration européenne, un changement majeur s'opère entre 2006 et 2008. A partir de cet intervalle de temps, les autorités turques orientent davantage leurs priorités vers un renforcement des relations avec l'espace moyen-oriental et une stabilisation de celles qu'elle entretient avec l'Europe.

Entre 2011 et 2015, l'exercice de la politique étrangère turque s'est avéré être beaucoup plus complexe à la vue de la persistance du blocage du processus d'adhésion à l'UE et des conséquences liées à la série d'évènements survenus au Moyen-Orient.

Le déclenchement des révoltes populaires du Printemps arabe montre cependant les limites de la politique étrangère turque. La politique de « zéro problème avec les voisins » préconisée et appliquée par le gouvernement se retrouve ainsi impossible à maintenir au regard des conflits et des crises qui se propagent au Moyen-Orient.

La combinaison des rapports turco-européens et turco-moyen-orientaux se complexifie donc davantage. En complément de la gestion de sa politique étrangère vis-à-vis de ces deux espaces géographiques, la Turquie doit également une sensible perte de confiance de la part des puissances occidentales et régionales.

Le bilan mitigé des relations extérieures turques, durant cette période, passe tout d'abord par le succès du gouvernement islamo-conservateur à replacer la Turquie au centre de l'échiquier international. Le pays devient ainsi une puissance incontournable au niveau régional, et essentielle dans les enjeux globaux.

Quels que soient les résultats de la politique extérieure turque, il est incontestable que le Parti de la Justice et du Développement a permis à la Turquie de connaître une visibilité et un rayonnement accrus sur l'échiquier mondial et régional. Le gouvernement islamo-conservateur cherche ainsi de plus en plus à s'impliquer dans les affaires internationales, que cela soit dans les domaines politique, économique et socioculturel.

Alors que les actions de l'État turc en dehors de ses frontières ont souvent été considérées comme limitées et prudentes avant l'arrivée de l'AKP au pouvoir, la nouvelle approche mise en place par cette formation a progressivement permis à la Turquie de se retrouver au centre du processus géopolitique mondial.

A l'aube de son troisième mandat au pouvoir, obtenu largement grâce au soutien de près de la moitié des suffrages exprimés lors des élections générales de juin 2011, le gouvernement inscrit pleinement la nation turque dans la globalisation sous toutes ses formes. Les autorités turques ont réussi à accroître la pénétration des intérêts turcs dans les diverses régions mondiales.

C'est sans aucun doute envers le Moyen-Orient que le gouvernement islamo-conservateur a le plus exercé sa vision d'ouverture à l'international. Grâce à cette approche, la Turquie « *y est devenue en quelques années un partenaire économique naturel, un protagoniste important du débat politique et aussi un médiateur possible en cas de crise, aussi bien dans les conflits interétatiques qu'en cas de difficulté politique interne dans les pays de son voisinage* »³⁴⁰.

Le parti de Recep Tayyip Erdoğan est ainsi parvenu, durant ses deux premières législatures à la tête de l'État, à élever progressivement la Turquie au rang de puissance régionale incontournable.

³⁴⁰ Schmid, Dorothee, "La Turquie entre orientalisme et réorientation", in Schmid, Dorothee (dir.), *op. cit.*, p. 283.

Le gouvernement islamo-conservateur a dès lors réussi à accroître la présence et la popularité internationale de la Turquie. Les capacités d'action et d'influence de la nation turque ont alors été décuplées depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP. Le nouveau souffle donné à l'exercice de la politique étrangère a permis de remettre le pays au centre des attentions mondiales et surtout régionales. L'application de la vision novatrice présentée à l'intérieur de la doctrine Davutoğlu démontre le niveau des potentialités qui n'a pas été jusque-là pleinement exploité par les gouvernements précédents.

La politique pro-active en matière de relations extérieures mise en place par l'AKP s'insère pleinement avec l'entrée de la Turquie dans la mondialisation. Le gouvernement turc cherche ainsi à faire émerger des communautés régionales et mondiales partageant les mêmes intérêts dans les secteurs économiques, sécuritaires, identitaires et culturels. La Turquie s'engage alors énergiquement dans les débats et problèmes d'ordre global, tout en voulant renforcer sa position stratégique³⁴¹.

Un autre indicateur essentiel de la réussite de la politique étrangère turque depuis le début des années 2000 concerne la plus nette implantation de la Turquie dans l'espace moyen-oriental. En plus de l'expression d'un véritable renforcement des relations multi et bilatérales avec l'ensemble des pays de la région, la gestion du pouvoir des forces conservatrices turques est parvenue à susciter de forts intérêts dans les sociétés du Moyen-Orient. L'accroissement de la popularité du Parti de la Justice et du Développement, ainsi que de son leader charismatique Recep Tayyip Erdoğan, dans la région démontre le souhait d'une large partie des populations arabes de mettre en application des politiques s'inspirant de la situation intérieure turque.

Le gouvernement islamo-conservateur est ainsi parvenu à associer le développement de ses relations extérieures vis-à-vis de son environnement avoisinant avec la mise en avant des caractéristiques spécifiques de son implantation sur la scène intérieure. La réussite de l'AKP d'associer durablement l'islam et la démocratie, tout en connaissant une stabilité politique et une croissance économique durables, a ainsi permis à la Turquie de renforcer sa position au sein du Moyen-Orient.

³⁴¹ Keyman, Fuat, "Proactivism in Turkish Foreign Policy: The Global-Local Nexus", in Öktem, Kerem, Kadioğlu, Ayşe, and Mehmet Kardı (dirs.), *op. cit.*, p. 21.

La politique étrangère turque appliquée par les forces conservatrices au pouvoir a véhiculé un ensemble d'inspirations provenant des particularités de la Turquie pour une grande partie des pays musulmans du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Les protagonistes des révoltes populaires du Printemps arabe se sont ainsi partiellement inspirés des réussites connues par le gouvernement islamo-conservateur sur le plan intérieur et extérieur. La République de Turquie, sous la gouvernance du Parti de la Justice et du Développement, est ainsi devenue une source d'attraction autonome à prendre sérieusement en considération pour les pays l'avoisinant.

L'activisme global mis en application par le gouvernement islamo-conservateur depuis son accession au pouvoir s'inscrit dans une logique allant au-delà de la seule puissance régionale de la Turquie.

Dans un monde globalisé, l'importance de la position turque dans son environnement proche ne peut en effet s'accroître sans que les relations extérieures du pays soient également affectées. Ce lien explique ainsi l'accroissement des rapports entretenus par les autorités turques envers des régions plus éloignées, tel que l'Afrique et l'Amérique du Sud, en complément du renforcement de ses implications au Moyen-Orient, dans les Balkans et en Asie Centrale³⁴².

Le gouvernement islamo-conservateur est ainsi parvenu à mettre progressivement en application sa politique multidimensionnelle et pro-active au-delà de l'espace moyen-oriental. L'État turc devient alors un acteur de plus en plus incontournable dans l'échiquier international.

Les principales réussites de la politique étrangère turque ont donc été de remettre clairement en place la Turquie au cœur des scènes mondiale et régionale. Cependant, ces points positifs sont rapidement contrebalancés, au cours du troisième mandat gouvernemental de l'AKP, par la mise en échec du principe de « zéro problème avec les voisins », principe phare de la doctrine Davutoğlu.

³⁴² Kardaş, Şaban, "Turkey: A Regional Power Facing a Changing International System", *Turkish Studies*, vol. 14, n°4, 2013, p. 657.

2.3.2 Les échecs de la politique «zéro problème avec les voisins »

Alors conseiller du Premier ministre turc Erdoğan, Ahmet Davutoğlu élabore sa propre doctrine des relations internationales qui devient rapidement la conception théorique de la politique étrangère turque appliquée par les gouvernements successifs de l'AKP. A l'intérieur de celle-ci, le principe de « zéro problème avec les voisins » tient une place primordiale. Devenu ministre des Affaires étrangères en 2009, il cherche directement à renforcer l'application de ce principe avec les pays du Moyen-Orient.

Ce précepte commence cependant à voler en éclats à partir du début des révoltes populaires du Printemps arabe. Les mouvements protestataires aboutissant à la chute des régimes en place en Tunisie et en Egypte ne vont pas négativement influencer la politique étrangère turque, d'autant plus que les mouvements à leurs têtes s'inspirent de la situation intérieure turque. C'est la crise syrienne, débutée par des manifestations pacifiques en mars 2011, qui marque les premières difficultés pour le développement du rôle de la Turquie dans la région.

Le déclenchement des révoltes populaires en Syrie « *va indiquer brutalement à Ankara les limites de la stratégie du « zéro problème avec nos voisins » d'Ahmet Davutoğlu, sur laquelle avait été construite la nouvelle politique étrangère turque. Car, en étant forcé de rompre avec Damas, premier terrain d'expérimentation de cette stratégie, la Turquie provoque une réaction en chaîne qui ne tarde pas à avoir des effets sur l'ensemble de cette logique de bon voisinage* »³⁴³.

Les relations de la Turquie avec les alliés du régime syrien, que sont l'Iran, le Hezbollah libanais et la Russie, vont ainsi connaître une certaine dégradation. Après les premiers mois de la crise syrienne, durant lesquels les autorités turques ont activement cherché à trouver des solutions auprès de Bachar al-Assad, le principe de « zéro problème avec les voisins » n'est plus effectif.

³⁴³ Billion, Didier, *op. cit.*, in Marcou, Jean, et Füsün Türkmen (dirs.), *op. cit.*, p. 70.

La mise en échec de cette politique du « zéro problème avec les voisins » résulte ainsi tout d'abord de l'émergence de graves crises internes au sein des pays pour lesquels la Turquie a mis en application ce principe. La disparition progressive de l'outil de médiation envers ces régimes de plus en plus contestés, comme en Égypte et en Syrie, renforce alors les limites de ce précepte fondateur aux yeux du gouvernement de l'AKP. L'attitude dictatoriale et bornée des leaders de ces régimes marque ainsi une détermination totale de leurs parts pour ne pas être évincé du pouvoir³⁴⁴.

Avec la fin de la réussite de ce principe essentiel au développement de son rôle au Moyen-Orient, la Turquie perd un atout incontestable dans la continuation de sa politique extérieure jusque-là plutôt encourageante vis-à-vis de son espace géographique proche. L'instabilité régionale grandissante des années 2011-2015 contraste ainsi avec l'expression d'un certain équilibre des forces stratégiques lors des quatre années précédentes.

Le gouvernement islamo-conservateur ne peut alors pas appliquer une politique extérieure unique durant ces deux différentes périodes. L'émergence ou la revitalisation des conflits en Syrie, en Irak, en Égypte et au Yémen marquent en effet un tournant majeur dans la redéfinition de la politique étrangère turque au Moyen-Orient.

Après une période de réflexion, les autorités turques attribuent leurs soutiens aux revendications des populations impliquées à l'intérieur des mouvements du Printemps arabe.

Au risque de redéfinir les cordiales relations entreprises les années précédentes avec les régimes en place, le gouvernement turc souhaite soutenir l'appel des peuples à des réformes démocratiques et à l'accroissement des libertés.

Conscients de l'impossibilité de pleinement mettre en œuvre sa politique de « zéro problème avec ses voisins » à partir de cet instant, le Parti de la Justice et du Développement cherche à défendre au mieux ses intérêts et ceux de la Turquie au Moyen-Orient. L'évolution des situations intérieures en Égypte et en Syrie ont ainsi pour conséquences majeures de bouleverser la structure classique de la politique étrangère turque.

³⁴⁴Semo, Marc, "L'affaire libyenne, ou les contradictions de la diplomatie turque", in Schmid, Dorothée (dir.), *op. cit.*, p. 279.

Les révoltes populaires du Printemps arabe ont fait évoluer la position du gouvernement turc vis-à-vis de la gestion des affaires régionales. Les élites politiques ont globalement vu les revendications de réformes de la part des sociétés du Moyen-Orient comme un développement positif. Les changements de régime, en Égypte et en Tunisie, ainsi que la persistance des troubles, tel que le conflit syrien, apporte à la fois des opportunités économiques et politiques pour la Turquie tout en apportant des nouveaux challenges en terme de stabilité régionale³⁴⁵.

Le risque grandissant d'un embrasement généralisé du Moyen-Orient, suite au développement successif des mouvements de contestations, amène ainsi la Turquie à s'investir plus directement dans les affaires internes de pays comme l'Égypte et la Syrie. Alors que l'État turc s'est jusque-là efforcé à exercer le rôle de médiateur pour tout conflit de la région, ces événements soudains et d'une importance primordiale ont quasiment réduit à néant cette caractéristique propre au gouvernement de l'AKP durant son second mandat gouvernemental.

Les autorités turques ne peuvent ainsi pas rester immobiles face à la montée d'une instabilité régionale qui pourrait mettre en difficulté les intérêts nationaux, que cela soit en termes sécuritaires, politiques, ou socioéconomiques. Au risque de poser des obstacles supplémentaires dans les relations de la Turquie avec certains pays du Moyen-Orient, le gouvernement islamo-conservateur se trouve dès lors dans l'incapacité de pleinement maintenir la position conciliatrice qu'il souhaite mettre en avant.

Les revers du précepte de « zéro problème avec les voisins », l'un des principes les plus importants de la politique étrangère turque du gouvernement, marquent la situation indécise des relations turques au Moyen-Orient. L'État turc a ainsi dû, durant la période 2011-2015, affronter à la fois des relations compliquées avec les pays européens, en marge des négociations d'adhésion, et avec les pays moyen-orientaux, suite aux développements liés au Printemps arabe.

³⁴⁵ Özcan, Mesut, Köse, Talha, and Ekrem Karakoç, "Assessments of Turkish Foreign Policy in the Middle East During the Arab Uprisings", *Turkish Studies*, vol. 16, n°2, 2015, p. 196.

2.3.3 La difficile conciliation des relations européennes et moyen-orientales

A partir de 2011, il devient plus compliqué pour la Turquie de mettre en application une politique étrangère dans laquelle les rapports avec l'Europe et le Moyen-Orient se doivent d'être simultanément priorisés. En effet, les événements liés au Printemps arabe et la persistance de la lenteur des négociations d'adhésion à l'UE rendent compliqué le développement des relations extérieures turques envers ces deux régions.

Alors que la première législature de l'AKP a été dominée par la priorité donnée au processus d'adhésion à l'Union européenne, la seconde a essentiellement été axée sur le renforcement du rôle de la Turquie au Moyen-Orient. Les années 2011-2015, pour leurs parts, sont clairement moins caractérisées par une orientation nette et précise de la politique étrangère turque envers l'une de ces deux régions. Cette période constitue, en effet, l'affirmation de situations régionales nouvelles et davantage compliquées à prendre en considération pour le gouvernement turc.

L'un des principaux défis de la Turquie en matière de politique étrangère réside dans sa capacité de coupler ses identités européenne et orientale. Selon le Professeur Soner Çağaptay, seuls les acteurs de la République de Turquie peuvent empêcher la progression du pays vers un statut de protagoniste international incontournable. Dans le cas où l'État turc favorise cet objectif, il pourrait à la fois conserver sa position de force occidentale et développer son influence sur les pays musulmans du Moyen-Orient. Dans le cas contraire, la nation turque s'exposerait, intérieurement, à des instabilités économique et politique de grande ampleur. Du point de vue de sa position extérieure, elle pourrait également générer des conflits avec son voisinage et être de nouveau considérée comme étant l'« homme malade de l'Europe »³⁴⁶.

³⁴⁶ Çağaptay, Soner, *The Rise of Turkey. The Twenty-First Century's First Muslim Power*, Lincoln, Potomac Books, 2014, pp. 151.-152.

L'évolution de la politique gouvernementale sur la scène intérieure turque a également une incidence non-négligeable sur la détermination de l'évolution des relations turco-européennes et turco-moyen-orientales. La mise en avant d'un programme dans lequel les facteurs autoritariste et conservateur se trouvent être plus marqués qu'avant a une certaine influence vis-à-vis du développement de la politique étrangère de la Turquie envers l'Europe et le Moyen-Orient.

Durant leur troisième mandat au pouvoir, les forces conservatrices turques ont cherché à davantage intégrer la constante religieuse au cœur de leurs relations extérieures. En corrélation avec l'accentuation de la présence de l'islam dans la vie politique et publique, le gouvernement a en effet mené une politique étrangère incluant davantage les valeurs islamiques en son sein.

Les dirigeants du parti au pouvoir souhaitent ainsi mettre en avant une politique extérieure propre à leur électorat et à leurs valeurs. Recep Tayyip Erdoğan exprime ainsi souvent dans ses discours le terme d'« honorable politique étrangère ». Par ces mots, il s'agit alors de mettre en avant un outil déterminant une nouvelle identité transnationale voulue par le parti. Cette vision cherche ainsi à renforcer le poids de sujets intérieurs, tels que l'intérêt national et la moralité, dans l'expression de la politique extérieure turque. Le Parti de la Justice et du Développement désire, par l'intermédiaire de cette nouvelle rhétorique, se soucier à la fois des opinions publiques intérieure et internationales. Cette formule d'« honorable politique étrangère » est ainsi particulièrement utilisée au cours des crises de politique publique afin d'avoir un impact sur la sensibilité de la population et pour justifier la légitimité du gouvernement³⁴⁷.

Le renforcement de ces marqueurs religieux rend plus complexe la mise en corrélation des rapports entretenus avec les pays européens et ceux de l'espace moyen-oriental. En effet, l'un des meilleurs atouts de la Turquie aux yeux des membres de l'Union européenne représente sa capacité à agir en tant que force stabilisatrice au Moyen-Orient. Si cette posture venait à se dissiper, l'État turc perdrait un élément de pression essentiel au regard du déroulement de son processus d'adhésion.

³⁴⁷ Iseri, Emre and Uğur Cevdet Panayırçı, "A Content Analysis of the AKP's "Honorable" Foreign Policy Discourse: The Nexus of Domestic-International Politics", *Turkish Studies*, vol. 15, n°1, 2014, p. 64.

La proportion du facteur religieux à l'intérieur de la politique extérieure turque a son importance compte tenu de la diversité religieuse dans la région. L'affirmation de l'islam sunniterompt le rôle que pourrait avoir la Turquie en faveur de l'équilibre régional, spécifiquement envers des pays tels que l'Iran, l'Irak, la Syrie, le Liban, le Bahreïn et le Yémen.

Dans le cas où les décisions de politique étrangère turque n'amènent plus de perspectives favorables à l'intégration européenne, la Turquie serait alors amenée à perdre un levier important dans le renforcement de ses relations avec les pays du Moyen-Orient. En effet, pour ces derniers, l'adhésion turque à l'UE serait ainsi vue comme un signal positif et encourageant en vue d'une stabilisation de la région. En accordant un statut de membre à un pays musulman, l'institution européenne favoriserait l'établissement de meilleures relations avec et entre les protagonistes moyen-orientaux.

Le développement des relations turco-européennes exerce alors un poids primordial dans l'évolution de la position turque à l'intérieur du Moyen-Orient. Comme l'indique Uğur Kaya, « *seule une Turquie qui se sent soutenue par l'Europe serait débarrassée de ses peurs séculaires, et serait en mesure de construire des rapports apaisés avec son environnement régional* »³⁴⁸.

Les problématiques de la Turquie à allier conjointement ses relations avec les pays européens et moyen-orientaux se sont accentuées durant le troisième mandat de l'AKP au pouvoir. L'évolution de cette stratégie constitue un des éléments essentiels au regard des perspectives que vont connaître les autorités turques en matière de politique extérieure. Le niveau de réussite du gouvernement turc à connecter ses rapports avec l'Europe et le Moyen-Orient aura une influence déterminante sur le futur poids de l'État turc au sein de la conjoncture internationale.

³⁴⁸ Kaya, Uğur, "La Turquie: élément stratégique entre l'Europe et le Moyen-Orient", *Le débat stratégique*, CIRPES, n°102, mars 2009, p.3.

3. Les perspectives actuelles de développement

3.1 L’islam politique turc face aux défis

A l’aube du quatrième mandat gouvernemental de l’AKP débuté en novembre 2015, de nombreuses interrogations portent sur l’évolution des composantes politiques, sociétales et religieuses de la République de Turquie. En effet, la scène intérieure turque continue à connaître de véritables bouleversements en son sein.

La gestion de la politique étrangère turque a également un impact essentiel sur l’avenir de l’islam politique turc. Son édification, réalisée en prenant en compte les opportunités et difficultés qu’il aura à surmonter, continue à reposer sur le rôle majeur de la Turquie entre l’Europe et le Moyen-Orient. La détermination des capacités et des limites de la politique extérieure turque face à la complexité des situations régionales nécessite ainsi une adaptabilité permanente de son plan d’action.

Les défis de l’islam politique turc et l’évolution de la construction des relations extérieures pose la question de l’avenir de la place de l’islamisme turc. Il est alors nécessaire de comprendre les potentielles transformations du courant islamique turc vis-à-vis de la variation de la place du religieux dans la société, des situations régionales imprévisibles et de la position de l’islam au niveau international.

Pour démontrer les multiples directions futures de l’islamisme turc, un exemple probant de cette interdépendance entre les bouleversements propres à la scène intérieure et ceux dépendant de l’extérieur constitue l’incertitude des relations turco-européennes. En effet, suite au troisième mandat gouvernemental de l’AKP, la compréhension de l’islam politique turc par l’Europe va principalement dépendre de l’approche mise en avant par ces protagonistes à ce sujet ³⁴⁹.

³⁴⁹ Dalay, Galip, “Turkey’s Political Islam and the West: The Evolving Nature of a Relationship”, The German Marshall Fund of the United States, juin 2014, p.4.: <http://www.gmfus.org/publications/turkey%E2%80%99s-political-islam-and-west>, consulté le 15 septembre 2015.

Les challenges dont le courant islamique turc doit faire face à court et moyen termes constituent des éléments essentiels pour le futur de la République turque. La fracturation de la cohésion des forces islamiques au cours de la période 2011-2015 a des conséquences non-négligeables sur l'évolution de l'islam politique en Turquie et sur le maintien ou non du niveau élevé de popularité connu par l'AKP.

L'islam politique a connu une période de consécration et d'affirmation en Turquie à partir de l'arrivée au pouvoir du Parti de la Justice et du Développement en 2002. La domination sans partage de cette formation islamo-conservatrice sur la vie politique turque entre 2002 et 2015 démontre la force d'adhésion de ce représentant des valeurs conservatrices au sein de la société. Même si le gouvernement s'est provisoirement écarté de son programme à connotation islamique, lors de sa première législature, il demeure que le rôle de l'islam a toujours eu une place prédominante dans les politiques qu'il met en œuvre. Le parti au pouvoir cherche ainsi à renforcer, au cours de ses deuxième et troisième mandats à la tête du pays, le poids des valeurs islamiques dans la vie publique.

Malgré une ascension fulgurante et pérenne pendant de nombreuses années, l'islam politique turc se trouve, depuis ses dernières années, en face de défis de plus en plus complexes à gérer. La désagrégation des forces islamiques en Turquie, suite à la fin de l'alliance stratégique entre l'AKP et la confrérie de Fethullah Gülen, représente sans aucun doute le principal challenge immédiat que le courant islamique a à affronter.

Les éventuels bouleversements de l'islam politique turc sur la scène intérieure découlent en partie de l'évolution future des relations entre les deux principaux mouvements islamiques actuels en Turquie. La capacité des forces de l'opposition à faire adhérer à ses idées une plus large partie de la population, même de manière progressive, peut également avoir une incidence importante sur la transformation de la nouvelle forme de l'islamisme turc.

Le maintien de la forte popularité dont le Parti de la Justice et du Développement est crédité de nos jours dans la société turque constitue un autre indicateur essentiel des probables transformations que pourrait connaître le courant de l'islam politique à l'avenir. Cette formation devra ainsi faire preuve d'une adaptabilité accrue pour parvenir à garder son hégémonie sur les forces conservatrices en particulier et sur la société en général.

3.1.1 La désunion des forces islamiques turques

Le mouvement islamique se trouve, depuis le milieu du troisième mandat gouvernemental de l'AKP, fracturé en Turquie. La profonde division entre ce parti et la confrérie güleniste marque le début d'une période indécise au sein de l'islam turc. Il s'agit ainsi du premier défi d'importance pour l'avenir de l'islam politique à l'intérieur de la République de Turquie.

La confrérie de Fethullah Gülen a constitué un soutien essentiel à l'avènement, ainsi qu'à la consolidation du Parti de la Justice et du Développement au pouvoir depuis la création de ce dernier en 2001 et sa première victoire électorale l'année suivante. La perte de cet allié influent au sein des forces conservatrices du pays met alors en avant un ensemble de questions qui pourrait s'avérer être déterminant pour le futur de l'AKP en particulier, et pour celui de la place de l'islam politique turc en général.

Cette fragmentation inhérente aux forces conservatrices risque tout d'abord d'affaiblir progressivement et sensiblement l'impact du discours véhiculé par les tenants de l'islam politique dans le pays. En rompant leur alliance avec le mouvement de Fethullah Gülen, le Parti de la justice et du développement peut se retrouver, à terme, privé du soutien d'un nombre croissant et non-négligeable d'adeptes de cette confrérie.

En effet, la fissure entre ces deux formations essentielles au renouveau de l'islamisme turc engendre d'intenses débats au sein même de ce courant. La persistance de ce conflit ouvert et la recherche permanente de richesse matérielle entre les leaders de l'islam politique amènent ainsi à une désillusion croissante chez les partisans. Cela constitue alors une des sources aboutissant à l'appel du gouvernement en faveur d'une nouvelle « génération pieuse »³⁵⁰.

La fin ce rapprochement stratégique s'apparente ainsi, en quelque sorte, à un retour à la situation précédant l'émergence de l'AKP dans la vie politique. Avant le début du 21^{ème} siècle, la confrérie güleniste ne soutenait pas les partis islamistes dirigés par Necmettin Erbakan. Fethullah Gülen reprochait alors principalement à ce dernier d'être trop autoritaire et de ne pas respecter l'intégration des principes de laïcité propres à la République turque.

³⁵⁰ Fisher Onar, Nora, "Islam and Turkey: From Muslim Democracy to Islamist Autocracy?", in Barnett, Michael et Clifford Bob (dirs.), *Faith, Freedom, and Foreign Policy. Challenges for the Transatlantic Community*, Washington D.C., Transatlantic Academy, 2015, p. 80.

De véritables analogies se trouvent donc être de plus en plus visibles dans la relation entretenue entre le mouvement Gülen et la formation d'Erdogan par rapport à celles de la confrérie güleniste envers les partis d'Erbakan.

L'accroissement de cette division à l'intérieur des forces conservatrices risque également de progressivement renforcer l'existence de deux différents courants au sein de l'AKP. En effet, depuis la fin de la seconde législature du gouvernement islamo-conservateur et le début des divergences entre le parti au pouvoir et le mouvement Gülen, des désaccords à l'intérieur même du parti deviennent de plus en plus audibles.

Le changement autoritariste qui s'opère sensiblement à partir du troisième mandat gouvernemental, à la fois dans les politiques internes et externes inhérentes à cette formation politique, constitue une cause principale d'une rupture unitaire évidente qui se produit dans celle-ci.

Cette rupture a la potentialité de rappeler à plusieurs égards celle qui a amené la fondation de l'AKP. Cependant, dans le cas présent, c'est la mainmise de Recep Tayyip Erdoğan sur l'ensemble des décisions du parti qui se trouve au centre des critiques de certains membres de ce dernier. Le courant islamique turc se trouve ainsi actuellement devant un défi de grande ampleur qui peut rapidement mettre sérieusement en péril l'union qu'il connaît depuis maintenant près de quinze années.

Le degré de désunion des forces conservatrices, à court et moyen terme, se trouve donc lié à l'évolution de plusieurs facteurs interdépendants. En complément du divorce prononcé entre les deux principaux groupes influents dans le conservatisme turc et l'éventuelle division au cœur de l'AKP, des considérations d'ordres socioéconomiques et de politique étrangère peuvent aussi avoir des répercussions importantes sur l'avenir de l'adhésion de la population au parti actuellement au pouvoir.

La période de croissance économique et de stabilité sociopolitique engendrée par l'accession et la consolidation du pouvoir par le gouvernement constitue en effet une des principales causes de la réussite de cette formation représentant l'électorat conservateur. Cependant, ces années de stabilité semblent, depuis le troisième mandat gouvernemental, progressivement s'achever avec le retour d'un climat d'incertitude sur les plans économiques, sociétaux et même politique.

Le renforcement d'une certaine désunion au sein du courant islamique, à partir de cette période, se trouve en corrélation avec la fin de cette atmosphère de stabilité connue par le pays durant une dizaine d'années.

Le mouvement Gülen peut être considéré comme le principal représentant de l'« islam civil » en Turquie. Dans cette perspective, la religion n'a pas pour fonction la promotion d'une idéologie politique mais le renforcement du développement spirituel de l'individu. Alors que ce courant a largement contribué, essentiellement entre 2002 et 2011, à adoucir les positions de l'islamisme turc, la rupture actuelle entre la confrérie güleniste et l'AKP pose alors les jalons d'une véritable et durable confrontation au sein des forces conservatrices³⁵¹.

Ainsi, les événements liés au mouvement Gezi entre le printemps et l'été 2013 n'ont pas seulement opposés des manifestants, kémalistes ou non, contre les politiques du gouvernement, mais aussi les constituants du courant conservateur entre eux. A l'intérieur de ces protestations se trouvaient en effet un nombre non-négligeable de personnes partageant le respect des valeurs islamiques mais désavouant les méthodes de plus en plus autoritaristes du gouvernement. Il n'est ainsi pas anodin que la rupture totale des membres du parti au pouvoir avec les partisans du mouvement Gülen se soit véritablement enclenchée quelques mois seulement après suite aux soupçons de corruption envers le parti au pouvoir et ses proches en décembre 2013.

La rupture de plus en plus irrévocable et violente entre ces deux mouvements clés du courant conservateur remet quotidiennement en question les conséquences à terme de celle-ci sur la société en général, ainsi que sur la marge de manœuvre pour le Parti de la Justice et du Développement. Ce dernier peut ainsi éventuellement éprouver de plus franches difficultés à assoir son autorité au sein de son électorat.

La désunion grandissante à l'intérieur du courant islamique turc risque non seulement d'aboutir à des résultats néfastes pour l'état du mouvement conservateur dans les pays, mais également d'avoir la potentialité de générer d'importantes répercussions sur le niveau de popularité de l'islam politique. Ce dernier peut effet soit continuer à incontestablement exercer son pouvoir sur la société ou connaître des divisions pouvant amener la fin de sa domination sur la vie politique turque.

³⁵¹ Kömeçoğlu, Uğur, "Islamism, Post-Islamism and Civil Islam", *Current Trends in Islamist Ideology*, vol.16, mars 2014, pp. 28-29.

3.1.2 Les possibles évolutions de l'islam politique en Turquie

Jamais dans l'histoire de la République de Turquie une formation d'origine islamique n'a gouverné le pays durant une si longue période et avec une si large assise. A la vue de ses victoires électorales successives, sur le plan local et national, il est vraisemblable de penser que l'AKP, qui gouverne la Turquie sans avoir à s'allier avec un autre parti, ait réellement commencé à croire que ce schéma a toutes ses chances de rester intact pour de nombreuses années encore.

A chaque élection, dorénavant, la question que se posent les dirigeants du parti n'est plus de savoir si celui-ci va remporter le scrutin ou non, mais quel pourcentage et quel nombre de parlementaires ce dernier va obtenir. Les élections générales de juin 2015 ont parfaitement démontré ce questionnement. Pour la première fois depuis plus de douze années, le parti islamo-conservateur s'est retrouvé en position d'absence de majorité absolue à l'Assemblée tout en restant largement en tête des suffrages exprimés. Les nouvelles élections de novembre 2015 ont remédié à cette « anomalie électorale » en lui attribuant à nouveau la majorité absolue des sièges parlementaires.

Les sources d'interrogations portent désormais sur les éventuels développements de l'islam politique en Turquie. Doit-on s'attendre à un accroissement encore plus visible de la religion dans l'espace public ? Comment et pour quels objectifs le Parti de la Justice et du Développement compte-t-il s'y prendre pour faire évoluer la position de la religion musulmane au sein de la scène intérieure turque ?

Il est indéniable que l'islam politique soit plus que jamais installé et intégré au sein de la vie politique et de la société turque. Les principaux partis d'opposition, qui ne partagent pas les mêmes visions envers la présence de l'islam sur la scène publique, n'ont actuellement pas la capacité pour réellement concurrencer l'AKP lors des diverses élections.

L'une des principales raisons de la réussite de la nouvelle version de l'islamisme turc depuis le début des années 2000 provient de la volonté du gouvernement de ne pas totalement islamiser ses politiques. Ce dernier a ainsi permis à l'islam d'accroître son rôle dans la vie politique et social turque à travers l'action d'organisations gouvernementales et non-gouvernementales³⁵².

La tournure plus conservatrice et autoritaire de la politique gouvernementale prise à partir de son troisième mandat a une importance non-négligeable pour la future position de l'islam politique sur la scène intérieure. Un sensible accroissement de cette vision pourrait en effet avoir des conséquences contre-productives envers une partie de l'électorat conservateur n'adhérant pas à une utilisation massive de la religion dans la vie politique.

Les changements éventuels de la place du courant de l'islam politique en Turquie dépendent de nombreux facteurs. En complément de l'absence d'une opposition politique pas assez forte pour rivaliser avec le Parti de la Justice et du Développement, qui représente ce courant actuellement, l'évolution du pouvoir au cœur des forces conservatrices turques a son importance. La persistance d'une certaine désunion à l'intérieur du mouvement islamique, notamment entre l'AKP et la confrérie güleniste, peut avoir une incidence négative sur le rôle de l'islam politique en Turquie.

Cette alliance stratégique entre les deux principaux mouvements du courant conservateur national a en effet permis au Parti de la Justice et du Développement de connaître une certaine stabilité favorable à la mise en application de son programme.

La principale conséquence aboutissant à la rupture de plus en plus irrévocable de ces deux formations provient du changement de politique appliqué par le parti au pouvoir. Appliquant une gestion autoritariste à la fois envers la société dans son ensemble et ses partenaires du courant conservateur, le gouvernement a progressivement changé sa vision sur le rôle de la religion dans la vie publique.

³⁵² Stewart, Dona J., *The Middle East Today. Political, geographical and cultural perspectives*, New-York, Routledge, 2013, p. 263.

La politique gouvernementale mise en place par le Parti de la Justice et du Développement au cours de son troisième mandat contribue à véhiculer l'image despotique qu'à tout mouvement politique islamique aux yeux de nombreux occidentaux. Durant ces années, l'accroissement de l'autoritarisme de la part du pouvoir, ainsi que la restriction progressive des libertés, a contrasté avec les deux législatures précédentes pendant lesquelles l'AKP constituait une force d'attraction et de conciliation pour les pays européens et moyen-orientaux. Le mouvement Gezi symbolise ainsi la contestation de cette évolution de la vision islamique du parti au pouvoir³⁵³.

L'évolution de l'islam politique en Turquie passe ainsi également par l'image que le courant véhicule au sein de l'ensemble de la population. Le niveau de popularité de la formation qui réussit à satisfaire au mieux les attentes de la société conservatrice représente un indicateur essentiel de l'orientation éventuelle possible pour ce parti en termes d'usage du fait religieux dans ses politiques.

En l'absence de moyens de pressions internes et internationales capables d'influencer sur la détermination des politiques du parti au pouvoir, les élections représentent ainsi le moyen le plus probant de connaître le degré d'intégration de l'islam politique dans la société. Tant que la formation représentant le courant islamique arrive à largement dominer la vie politique turque, en gouvernant seule ou en ayant une avance confortable sur ses principaux opposants, l'avenir de l'islam politique dans le pays ne peut pas être menacé.

L'incertitude ambiante et croissante sur le développement de l'islam politique en Turquie à partir de la seconde moitié de la troisième législature de l'AKP a pour implication principale le défi pour ce parti de maintenir sa popularité dans le temps. Après des années clairement favorables à l'accroissement progressif de sa notoriété, la désunion que connaît ce dernier avec la confrérie güleniste, ainsi que la volatilité de la situation régionale actuelle, mettent davantage en difficulté la réputation du gouvernement turc à la fois sur les scènes intérieure et extérieure.

³⁵³ Fisher Onar, Nora, *From model to bystander and how to bounce back. Turkey, the Middle East, and the Transatlantic Alliance*, Washington, The German Marshall Fund of the United States, 2013, p. 6.

3.1.3 Les challenges pour l'AKP de maintenir sa popularité

Le Parti de la Justice et du Développement représente sans contestation la première formation politique de la République de Turquie au début du 21^{ème} siècle. Pour autant, celui-ci a et doit constamment s'employer pour demeurer le parti le plus populaire du pays.

Son niveau de popularité a évolué selon des considérations intérieures et extérieures. L'interdépendance de ces deux facteurs exerce un rôle essentiel sur la renommée du parti. Ainsi, l'application d'une politique étrangère pro-active par l'AKP a ainsi permis à ce dernier de renforcer sa notoriété sur la scène intérieure³⁵⁴.

Depuis sa fondation, le Parti de la Justice et du Développement n'a cessé d'accroître son audience d'élections en élections. Après l'obtention de 34,2% des suffrages exprimés lors du scrutin de 2002, ce pourcentage augmente sensiblement à 46,58 % en 2007 avant d'approcher les 50% aux élections de 2011 et de novembre 2015, avec respectivement 49,83% et 49,5%. Cependant, le scrutin tenu en juin 2015 a montré un sensible abaissement du nombre de voix : avec 40,87% des suffrages obtenus lors de cette élection, le parti, pour la première fois de son histoire, ne se trouve pas en mesure de former un gouvernement sans l'établissement d'une alliance avec une ou plusieurs autres formations. Dans l'incapacité d'établir cette alliance, de nouvelles élections se tiennent en novembre 2015. Le parti islamo-conservateur retrouve lors de celles-ci un niveau de suffrages plus habituels et la majorité absolue au parlement.

Comment doit-on alors interpréter les résultats du scrutin de juin 2015 ? Doit-on parler d'une véritable tendance à l'essoufflement de la popularité de l'AKP ou d'un simple « accident de parcours » pour cette formation ?

Quoi qu'il en soit le Parti de la Justice et du Développement connaît actuellement de réels défis afin de maintenir son niveau de renommée à la fois à l'intérieur et à l'extérieur des frontières turques. Ainsi plusieurs éléments de premier plan déterminent directement ou indirectement ses possibles évolutions dans la vie politique turque.

³⁵⁴ Öniş, Ziya, "Multiple Faces of the "New" Turkish Foreign Policy: Underlying Dynamics and a Critique", *Insight Turkey*, vol. 13, n°1, 2011, p.49.

La capacité de ce dernier à représenter au mieux les valeurs et les intérêts des forces conservatrices turques constitue sans aucun doute le premier déterminant essentiel que cette formation doit prendre en compte en vue de la confirmation ou non de son influence sur la scène intérieure turque.

En effet, même s'il attire une audience venant de tout horizon, la base de son électorat demeure des personnes souhaitant que les valeurs islamiques et conservatrices soient davantage intégrées dans la vie publique. Du moment que l'AKP parvienne à rester le parti permettant à l'islam politique de pleinement s'exprimer et de dominer la scène politique turque, il n'y a aucune raison pour que cette formation soit reléguée en arrière-plan.

La question kurde constitue un autre sujet crucial dans sa démarche visant à maintenir son niveau de popularité en Turquie. L'électorat kurde constitue en effet l'un des principaux indicateurs primordiaux à une possible évolution de la formation au pouvoir.

Une résolution durable de la problématique kurde constitue ainsi une des deux principales conditions énoncées par Ali Kazancigil afin que la Turquie « *échappe à la perspective peu réjouissante d'un régime islamo-kémaliste et recommence à progresser vers un Etat de droit et une démocratie robustes* ». La première condition représente, quant à elle, l'approbation d'une nouvelle Constitution par l'ensemble de la classe politique turque. Celle-ci doit ainsi permettre de renforcer les libertés, de séparer la religion de l'État, de constituer une justice indépendante, et d'accroître les prérogatives de la société civile. La création d'une nouvelle Constitution civile consensuelle et le règlement permanent de la question kurde se trouvent donc être liés dans la perspective de la République de Turquie³⁵⁵.

L'évolution de ces deux éléments s'avère être cruciale dans l'évolution de la popularité du Parti de la Justice et du Développement sur la scène intérieure turque. L'échec ou la réussite de cette formation vis-à-vis de ces deux dossiers aura un impact non-négligeable sur le report de votes à de prochaines élections. Tant que l'AKP arrive à obtenir le soutien d'une large partie de la population kurde et de son électorat conservateur, il continuera sans aucun doute à dominer la vie politique du pays.

³⁵⁵ Kazancigil, Ali, *op. cit.*, in Marcou, Jean, et Füsün Türkmen (dirs.), *op. cit.*, pp. 24-25.

La notoriété de l'AKP au sein de la société dépend également de la force des principales formations d'opposition. En effet, les victoires successives de ce parti aux diverses élections qui se sont tenues entre 2002 à 2015 sont majoritairement dues à leurs incapacités à réussir à lui tenir tête. Les bons résultats économiques obtenus durant cette période, ainsi que la mise en application d'une politique extérieure très active, ont permis au parti de Recep Tayyip Erdoğan de consolider un large support de la population. En complément de ces éléments, ses programmes électoraux se sont avérés les plus convaincants par rapport à ceux des autres partis pour une majorité des Turcs.

La vaste implantation de cette formation dans l'ensemble du territoire provient ainsi principalement de la disparité de sa base sociale. En effet, le parti au pouvoir tient une grande fraction de sa popularité d'une assise importante provenant à la fois des classes populaires, de la nouvelle classe moyenne et des milieux d'affaires³⁵⁶.

L'évolution de la popularité du Parti de la Justice et du Développement a essentiellement son importance au niveau de la scène intérieure turque. Cependant, l'influence et le soutien de cette formation de la part de protagonistes étrangers, principalement occidentaux et régionaux, représentent également des indicateurs essentiels du niveau de sa popularité globale. Les choix de politique étrangère établis par celui-ci a ainsi incontestablement des répercussions sur sa notoriété dans et à l'extérieur du territoire turc.

Sa réputation internationale représente en effet un indicateur intéressant et non-négligeable sur la solidité de sa popularité intérieure. Cela constitue une source de légitimité ou de défiance vis-à-vis de sa capacité à gérer au mieux les affaires internes et externes du pays.

Les challenges pour le parti au pouvoir de maintenir sa popularité à un très haut niveau sur la scène nationale et à un rang au minimum satisfaisant au Moyen-Orient dépendent ainsi de divers facteurs. Parmi ceux-ci, l'acceptation de la mise en œuvre de la politique gouvernementale par une large partie de la société se trouve interdépendant avec le développement des relations extérieures turques. Les choix de politique étrangère doivent ainsi être déterminés en cherchant à trouver des équilibres entre les occasions favorables à prendre et les obstacles à surmonter.

³⁵⁶ Massicard, Elise, *Une décennie de pouvoir AKP en Turquie : vers reconfiguration des modes de gouvernement ?*, Paris, Etudes du CERI, 2014, p. 4.

3.2 L'édification d'une politique extérieure entre opportunités et difficultés

3.2.1 Le rôle essentiel de la Turquie entre l'Europe et le Moyen-Orient

La gestion de la politique étrangère représente, en complément de celle appliquée sur la scène intérieure, un élément primordial des perspectives futures du mouvement conservateur dans la République de Turquie. Ce constat est d'autant plus véridique que le Parti de la Justice et du Développement a progressivement cherché à relier les affaires internes et internationales dans la mise en œuvre de son programme.

Plus que jamais, la politique extérieure turque a été confrontée à des situations d'une telle complexité entre 2011 et 2015. Les événements liés aux révoltes populaires du Printemps arabe au Moyen-Orient et en Afrique du Nord a eu des conséquences jusque-là encore insoupçonnées sur l'évolution des relations extérieures turques dans la région. La persistance du blocage du processus d'adhésion à l'Union européenne durant cette période a, par ailleurs, renforcé le niveau de difficulté de ses rapports internationaux.

A l'aube de sa quatrième législature au pouvoir, la formation de Recep Tayyip Erdoğan doit construire sa politique étrangère en prenant simultanément en considération les opportunités et les obstacles dont le pays est exposé.

Le climat d'imprévisibilité permanente au Moyen-Orient représente également un défi majeur pour les autorités turques. Cette région peut ainsi s'avérer être à la fois une source de réussite et d'échec pour l'AKP.

Face à ces opportunités et ces obstacles potentiels, le gouvernement islamo-conservateur se trouve dans l'obligation de constamment adapter les plans de sa politique étrangère.

La République de Turquie reste avant tout un acteur de premier plan dans l'interconnexion des situations européennes et moyen-orientales. Même si elle reste en effet un interlocuteur privilégié entre ces deux régions, ce rôle n'est pourtant pas acquis quelle que soit la politique du gouvernement turc.

Par sa position géostratégique et ses caractéristiques socioculturelles uniques, la Turquie demeure incontestablement un acteur incontournable dans l'agencement des différents espaces régionaux qui l'entoure. La politique étrangère turque doit ainsi continuer à chercher à concilier les relations turco-européennes avec les relations turco-moyen-orientales.

Les opportunités des autorités turques en matière de relations extérieures demeurent considérables de nos jours. L'accroissement des capacités d'action et d'adaptation graduellement mis en avant à travers l'exercice du pouvoir du Parti de la Justice et du Développement justifie l'aptitude de la République de Turquie à mener une politique extérieure ambitieuse sur la scène moyen-orientale.

« Dans son environnement régional, elle est bien la seule pouvant, à la fois, se targuer d'une image positive, d'un rayonnement culturel croissant, d'atouts au sein des institutions internationales, de moyens de se faire entendre, ainsi que d'une économie qui s'enrichit et d'une armée respectée. En la comparant aux autres grands pays de la région, la Turquie possède certainement le soft power le plus influent »³⁵⁷.

Même si le déroulement des révoltes du Printemps arabe a indéniablement des conséquences sur la conduite de la politique extérieure turque au Moyen-Orient, le gouvernement turc continue à mettre en application un programme axé sur son dynamisme et ses ambitions régionales. Alors que le principe de la politique de « zéro problèmes avec les voisins » n'est plus totalement manifeste depuis 2011, le parti au pouvoir souhaite néanmoins faire de la Turquie une puissance internationale qui se positionne en intermédiaire privilégié entre l'Europe et le Moyen-Orient.

³⁵⁷ Sitzenstul, Charles, *La Diplomatie Turque au Moyen-Orient: Héritages et ambitions du gouvernement de l'AKP (2002-2010)*, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 132.

L'accroissement de la présence turque dans les affaires moyen-orientales à partir du début des années 2000 ne se fait pas au détriment de ses relations avec l'Union européenne. Celles-ci ont au contraire la potentialité de pouvoir bénéficier d'améliorations conséquentes au regard d'un rôle plus accru de la Turquie au Moyen-Orient. Le gouvernement turc peut ainsi, à travers ses relations avec les pays de la région, permettre à l'Europe de se repositionner au sein de cet espace régional.

Celui-ci n'a pas à devoir choisir entre renforcer leurs coopérations avec les membres de l'Union européenne ou du Moyen-Orient au détriment de l'autre. Ces relations sont interdépendantes pour la Turquie, que cela soit au niveau économique et politique. La politique étrangère turque se trouve obligée de balancer son programme envers ces deux régions. Le gouvernement turc doit savoir composer avec les disparités des situations régionales entourant le pays.

« Les Turcs sont ainsi contraints à un jeu d'image extrêmement subtil, valorisant d'un côté leur diplomatie occidentale pour convaincre les Européens qu'ils sont le chaînon manquant d'une éventuelle politique étrangère commune, et se présentent de l'autre côté à leurs partenaires arabes et iraniens comme un pays déjà au seuil de l'Europe »³⁵⁸.

Même si les forces conservatrices au pouvoir ont plus d'affinité, d'ordres culturel, historique et religieux, avec les populations du Moyen-Orient que celles d'Europe, l'identité européenne de la nation turque ne pourrait pas disparaître du fait de la spécificité idéologique et stratégique de la Turquie.

La coexistence des deux principales identités de la République de Turquie va devoir continuer à constituer les fondements essentiels de la politique extérieure vis-à-vis de l'ensemble des régions qui avoisinent son territoire. Toute volonté des autorités de prioriser ou de marginaliser l'une de ces deux caractéristiques au profit de l'autre aurait pour conséquence d'affaiblir le rôle d'« intermédiaire » de l'État turc entre les pays européens et moyen-orientaux.

³⁵⁸ Schmid, Dorothee, *op. cit.*, in Schmid, Dorothee (dir.), *op. cit.*, p. 288.

L'avenir de la politique extérieure turque est incertain, entre une candidature européenne indécise et les retombées d'une instabilité chronique au Moyen-Orient. Malgré tout, la Turquie devrait conserver son indépendance de pensée et d'action envers ces deux régions. Alors que la défense de ses intérêts nationaux continuera à se trouver à la tête de ses priorités, la politique étrangère turque ne manquera pas de continuer à faire prévaloir le partenariat privilégié, notamment en termes sécuritaires, de la Turquie avec l'Europe. Cette alliance devrait cependant être plus difficile à gérer que par le passé³⁵⁹.

Même si la condition des relations turco-moyen-orientales risque elle aussi d'être très complexe dans un avenir proche, la Turquie demeure pour autant un acteur essentiel dans la gestion des affaires régionales. L'une des principales interrogations concernant le rôle de la nation turque au Moyen-Orient est alors de savoir si les autorités turques vont vouloir davantage connecter leur action régionale avec les relations européennes.

La menace terroriste et le fort développement des migrations causés par l'instabilité croissante à l'intérieur des pays l'avoisinant, provenant principalement de Syrie et d'Irak, amène la Turquie à mieux coordonner sa politique extérieure envers l'Europe et le Moyen-Orient. Dans le cas contraire, un manque de coopération de la part du gouvernement turc pourrait tout simplement aboutir à la reconsidération de la place de la Turquie comme protagoniste clé vis-à-vis de ces deux espaces géographiques.

La continuation incontestable de la Turquie à exercer une fonction de premier plan entre l'Europe et le Moyen-Orient se déroule à l'intérieur d'une situation explosive dans son environnement régional. Le gouvernement turc est ainsi obligé de définir ses capacités afin de gérer au mieux la complexité des choix auxquels il doit faire face quotidiennement au sein de cet espace marqué par une très forte volatilité.

³⁵⁹ Kerslake, Celia, Öktem, Kerem, and Philip Robins, *Turkey's engagement with modernity. Conflict and change in the twentieth century*, Palgrave macmillan, 2010, pp. 273-274.

3.2.2 La complexité des situations régionales à prendre en considération

En contrepartie des opportunités qu'elle peut réussir à obtenir, la Turquie doit faire face à des situations régionales complexes et inattendues.

Même si ses compétences ont sensiblement augmenté dans la conduite des affaires étrangères durant les trois premières législatures de l'AKP au pouvoir, le gouvernement turc ne doit cependant pas surestimer ses capacités d'action par rapport à ses ambitions.

Deux failles de la politique extérieure mise en vigueur par le gouvernement de l'AKP concernent la notion de confiance de ce parti en matière de sa gestion des relations internationales. Tout d'abord, les autorités turques risquent de trop capitaliser sur une confiance excessive par rapport à ses ambitions régionales dans l'application de ses ressources et de ses aptitudes. Une autre faille porte sur la possibilité de la Turquie d'exercer une fonction inspiratrice pour des nations voisines sur des sujets touchant à la démocratisation et la résolution de discordes internes et entre plusieurs pays. Le fait que la République turque continue à avoir des dossiers toujours en suspens sur le respect des libertés, la question kurde ainsi qu'autour de ses relations avec Chypre et l'Arménie ne facilite pas la potentialité de ce rôle de conseiller. En effet, « *la crédibilité d'un conseiller qui n'a pas réussi à surmonter des problèmes similaires à ceux qui font l'objet de ses conseils sera remise en question, tôt ou tard* »³⁶⁰.

Le mouvement des révoltes du Printemps arabe constitue ainsi un cas révélateur des possibilités et des limites de capacités que connaît la politique étrangère de l'AKP au Moyen-Orient. Plus que jamais, la République de Turquie se trouve dans des situations mettant en avant à la fois l'étendue de ses ambitions et les contraintes qui déterminent réellement ses capacités actuelles en matière de politique étrangère.

³⁶⁰ Kazancigil, Ali, "La diplomatie innovante de la Turquie : une nécessité d'adaptation et une volonté d'émancipation", in Nahavandi, Firouzeh (dir.), *op. cit.*, pp. 63-64.

L'un des véritables défis auquel les autorités turques ont à faire face représente les dispositions à réconcilier les ambitions régionales et globales de la Turquie avec les restrictions que les dynamiques internes et internationales exercent sur elles. Les choix de politique extérieure ont à prendre en considération les capacités et les contraintes qui se confrontent dans sa détermination³⁶¹.

La complexité des situations régionales qui l'entoure, associée à l'incertitude persistante des relations turco-européennes et à la défense de ses propres intérêts nationaux aboutissent à une politique étrangère turque de plus en plus difficile à prévoir. Les changements potentiels d'alliances envers les pays occidentaux ou moyen-orientaux, même minimales ou symboliques, constituent ainsi des éléments à constamment prendre en considération afin de mettre à jour le rapport entre les capacités et les ambitions régionales de la République de Turquie. La tension dans la mise en avant des identités européenne et orientale du pays dans ses relations extérieures continue alors à être un facteur important dans la détermination des aptitudes réalisables pour les autorités turques au Moyen-Orient.

Le gouvernement islamo-conservateur doit ainsi identifier et mettre en place des stratégies qui intègre au mieux le rôle de la Turquie, ses caractéristiques identitaires, ses compétences et ses limites à toute action dans l'espace moyen-oriental. Il est nécessaire que cette stratégie ait une vision globale qui soit axée sur une période de long terme. Pour autant, les autorités turques ont à consacrer une place importante à un processus de réactivité immédiate pour faire face aux possibles scénarios dans la région.

Malgré l'accroissement de ses potentialités aux niveaux régionaux et internationaux, le gouvernement turc ne peut pourtant pas se permettre d'agir seul en matière de politique étrangère. Comme l'explique Dorothee Schmid, « *ayant pleinement intégré la mondialisation, la Turquie doit désormais en jouer le jeu, car le « cavalier seul » n'a pas encore les moyens de ses ambitions* »³⁶².

La coopération turque avec les autres nations régionales et internationales reste un facteur primordial pour la réussite de toute stratégie mise en place.

³⁶¹ Akkoyunlu, Karabekir, "Turkey's Iranian Conundrum: A Delicate Balancing Act", in Öktem, Kerem, Kadioğlu, Ayşe, and Mehmet Karlı (dirs.), *op. cit.*, p. 276.

³⁶² Schmid, Dorothee, *op. cit.*, in Schmid, Dorothee (dir.), *op. cit.*, p. 287.

Le soutien des intérêts nationaux est devenu, spécifiquement ces dernières années, l'enjeu principal de la politique étrangère turque. Le Moyen-Orient constitue ainsi l'espace géographique dans lequel ces intérêts conduisent le plus la détermination des relations extérieures décidées par le gouvernement de l'AKP. La considération religieuse occupe une position de plus en plus importante à l'intérieur des valeurs défendues par la Turquie dans ses rapports avec ses pays voisins.

L'intégration croissante des principes islamiques dans l'édification de la politique étrangère turque envers le Moyen-Orient constitue un élément essentiel concernant la prise en compte des capacités de la Turquie dans la région. Le gouvernement islamo-conservateur aura à davantage faire attention aux conséquences, néfastes ou bénéfiques selon les situations, de ses prises de position d'ordres religieux dans l'expression de ses décisions régionales. La continuation d'une politique régionale dans laquelle le parti au pouvoir met en avant un sectarisme en faveur du sunnisme ne peut se réaliser sans prendre le risque d'attiser les tensions communautaires au Moyen-Orient.

Les autorités turques ont ainsi, au début du quatrième mandat du gouvernement de l'AKP, une opportunité historique de favoriser l'apaisement régional en ne cherchant pas à accroître les divergences à l'intérieur du schisme de l'islam parmi les sunnites et les chiites. Il peut ainsi être un interlocuteur privilégié dans le conflit de plus en plus exacerbé entre l'Arabie Saoudite et l'Iran. Dans le cas contraire, où le gouvernement turc continue à se rapprocher des autorités saoudiennes tout en critiquant violemment celles qui dirigent l'Iran, la Turquie ne pourra en aucun cas espérer obtenir le statut de leader moyen-oriental.

La délicate situation régionale dans laquelle la Turquie se trouve actuellement comporte néanmoins un bon nombre d'opportunités. En prenant en considération les capacités du pays et en se posant en acteur de conciliation à l'intérieur des conflits régionaux, le parti au pouvoir peut ainsi permettre à la Turquie de surmonter au mieux les défis qui lui sont proposés. L'adaptation permanente des moyens d'action de la politique étrangère se trouve alors nécessaire.

3.2.3 La constante adaptation nécessaire des relations extérieures turques

La combinaison des nouvelles opportunités et contraintes connue par la politique extérieure turque au cours des années 2011-2015 implique la redéfinition d'un nouveau plan d'action. Le gouvernement islamo-conservateur se doit ainsi de faire preuve d'une adaptabilité constante, notamment dans une région aussi instable et complexe que le Moyen-Orient. La période actuelle est d'autant plus particulièrement intense en termes d'évènements inattendus et difficiles à analyser sur le long terme.

La République turque n'a pas une solide fondation, comme le cas des États-Unis par exemple, permettant à l'exercice de sa politique étrangère de pouvoir réussir quel que soit les formations au pouvoir. L'État turc ne peut en effet pas se reposer sur des situations politiques, économiques et militaires assez stables intemporellement pour que ses relations extérieures aient le potentiel de se réaliser avec succès à tout moment. Les compétences du personnel diplomatique exercent ainsi une fonction encore plus capitale que dans des pays ayant une structure pérenne. Les problèmes chroniques que connaît la Turquie depuis sa fondation, voir même avant, ne permettent pas au gouvernement turc de construire une politique extérieure sur des fondements équilibrés. De plus, la non-résolution des questions kurdes et arméniennes, ainsi que les différents avec les pays arabes et la Grèce par exemple, ne peuvent pas être solutionnés par l'intermédiaire de méthodes contemporaines au regard de leurs dimensions moyen-orientales et asiatiques³⁶³.

Le gouvernement de l'AKP a alors l'impératif de revoir constamment ses ambitions régionales et internationales pour ne pas connaître des désillusions comme celle qu'il a subie, par exemple, dans ses relations avec les autorités égyptiennes suite à la destitution du pouvoir des Frères musulmans dans ce pays. Plus que jamais, le Parti de la Justice et du Développement a l'obligation de prévoir les évolutions potentielles, et leurs conséquences, dans les régions avoisinantes à son territoire.

³⁶³ Oran, Baskin (dir.), *op. cit.*, p. 24.

La République de Turquie a actuellement trois grandes orientations qui peuvent affecter le développement de sa politique étrangère. La première alternative constitue une politique extérieure principalement coordonnée avec les priorités américaines dans le domaine géopolitique. Une seconde orientation représente des relations extérieures essentiellement marquées par le processus d'adhésion à l'Union européenne. Une troisième disposition repose sur l'expression d'une politique extérieure plus indépendante et recherchant davantage la défense des intérêts nationaux de la Turquie en équilibrant sa coopération avec un très large nombre de pays régionaux. Ces trois dispositions ne sont pour autant pas mutuellement exclusives et ne sont pas les seules à influencer le développement des relations extérieures turques, notamment à la vue de l'évolution d'évènements globaux et de politique intérieure. Cependant, la préférence du gouvernement turc pour l'une ou l'autre de ces orientations a des conséquences non-négligeables sur le déroulement des relations de la Turquie³⁶⁴.

Le Parti de la Justice et du Développement a ainsi successivement priorisé l'orientation européenne durant ses premières années au pouvoir dans le cadre du processus d'adhésion, puis celle de la coordination avec les États-Unis, avant de mettre les intérêts nationaux principalement en avant à partir de son second mandat gouvernemental. Les forces conservatrices qui sont à la tête des instances de l'État ont ainsi à défendre les intérêts de la Turquie au Moyen-Orient et dans le monde tout en ne négligeant pas la solidité des relations turco-occidentales.

L'incertitude ambiante de la situation régionale dans les pays avoisinant le territoire turc démontre la nécessité absolue d'une coopération avec le plus de protagonistes possibles. Les alliances ou ententes coopératives avec les nations moyen-orientales peuvent rapidement évoluer au gré des situations sur le terrain, notamment pour des raisons géostratégiques. Les évènements volatiles du Printemps arabe constituent ainsi des exemples significatifs influant sur le repositionnement permanent turc au Moyen-Orient. Dans cet espace géographique instable, la Turquie se doit ainsi de chercher, avec ses partenaires internationaux et régionaux, des solutions en faveur du rétablissement d'un certain équilibre.

³⁶⁴ Fuller, Graham E., *The New Turkish Republic. Turkey as a pivotal state in the Muslim World*, Washington D. C., United States Institute of Peace, 2008, p. 165.

Les considérations religieuses au sein de l'édification de la politique étrangère turque au Moyen-Orient, qui se sont sensiblement accrues au cours des années 2011-2015, ne facilitent pas l'établissement et la pérennité d'une telle stratégie stabilisatrice. Tout plan cherchant à rétablir un équilibre sécuritaire au Moyen-Orient ne peut réussir s'il est fondé, même partiellement, sur une composante spécifique de l'islam, en l'occurrence l'idéologie sunnite dans le cas présent.

Un indicateur pertinent de la faisabilité et de la solidité d'une approche turque en faveur de la stabilité régionale repose sur son habilité à inclure l'ensemble, ou tout au moins un grand nombre, des protagonistes autour d'un projet mettant en avant l'apaisement des conflits au Moyen-Orient. Même si les intérêts de la Turquie et des partisans au parti au pouvoir constituent les premiers facteurs influant la politique extérieure du gouvernement turc, ceux-ci ne doivent pas se réaliser au détriment d'une recherche sécuritaire régionale.

Les ambitions des forces conservatrices turques ont à s'exercer en accord avec le précepte de « zéro problème avec les voisins » prescrit dans la doctrine Davutoğlu. Même si ce principe s'est trouvé être momentanément intenable suite au déclenchement des révoltes populaires du Printemps arabe, l'action du gouvernement islamo-conservateur ne doit pas accroître les divisions au sein de cette région. La Turquie pourra ainsi réussir à exercer une solide et durable influence au Moyen-Orient.

L'adaptabilité des plans d'action de la politique étrangère turque envers le Moyen-Orient en particulier, et globalement en général, fait partie des perspectives de premier ordre pour le gouvernement islamo-conservateur. L'examen du développement de la vision des relations extérieures turques, principalement dans la région moyen-orientale, se trouve être une composante essentielle dans l'étude du futur de l'islamisme turc. En complément de ces indicateurs régionaux, d'autres facteurs internationaux et nationaux sont déterminants à évaluer en vue d'analyser la direction du courant islamique en Turquie.

3.3 Quel avenir pour l'islamisme turc au regard de l'influence des facteurs nationaux, régionaux et internationaux ?

3.3.1 L'importance du développement du rôle du religieux dans la société

Le futur de l'islamisme turc dépend non seulement de l'évolution de sa position en Turquie, mais également de facteurs régionaux et internationaux. Il ne faut pas seulement voir l'avenir de ce mouvement en ne prenant uniquement en compte l'évolution de sa situation sur la scène intérieure. Il est ainsi nécessaire de connaître le développement du rôle de l'islam aux niveaux régionaux et internationaux.

Le bouleversement des situations régionales, spécifiquement celles émanant des pays du Moyen-Orient, s'avère également être un facteur de premier plan pour le futur de l'islamisme turc. La continuation ou non de l'accroissement du fait religieux dans les sociétés moyen-orientales aura incontestablement un impact sur l'avenir du courant islamique en Turquie.

La place de l'islam à l'intérieur des relations extérieures turques est aussi affectée par les changements que connaît l'ordre mondial. Le développement du rôle de la religion musulmane dans le système international affecte le poids de celle-ci dans la société turque.

L'évolution de l'islam politique en Turquie dépend tout d'abord, et principalement, de la progression de la position de la religion au sein de la société. Les résultats électoraux font ainsi figure de principal indicateur sur l'acceptation ou non du courant islamique dans le pays.

En effet, pour rester au pouvoir, l'AKP ne peut pas que compter uniquement sur les voix de ses partisans les plus enclins à suivre sa propre vision islamique. Estimé à environ 25-30% de son électorat, ce groupe ne représente qu'une des cibles dont le parti doit convaincre³⁶⁵.

³⁶⁵ Özbudun, Ergun, "AKP at the Crossroads: Erdogan's Majoritarian Drift", *South European Society and Politics*, vol. 19, n°2, 2014, p. 8.

Le futur de l'islam politique en Turquie passe ainsi tout d'abord par le degré d'acceptation de cette doctrine à l'intérieur de la société turque. Depuis 2002, le Parti de la Justice et du Développement a été le représentant de la nouvelle version de l'islamisme turc qui a dominé la scène politique. Il a gouverné le pays sans contestation importante d'une autre formation, représentant ou non les valeurs islamiques qu'il défend. Ses succès à l'ensemble des scrutins, de nature locale ou nationale, au cours de cette période montre clairement l'existence d'une part importante de la population adhérant aux idées qu'il véhicule. La réussite économique et la stabilité politique connues dans le pays durant ces treize années lui ont sans aucun doute permis de gagner de nombreuses voix de personnes n'adhérant pourtant pas aux valeurs conservatrices qu'il souhaite mettre en avant.

A court terme, voire même à moyen terme, sa domination sur la vie politique ne devrait pas être défaits par les urnes. Sa forte organisation mobilisatrice et l'absence d'une force d'opposition pouvant galvaniser une très grande part hétéroclite de la population sur l'ensemble du territoire turc permettent actuellement à cette formation de capitaliser ses soutiens nécessaires à son maintien au pouvoir.

La société représente ainsi un environnement primordial pour analyser les évolutions possibles de l'islamisme turc. Dans ce contexte, les mouvements islamiques, spécifiquement ses dernières années, cherchent pleinement à établir des politiques aboutissant à une participation de plus en plus visible à l'intérieur de la société civile. Il s'agit alors, pour le courant islamique, de s'implanter davantage dans la vie quotidienne de la population³⁶⁶.

Le niveau élevé du conservatisme au sein de la République de Turquie favorise d'autant plus la consolidation d'une formation telle que le Parti de la Justice et du Développement à la tête de l'État. Le sensible affaiblissement d'une éventuelle possibilité d'intervention de l'armée et de la justice vis-à-vis de sa légitimité a ainsi permis à cette formation de mener l'islam politique à gouverner sur une si longue période en Turquie.

Malgré l'ensemble de ces indicateurs favorables au développement de l'« emprise » des forces islamiques sur la vie politique turque, plusieurs facteurs internes peuvent faire évoluer positivement ou négativement cette situation.

³⁶⁶ Yıldırım, Ergün, "Plural Islamism in Plural Modernities", *Insight Turkey*, vol. 14, n°4, 2012, p. 43.

La désunion ou la cohésion au sein du courant islamique peut tout d'abord constituer un marqueur d'importance pour l'avenir de l'islam politique en Turquie. Le conflit ouvert entre l'AKP et la confrérie güleniste depuis 2013 peut avoir des conséquences non-négligeables sur l'électorat conservateur s'il perdure en s'intensifiant à moyen ou long terme. La persistance de la rivalité de ces deux anciens alliés pourrait faire décroître la popularité du parti islamo-conservateur et permettre à une autre formation politique à se rapprocher de celui-ci.

Le CHP, par exemple, aurait ainsi l'opportunité de concurrencer les tenants de l'islam politique s'il intègre sensiblement des principes conservateurs dans son programme. Au contraire, dans le cas où le Parti de la Justice et du Développement arrive à nouveau à trouver une stratégie d'alliance, même modeste, avec le mouvement de Fethullah Gülen, la position des forces islamiques se trouverait renforcée à la tête de la nation.

Un autre indicateur, lié au précédent, pouvant déterminer l'évolution de la place du courant de l'islam politique en Turquie représente le niveau d'approbation de la politique mise en place par le gouvernement et la présidence par une large partie de la société turque. L'une des questions majeures est ainsi de savoir jusqu'à quel point l'autoritarisme croissant appliqué par les autorités turques à partir de la fin des années 2000 pourrait se réaliser sans à connaître des conséquences importantes sur son niveau de tolérance de la part de son électorat. Il s'agit ainsi de savoir à quel niveau la population locale puisse tolérer le rapport entre la mise en avant des principes islamiques et laïcs. En effet, même si le conservatisme constitue un élément phare au sein de la République de Turquie, la laïcité continue à être une composante primordiale et fondatrice de celle-ci.

Selon Nora Fisher Onar, l'islamisme appliquée par le parti islamo-conservateur représente une stratégie à plusieurs vitesses face aux diverses oppositions. A court-terme, il s'agit essentiellement de remporter les élections à travers la mise en avant d'un populisme islamique associé à la richesse de l'époque ottomane. A moyen-terme, cette politique est utilisée pour pénaliser les réfractaires à l'approche proposée par la formation au pouvoir. A long-terme, l'idée est de former une « génération pieuse » qui serait davantage encline à supporter une politique autoritariste aux nuances islamiques. En réprimant au lieu de traiter les clivages sociaux, le danger de cette dernière approche serait alors de favoriser le radicalisme³⁶⁷.

³⁶⁷ Fisher Onar, Nora, "Islam and Turkey: From Muslim Democracy to Islamist Autocracy?", in Barnett, Michael et Clifford Bob (dirs.), *Faith, Freedom, and Foreign Policy. Challenges for the Transatlantic Community*, Washington D., p. 55.

Les tenants de l'islam politique ne pourraient que très difficilement, voire même pas du tout, mettre les principes laïcs au second plan en promouvant l'avènement d'un islamisme plus fondamentaliste sur la société turque. Cela mènerait, sans aucun doute, au terme de la forte popularité de l'islam politique en Turquie.

La situation socioéconomique de la République de Turquie représente également un indicateur essentiel du niveau d'adhérence de la société aux tenants de l'islam politique dans le pays. Le Parti de la Justice et du Développement a en effet réussi à dominer la vie publique turque sur une longue durée grâce, en partie, à une consolidation de la croissance économique qui a facilité la stabilité politique intérieure.

Cette interdépendance entre les facteurs économiques et politiques a permis à l'AKP d'obtenir le soutien d'une part non-négligeable de la population n'adhérant pourtant pas aux principes islamiques qu'il met en avant. Un fléchissement important et durable de la situation économique à court et moyen terme aurait incontestablement une incidence remarquable sur la popularité générale du parti actuellement au pouvoir.

L'orientation des composantes de l'islamisme turc dépend ainsi en premier lieu de facteurs internes marquant l'évolution du courant islamique dans le pays. En complément à cette caractéristique, des éléments liés aux situations sociétales et socioéconomiques sont à même d'exercer une influence déterminante pour l'avenir de la position de l'islamisme turc.

Le gouvernement islamo-conservateur détermine ainsi en grande partie l'implication du fait religieux à l'intérieur de ses décisions de politique intérieure à travers l'évaluation de la perception de celles-ci par la société.

Les facteurs internes demeurent les premiers dans l'évolution de l'orientation de l'islamisme turc. Le Parti de la Justice et du Développement, qui continue à être le principal représentant de ce courant, obtient en effet sa légitimité à travers ses scores aux élections générales et locales. C'est la société turque qui se trouve en première ligne concernant son adhésion ou non au programme de l'AKP. En complément de ces considérations d'ordres nationales, le développement de l'islamisme turc dépend également des changements liés à la situation régionale du Moyen-Orient.

3.3.2 L'avenir de l'islamisme turc déterminé par le contexte régional

La situation prévalant au Moyen-Orient a une incidence non-négligeable sur le développement politique en Turquie. L'accession au pouvoir de l'AKP s'est réalisée dans une région où le fait religieux a une importance de premier plan. En effet, depuis les années 1970, l'espace moyen-oriental connaît une recrudescence de la place de l'islam dans les sociétés des pays qui le compose. C'est également à partir de cette période que les premiers partis islamistes turcs se sont constitués et ont accru leurs présences sur la scène intérieure.

Jusqu'au début des années 2000, l'impossibilité de ces formations de gouverner la République de Turquie a essentiellement été générée par l'intervention directe ou indirecte de l'armée à leurs encontre. Les résultats des élections générales réalisées au cours de ces trente années ont clairement montré que la majorité de la population turque a voté en faveur de partis attachés aux valeurs conservatrices.

La réussite de l'AKP aux élections générales de 2002 est alors possible grâce à la transformation des idées qu'il véhicule par rapport aux partis islamistes le précédant et dont les cadres fondateurs sont originaires. Le Parti de la Justice et du Développement a en effet pu accéder au pouvoir quelques mois seulement après sa fondation en cherchant à élargir au maximum sa base électorale. Cette formation a ainsi rapidement su tirer les leçons des échecs des partis islamistes qui l'ont précédé au sein de la vie politique turque.

L'AKP n'a ainsi pas immédiatement formé sa vision sur le respect des principes islamiques en inscrivant plutôt son programme sur des sujets socioéconomiques et le processus d'adhésion à l'Union européenne.

Le contexte régional a peu d'incidence sur la mise en avant de la religion par le parti au pouvoir durant le premier mandat gouvernemental de Recep Tayyip Erdoğan. Par contre, les deuxième et troisième législatures ont progressivement vu la place de l'islam s'accroître.

Les principaux facteurs qui expliquent ce développement sont l'interdépendance croissante entre les politiques intérieures et extérieures turques, la persistance du blocage des négociations d'intégration européenne, la consolidation du pouvoir de la formation islamo-conservatrice et l'effacement de pressions internes pesant jusqu'alors sur les décisions de l'AKP.

Un autre marqueur essentiel à cet accroissement du fait religieux représente le renforcement des relations turco-moyen-orientales qui amène la situation régionale à influencer de plus en plus sur la détermination de la politique intérieure mise en place par le gouvernement turc. Durant le second mandat de ce dernier, les prises de position en faveur de la cause palestinienne, les critiques violentes vis-à-vis de la politique israélienne dans la région, ainsi que les rencontres des dirigeants de l'AKP avec des mouvements islamiques régionaux tels que le Hamas ont mis en avant l'importance accrue de la religion dans la politique extérieure turque au Moyen-Orient.

Les élections générales de 2011 ont ainsi été révélatrices de l'influence du contexte régional sur la scène intérieure turque. La victoire du Parti de la Justice et du Développement à ce scrutin a été largement influencée par le rôle de plus en plus actif de cette formation au Moyen-Orient durant la seconde moitié des années 2000. Ce succès électoral a montré, entre autres, l'adhésion d'une très large partie de la population turque à la vision d'action gouvernementale dans cette région. La place essentielle accordée aux problèmes régionaux, par thème et par pays, dans le programme électoral de l'AKP démontre l'intérêt et l'interdépendance croissante du Moyen-Orient envers le développement de la vie politique turque. Le renforcement de la sensibilisation de l'électorat turc sur la politique étrangère, au cours des années précédant ces élections, a également contribué à l'essor d'un rapport plus marqué entre la population locale et le cours des événements dans la région³⁶⁸.

Les années 2011-2015, notamment avec le déclenchement des révoltes populaires du Printemps arabe, vont encore plus confirmer l'interdépendance du contexte régional avec l'évolution de l'islam politique en Turquie. Cette période scelle en effet l'existence d'un lien essentiel entre l'imprégnation de la religion dans l'espace moyen-oriental et le développement des principes islamiques sur la scène intérieure turque.

L'évolution et l'avenir de l'islamisme turc dépend ainsi, pour une bonne partie, du contexte régional et du niveau de l'implantation de la religion en son sein. La réussite du Parti de la Justice et du Développement d'incarner le courant islamique sur la scène intérieure est alors tributaire de la capacité du gouvernement islamo-conservateur à faire adhérer sa vision aux pays du Moyen-Orient.

³⁶⁸ Dal, Emel Parlar, "The Transformation of Turkey's Relations with the Middle East: Illusion or Awakening", *Turkish Studies*, vol. 13, n°2, 2012, p. 253.

C'est dans ce sens que les autorités turques, Recep Tayyip Erdoğan en premier, ont réaffirmé l'importance du rôle de la Turquie dans la région en cherchant à devenir l'un des leaders incontestés de celle-ci. La question religieuse y exerce incontestablement une place essentielle à l'intérieur de cet objectif.

L'AKP ne souhaite plus uniquement être perçu comme étant le premier parti politique turc. Il souhaite également être vu considéré une formation avant-gardiste à l'intérieur d'un large espace régional dans lequel la Turquie a de forts liens historiques et géographiques. Il exprime ainsi son désir de se poser en tant qu'acteur régional représentant une communauté, allant au-delà du territoire turc, qui est axée sur le partage de valeurs culturelles et religieuses mutuelles. En complément de son intérêt extérieur, cette formation veut alors établir une nouvelle identité intérieure basée sur l'expression des traditions, des valeurs, ainsi que des marqueurs historiques et géographiques³⁶⁹.

L'un des principaux défis actuels inhérents aux partisans de l'islam politique en Turquie concerne l'évolution de l'islamisme turc au regard des risques de sectarisme au Moyen-Orient. Le souhait d'un rapprochement plus marqué entre le gouvernement turc et les dirigeants saoudiens en 2015 représente un exemple essentiel dans le durcissement du Parti de la Justice et du Développement en matière d'usage de la religion à des fins politiques. La Turquie a un poids de plus en plus important dans les tensions entre les forces sunnites et chiïtes qui s'exacerbent dans la région. Sa position religieuse liée aux affaires régionales constitue un déterminant majeur dans l'évolution souhaitée de l'islamisme turc.

L'avènement de Daech (*ad-dawla al-islamiyya fi-l-iraq wa sham* en arabe –État islamique en Irak et au Levant) en Syrie à partir de 2012, après ses premières implantations en Irak depuis 2006, contribue à accroître la complexité du rôle du courant islamique turc dans la région. En juin 2014, ce groupe va aller jusqu'à proclamer le califat sur l'ensemble des territoires qu'il contrôle.

Le futur directionnel du courant islamique turc dépend ainsi en grande partie aux bouleversements connus par la région et aux politiques appliquées par le gouvernement islamo-conservateur à son encontre. Plus généralement, le rythme des changements dans l'espace international a également des incidences importantes sur la détermination de la place de la religion au sein de la politique étrangère menée par l'AKP.

³⁶⁹ Kirdiş, Esen, *op. cit.*, p. 187.

3.3.3 La place de l’islam dans la politique étrangère turque liée à l’évolution de l’ordre mondial

Dans la continuation de la progression future de la place de la religion musulmane en Turquie vis-à-vis de considérations intérieures et des événements liés aux pays moyen-orientaux, des aspects globaux déterminent également l’avenir de la position de l’islam au sein de la politique étrangère turque. Au cours de la troisième législature de l’AKP au pouvoir, les considérations religieuses ont exercé une place de plus en plus importante au sein de la structure des relations internationales de la Turquie. En complément de l’évolution générée par la situation moyen-orientale, notamment à travers le déclenchement des révoltes du Printemps arabe, le contexte mondial a un rôle primordial dans la mise en avant des principes islamiques présents dans la stratégie extérieure du gouvernement islamo-conservateur.

Le fait religieux, particulièrement l’islam, continue à se développer de plus en plus comme un phénomène d’ordre global qui influe sur les bouleversements du système mondial. Concernant la religion musulmane, la crise interne qu’elle connaît actuellement se trouve en grande partie liée à ses rapports avec la modernité. La désécularisation permanente au sein du monde arabo-musulman représente ainsi une des principales réponses à cette situation de crise. Il est alors intéressant de se questionner sur la place de la Turquie, à travers les positions du parti islamo-conservateur au pouvoir, face à ce processus religieux global³⁷⁰.

Les alliances internationales sont sujet actuellement à des bouleversements majeurs au regard des incertitudes pesant globalement sur la planète. La menace terroriste liée au fondamentalisme islamiste, notamment à travers Daech, constitue ainsi l’un des plus grands challenges, si ce n’est le plus dangereux, envers la sécurité mondiale de nos jours.

Par sa position géostratégique de premier plan et ses connections avec les divers protagonistes de la région, le gouvernement turc est amené à s’impliquer davantage régionalement et mondialement envers cette menace spécifique. Ceci est d’autant plus vrai sachant l’ambiguïté qui porte depuis quelques années déjà sur ses rapports, directs ou indirects, avec les groupes fondamentalistes du Moyen-Orient se voulant d’obédience sunnite, principalement Daech.

³⁷⁰ Tibi, Basam, “The Politicization of Islam into Islamism in the Context of Global Religious Fundamentalism”, *The Journal of the Middle East and Africa*, vol. 1, n°2, 2010, p. 154.

Pressé par les puissances occidentales d'éclaircir ses rapports avec ces organisations, le gouvernement islamo-conservateur cherche alors à rassurer ses partenaires européens, américain et régionaux en intégrant la coalition internationale contre l'État islamique en Irak et au Levant.

Malgré ces efforts, l'incertitude sur la direction des choix de l'AKP à ce sujet laisse toujours perplexe les pays occidentaux et régionaux sur le niveau de sincérité de cette implication de la Turquie. La timide participation des forces turques dans la lutte internationale face aux groupes fondamentalistes en Syrie et en Irak, ainsi que la persistance de nombreuses interrogations sur la porosité de ses frontières avec ces deux pays, démontrent l'existence de zones d'ombres dans lesquels le facteur religieux a son importance.

La position de l'islam à l'intérieur de la politique étrangère turque détermine ainsi plus que jamais l'orientation souhaitée par les forces conservatrices, à travers les décisions du gouvernement, en ce qui concerne l'avenir des composantes de l'islamisme turc. Sur la scène intérieure, le Parti de la Justice et du Développement s'est indiscutablement rapproché, notamment à partir de 2011, des constantes islamiques caractéristiques par les partis islamistes classiques dirigés par Necmettin Erbakan de 1970 au début du 21^{ème} siècle.

En matière de relations extérieures, la politique de plus en plus sectaire menée par le gouvernement turc depuis le déclenchement des révoltes du Printemps arabe met en avant sa vision de la supériorité religieuse attribuée au sunnisme. Cela démontre clairement la volonté de Recep Tayyip Erdoğan et sa formation à promouvoir un certain durcissement de la vision islamique qu'ils souhaitent mettre en avant.

Un exemple probant de ce regard de suprématie constitue l'accentuation de l'usage du terme de civilisation (*medeniyet*) dans les propos des dirigeants de l'AKP. Ainsi, Recep Tayyip Erdoğan n'hésite pas à utiliser quatorze fois cette notion de civilisation dans son discours lors du quatrième congrès de sa formation qui s'est tenu le 30 septembre 2012³⁷¹.

Dans ce contexte, les défis actuels dont sont confrontés la Turquie, notamment vis-à-vis du Moyen-Orient en particulier et du Monde plus globalement, ont des incidences sur les bouleversements de la place de la religion au sein des stratégies établies par le gouvernement.

³⁷¹ AK Parti, Discours de Recep Tayyip Erdoğan au quatrième Congrès national de l'AKP, <http://www.akparti.org.tr/site/haberler/basbakan-erdogan-in-ak-parti-4.-olagan-buyuk-kongresi-konusmasinin-tam-metni/31771#1>, 30 septembre 2012, consulté le 10 avril 2015.

La nouvelle phase de résurgence de l'islam qui fait suite au début des révoltes populaires du Printemps arabe en 2011 va encore plus marquer l'intégration des valeurs islamiques à l'intérieur des politiques mises en place par le Parti de la Justice et du Développement.

Les bouleversements internationaux vont ainsi à court et moyen termes, en partie, influencer l'évolution du degré d'ancrage de la religion dans la vision du parti au pouvoir.

La gestion de la politique étrangère menée par le gouvernement islamo-conservateur a évolué depuis son arrivée au pouvoir. La détermination des choix de relations extérieures a ainsi connu des bouleversements entre une première législature principalement marquée par le processus d'adhésion à l'Union européenne et un troisième mandat dans lequel la Turquie a consolidé son souhait d'exercer une politique plus indépendante. Les intérêts de la nation turque représentent à présent les priorités absolues du gouvernement turc en matière de politique étrangère. Jusqu'il y a encore quelques années, les décisions extérieures prises par les autorités turques étaient encore particulièrement liées aux exigences de ses partenaires internationaux, principalement occidentaux.

C'est dans ce nouveau contexte international que la place de l'islam dans la politique étrangère turque évolue. Le Parti de la Justice et du Développement n'a ainsi plus de complexes à clairement affirmer sa propre vision islamique à l'intérieur de l'exercice de ses rapports avec les pays régionaux et internationaux.

Le gouvernement islamo-conservateur, solidement au pouvoir depuis plus d'une douzaine d'années, souhaite à présent intégrer de plus en plus la variable des valeurs islamiques à l'intérieur de l'édification des relations extérieures turques. La question est ainsi de savoir jusqu'à quel niveau l'AKP pourra utiliser la religion à des fins de politique extérieure sans connaître une baisse notable de sa popularité dans le pays et internationalement.

L'évolution des diverses situations sur la scène internationale a ainsi également des répercussions non négligeables sur le développement de l'islamisme turc. Ce courant se trouve ainsi tout d'abord influencé par des composantes nationales, puis régionales, et enfin internationales. Le futur de l'islamisme turc dépend alors à la fois de facteurs provenant du passé, de situations rattachées au présent et de perspectives pour l'avenir.

Conclusion

La République de Turquie a connu, au cours des années 2002-2015, de nombreuses péripéties qui ont façonnées sa société et ses relations extérieures, notamment vis-à-vis de l'Europe et du Moyen-Orient. L'accession et la consolidation au pouvoir du Parti de la Justice et du Développement représente incontestablement un élément clé de cette période. Manifestement, dans l'évolution générale du pays, la religion occupe désormais une place essentielle. L'AKP devient rapidement le principal protagoniste de la réussite durable et incontestée de l'islam politique en Turquie. C'est à travers cette formation que se polarise essentiellement le courant de l'islamisme turc.

Au cours du développement de notre travail de recherche, nous avons constaté l'apparition de changements importants dans l'implantation de l'islamisme dans la vie politique du pays. Les transformations en question se sont réalisées par paliers, selon la prise en considération de conditions d'ordres nationales, régionales et globales. Les actions du gouvernement islamo-conservateur ont, par ailleurs, sensiblement contribué aux mutations internes et au repositionnement régional du territoire turc.

Pour la première fois dans l'histoire de la République de Turquie, un parti politique arrive à faire progressivement exprimer son attachement aux valeurs islamiques ainsi que sa vision conservatrice du rôle de la religion dans la société. Même si le parti de Recep Tayyip Erdoğan a durant ses premières années au pouvoir connu plusieurs tentatives de dissolution, dont une très sérieuse en 2008, par l'establishment kémaliste alors encore très influent, l'AKP a néanmoins réussi à maintenir sa domination sur le territoire turc dans la durée.

Pour parvenir à asseoir son emprise sur les institutions de l'État et sur la société dans son ensemble, le Parti de la Justice et du Développement a habilement fait évoluer ses politiques concernant le poids du fait religieux en fonction de la situation à laquelle elle devait faire face.

Ainsi, sous le premier mandat du gouvernement islamo-conservateur, entre 2002 et 2007, aucune prise de position controversée au sujet de l'islam n'a été mise en application par les nouveaux tenants de l'islam politique en Turquie. Les premières années de l'AKP au pouvoir ont été en effet essentiellement axées sur le processus d'adhésion à l'Union européenne, ainsi qu'aux procédés permettant de réduire les moyens de pressions internes face à l'exercice de son pouvoir.

A partir de la deuxième législature en 2007, et encore plus depuis le début de la troisième en 2011, le Parti de la Justice et du Développement a pu davantage intégrer sa vision des principes islamiques à l'intérieur de ses politiques intérieures et extérieures. Le fait religieux, initialement discret dans ses premiers programmes, a progressivement été inclus dans la détermination des priorités et de l'expression des discours tenus par les membres du gouvernement et autres membres éminents de cette formation.

Le marqueur le plus symbolique de ce changement concernant le rôle de l'islam dans la vie publique du pays provient de l'orientation amenée à ce sujet par Recep Tayyip Erdoğan, d'abord en tant que Premier ministre puis comme Président de la République. Ce dernier constitue, grâce à son charisme et son importante influence au sein des forces conservatrices, le principal indicateur de bouleversement dans la direction de l'islam politique en Turquie.

Le degré d'application des valeurs islamiques dans les politiques intérieure et extérieure décidées par le gouvernement islamo-conservateur au fil des années dépend ainsi du niveau d'acceptation de la société en général et de son électorat en particulier. La mise en valeur de principes propres à la religion musulmane au sein de la vie publique turque résulte, en partie, de l'impact qu'ont ces décisions sur la popularité du Parti de la Justice et du Développement. Par ses discours et ses actes, les leaders de cette formation, principalement Recep Tayyip Erdoğan et Ahmet Davutoğlu, cherchent à juger progressivement les capacités d'action du courant de l'islam politique.

En complément de ces facteurs déterminants pour l'évolution de la popularité du parti au pouvoir, la disparition progressive des moyens de pressions venant de l'establishment kémaliste favorise sensiblement l'affirmation de la vision islamique du gouvernement turc. En réussissant à placer l'un de ses membres fondateurs, Abdullah Gül, à la Présidence de la République en 2007 et à éviter de justesse sa dissolution en 2008, l'AKP se retrouve renforcé avec un champ libre d'action.

Les institutions judiciaire et militaire, jusqu'alors considérées comme les derniers remparts de la domination kémaliste sur la scène turque, perdent ainsi depuis cette période leurs influences de dissuasion face au courant islamique.

Il faut également ajouter que la notion d'islamisme, en tant que concept, ne va en aucun cas se dissiper totalement à travers le temps dans le monde arabo-musulman. L'islam continuera à constituer pour les musulmans un facteur primordial à l'intérieur des sociétés et de la vie politique des pays où il est présent.

Ainsi, en Turquie, l'islamisme a toujours existé, même lorsque le pouvoir kémaliste a cherché à l'interdire, et va poursuivre son existence dans le futur. Nous avons observé que l'islamisme turc a connu et continue à connaître des évolutions permanentes depuis des décennies. Avec l'arrivée au pouvoir du Parti de la Justice et du Développement, le mouvement islamique turc a incontestablement vécu ses meilleures années, spécifiquement entre 2002 et 2013, depuis la fondation de la République de Turquie.

Au fil des années, la consolidation de l'influence de l'AKP sur la vie politique et sur la société a permis à ce dernier de progressivement mettre en valeur des politiques de plus en plus favorables aux forces conservatrices. Le deuxième mandat du gouvernement islamo-conservateur, de 2007 à 2011, a ainsi constitué la période la plus décisive dans l'ancrage de l'islam politique sur la scène intérieure. L'élection d'Abdullah Gül comme nouveau Président de la République en 2007, ainsi que le maintien par la Cour constitutionnelle, de justesse, du Parti de la Justice et du Développement en 2008, ont indéniablement été les deux événements majeurs ayant permis la durabilité du pouvoir de l'AKP.

L'alliance stratégique entre la formation de Recep Tayyip Erdoğan et le mouvement de Fethullah Gülen a également grandement contribué à l'avènement d'une nouvelle forme de l'islamisme turc.

Jusque-là catégoriquement opposée à tout rapprochement avec un parti islamiste, la confrérie güleniste a vu en l'AKP une formation capable de se distinguer des partis islamiques précédents tout en inscrivant les valeurs islamiques à l'intérieur de la structure laïque de l'État turc. Cette association entre les deux principales forces du courant islamique turc a favorisé l'accession de l'« âge d'or » du nouvel islamisme turc entre 2007 et 2011.

Le troisième mandat gouvernemental de l'AKP a mis fin à cette entente capitale entre le parti au pouvoir et le mouvement Gülen. L'accroissement de politiques de plus en plus autoritaristes, à l'intérieur et à l'extérieur du parti, a amené à la multiplication progressive de critiques de la part des partisans gülenistes. En effet, ces derniers ont en grande partie accepté de s'allier avec le Parti de la Justice et du Développement du fait de son net détachement avec les méthodes autoritaristes pratiquées par les partis islamistes de Necmettin Erbakan.

La vision islamique mis en avant par le parti islamo-conservateur au pouvoir a ainsi évolué au cours de ses différentes législatures. Les trois premiers mandats de cette formation politique sont caractérisés par des éléments divers qui ont influencé leurs prises de positions sur la place de la religion sur la scène intérieure.

Les années 2002-2007 sont principalement marquées par un certain sentiment de prudence de la part de la nouvelle formation politique vis-à-vis de la probable réaction de l'establishment kémaliste en cas d'exposition des principes islamiques à l'intérieur de l'espace public.

Le début de la période 2007-2011 fait radicalement bouleversé la situation suite à la neutralisation des obstacles militaro-judiciaires empêchant l'expression de la vision islamique du gouvernement de l'AKP. Celui-ci peut alors pleinement commencer à exprimer ses intentions de renforcer la part des valeurs conservatrices à l'intérieur de ses politiques.

Les années 2011-2015 représentent une phase dans laquelle les forces islamiques au pouvoir ont pu sensiblement accroître leurs prérogatives, même au détriment d'une sérieuse fracture au sein de la société. Les événements de Gezi courant 2013 démontrent alors clairement l'exacerbation d'une partie non-négligeable de la population face à l'établissement d'une politique gouvernementale de plus en plus autoritariste et axée sur les valeurs islamiques.

Le quatrième mandat du gouvernement de l'AKP, commencé en novembre 2015, se trouve ainsi être rempli de nombreuses interrogations. Celles-ci concernent principalement l'évolution du rôle de l'islam à l'intérieur de la vie publique turque, la détermination du parti islamo-conservateur à poursuivre ses politiques autoritaristes et leurs conséquences éventuelles sur les prochaines élections, locales et générales. L'exercice de la politique étrangère représente également un indicateur primordial dans l'analyse de l'évolution de l'islamisme turc à l'intérieur de cette nouvelle législature.

Depuis son arrivée au pouvoir en 2002, le Parti de la Justice et du Développement a progressivement souhaité faire corrélérer ses actions sur la scène nationale avec celles conduites sur le plan international, spécifiquement au Moyen-Orient. Il existe en effet d'importants facteurs aboutissant à une interdépendance accrue entre les politiques intérieure et extérieure menées par la nouvelle formation islamo-conservatrice.

Les relations extérieures turques se sont progressivement diversifiées et renforcées au cours des trois premiers mandats du gouvernement de l'AKP. Alors que le processus d'intégration à l'Union européenne a constitué la priorité de ce dernier durant sa première législature, la consolidation des rapports turco-moyen-orientaux a par la suite, dans les années 2007-2011, représenté le point d'orgue de la politique extérieure turque.

En ce qui concerne le troisième mandat du gouvernement islamo-conservateur, la détermination des choix extérieurs s'est essentiellement réalisée en faveur de la défense des intérêts nationaux en général et des intérêts du parti au pouvoir en particulier.

Les marqueurs d'indépendance de l'édification de la politique étrangère turque se sont multipliés depuis l'accession au pouvoir du courant islamique. Dès mars 2003, la décision du parlement de ne pas autoriser l'accès des troupes américaines sur le territoire turc en vue de la guerre en Irak a démontré de la volonté des autorités turques de se démarquer de leurs alliés stratégiques. Le gouvernement cherche alors, notamment à travers la mise en application de la doctrine Davutoğlu, à progressivement accentuer une certaine autonomisation de la politique extérieure du pays.

Pour les protagonistes du mouvement conservateur en Turquie, la politique extérieure du pays est devenue une « vitrine » mettant en valeur leur propre vision auprès de la communauté internationale et également envers les acteurs de la scène intérieure. L'utilisation d'une politique de soft power, axée essentiellement sur la mise en avant d'une influence des aspects culturels et économiques turcs, a ainsi particulièrement réussie, notamment au Moyen-Orient, au cours des deux premiers mandats du gouvernement islamo-conservateur. Cependant, depuis 2011, la politique moyen-orientale turque se trouve être moins efficace régionalement en terme de source d'inspiration.

Les changements à l'intérieur des situations géopolitiques, spécifiquement dans des régions comme le Moyen-Orient, ont des incidences importantes sur la détermination des composantes des relations extérieures turques. Le facteur religieux, qui représente une part primordiale à l'intérieur des sociétés musulmanes, est progressivement devenu un élément primordial de la politique extérieure turque.

Les révoltes populaires du Printemps arabe ont ainsi constitué un véritable test sur la solidité et l'avenir des relations turco-moyen-orientales. Ces événements montrent donc l'importance de parvenir à une stabilité dans les rapports de la Turquie avec les pays de cette région. Cependant, les améliorations relationnelles connues par l'État turc avec la majorité de ces derniers ont rapidement été dissipées par l'apparition d'une nouvelle situation régionale.

Les divergences qui se sont alors accrues entre la Turquie et certaines nations du Moyen-Orient depuis 2011, comme par exemple la Syrie, l'Iran et l'Égypte, ont souvent été conditionnées par des facteurs religieux. Le renforcement d'une politique du Parti de la Justice et du Développement axée sur un sectarisme ambiant en faveur du sunnisme a en effet définitivement mis en échec le précepte de « zéro problèmes avec les voisins » souhaité par le gouvernement dès son arrivée au pouvoir.

Le renforcement de la mise en avant des principes islamiques dans la politique étrangère turque s'est effectué avec l'évolution de l'islamisme turc sur la scène intérieure et la montée en puissance de groupes régionaux désirant mettre en avant les valeurs islamiques à l'intérieur des sociétés de leurs pays.

La politique régionale « sectaire » mise en perspective par le gouvernement islamo-conservateur, notamment à partir de 2011, est ainsi sensiblement corrélé avec l'émergence d'une nouvelle phase d'influence de la religion au Moyen-Orient. Consolidé dans la détermination de ses choix par ses réussites électorales successives et l'absence de moyens de pressions à leur égard, Recep Tayyip Erdoğan et son parti n'ont pas hésité à impliquer davantage le facteur religieux dans les relations extérieures turques. De plus, l'indépendance grandissante de la politique étrangère turque vis-à-vis de ses partenaires stratégiques facilite la mise en avant par le gouvernement de sa vision islamique.

Tout comme sur la scène intérieure, le Parti de la Justice et du Développement a ainsi sensiblement renforcé une certaine emprise des valeurs conservatrices sur la politique internationale de la Turquie.

Parallèlement au renforcement des relations turco-moyen-orientales, principalement à partir du second mandat du gouvernement de l'AKP, la détérioration du rythme des négociations à l'adhésion européenne a incontestablement contribué aux transformations progressives de l'islamisme turc. Après des années 2002-2006 particulièrement encourageantes pour la Turquie dans sa quête d'intégration à l'institution européenne, la période qui suit remet brutalement en cause l'enthousiasme des autorités politiques et de la population à cet égard. La déception des Turcs face à l'ambiguïté des pays européens lors des négociations favorise ainsi le soutien d'une croissante partie de la société au rapprochement de la Turquie avec les pays du Moyen-Orient.

Le Parti de la Justice et du Développement a pu, dès son second mandat au pouvoir, véritablement mettre en application sa volonté de diversification des relations extérieures avec un accent plus particulier envers l'espace arabo-musulman. A partir de cet instant, les politiques intérieures et extérieures du gouvernement islamo-conservateur se trouvent véritablement en interdépendance croissante.

L'évolution de la troisième législature de la formation de Recep Tayyip Erdoğan à la tête du pays démontre clairement la volonté de ce dernier à contrôler systématiquement l'ensemble des décisions de la République de Turquie.

« Ce ne sont pas tant les oppositions géographiques classiques, le « gradient Est-Ouest » des géographes allemands, les binômes « façades maritimes/hautes terres continentales », « Turquie méditerranéenne/Turquie des steppes », « Turquie urbaine/Turquie rurale » qui sont insurmontables que les oppositions « progressisme/conservatisme », « laïcisme/appartenances islamiques (elles-mêmes particulièrement complexes), qui posent problème pour répondre à la question « la Turquie, puissance émergente ? » »³⁷².

³⁷² Bazin, Marcel et Stéphane de Tapia, *op. cit.*, pp. 296-297.

A la fin de l'année 2015, le quatrième mandat du gouvernement de l'AKP débute avec de nombreuses incertitudes concernant la direction des relations extérieures turques. Vis-à-vis de ses positions envers la scène moyen-orientale, la politique « sectaire » engagée par le parti au pouvoir depuis quelques années déjà semble continuer. La participation de la Turquie à l'intérieur de l'alliance islamique pour lutter contre le terrorisme mis en place le 15 décembre 2015 par l'Arabie Saoudite, et comprenant 34 nations majoritairement musulmanes, est ainsi devenue une source d'ambiguïté pour la stabilité régionale. En effet, la non-intégration de pays à majorité chiite tels que l'Iran et l'Irak au sein de cette alliance pose légitimement la question de savoir si celle-ci a été principalement édifiée pour contrer la puissance grandissante de l'Iran et de ses alliés, notamment la Russie, dans la région.

L'exacerbation des tensions entre la Turquie et la Russie à partir de novembre 2015 d'un côté, ainsi qu'entre l'Arabie Saoudite et l'Iran depuis janvier 2016 de l'autre, se produisent à l'intérieur de cette opposition entre les deux principales alliances exerçant leurs influences au Moyen-Orient.

La sévère crispation des relations russo-turques suite à l'abattement d'un avion militaire russe par l'aviation turque le 24 novembre 2015 démontre alors la quasi-impossibilité actuelle pour la Turquie de constituer une source favorisant la stabilité de la région. La réaction du gouvernement turc à l'exécution du dignitaire chiite Nimr al-Nimr par l'Arabie Saoudite le 4 janvier 2016 représente également un indicateur important de la politique « sectaire » de l'AKP.

Ainsi, en réaction à cette exécution qui est à l'origine de la coupure par l'Iran de ses relations diplomatiques avec le régime saoudien, Recep Tayyip Erdoğan indique que celle-ci est une question juridique interne à l'Arabie Saoudite. Même si le Président turc dénonce les allégations iraniennes mettant en corrélation sa visite effectuée sur le territoire saoudien et l'exécution de ce dignitaire chiite quelques jours plus tard, cette simple supposition exprimée par les médias officiels iraniens caractérise le climat de tension turco-iranien dans lequel la composante religieuse a une place importante.

Que cela soit en termes de politique intérieure ou extérieure, le Parti de la Justice et du Développement a progressivement fait évoluer l'orientation du mouvement islamique en Turquie. En effet, l'islamisme turc a connu ses quinze dernières années des changements majeurs sous la direction de la formation de Recep Tayyip Erdoğan.

Même si celle-ci compte parmi ses partisans de nombreuses personnes n'adhérant pas aux valeurs conservatrices qu'elle met en avant, le parti au pouvoir est incontestablement le premier représentant de l'islamisme turc.

L'évolution des marqueurs composant cette idéologie dépend en effet, au début du 21^{ème} siècle, des prises de position de l'AKP. Sur la scène intérieure ou vis-à-vis de la politique étrangère, l'influence du parti islamo-conservateur au pouvoir s'est incontestablement consolidée dans l'ensemble de la société.

L'accroissement de l'interdépendance entre la détermination des décisions relevant de la scène interne et des composantes dépendant de la politique étrangère a permis de favoriser l'approche du parti islamo-conservateur. Dans ce contexte, l'application d'une politique intérieure de plus en plus autoritariste, à l'intérieur de laquelle le facteur religieux y prend une place importante, et la mise en place de relations extérieures marquées par un sectarisme apparent ne peuvent pas être dissociées.

Les mutations de l'islamisme turc connues au cours de l'exercice du pouvoir du Parti de la Justice et du Développement ont sensiblement influencées la détermination et la mise en application de la politique étrangère. Le gouvernement a su, en effet, tout d'abord consolider son emprise sur la scène intérieure avant de clairement mettre en avant sa propre vision dans les décisions extérieures de l'État turc. Les relations internationales turques ont en effet été, spécifiquement ces dernières années, de plus en plus en concomitance avec les transformations des politiques internes mises en œuvre par le parti islamo-conservateur.

L'évolution de l'agencement des marqueurs identitaires du Parti de la Justice et du Développement sur la société a donc constitué le principal catalyseur des bouleversements de la position occupée par le courant islamique en Turquie ainsi que dans la détermination de la politique étrangère.

En complément de l'analyse de notre recherche qui a porté sur les mutations de l'islamisme turc et leurs impacts sur l'évolution de la politique étrangère de la Turquie depuis 2002, un examen approfondi de la coopération internationale turque durant cette même période peut également s'avérer être pertinent. Il serait ainsi intéressant de pouvoir comparer les transformations de la position et de la vision du courant islamique turc avec le développement des politiques de partenariat et d'assistance de la Turquie au niveau mondial.

L'une des principales questions serait ainsi de savoir si des analogies significatives peuvent être observées entre l'utilisation des facteurs religieux dans la politique étrangère turque et dans le domaine de la coopération. Nous avons en effet remarqué que le gouvernement islamo-conservateur a progressivement axé la détermination de ses relations extérieures selon le respect des valeurs islamiques, spécifiquement en favorisant les protagonistes qui appliquent l'idéologie de l'islam sunnite au Moyen-Orient.

Suivant cette dynamique, nous pourrions alors observer l'existence ou non d'un véritable accroissement de la coopération turque selon des considérations d'ordres religieux, notamment dans les domaines socioéconomiques et culturels, ainsi qu'envers les pays moins développés.

L'étude de cette comparaison entre les changements de la politique étrangère et l'évolution de la coopération internationale de la Turquie permettrait alors de mieux comprendre l'importance de la religion dans la vision gouvernementale. Elle pourrait démontrer quel rôle exerce la puissance actuelle de l'islam politique turc par rapport aux décisions de partenariat sur le plan régional et global. Il serait ainsi intéressant de voir par quels moyens les variations de l'islamisme turc ont influencé la détermination des choix de coopérations.

Une autre perspective d'étude intéressante serait d'analyser les impacts des transformations connues par le mouvement islamique turc sur la détermination des relations économiques, que cela soit avec l'Europe et le Moyen-Orient.

Bibliographie

Abedin, Mahan, “Turquie/Iran: Une rivalité stratégique continue”, in Schmid, Dorothée (dir.), *La Turquie au Moyen-Orient. Le retour d'une puissance régionale ?*, Paris, CNRS Editions, 2011.

Abou-El-Fadl, Reem, “Arab Perceptions of Contemporary Turkish Foreign Policy: Cautious Engagement and the Question of Interdependence”, in Öktem, Kerem, Kadioğlu, Ayşe, and Mehmet Karlı (dirs.), *Another Empire? A Decade of Turkey's Foreign Policy under the Justice and Development Party*, Istanbul, Istanbul Bilgi University Press, 2012.

Ahmad, Feroz, “Politics and political parties in Republican Turkey”, in Kasaba, Reşat (dir.), *The Cambridge History of Turkey. Volume 4. Turkey in the Modern World*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.

Akagül, Deniz, Bilici, Faruk et Ali Kazancıgil (dirs.), *La Turquie, d'une révolution à l'autre*, Paris, Editions Pluriel, 2013.

Akay, Hale, *Security sector in Turkey: Questions, problems, and solutions*, Istanbul, TESEV Publications, 2009.

Akıllı, Erman, “Türk dış Politikası Zemininde Arap Baharı” [Le Printemps arabe dans le contexte de la politique étrangère turque], *Ortadoğu Analiz*, vol. 4, n°37, 2012.

Akkoyunlu, Karabekir, “Turkey's Iranian Conundrum : A Delicate Balancing Act”, in Öktem, Kerem, Kadioğlu, Ayşe, and Mehmet Karlı (dirs.), *Another Empire? A Decade of Turkey's Foreign Policy under the Justice and Development Party*, Istanbul, Istanbul Bilgi University Press, 2012.

AK Parti, *Herşey Türkiye İçin: AK Parti Seçim Beyannamesi* [Tout pour la Turquie : Le programme électoral de l'AKP], 2002.

AK Parti, *Party Programme*, <http://www.akparti.org.tr/english/akparti/parti-programme>, consulté le 6 février 2015.

AK Parti, discours de Recep Tayyip Erdoğan au quatrième Congrès national de l'AKP, <http://www.akparti.org.tr/site/haberler/basbakan-erdoganin-ak-parti-4.-olagan-buyuk-kongresi-konusmasinin-tam-metni/31771#1>, 30 septembre 2012, consulté le 10 avril 2015.

AK Parti, discours de Recep Tayyip Erdoğan au groupe parlementaire de l'AKP, http://www.akparti.org.tr/basbakan-erdoganin-ak-parti-grup-toplantisinde-yaptigi-konusmanin-tam-metni_7846.html, 1^{er} février 2011, consulté le 16 juin 2015.

Altınbüken, Buket, “ Analyse du discours politique de l’AKP lors de la campagne électorale de 2007 ”, *Synergies Turquie*, n°1, 2008.

Arınç, Bülent, Interview avec Taha Akyol, *Eğrisi Doğrusu* [En toute honnêteté], CNN Türk, 30 janvier 2016, <http://www.cnnturk.com/tv-cnn-turk/programlar/egrisi-dogrusu/bulent-arinc-gundem-degerlendirmesi>, consulté le 1er février 2016.

Artık, Özge, “La Turquie: retour au Moyen-Orient”, *Hérodote*, no. 148, 1^{er} trimestre 2013.

Atasoy, Yildiz, *Islam’s Marriage with Neoliberalism. State transformation in Turkey*, London, Palgrave macmillan, 2009.

Axiarlis, Evengelia, *Political Islam and the secular State in Turkey. Democracy, reform and the Justice and Development Party*, London/New-York, I.B. Tauris, 2014.

Aydınlı, Ersel, “ Bölgesel Güç Olmak ve Türk Dış PolitikasındaYön Arayışları ” [Le désir de devenir une puissance régionale et la recherche d’une nouvelle direction dans la politique étrangère turque], in Dinçer, Bahadır, Özdal, Habibe, and Hacali Necefoğlu (dirs.), *Yeni Dönemde Türk Dış Politikası* [La politique étrangère turque dans une nouvelle ère], Ankara, USAK Publications, 2010.

Bahattin Akşit, and Elif Ekin Akşit, “Shifting Conceptions of Science, Religion, Society and State in Turkey”, *Middle East Critique*, vol. 19, n°1, 2000.

Balci, Bayram, “The AKP/Gülen Crisis in Turkey: Consequences for Central Asia and the Caucasus”, *Central Asia Policy Briefs*, n°16, Washington, The George Washington University, avril 2014.

Balcı, Ali, *Türkiye Dış Politikası. İlkeler, Aktörler, Uygulamalar* [La politique étrangère de la Turquie. Les principes, les acteurs, les pratiques], Istanbul, Etkileşir Yayınları, 2013.

Bardakçi, Mehmet, “Coup Plots and the Transformation of Civil-Military Relations in Turkey under AKP Rule”, *Turkish Studies*, vol. 14, n°3, 2013.

Bardot, Christian, *Moyen-Orient et Maghreb*, Paris, Pearson, 2010.

Barnavi, Elie et Paul Goossens (dirs.), *Les frontières de l’Europe*, Bruxelles, Editions De Boek, 2001.

Bayramzadeh, Kamal, “ L’Europe et la nouvelle configuration des rapports de force au Moyen-Orient ”, in Santander, Sebastian (dir.), *Puissances émergentes: Un défi pour l’Europe?*, Paris, Ellipses, 2012.

Bazin, Marcel et Stéphane de Tapia, *La Turquie. Géographie d’une puissance émergente*, Paris, Armand Colin, 2012.

Bendo-Soupou, Dominique (dir.), *La Nouvelle Méditerranée : Conflits et coexistence pacifique*, Paris, L’Harmattan, 2009.

Benli Altunışık, Meliha and Özlem Tür, *Turkey: Challenges of Continuity and Change*, London, Routledge, 2005.

Benli Altunışık, Meliha, “La question du “modèle turc” ou le soft power de la Turquie au Moyen-Orient”, in Schmid, Dorothée (dir.), *La Turquie au Moyen-Orient. Le retour d’une puissance régionale ?*, Paris, CNRS Editions, 2011.

Bilici, Faruk, “L’islam à la fin de l’Empire ottoman et dans la république kémaliste : diversité et modération”, in Vaner, Semih (dir.), *La Turquie*, Paris, Fayard, 2005.

Bilici, Faruk, Massicard, Elise et Semih Vaner, “Religion et société”, in Akagül, Deniz, Bilici, Faruk et Ali Kazancigil (dirs.), *La Turquie, d’une révolution à l’autre*, Paris, Editions Pluriel, 2013.

Billion, Didier, *L’Enjeu Turc. Adhésion ou non de la Turquie à l’Union européenne : une question déterminante*, Paris, Armand Colin, 2006.

Billion, Didier, “Réflexions introductives sur la politique extérieure de la Turquie”, in Nahavandi Firouzeh (dir.), *Turquie. Le Déploiement stratégique*, Bruxelles, Bruylant, 2012.

Billion, Didier, “Existe-t-il une nouvelle politique extérieure de la Turquie?”, in Marcou, Jean et Füsün Türkmen (dirs.), *Vingt ans de changements en Turquie (1992-2012)*, Paris, L’Harmattan, 2013.

Boş, Meltem Müftüler, and Yammis A. Sivachtis (dirs.), *Turkey-European Union relations: Dilemmas, Opportunities, and constraints*, Lexington Books, 2008.

Boş, Meltem Müftüler, “Turkey’s Accession Negotiations with the European Union: The Long Path Ahead”, in Boş, Meltem Müftüler, and Yammis A. Sivachtis (dirs.), *Turkey-European Union relations: Dilemmas, Opportunities, and constraints*, Lexington Books, 2008.

Bozarslan, Hamit, “La laïcité en Turquie”, *Matériaux pour l’histoire de notre temps*, vol. 78, 2005.

Bozarslan, Hamit, *Histoire de la Turquie contemporaine*, Paris, La Découverte, 2007.

Bozarslan, Hamit, “La question kurde à l’heure de l’« ouverture » d’Ankara”, *Politique étrangère*, vol. 1, printemps 2010.

Bozarslan, Hamit, *Histoire de la Turquie. De l’Empire à nos jours*, Paris, Editions Tallandier, 2013.

Bozdağlıoğlu, Yücel, *Turkish Foreign Policy and Turkish Identity. A Constructivist Approach*, New-York/Londres, Routledge, 2003.

Bozdémir, Michel (dir.), *Islam et laïcité. Approches globales et régionales*, Paris, L’Harmattan, 1996.

Bozdémir, Michel, *La marche turque vers l'Europe*, Paris, Karthala, 2005.

Bozdémir, Michel, *Turquie entre Islam et Europe*, Paris, Ellipses, 2007.

Bozdémir, Michel, “La Turquie désorientée, ou l'émergence d'une puissance régionale?”, *Maghreb-Machrek*, n°207, printemps 2011.

Bozdémir, Michel, “L'armée turque et la démocratie”, in Daguzan, Jean-François et Stéphane Valter (dirs.), *Les forces armées arabes et moyen-orientales (après les printemps arabes)*, Paris, Editions Eska, 2014.

Bulat, Nur, “L'affaire Ergenekon: quels enjeux pour la démocratie turque?”, *Politique étrangère*, vol. 75, n°1, 2010.

Burdy, Jean-Paul (dir.), *Les mots de la Turquie*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 2006.

Burdy, Jean-Pierre et Jean Marcou, *La Turquie à l'heure de l'Europe*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 2008.

Caloz-Tschopp, Marie-Claire (dir.), *Violence, Politique et Civilité Aujourd'hui. La Turquie aux prises avec ses tourments*, Paris, L'Harmattan, 2014.

Canatan, Kadir, “AKP Baglaminda ‘Yeni İslamcılık’ ” [Le ‘Nouvel Islamisme’ dans la situation de l'AKP], *Bilgi ve Düşünce*, no. 4, 2003.

Cautrès, Bruno et Nicolas Monceau, *La Turquie en Europe : L'opinion des Européens et des Turcs*, Paris, Sciences Po Les Presses, 2011.

Cécillon, Julien, “L'Irak, nouvel espace de déploiement de la puissance turque”, in Schmid, Dorothee, *La Turquie au Moyen-Orient. Le retour d'une puissance régionale ?*, Paris, CNRS Editions, 2011.

Centres culturels Yumus Emre, site officiel : <http://www.yee.org.tr/tr/misyon>, consulté le 12 mars 2015.

Cerami, Carola, “Rethinking Turkey's Soft Power in the Arab World: Islam, Secularism, and Democracy”, *Journal of Levantine Studies*, vol. 3, n°2, hiver 2013.

Commission européenne, *Eurobaromètre 66. L'opinion publique dans l'Union européenne. Premier résultats*, décembre 2006.

Commission européenne, Statut des négociations, janvier 2016, http://ec.europa.eu/enlargement/pdf/turkey/20160108-overview_negotiations_turkey.pdf, consulté le 5 février 2016.

Conseil supérieur des élections (*Yüksek Seçim Kurulu –YSK*), décision n°883 (*Karar 883*), 9 novembre 2002.

Conseil supérieur des élections (*Yüksek Seçim Kurulu –YSK*), décision n°2002 (*Karar 2002*), 11 mai 2004.

Conseil supérieur des élections (*Yüksek Seçim Kurulu –YSK*), décision n°739 (*Karar 739*), 30 juillet 2007.

Conseil supérieur des élections (*Yüksek Seçim Kurulu –YSK*), décision n°1850 (*Karar 1850*), 11 mai 2009.

Conseil supérieur des élections (*Yüksek Seçim Kurulu –YSK*), décision n°1070 (*Karar 1070*), 22 juin 2011.

Conseil supérieur des élections (*Yüksek Seçim Kurulu –YSK*), 11 mai 2014.

Conseil supérieur des élections (*Yüksek Seçim Kurulu –YSK*), 18 juin 2015.

Conseil supérieur des élections (*Yüksek Seçim Kurulu –YSK*), 11 novembre 2015.

Corm, Georges, *Le Proche-Orient éclaté (1956-2007)*, Paris, Gallimard, 2007.

Criss, Nur Bilge, “Dismantling Turkey: The will of People?”, in Yeşilada, Birol, and Barry Rubin (dirs.), *Islamization of Turkey under the AKP rule*, Londres, Routledge, 2011.

Çağapatay, Soner, *The Rise of Turkey. The Twenty-First Century’s First Muslim Power*, Lincoln, Potomac Books, 2014.

Çağrı, Erhan, *Türk Dış Politikasının Güncel Sorunları* [Les enjeux actuels de la politique étrangère turque], Ankara, İmaj Yayınevi, 2010.

Dagdeverinis, Dimitros, “Turkey and the CFSP. 2005-2014: Beyond Rhetoric”, *Bridging Europe*, EU-Turkey Dialogue Initiative, Working Paper n°5, Athènes, 2014.

Daguzan, Jean-François et Stéphane Valter (dirs.), *Les forces armées arabes et moyen-orientales (après les printemps arabes)*, Paris, Editions Eska, 2014.

Dağı, İhsan, “The Justice and Development Party. Identity, Politics, and Human Rights Discourse in the Search for Security and Legitimacy”, in Yavuz, Hakan (dir.), *The Emergence of a new Turkey. Democracy and the AK Parti*, Salt Lake City, The University of Utah Press, 2006.

Dal, Emel Parlar, “The Transformation of Turkey’s Relations with the Middle East: Illusion or Awakening”, *Turkish Studies*, vol. 13, n°2, 2012.

Dal, Emel Parlar and Emre Erşen, “Reassessing the “Turkish Model” in the Post-Cold War Era: A Role Theory Perspective”, *Turkish Studies*, vol. 15, n°2, 2014.

Dalay, Galip, « Turkey’s Political Islam and the West : The Evolving Nature of a Relationship », The German Marshall Fund of the United States, juin 2014 p.4. <http://www.gmfus.org/publications/turkey%E2%80%99s-political-islam-and-west>, consulté le 15 septembre 2015.

Davutoğlu, Ahmet, *Strategik Derinlik. Türkiye'nin Uluslararası Konumu* [Profondeur stratégique. La position internationale de la Turquie], Istanbul, Küre Yayınları, 2001.

Davutoğlu, Ahmet, "Turkey's Foreign Policy Vision: An Assessment of 2007", *Insight Turkey*, vol. 10, n°1 2008.

Davutoğlu, Ahmet, "Turkey's Mediation: Critical Reflections From the Field", *Middle East Policy*, vol. 20, n°1, printemps 2013.

Dorronsoro, Gilles (dir.), *La Turquie conteste. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, Paris, CNRS Editions, 2005.

Dorronsoro, Gilles, *Que veut la Turquie ? Ambitions et stratégies internationales*, Paris, Editions Autrement, 2009.

Dismorr, Ann, *Turkey decoded*, Londres, SAPI, 2008.

Di Stasi, Marilena, "L'adhésion de la Turquie à l'Union Européenne: Quels défis et quelles opportunités pour l'Europe élargie ? », in Bendo-Soupou, Dominique (dir.), *La Nouvelle Méditerranée : Conflits et coexistence pacifique*, Paris, L'Harmattan, 2009.

Duclert, Vincent, *Occupy Gezi. Un récit de résistance à Istanbul*, Paris, Editions Demopolis, 2014.

Duran, Burhanettin, "JDP and Foreign Policy as an Agent of Transformation", in Yavuz, Hakan (dir.), *The Emergence of a New Turkey. Islam, Democracy, and the AK Parti*, Salt Lake City, University of Utah Press, 2006.

Duran, Burhanettin, "The Experience of Turkish Islamism: between transformation and impoverishment", *Journal of Balkan and Near Eastern Studies*, vol.12, n°1, 2010.

Eligür, Banu, *The mobilization of political Islam in Turkey*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009.

Erdem, Zihni, "Erdoğan 'a büyük uyarı" [Un sérieux avertissement à Erdoğan], *Radikal*, 15 avril 2007, <http://www.radikal.com.tr/haber.php?haberno=218469>, consulté le 14 juin 2014.

European Commission, *Eurobarometer2003.2. Public opinion in the candidate countries*, June 2003.

European Commission, *Eurobarometer2004.1. Public opinion in the candidate countries*, May 2004.

Fabbe, Kristin, "Doing more with less: the Justice and Development Party (AKP), Turkish elections, and the uncertain future of Turkish politics", *Nationalities Papers*, vol. 39, n°5, 2011.

Fisher Onar, Nora, *From model to bystander and how to bounce back. Turkey, the Middle East, and the Transatlantic Alliance*, Washington, The German Marshall Fund of the United States, 2013.

Fisher Onar, Nora, “Islam and Turkey: From Muslim Democracy to Islamist Autocracy?”, in Barnett, Michael et Clifford Bob (dirs.), *Faith, Freedom, and Foreign Policy. Challenges for the Transatlantic Community*, Washington D.C., Transatlantic Academy, 2015.

Fuller, Graham E., *The future of political Islam*, New-York, Palgrave macmillan, 2003.

Fuller, Graham E., *The New Turkish Republic. Turkey as a pivotal state in the Muslim World*, Washington D. C., United States Institute of Peace, 2008.

Göle, Nilüfer, “Laïcité, modernisme et islamisme en Turquie”, *Cahiers d’Etudes sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien*, volume 19, 1995.

Göle, Nilüfer, “Turquie: un désir d’Europe qui dérange”, *Critique internationale*, vol. 2, n°23, 2004.

Göle, Nilüfer, *Interpénétrations. L’Islam et l’Europe*, Paris, Galaade Editions, 2005.

Grande Assemblée Nationale de Turquie (TBMM), *Constitution de la République de Turquie*, https://global.tbmm.gov.tr/docs/constitution_en.pdf, consulté le 9 juin 2015.

Griffiths, Richard T. and Durmuş Özdemir (dirs.), *Turkey and the EU Enlargement: Processes of Incorporation*, Istanbul, Istanbul Bilgi University 2004.

Groc, Gérard, “L’essor d’une société civile face aux incertitudes démocratiques”, in Akagül, Deniz, Bilici, Faruk, et Ali Kazancigil (dirs.), *La Turquie, d’une révolution à l’autre*, Paris, Editions Pluriel, 2013.

Gruen, Georges E., “Turkey’s “Political Earthquake”: Significance for the United States and the Region”, *American Foreign Policy Interests*, vol. 25, n°2, 2003.

Güvenç, Serhat and Oya Memişoğlu, “Turkey and Regional Security”, in Griffiths, Richard T. and Durmuş Özdemir (dirs.), *Turkey and the EU Enlargement: Processes of Incorporation*, Istanbul, Istanbul Bilgi University 2004.

Hadiz, Vedi R., « A New Islamic Populism and the Contradictions of Development”, *Journal of Contemporary Asia*, vol. 44, n°1, 2014.

Hale, William, and Ergun Özbudun, *Islamism, Democracy and Pluralism in Turkey: The case of the AKP*, New-York, Routledge, 2010.

Hendrich, Beatrice, “Post-nationalist semiotics? The emblem of the Justice and Development Party AKP” in Kieser, Hans-Lukas (dir.), *Turkey Beyond Nationalism. Towards Post-Nationalist Identities*, Londres, I. B. Tauris, 2006.

Heper, Metin and Sabri Sayarı (dirs.), *The Routledge Handbook of Modern Turkey*. London, Routledge, 2012.

Heper, Metin, “Kemalism/Atatürkism”, in Heper, Metin and Sabri Sayarı (dirs.), *The Routledge Handbook of Modern Turkey*, Londres, Routledge, 2012.

Insel, Ahmet, “ Devenir une puissance économique mondiale : le néonationalisme de l’AKP ”, in Marcou, Jean, et Füsün Türkmen (dirs.), *Vingt ans de changements en Turquie (1992-2012)*, Paris, L’Harmattan, 2013.

Insel, Ahmet, “ L’authoritarisme et la violence. La Turquie face à ses démons ”, in Caloz-Tschopp, Marie-Claire (dir.), *Violence, Politique et Civilité Aujourd’hui. La Turquie aux prises avec ses tourments*, Paris, L’Harmattan, 2014.

Insel, Ahmet, *La nouvelle Turquie d’Erdogan : Du rêve démocratique à la dérive autoritaire*, Paris, La Découverte, 2015.

Institut statistique de Turquie (*Türkiye İstatistik Kurumu – TÜİK*), TurkStat Foreign Trade Statistics, décembre 2015, http://www.turkstat.gov.tr/PreTablo.do?alt_id=1046, consulté le 10 janvier 2016.

Institut statistique de Turquie (*Türkiye İstatistik Kurumu – TÜİK*), TurkStat Foreign Trade Statistics, décembre 2015, http://www.turkstat.gov.tr/PreTablo.do?alt_id=1046, consulté le 10 janvier 2016.

Iseri, Emre and Ugur Cevdet Panayirci, “A Content Analysis of the AKP’s “Honorable” Foreign Policy Discourse: The Nexus of Domestic-International Politics”, *Turkish Studies*, vol. 15, n°1, 2014.

Jenkins, Gareth, “Symbols and Shadow Play: Military-JDP Relations, 2002-2004”, in Yavuz, Hakan (dir.), *The Emergence of a new Turkey. Democracy and the AK Parti*, Salt Lake City, The University of Utah Press, 2006.

Jenkins, Gareth, *Political Islam in Turkey. Running West, heading East?*, New-York, Palgrave macmillan, 2008.

Josseran, Tançrède, *La nouvelle puissance turque. L’adieu à Mustapha Kemal*, Paris, Editions Ellipses, 2010.

Josseran, Tançrède, Louis, Florian, et Frédéric Pichon, *Géopolitique du Moyen-Orient et de l’Afrique du Nord. Du Maroc à l’Iran*, Paris, Presses Universitaires de France, 2012.

Jung, Dietrich, and Wolfango Piccoli, *Turkey at the Crossroads. Ottoman Legacies and a greater Middle East*, New-York/Londres, Zed Books, 2001.

Kanra, Bora, *Islam, Democracy and Dialogue in Turkey. Deliberating in Divided Societies*, Farnham, Ashgate, 2009.

Kadioğlu, Ayşe, “Limits of Conservative Change: Reform Choreography of the Justice and Development Party”, in Öktem, Kerem, Kadioğlu, Ayşe, and Mehmet Karlı (dirs.), *Another Empire? A decade of Turkey’s Foreign Policy under the Justice and Development Policy*, Istanbul, Istanbul Bilgi University, 2012.

Kalaycıoğlu, Ersin, “Justice and Development Party at the Helm: Resurgence of Islam or Restitution of the Right-of-Center Predominant Party?”, *Turkish Studies*, vol. 11, n°1, 2010.

Karakas, Cemal, “ La laïcité turque peut-elle être un modèle ? ”, *Politique étrangère*, vol. 72, n°3, automne 2007.

Kardaş Saban, “Turkey and the Iraqi Crisis. JDP Between Identity and Interest”, in Yavuz, Hakan (dir.), *The Emergence of a new Turkey. Democracy and the AK Parti*, Salt Lake City, The University of Utah Press, 2006.

Kardaş, Şaban, “Turkey: A Regional Power Facing a Changing International System”, *Turkish Studies*, vol. 14, n°4, 2013.

Karlı, Mehmet, “ Discourses vs. Figures: A Reality Check for Turkey’s Economic Depth”, in Öktem, Kerem, Kadioğlu, Ayşe, and Mehmet Karlı (dirs.), *Another Empire? A decade of Turkey’s Foreign Policy under the Justice and Development Policy*, Istanbul, Istanbul Bilgi University, 2012.

Kasaba, Reşat (dir.), *The Cambridge History of Turkey. Volume 4. Turkey in the Modern World*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.

Kaya, Ayhan, “Turkey-EU Relations: The Impact of Islam on Europe”, in Nielsen, Jorgen S. and Samim Akgönül (dirs.), *Yearbook of Muslims in Europe. Volume 1*, Leiden, Brill, 2009.

Kaya, Uğur, “La Turquie: élément stratégique entre l’Europe et le Moyen-Orient ”, *Le débat stratégique*, CIRPES, n°102, mars 2009.

Kazancigil, Ali, “ Une sortie de la religion des sociétés musulmanes est-elle pensable ? ”, in Vaner, Semih, Heradstveit, Daniel, et Ali Kazancigil (dirs.), *Sécularisation et démocratisation dans les sociétés musulmanes*, Bruxelles, P.I.E Peter Land, 2008.

Kazancigil, Ali, “ Le système politique turc : Mutations démocratiques ou régression islamo-kémaliste ? ”, in Marcou, Jean, et Füsün Türkmen (dirs.), *Vingt ans de changements en Turquie (1992-2012)*, Paris, L’Harmattan, 2013.

Kazancigil, Ali, “ La diplomatie innovante de la Turquie : une nécessité d’adaptation et une volonté d’émancipation ”, in Nahavandi, Firouzeh (dir.), *Turquie. Le Déploiement stratégique*, Bruxelles, Bruylant, 2012.

Kazancigil, Ali et Semih Vaner, “ Les vicissitudes de la démocratie ”, in Akagül, Deniz, Bilici, Faruk et Ali Kazancigil (dirs.), *La Turquie, d’une révolution à l’autre*, Paris, Editions Pluriel, 2013.

Kazancigil, Ali, “ L’Etat, acteur controversé de la modernité ”, in Akagül, Deniz, Bilici, Faruk et Ali Kazancigil (dirs.), *La Turquie, d’une révolution à l’autre*, Paris, Editions Pluriel, 2013.

Kepel, Gilles, *Jihad : Expansion et déclin de l’islamisme*, Paris, Gallimard, 2000.

Kerslake, Celia, Öktem, Kerem, and Philip Robins (dirs.), *Turkey’s engagement with modernity. Conflict and change in the twentieth century*, Londres, Palgrave macmillan, 2010.

- Keyman, E. Fuat (dir.), *Remaking Turkey. Globalization, Alternative Modernities, and Democracy*, Lanham, Lexington Books, 2007.
- Keyman, E. Fuat, and Ziya Öniş, *Turkish Politics in a changing World. Global Dynamics and Domestic Transformations*, Istanbul, Bilgi University Press, 2007.
- Keyman, E. Fuat, “Pro-activism in Turkish foreign policy: The global-local nexus”, in Öktem, Kerem, Kadioğlu, Ayşe, and Mehmet Karlı (dir.), *Another Empire? A decade of Turkey’s Foreign Policy under the Justice and Development Policy*, Istanbul, Istanbul Bilgi University, 2012.
- Kieser, Hans-Lukas (dir.), *Turkey Beyond Nationalism. Towards Post-Nationalist Identities*, Londres, I. B. Tauris, 2006.
- Kirdiş, Esen, “The Role of Foreign Policy in Constructing the Party Identity of the Turkish Justice and Development Party (AKP)”, *Turkish Studies*, vol.16, n°2, 2015.
- Kirisci, Kemal, “Can the Turkish model be relevant for Arab Awakening?”, *Confluences Méditerranée*, n°83, Automne 2012.
- Koliopoulos, Constantinis, “The Strategic implications of Turkey’s EU membership”, in Müftüler-Baç and Yammis A. Sivachtis (dirs.), *Turkey-European Union relations: Dilemmas, Opportunities, and constraints*, Lanham, Lexington Books, 2008.
- Koyuncu Lorasdağı, Berrin, “Globalization, Modernization, and Democratization in Turkey: The Fethullah Gülen Movement”, in Keyman, E. Fuat (dir.), *Remaking Turkey. Globalization, Alternative Modernities, and Democracy*, Lanham, Lexington Books, 2007.
- Kömeçoğlu, Uğur, “Islamism, Post-Islamism and Civil Islam”, *Current Trends in Islamist Ideology*, vol.16, mars 2014.
- Kuru, Ahmet T., *Secularism and State Policies toward Religion. The United States, France and Turkey*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009.
- Larabee, Stephen, *Turkey as a US Security Partner*, Santa Monica, RAND Publications, 2008.
- Laurent, Annie, *L’Europe malade de la Turquie*, Paris, François-Xavier de Guibert, 2005.
- Lesser, Ian, “The Evolution of Turkish National Security Strategy”, in Kerslake, Celia, Öktem, Kerem, and Philip Robins (dirs.), *Turkey’s engagement with modernity. Conflict and change in the twentieth century*, Londres, Palgrave macmillan, 2010.
- MacLean, Gerald (dir.), *Writing Turkey. Explorations in Turkish history, politics, and culture identity*, London, Middlesex University Press, 2006.
- Manço, Ural, “Les confréries et l’avenir de la laïcité”, in Bozdemir, Michel (dir.), *Islam et laïcité. Approches globales et régionales*, Paris, L’Harmattan, 1996
- Mandaville, Peter, *Global Political Islam*. New-York/London, Routledge, 2007.

Mango, Andrew, *The Turks Today*, London, John Murray, 2004.

Marcou, Jean, « La place du monde arabe dans la nouvelle politique d’Ahmed Davutoğlu », in Schmid, Dorothée (dir.), *La Turquie au Moyen-Orient. Le retour d’une puissance régionale?*, Paris, CNRS Editions, 2011.

Marcou, Jean et Füsün Türkmen (dirs.), *Vingt ans de changements en Turquie (1992-2012)*, Paris, L’Harmattan, 2013.

Marcou, Jean, « La Turquie, puissance régionale, et les « Printemps arabes », in Marcou, Jean, et Füsün Türkmen (dirs.), *Vingt ans de changements en Turquie (1992-2012)*, Paris, L’Harmattan, 2013.

Martin, Leonore G., “Foreign Policy”, in Heper, Metin and Sabri Sayarı (dirs.), *The Routledge Handbook of Modern Turkey*. London, Routledge, 2012.

Massicard, Elise, *Une décennie de pouvoir AKP en Turquie : vers reconfiguration des modes de gouvernement ?*, Paris, Etudes du CERI, 2014.

Menderes Çınar and Çaykan Sayın, “Reproducing the Paradigm of Democracy in Turkey: Parochial Democratization in the Decade of Justice and Development Party“, *Turkish Studies*, vol. 15, n°3, septembre 2014.

Meral, Ziya, *Prospects for Turkey*, Londres, Legatum Institute, 2010.

Migdalovitz, Carol, “AKP’s domestically-driven foreign policy”, *Turkish Policy Quarterly*, vol. 9, n°4, winter 2010/2011.

Mongrenier, Jean-Sylvestre, « L’État turc, son armée et l’OTAN : ami, allié, non-aligné ? », *Hérodote*, n°148, 1^{er} trimestre 2013.

Musil, Pelin Ayan, “Emergence of a Dominant Party System After Multipartyism: Theoretical Implications from the Case of the AKP in Turkey”, *South European Society and Politics*, vol. 20, n°1, 2014.

Müftüler-Baç, Meltem and Yammis A. Sivachtis (dirs.), *Turkey-European Union relations: Dilemmas, Opportunities, and constraints*, Lanham, Lexington Books, 2008.

Nahavandi Firouzeh (dir.), *Turquie. Le Déploiement stratégique*, Bruxelles, Bruylant, 2012.

Nas, Çiğdem and Tonca Özer (dir.), *Turkey and the European Union. Processes of Europeanisation*, Farnham, Ashgate, 2012.

Nicolescu, Agnes, “Competing Variables in Turkey’s Multi-Vector Foreign Policy”, *Romanian Journal of European Affairs*, Vol. 12, No. 3, septembre 2012.

Nielsen, Jorgen S. and Samim Akgönül (dirs.), *Yearbook of Muslims in Europe. Volume 1*, Leiden, Brill, 2009.

Nohra, Fouad, and Asli Ece, *Où va la Turquie? Etude des mutations politiques récentes (2000-2011)*, Paris, Les points sur les i, 2014.

Noureddine, Mohammed, “Arab-Turkish Cooperation in the New Era”, *Turkish Studies*, vol. 11, n°1, 2009.

Oğuzlu, Tarık, “Middle Easternization of Turkey’s Foreign Policy : Does Turkey Dissociate from the West?”, *Turkish Studies*, vol. 9, n°1, 2008.

Oğuzlu, Tarık, “Turkey and the European Union: Europeanization without Membership”, *Turkish Studies*, vol. 13, n°2, 2012.

Oran, Baskın (dir.), *Turkish Foreign Policy (1919-2006). Facts and Analysis with Documents*, Salt Lake City, The University of Utah Press, 2010.

Öktem, Kerem, Kadioğlu, Ayşe, and Mehmet Karlı (dirs.), *Another Empire? A decade of Turkey’s Foreign Policy under the Justice and Development Policy*, Istanbul, Istanbul Bilgi University, 2012.

Öktem, Kerem, “Projecting Power: Non-Conventional Policy Actors in Turkey’s International Relations”, in Öktem, Kerem, Kadioğlu, Ayşe, and Mehmet Karlı (dirs.), *Another Empire? A Decade of Turkey’s Foreign Policy under the Justice and Development Party*, Istanbul, Istanbul Bilgi University Press, 2012.

Öniş, Ziya, “Sharing Power: Turkey’s Democratization Challenge in the Age of the AKP Hegemony”, *Insight Turkey.*, vol. 15, n°2, 2003.

Öniş, Ziya, “Multiple Faces of the “New” Turkish Foreign Policy: Underlying Dynamics and a Critique”, *Insight Turkey*, vol. 13, n°1, 2011.

Öniş, Ziya, “The triumph of conservative globalism: The political economy of the AKP era”, *Turkish Studies*, vol.13, n°2, 2012.

Öniş, Ziya, “The Political Economy of Turkey’s Justice and Development Party”, in Yavuz, Hakan (dir.), *The Emergence of a new Turkey. Democracy and the AK Parti*, Salt Lake City, The University of Utah Press, 2006.

Özbudun, Ergun, “AKP at the Crossroads: Erdogan’s Majoritarian Drift”, *South European Society and Politics*, vol.19, n°2, 2014.

Özcan, Mesut, *Harmonizing Foreign Policy. Turkey, the EU and the Middle East*, Aldershot, Ashgate, 2008.

Özcan, Mesut, “Turkish Foreign Policy Towards Iraq in 2009”, *Perceptions*, vol.15, n°3, Autumn-Winter 2010.

Özcan, Mesut, Köse, Talha, and Ekrem Karakoç, “Assessments of Turkish Foreign Policy in the Middle East During the Arab Uprisings”, *Turkish Studies*, vol. 16, n°2, 2015.

- Park, Bill, *Modern Turkey. People, state and Foreign Policy in a globalized world*, New-York, Routledge, 2011.
- Pekoz, Alex Mustafa, *Le Développement de l'Islam politique en Turquie. Les raisons économiques, politiques et sociales*, Paris, L'Harmattan, 2011.
- Pew Research Center, *Saudi Arabia's Image Falters among Middle East Neighbors*, Washington, octobre 2013.
- Pierini, Marc, *Où va la Turquie ? Carnet d'un observateur européen*, Arles, Actes Sud, 2013.
- Prévélakis, Georges, "L'Orient de L'Europe: géographie mentale, histoire et idéologie", in Barnavi, Elie et Paul Goossens (dirs.), *Les frontières de l'Europe*, Bruxelles, Editions De Boek, 2001.
- Prévélakis, Georges, "Sécularité et modernité dans le monde orthodoxe post-ottoman. Une relation contradictoire ? ", in Vaner, Semih, Heradstveit, Daniel et Ali Kazancigil (dirs.), *Sécularisation et démocratisation dans les sociétés musulmanes*, Bruxelles, Peter Lang, 2008.
- Rabasa, Angel, and F. Stephan Larabee, *The rise of Political Islam in Turkey*, Santa Monica, RAND, 2008.
- Roy, Olivier, *L'Islam mondialisé*, Paris, Seuil, 2002.
- Santander, Sebastian (dir.), *Puissances émergentes: Un défi pour l'Europe?*, Paris, Ellipses, 2012.
- Schmid, Dorothée (dir.), *La Turquie au Moyen-Orient. Le retour d'une puissance régionale ?*, Paris, CNRS Editions, 2011.
- Semmoud, Bouziane, *Maghreb et Moyen-Orient dans la mondialisation*, Paris, Armand Colin, 2010.
- Semo, Marc, "L'affaire libyenne, ou les contradictions de la diplomatie turque", in Schmid, Dorothée (dir.), *La Turquie au Moyen-Orient. Le retour d'une puissance régionale ?*, Paris, CNRS Editions, 2011.
- Servantie, Alain, "Quelle Europe pour les Turcs ? ", *Confluences Méditerranée*, n°83, Automne 2012.
- Seufert, Günter, *Is the Fethullah Gülen Movement Overstretching Itself? A Turkish Religious Community as a National and International Player*, Berlin, German Institute for International and Security Affairs, 2014.
- Sfeir, Antoine, *Les islamismes d'hier et d'aujourd'hui*, Paris, Lignes de repères, 2008.
- Silverstein, Brian, *Islam and Modernity in Turkey*, New-York, Palgrave macmillan, 2006.
- Sitzenstul, Charles, *La Diplomatie Turque au Moyen-Orient : Héritages et ambitions du gouvernement de l'AKP (2002-2010)*, Paris, L'Harmattan, 2011.

Sözen, Ahmet, “A Paradigm Shift in Turkish Foreign Policy”, in Yeşilada, Birol and Barry Rubin (dirs.), *Islamization of Turkey under the AKP rule*, Londres, Routledge, 2011.

Stewart, Dona J., *The Middle East Today. Political, geographical and cultural perspectives*, New-York, Routledge, 2013.

Şen, Mustafa, “Transformation of Turkish Islamism and the Rise of the Justice and Development Party”, in Yeşilada, Birol and Barry Rubin (dirs.), *Islamization of Turkey under the AKP rule*, Londres, Routledge, 2011.

Şimşek, Sefa, « Conservative Democracy as a Cosmetic Image in Turkish Politics: The Semiology of AKP’s Political Identity », *Turkish Studies*, vol. 14, n°3, 2013.

Tayla, Alican, “L’AKP et l’autoritarisme en Turquie: une rupture illusoire”, *Confluences Méditerranée*, vol. 4, n°83, Automne 2012.

Tezcür, Güneş Murat, *Muslim Reformers in Iran and Turkey. The paradox of moderation*, Austin, University of Texas Press, 2010.

Terzi, Özlem, “Europeanization of Turkish Foreign Policy after more than 10 Years of EU Candidacy”, in Nas, Çiğdem and Tonca Özer (dir.), *Turkey and the European Union. Processes of Europeanisation*, Farnham, Ashgate, 2012.

The German Marshall Fund of the United States, *Transatlantic Trends 2010 Partners*, 2010.

Tibi, Basam, “The Politicization of Islam into Islamism in the Context of Global Religious Fundamentalism”, *The Journal of the Middle East and Africa*, vol. 1, n°2, 2010.

Tocci, Nathalie, “Turkey and the European Union”, in Heper, Metin, and Sabri Sayari (dirs.), *The Routledge Handbook of Modern Turkey*, Londres, Routledge, 2012.

Touzanne, Jean-Pierre, *L’islamisme turc*, Paris, L’Harmattan, 2001.

Tugal, Cihan, *Passive Revolution. Absorbing the Islamic challenge to capitalism*, Stanford, Stanford University Press, 2009.

TUSKON, site officiel : <http://www.tuskon.org>, consulté le 12 décembre 2014.

Turam, Burna, *Between Islam and the State. The Politics of Engagement*, Stanford, Stanford University Press, 2007.

Uğur, Mehmet, “Coming to Terms with the European Union: Turkish Ambivalence Then and Now”, in MacLean, Gerald (dir.), *Writing Turkey. Explorations in Turkish history, politics, and culture identity*, Londres, Middlesex University Press, 2006.

Usul, Ali Resul, “Is There Any Hope on the Revival of EU-Turkey Relations in the “New Era?””, *Turkish Studies*, vol. 15, n°2, 2014.

- Ünsaldi, Levent, *Le Militaire et la Politique en Turquie*, Paris, L'Harmattan, 2005.
- Ünsaldi, Levent, "Du rôle politique de l'armée en Turquie", *Revue Tiers Monde*, vol. 2, n°194, 2008.
- Valter, Stéphane, "The Syrian War: Religious and Political Representations", *Syria Studies*, vol. 6, n°3, 2014.
- Vaner, Semih (dir.), *La Turquie*, Paris, Fayard, 2005.
- Vaner, Semih, Heradstveit, Daniel, et Ali Kazancigil (dirs.), *Sécularisation et démocratisation dans les sociétés musulmanes*, Bruxelles, Peter Lang, 2008.
- Walker, Joshua W., "The United States and Turkey in a Changing World", in Öktem, Kerem, Kadioğlu, Ayşe, and Mehmet Karlı (dirs.), *Another Empire? A Decade of Turkey's Foreign Policy under the Justice and Development Party*, Istanbul, Istanbul Bilgi University Press, 2012.
- White, Jenny B., "Islam and politics in contemporary Turkey", in Kasaba, Reşat (dir.), *The Cambridge History of Turkey. Volume 4. Turkey in the Modern World*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.
- Yavuz, Hakan (dir.), *The Emergence of a new Turkey. Democracy and the AK Parti*, Salt Lake City, The University of Utah Press, 2006.
- Yavuz, Hakan, "The Role of the New Bourgeoisie in the Transformation of the Turkish Islamic Movement", in Yavuz, Hakan (dir.), *The Emergence of a new Turkey. Democracy and the AK Parti*, Salt Lake City, The University of Utah Press, 2006.
- Yavuz, Hakan, *Secularism and Muslim Democracy in Turkey*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009.
- Yavuz, Hakan, "Introduction: The Role of the New Bourgeoisie in the Transformation of the Turkish Islamic Movement", in Yavuz, Hakan (dir.), *The Emergence of a new Turkey. Democracy and the AK Parti*, Salt Lake City, The University of Utah Press, 2006.
- Yazmaci, Umit, "La politique extérieure de l'AKP : entre héritage ottoman et tradition républicaine", *Moyen Orient*, n°9, janvier-mars 2011.
- Yeşilada, Birol and Barry Rubin, *Islamization of Turkey under the AKP rule*, Londres, Routledge, 2011.
- Yıldırım, Ergün, "Plural Islamism in Plural Modernities", *Insight Turkey*, vol. 14, n°4, 2012.
- Yurdusev, Nuri, "Turkey's Engagement with Europe: A History of Mutual Management", in Kerslake, Celia, Öktem, Kerem, and Philip Robins, *Turkey's engagement with modernity. Conflict and change in the twentieth century*, Londres, Palgrave macmillan, 2010.

Zalewski, Piotr, “Divorce Istanbul-Style. Why Turkey’s nasty Gulen-Erdogan fight is making for some strange bedfellows”, *Foreign Policy*, 15 janvier 2014.

Zarcone, Thierry, *La Turquie moderne et l’islam*, Paris, Flammarion, 2004.

Zucconi, Mario, “The Impact of the EU Connection on Turkey’s Domestic and Foreign Policy”, *Turkish Studies*, vol. 10, n°1, 2009.

Zürcher, Erik, *Turkey. A Modern History*, New-York, I.B. Tauris, 2004.

ANNEXES

Annexe 1 : Liste des principaux partis politiques turcs

Annexe 2 : Les principales figures politiques turques

Annexe 3 : Récapitulatif des résultats électoraux en Turquie depuis 2002

Annexe 4 : Constitution de la République de Turquie (Première partie)

Annexe 5 : Les cartes

Annexe 6 : Évolutions des relations commerciales turco-européennes
et turco-moyen-orientales

Annexe 7 : Avancée des chapitres de l'Acquis communautaire

Annexe 8 : Entretiens effectués et bibliothèques fréquentées

Annexe 1 : Liste des principaux partis politiques turcs

AKP: *Adalet ve Kalkınma Partisi* – Parti de la Justice et du Développement (créé en 2001), islamo-conservateur et libéral

ANAP: *Anavatan Partisi* - Parti de la Mère Patrie (1983-2007), créé par Turgut Özal, conservateur et néolibéral

BDP : *Barış ve Demokrasi Partisi* – Parti de la Paix et de la Démocratie (2008-2014), nationaliste kurde

CHP: *Cumhuriyet Halk Partisi* - Parti Républicain du Peuple (créé en 1923 par Mustafa Kemal, rétabli en 1992), social-démocrate et kémaliste

DP: *Demokrat Parti* – Parti Démocrate (1946-1961), conservateur et libéral

DP : *Demokrat Parti* – Parti Démocrate (depuis 2007, fusion du DYP et Anavatan)

DSP : *Demokratik Sol Parti* - Parti Démocratique de la Gauche (créé en 1985), social-démocrate

DYP : *Doğru Yol Partisi* - Parti de la Juste Voie (1983-2007), conservateur

FP: *Fazilet Partisi* - Parti de la Vertu (1997-2001), islamiste

HDP : *Halkların Demokratik Partisi* – Parti Démocratique des Peuples (créé en 2012), social-démocrate

MHP : *Milliyetçi Hareket Partisi* - Parti d'Action Nationaliste (créé en 1969), nationaliste

MNP : *Milli Nizam Partisi* - Parti de l'Ordre National (1970-1971), islamiste

MSP : *Milli Selamet Partisi* - Parti du Bien-être National (1972-1981), islamiste

RP : *Refah Partisi* – Parti de la Prospérité (1983-1998), islamiste

SP : *Saadet Partisi* - Parti de la Félicité (créé en 2001), islamiste

YTP : *Yeni Türkiye Partisi* – Parti de la Nouvelle Turquie (2002-2004), créé par İsmail Cem, social-démocrate

Annexe 2 : Principales figures politiques turques

CEM, Ismail:

Né en 1940, Ismail Cem débute sa carrière en tant que journaliste dans les années 1960 et 1970. Entré en politique au cours des années 1980, il est un idéologue influent du mouvement social-démocrate. Par la suite, il devient ministre des Affaires étrangères entre 1997 et 2002. Durant son mandat, Ismail Cem contribue à l'affirmation d'une politique extérieure multidimensionnelle dans laquelle les relations avec l'Europe et le Moyen-Orient occupent une place plus importante. Cette conception constitue le socle stratégique qui sera renforcée dans les politiques gouvernementales de l'AKP. Ismail Cem meurt en 2007.

DAVUTOĞLU, Ahmet :

Né en 1959, Ahmet Davutoğlu Il est le principal conseiller du Premier ministre Erdoğan de mars 2003 à avril 2009 avant de devenir ministre des Affaires étrangères de mai 2009 à août 2014. Depuis cette date, il est le Premier ministre de la République de Turquie et le nouveau dirigeant de l'AKP. Ahmet Davutoğlu est tout d'abord connu comme étant l'instigateur de la nouvelle politique étrangère mise en application par les gouvernements de l'AKP. A travers son livre intitulé Profondeur stratégique (*Stratejik Derinlik*), il explique les principales directions que doivent prendre les relations extérieures turques. L'importance des liens historiques et civilisationnels connus par l'Empire ottoman occupe alors une place essentielle dans cette méthode qui est également connue sous la dénomination de doctrine Davutoğlu.

ERBAKAN, Necmettin :

Né en 1926, Necmettin Erbakan entre en politique en tant que député en 1969 avant de fonder le Parti de l'ordre national (MNP) en 1970. Il s'agit alors du premier parti islamiste turc. Dissous en 1971, celui-ci constitue le début d'une série de cinq formations politiques fondés et dirigées par Necmettin Erbakan jusqu'aux années 2000. Plusieurs fois Vice-Premier ministre dans les années 1970, il devient Premier ministre de juin 1996 à juin 1997. Cependant, par ses positions idéologiques en faveur de l'application d'une forme radicale de l'islamisme en Turquie, il provoque fréquemment les controverses vis-à-vis de l'establishment kémaliste et à l'intérieur même de son propre camp. Ainsi, la scission de son mouvement politique devient inévitable et conduit à la fondation de l'AKP en 2001. Il reste malgré tout à la tête de son parti jusqu'à sa mort en 2011.

ERDOĞAN, Recep Tayyip :

Né en 1954, Recep Tayyip Erdoğan intègre dès 1976 le parti islamiste du MSP. De cette date à 2001, il des formations dirigées par Necmettin Erbakan. Son mandat de maire d'Istanbul de 1994 à 1998, sous le Parti Refah, va véritablement mettre en avant son charisme et ses capacités de leader. Cependant, à cause de propos jugés portant atteinte à la laïcité, Recep Tayyip Erdoğan doit renoncer à ce poste avant la fin de son terme et est condamné à une inéligibilité politique. En 2001, il est l'un des membres fondateurs de l'AKP, formation qu'il dirige de 2001 à 2014. Libéré de son inéligibilité, il devient député et exerce la position de Premier ministre de mars 2003 à août 2014 avant de devenir Président de la République à partir de cette date. Même sous cette nouvelle fonction, Recep Tayyip Erdoğan reste de nos jours le leader incontesté de l'AKP.

GÜL, Abdullah :

Né en 1950, Abdullah Gül est un économiste de formation. Proche des milieux politiques islamistes depuis sa jeunesse, il devient pour la première fois député avec le Parti Refah en 1991. En 2001, Abdullah Gül est l'un des membres fondateurs de l'AKP. Il occupe ensuite successivement les postes de Premier ministre de novembre 2002 à mars 2003, de ministre des Affaires étrangères de mars 2003 à août 2007 et de Président de la République d'août 2007 à août 2014. Attaché à l'expression d'une ligne modérée dans le Parti de la Justice et du Développement, Abdullah Gül exprime de plus en plus clairement ses dernières années son opposition aux politiques mises en place par Recep Tayyip Erdoğan. Des rumeurs persistantes font alors échos à son désir envers la création d'un nouveau parti.

GÜLEN, Fethullah :

Né en 1941, Fethullah Gülen est avant tout un imam et un prédicateur issu d'une famille très conservatrice. Il est le fondateur, dans les années 1970, du mouvement Gülen qui consiste en un groupe de personnes partageant un même attachement à la religion. Celui-ci est également dénommé sous le nom d'*Hizmet* (le Service) par ses membres et de *Cemaat* (la Communauté) par les personnes extérieures. La conception de l'islam turc qui prédomine dans ce mouvement repose principalement sur la juxtaposition des traditions religieuses avec une importance particulière pour les sciences et l'éducation. Réticent à tout rapprochement avec les partis politiques islamistes de Necmettin Erbakan, Fethullah Gülen, alors exilé aux Etats-Unis depuis 1999, devient un allié stratégique primordial de l'AKP et de ses gouvernements de 2002 à 2011. La rupture de cette alliance devient réellement effective à partir de 2013.

KILIÇDAROĞLU, Kemal :

Né en 1948, Kemal Kılıçdaroğlu commence sa carrière au Ministère des Finances publiques en 1971 avant de travailler à l'intérieur de l'organisation de la Sécurité sociale, dont il est le directeur général entre 1997 et 1999. Il entre en politique à la fin des années 1990 en intégrant le parti CHP. Député depuis 2002, il échoue de seulement quelques points lors de sa candidature à la mairie d'Istanbul en 2009. En 2010, Kemal Kılıçdaroğlu devient le nouveau leader du Parti Républicain du Peuple (CHP), principal parti d'opposition à l'AKP. Entre août 2012 et décembre 2014, il exerce également les fonctions de Vice-Président de l'Internationale Socialiste.

ÖZAL, Turgut :

Né en 1927, Turgut Özal est le fondateur du parti de la Mère Patrie (*Anavatan Partisi* – ANAP) en 1983. La même année, il devient le premier civil à devenir le Premier ministre de la Turquie depuis le coup d'Etat militaire de septembre 1980. Il occupe ce poste jusqu'en 1989 avant de devenir Président de la République jusqu'à sa mort en 1993. Figure emblématique des années 1980 dans la vie politique du pays, Turgut Özal applique une vision conservatrice en améliorant les relations turco-moyen-orientales, alors très peu mis en avant, essentiellement à travers un accroissement sensible de la coopération au niveau des échanges commerciales. De plus, Özal va permettre d'ouvrir considérablement la Turquie à l'international avec le développement d'une politique basée sur le libéralisme économique.

Annexe 3: Récapitulatif des résultats électoraux en Turquie depuis 2002

Résultats des élections générales du 3 novembre 2002

Nombre de suffrages exprimés : 31 528 783, Taux de participation : 79, 14%

Partis politiques	Suffrages (en %)	Nombre de voix	Sièges obtenus
AKP	34,28	10 808 229	363
CHP	19,39	6 113 352	178
DYP	9,54	3 008 942	0
MHP	8,36	2 635 787	0
Genç Parti	7,25	2 285 598	0
Anavatan	5,13	1 618 465	0
SP	2,49	785 489	0
DSP	1,22	384 009	0
YTP	1,15	363 869	0
Indépendants	1,00	314 251	9
TOTAL	100,00	31 528 783	550

Source : Conseil supérieur des élections (*Yüksek Seçim Kurulu –YSK*), décision n°883 (*Karar 883*), 9 novembre 2002.

Résultats des élections locales du 28 mars 2004

Nombre de suffrages exprimés : 32 268 496, Taux de participation : 76, 25%

Partis politiques	Suffrages (en %)	Nombre de voix	Conseillers provinciaux
AKP	41,67	13 447 287	2276
CHP	18,23	5 882 810	392
MHP	10,45	3 372 249	178
DYP	9,96	3 216 213	156
Anavatan	2,50	807 761	26
SP	4,02	1 297 681	19
TOTAL	100,00	32 268 496	3208

Source : Conseil supérieur des élections (*Yüksek Seçim Kurulu –YSK*), décision n°2002 (*Karar 2002*), 11 mai 2004.

Résultats des élections générales du 22 juillet 2007

Nombre de suffrages exprimés : 34 822 907, Taux de participation : 84,16%

Partis politiques	Suffrages (en %)	Nombre de voix	Sièges obtenus
AKP	46,58	16 327 291	341
CHP	20,88	7 317 808	112
MHP	14,27	5 001 869	71
DP	5,44	1 892 686	0
Genç Parti	3,04	1 059 679	0
SP	2,34	820 289	0
Indépendants	5,27	1 835 486	26
TOTAL	100,00	34 822 907	550

Source : Conseil supérieur des élections (*Yüksek Seçim Kurulu –YSK*), décision n°739 (*Karar 739*), 30 juillet 2007.

Résultats des élections locales du 29 mars 2009

Nombre de suffrages exprimés : 39 988 763, Taux de participation : 85,19%

Partis politiques	Suffrages (en %)	Nombre de voix	Conseillers provinciaux
AKP	38,39	15 353 553	1889
CHP	23,08	9 229 936	612
MHP	15,97	6 386 279	414
SP	5,20	2 079 701	29
TOTAL	100,00	39 988 763	3281

Source : Conseil supérieur des élections (*Yüksek Seçim Kurulu –YSK*), décision n°1850 (*Karar 1850*), 11 mai 2009.

Résultats des élections générales du 12 juin 2011

Nombre de suffrages exprimés : 42 941 763, Taux de participation : 83,16%

Partis politiques	Suffrages (en %)	Nombre de voix	Sièges obtenus
AKP	49,83	21 399 082	327
CHP	25,98	11 155 972	135
MHP	13,01	5 585 513	53
SP	1,27	543 454	0
Indépendants	6,57	2 819 917	35
TOTAL	100,00	42 941 763	550

Source : Conseil supérieur des élections (*Yüksek Seçim Kurulu –YSK*), décision n°1070 (*Karar 1070*), 22 juin 2011.

Résultats des élections locales du 30 mars 2014

Nombre de suffrages exprimés : 41 527 387, Taux de participation : 89, 15%

Partis politiques	Suffrages (en %)	Nombre de voix	Conseillers provinciaux
AKP	42,87	17 802 976	779
CHP	26,34	10 938 262	159
MHP	17,82	7 399 119	174
BDP	4,16	1 729 297	128
SP	2,84	1 180 322	5
TOTAL	100,00	41 527 387	1251

Source : Conseil supérieur des élections (*Yüksek Seçim Kurulu –YSK*), 11 mai 2014.

Résultats des élections générales du 7 juin 2015

Nombre de suffrages exprimés : 47 507 467, Taux de participation : 83,92%

Partis politiques	Suffrages (en %)	Nombre de voix	Sièges obtenus
AKP	40,87	18 347 747	258
CHP	24,95	11 518 139	132
MHP	16,29	7 520 006	80
HDP	13,12	6 058 489	80
SP	2,06	949 178	0
Indépendants	1,06	488 226	0

Source : Conseil supérieur des élections (*Yüksek Seçim Kurulu –YSK*), 18 juin 2015.

Résultats des élections générales du 1^{er} novembre 2015

Nombre de suffrages exprimés : 48 537 695, Taux de participation : 85,23%

Partis politiques	Suffrages (en %)	Nombre de voix	Sièges obtenus
AKP	49,50	23 681 926	317
CHP	25,32	12 111 812	134
MHP	11,90	5 694 136	40
HDP	10,76	5 148 085	59
Indépendants	0,11	51 038	0

Source : Conseil supérieur des élections (*Yüksek Seçim Kurulu –YSK*), 11 novembre 2015.

Annexe 4 : Constitution de la République de Turquie³⁷³

Préambule

(Comme amendé le 23 juillet 1995, loi n°4121) Affirmant l'existence éternelle de la patrie turque et de la nation et l'unité indivisible de l'État turc, cette Constitution se trouve en accord avec le concept de nationalisme, les réformes et les principes introduit par le fondateur de la République de Turquie, Atatürk, le leader immortel et l'héros incomparable ;

La détermination d'atteindre l'existence intemporelle, la prospérité, le bien-être matériel et spirituel de la République de Turquie s'accompagne de l'objectif de respecter les normes de la civilisation contemporaine ;

La suprématie absolue de la volonté de la nation implique que la souveraineté appartient entièrement et inconditionnellement à la nation turque. Aucun individu ou organisme habilité à exercer cette souveraineté au nom de la nation ne peut se dévier de la démocratie libérale indiquée dans la Constitution et dans le système juridique en fonction de ses exigences ;

La séparation des pouvoirs, qui n'implique pas un ordre hiérarchique entre les organes de l'État, se réfère uniquement à l'exercice de certaines compétences de l'État et déchargement des tâches, et est limitée à une coopération civilisée et à une répartition des fonctions. Seule la Constitution et les lois ont la suprématie ;

(Comme amendé le 3 octobre 2001, loi n°4709) Aucune protection ne doit être accordée à une activité contraire aux intérêts nationaux turcs, à l'existence turque et au principe d'indivisibilité avec son Etat et son territoire, aux valeurs historiques et morales turques, au nationalisme, aux principes, aux réformes et l'esprit de civilisation d'Atatürk. Les sentiments religieux sacrés doivent absolument ne pas être impliqués dans les affaires de l'État et de la politique, comme l'exige le principe de laïcité ;

Chaque citoyen turc a un droit et un pouvoir inné de mener une vie honorable et d'améliorer son bien-être matériel et spirituel sous l'égide de la culture nationale, de la civilisation, et de l'État de droit, à travers l'exercice des droits et des libertés fondamentales énoncés dans cette Constitution , en conformité avec les exigences de l'égalité et de la justice sociale ;

Tous les citoyens turcs sont unis dans l'honneur et la fierté nationale, dans la joie et dans la douleur nationale, dans leurs droits et leurs devoirs en matière d'existence nationale, dans les bonheurs et les fardeaux, ainsi que dans chaque manifestation de la vie nationale. Tous les citoyens turcs ont le droit de demander une vie paisible basée sur le respect absolu des droits et des libertés d'autrui, l'amour et l'amitié mutuelle, et le désir et la croyance en « la paix à la maison, paix dans le monde ».

³⁷³ Constitution mise en place par les militaires en 1982, suite au coup d'État de 1980. Elle a été, depuis son élaboration, de nombreuses fois amendées. Actuellement, elle reste toujours l'objet de discussions entre les partis politiques en vue de l'élaboration d'une nouvelle Constitution civile.

Première Partie – Principes généraux

I. Forme de l'État

Article 1- L'État turc est une République.

II. Caractéristiques de la République

Article 2- La République de Turquie est un État démocratique, laïque et social régi par l'État de droit, dans la pensée de paix publique, de solidarité nationale et de justice, respectueux des droits de l'homme, loyal au nationalisme d'Atatürk, et sur la base des principes fondamentaux énoncés dans le préambule.

III. Intégrité de l'État, langue officielle, drapeau, hymne national, et capitale

Article 3- L'État turc est une entité indivisible, avec son territoire et sa nation. Sa langue officielle est le turc. Son drapeau, dont la forme est définie par la loi, est composé d'une étoile et d'un croissant blancs sur un fond rouge. Son hymne national est la « Marche de l'indépendance ». Sa capitale est Ankara.

IV. Dispositions irrévocables

Article 4- La disposition de l'article 1 concernant la forme de l'État en tant que République, les caractéristiques de la République présentes dans l'article 2, et les dispositions de l'article 3 ne doivent pas être modifiées, ni leurs modifications ne doivent être proposées.

V. Objectifs et devoirs fondamentaux de l'État

Article 5- Les objectifs et devoirs fondamentaux de l'État sont de sauvegarder l'indépendance et l'intégrité de la nation turque, l'indivisibilité du pays, la République et la démocratie ; d'assurer le bien-être, la paix et le bonheur de l'individu et de la société ; de lutter pour le retrait des obstacles d'ordre politique, économique et social qui restreignent les droits et libertés fondamentales de l'individu d'une manière incompatible avec les principes de justice, de l'État social et de celui de droit ; et de fournir les conditions requises pour le développement de l'existence matériel et spirituel de l'individu.

VI. Souveraineté

Article 6- La souveraineté appartient à la nation sans aucune restriction ou condition. La nation turque doit exercer sa souveraineté à travers les organes autorisés, tel que prescrit par les principes énoncés dans la Constitution. L'exercice de la souveraineté ne doit pas être délégué à une personne, un groupe ou une classe particulière. Aucune personne ou organe ne doit exercer une autorité de l'État qui ne découle pas de la Constitution.

VII. Pouvoir législatif

Article 7- Le pouvoir législatif est exercé par la Grande Assemblée nationale de Turquie au nom de la nation turque. Ce pouvoir ne doit pas être délégué.

VIII. Fonction et pouvoir exécutifs

Article 8- La fonction et le pouvoir exécutif doivent être exercés et réalisés par le Président de la République et le Conseil des ministres en conformité avec la Constitution et les lois.

IX. Pouvoir judiciaire

Article 9- Le pouvoir judiciaire doit être exercé par des tribunaux indépendants au nom de la nation turque.

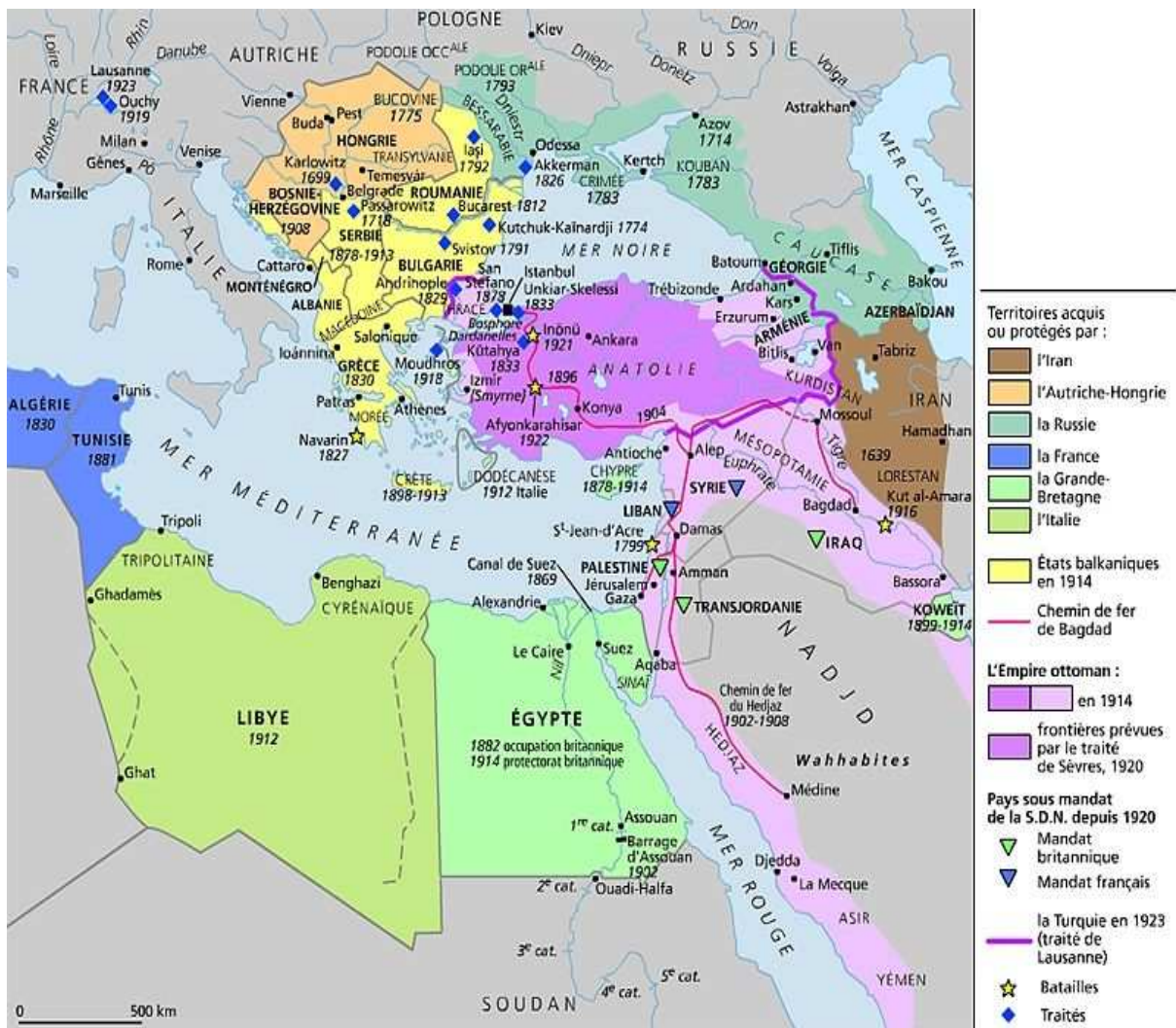
X. Egalité devant la loi

Article 10- Toutes les personnes sont égales devant la loi sans distinction de langue, de race, de couleur, de sexe, d'opinion politique, de croyance philosophique, de religion et de secte, ou motifs similaires. (Paragraphe ajouté le 7 mai 2004, loi n°5170) Les hommes et les femmes ont les mêmes droits. L'État a l'obligation de s'assurer que cette égalité est mise en pratique. (Phrase ajoutée le 12 septembre 2010, loi n°5982) Les mesures prises à cet effet ne doivent pas être interprétées comme contraire aux principes d'égalité. (Paragraphe ajouté le 12 septembre 2010, loi n°5982) Les mesures prises pour les enfants, les personnes âgées, les personnes handicapées, les veuves et orphelins des martyrs ainsi que pour les invalides et les vétérans ne doivent pas être considérées comme une violation du principe d'égalité. Aucun privilège ne doit être attribué à un individu, une famille, un groupe ou une classe particulière. Les organes d'État et les autorités administratives sont obligés d'agir en conformité avec le principe d'égalité devant la loi dans toutes leurs procédures.

Source : Site de la Grande Assemblée Nationale de Turquie (TBMM)
https://global.tbmm.gov.tr/docs/constitution_en.pdf, consulté le 9 juin 2015

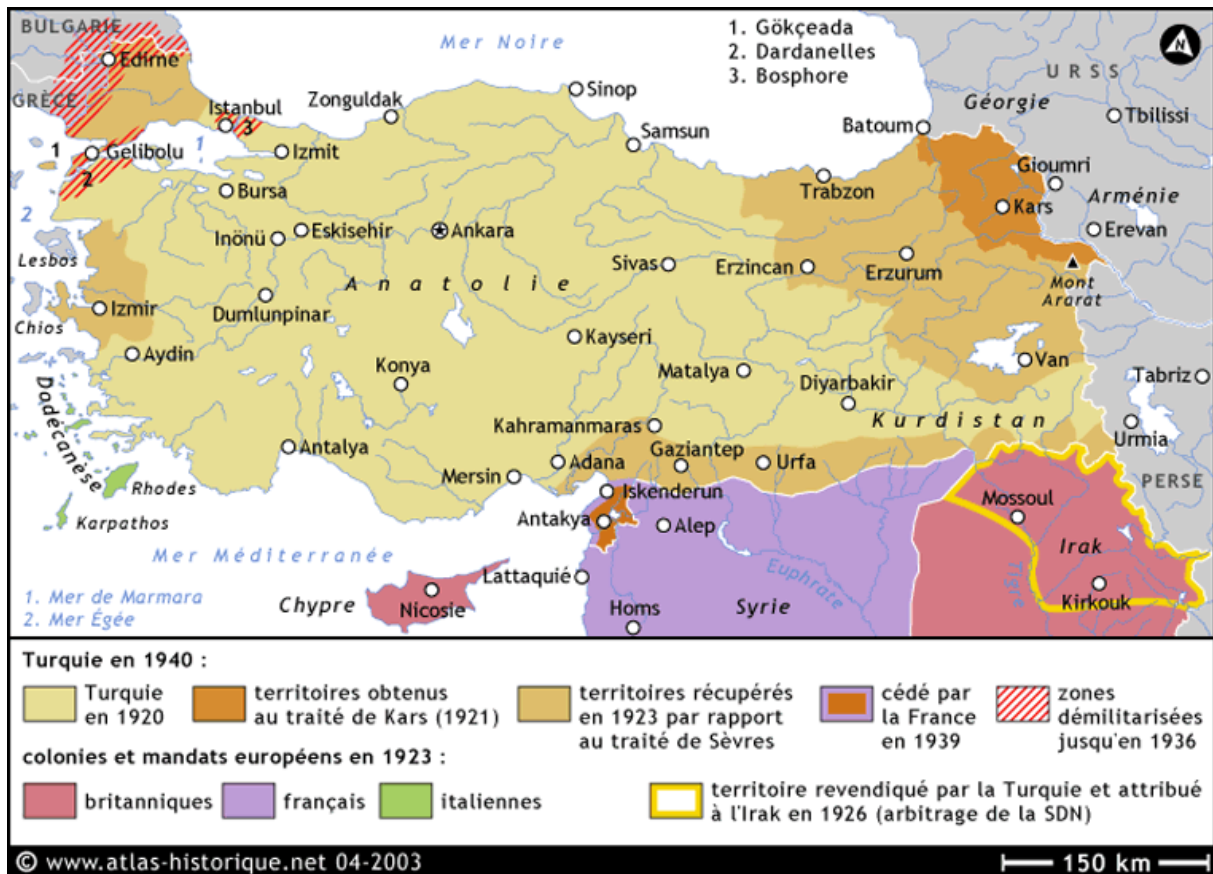
Annexe 5 : Les cartes

Carte n°1 : Le démembrement de l'Empire ottoman



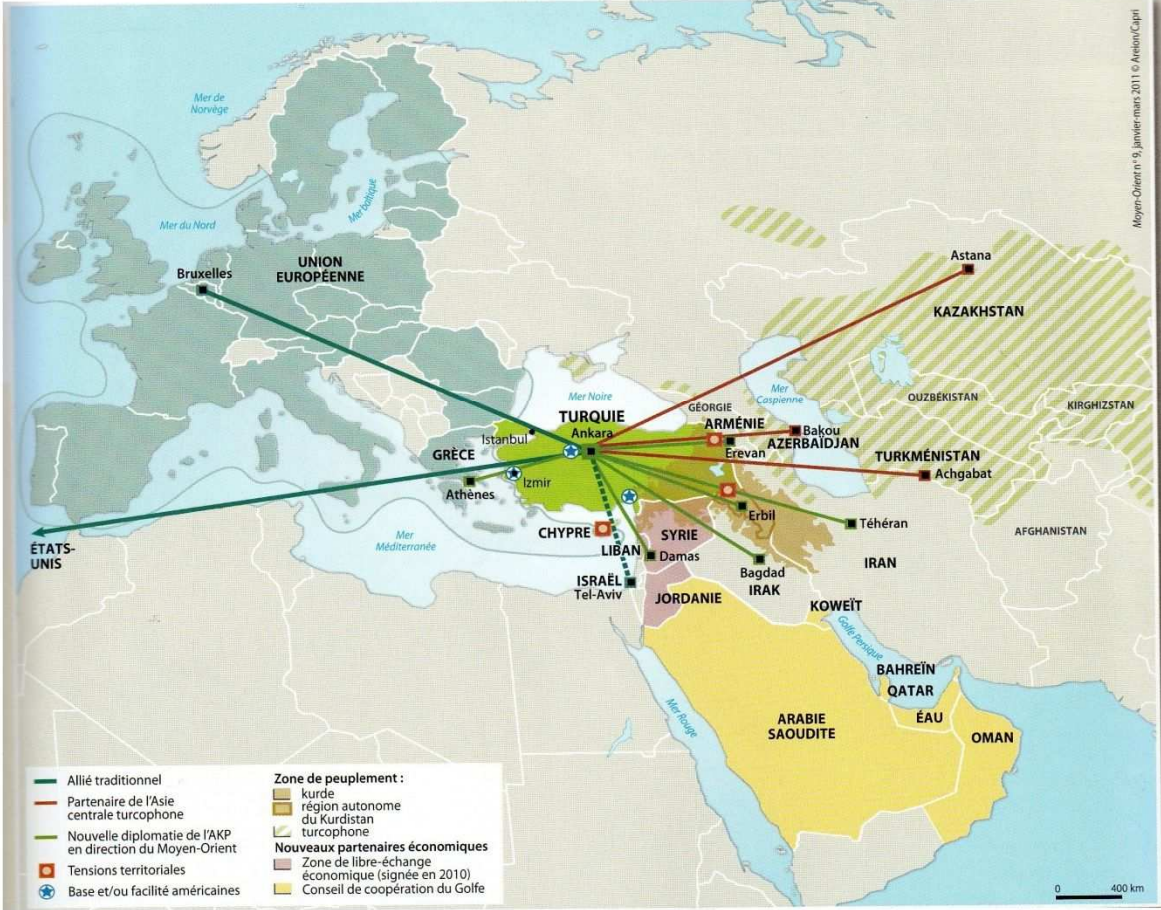
Source : Encyclopédie Larousse, Empire ottoman, http://www.larousse.fr/encyclopedie/autre-region/Empire_ottoman/136521

Carte n°2 : La Turquie suite au traité de Lausanne en 1923



Source : <http://www.atlas-historique.net/1914-1945/cartes/TurquieLausanne.html>

Carte n°3 : La politique étrangère turque entre Europe et Moyen-Orient



Source : *Moyen-Orient*, n°9, janvier-mars 2011, p. 17.

Carte n°5 : La place de la Turquie au Moyen-Orient



Source : <http://www.cartedumonde.net/continent/carte-politique-moyen-orient/>

Annexe 6 : Évolutions des relations commerciales turco-européennes et turco-moyen-orientales

Exportations de la Turquie

	Total (en milliards de dollars)	Vers l'UE des 28	Part (%)	Vers le Moyen-Orient	Part (%)
2002	36, 059 089	20, 457 007	56,73	3, 439 789	9,54
2003	47,252 836	27,479 360	58,15	5,464 810	11,56
2004	63, 167 153	36,698 919	58,10	7,921 284	12,54
2005	73, 476 408	41,532 953	56,52	10,184 230	13,86
2006	85,534 676	48,148 628	56,29	11,315 751	13,23
2007	107,271 750	60, 754 022	56,63	15,081 322	14,06
2008	132,027 196	65,293 414	49,45	25,430 395	19,26
2009	102,142 613	47,228 119	46,24	19,192 808	18,79
2010	113, 883 219	52, 934 452	46,48	23,294 873	20,45
2011	134, 906 869	62,589 257	46,39	27,934 772	20,71
2012	152, 461 737	59,398 377	38,96	42,451 153	27,84
2013	151, 802 637	63,039 810	41,53	35,574 660	23,43
2014	157,610 158	68, 514 370	43,47	35 383 669	22,45
2015	143,934 972	64,034 562	44,49	31,106 184	21,61

Source : Institut statistique de Turquie (*Türkiye İstatistik Kurumu – TÜİK*), TurkStat Foreign Trade Statistics, décembre 2015, http://www.turkstat.gov.tr/PreTablo.do?alt_id=1046, consulté le 10 janvier 2016.

Importations de la Turquie

	Total (en milliards de dollars)	Depuis l'UE des 28	Part (%)	Depuis le Moyen-Orient	Part (%)
2002	51,553 797	25,698 221	49,85	2,321 237	4,50
2003	69,339 692	35,156 836	50,70	3,466 137	5,00
2004	97,539 766	48,130 900	49,34	4,268 767	4,37
2005	116,774 151	52,781 362	45,20	6,066 417	5,19
2006	139,576 174	59,447 587	42,59	8,640 862	6,19
2007	170,062 715	68,472 309	40,26	10,148 740	5,97
2008	201,963 574	74,513 444	36,89	13,145 164	6,51
2009	140,928 421	56,616 302	40,17	7,133 985	5,06
2010	185,544 332	72,391 053	39,01	13,010 828	7,01
2011	240,841 676	91,439 406	37,96	20,439 413	8,48
2012	236,545 141	87,657 462	37,05	21,410 008	9,05
2013	251 661 250	92,457 992	36,74	22,214 051	8,82
2014	242,177 117	88,783 651	36,66	20,480 365	8,45
2015	207,203 370	78,669 553	37,96	13,575 038	6,55

Source : Institut statistique de Turquie (*Türkiye İstatistik Kurumu – TÜİK*), TurkStat Foreign Trade Statistics, décembre 2015, http://www.turkstat.gov.tr/PreTablo.do?alt_id=1046, consulté le 10 janvier 2016.

Annexe 7 : Avancée des chapitres de l'Acquis communautaire

Dénomination du chapitre	Ouverture	Clôture
1. Libre circulation des marchandises		
2. Libre circulation des travailleurs		
3. Droit d'établissement et libre prestation de services		
4. Libre circulation des capitaux	19 décembre 2008	
5. Marchés publics		
6. Droit des sociétés	17 juin 2008	
7. Droits de propriété intellectuelle	17 juin 2008	
8. Politique de la concurrence		
9. Services financiers		
10. Société de l'information et médias	19 décembre 2008	
11. Agriculture et développement durable		
12. Sécurité alimentaire, politique vétérinaire et phytosanitaire	30 juin 2010	
13. Pêche		
14. Politique des transports		
15. Energie		
16. Fiscalité	30 juin 2009	
17. Politique économique et monétaire	14 décembre 2015	
18. Statistiques	26 juin 2007	
19. Politique sociale et emploi		
20. Politique d'entreprise et politique industrielle	29 mars 2007	
21. Réseaux transeuropéens	19 décembre 2007	
22. Politique régionale et coordination des instruments structurels	5 novembre 2013	
23. Appareil judiciaire et droits fondamentaux		
24. Justice, liberté et sécurité		
25. Science et recherche	12 juin 2006	12 juin 2006
26. Education et culture		
27. Environnement	21 décembre 2009	
28. Protection des consommateurs et de la santé	19 décembre 2007	
29. Union douanière		
30. Relations extérieures		
31. Politique étrangère, de sécurité et de défense		
32. Contrôle financier	26 juin 2007	
33. Dispositions financières et budgétaires		
34. Institutions		
35. Autres		

Source : Commission européenne, Statut des négociations, janvier 2016, http://ec.europa.eu/enlargement/pdf/turkey/20160108-overview_negotiations_turkey.pdf, consulté le 5 février 2016.

Annexe 8 : Entretiens effectués et bibliothèques fréquentées

Séjour de recherche à Istanbul (du 1^{er} au 30 septembre 2013)

Professeur Suut Dogruel, Université de Marmara, département d'Economie, 2 septembre.

Professeur Fatma Dogruel, Université de Marmara, département d'Economie, 2 septembre.

Professeur Ergun Aydinoglu, Université technique de Yildiz, département de Sciences Politiques, 9 septembre.

Professeur Hakan Yilmaz, Université de Boğazici, département des Sciences Politiques, 10 septembre.

Professeur Umut Uzer, Université Technique d'Istanbul, département des Sciences Sociales, 12 septembre.

Madame Sabiha Senyücel Gündogar, Fondation sur les Etudes Economiques et Sociales de la Turquie (TESEV), programme politique étrangère, 13 septembre.

Professeur Senem Aydin Düzgit, Université de Bilgi, département des Relations Internationales, 16 septembre.

Professeur Füsün Türkmen, Université de Galatasaray, département des Sciences Politiques, 17 septembre.

Professeur Ziya Önis, Université de Koç, département des Relations Internationales, 20 septembre.

Professeur Gencer Özcan, Université de Bilgi, département des Relations Internationales, 24 septembre.

Professeur Ayhan Kaya, Université de Bilgi, département des Relations Internationales, 25 septembre.

Docteur Elise Massicard, Institut Français des Etudes Anatoliennes (IFEA), 25 septembre.

Professeur Cengiz Aktar, Sciences Politiques, 26 septembre.

Professeur Jean-François Pérouse, Directeur de l'Institut Français des Etudes Anatoliennes (IFEA)

Séjour de recherche à Istanbul et Ankara (du 30 août au 11 octobre 2014)

Professeur Sabri Sayarı, Université de Bahçeşehir, département des Relations Internationales, Istanbul, le 17 septembre.

Professeur Umut Uzer, Université Technique d'Istanbul, département des Sciences Sociales, Istanbul, le 23 septembre.

Professeur Ömer Turan, Université de Bilgi, département de Relations Internationales, Istanbul, le 24 septembre.

Professeur Murat Somer, Université de Koç, département des Relations Internationales, Istanbul, le 26 septembre.

Professeur Hüseyin Bağcı, Université technique du Moyen-Orient (ODTÜ), responsable du département des Relations Internationales, Ankara, le 30 septembre.

Docteur Mehmet Özkan, chercheur à la Fondation de Recherche Politique, Economique et Social (SETA), Ankara, le 1^{er} octobre.

Professeur Selçuk Çolakoğlu, Vice-Président de l'Organisation de Recherche Stratégique Internationale (USAK), Ankara, le 2 octobre.

Professeur Çınar Özen, Université d'Ankara, département des Sciences Politiques, Ankara, le 8 octobre.

Professeur Ali Bilgiç, Université de Bilkent, département des Relations Internationales, Ankara, le 9 octobre.

Professeur Özlem Tür, Université technique du Moyen-Orient (ODTÜ), département des Relations Internationales, Ankara, le 10 octobre.

Lieux des bibliothèques fréquentées :

Université de Galatasaray, Istanbul, Turquie

Université de Bahçesehir, Istanbul, Turquie

Université de Bilgi, Istanbul, Turquie

Institut Français des Etudes Anatoliennes (IFEA), Istanbul, Turquie

Institut Français, Istanbul, Turquie

Université d'Ankara, Ankara, Turquie

Université technique du Moyen-Orient (ODTÜ), Ankara, Turquie

Bibliothèque nationale de Turquie, Ankara, Turquie

Université Saint-Esprit (USEK), Beyrouth, Liban

Université Saint-Joseph, Beyrouth, Liban

Université Américaine, Beyrouth, Liban

Bibliothèque nationale de France (BnF), Paris, France

Bibliothèque universitaire des langues et des civilisations (BULAC), Paris, France

Université de Lille 3, Villeneuve d'Ascq, France

Antoine ZAKKA

La Turquie face à l'Europe et au Moyen-Orient. Les mutations de l'islamisme turc : émergence, conséquences et perspectives.

Les rapports turco-européens et turco-moyen-orientaux sont essentiellement influencés par les actions du Parti de la Justice et du Développement (AKP) à partir de son arrivée au pouvoir en 2002 jusqu'à nos jours. Cette thèse cherche à démontrer comment les changements réalisés par l'islamisme turc durant cette période ont impacté la politique étrangère du pays. D'une part, la recherche analyse le renouveau du courant conservateur en Turquie et son emprise progressive sur la société, jusque-là dominée par l'establishment kémaliste. L'application de la doctrine Davutoğlu privilégie une vision multidimensionnelle et civilisationnelle des relations internationales, et reconforte les tenants d'une conception novatrice de l'islamisme turc et la visibilité accrue des facteurs religieux dans la société. D'autre part, les années 2007-2010 sont marquées par la consolidation de l'AKP et l'accentuation des valeurs de l'islam qui aboutissent à une division de la société turque et une désillusion de l'Europe. Enfin, le déclenchement des révoltes populaires du Printemps arabe en 2011 annonce aussi un tournant majeur dans la gestion des relations extérieures turques avec le monde arabe. Cette période est également caractérisée par le début du renforcement d'un autoritarisme provoquant l'accroissement de la polarisation de la société. Le quatrième mandat gouvernemental de l'AKP, débuté en 2015, se trouve dès lors confronté à la multiplication de défis intérieurs et extérieurs pour le mouvement islamique turc.

Mots-clés : Géopolitique, islam politique, Turquie, AKP, société, Europe, Moyen-Orient, monde arabe

The relationship of Turkey with Europe and the Middle East is greatly influenced by the actions of the Justice and Development Party (AKP) from coming to power in 2002 until nowadays. This thesis tries to make clear how the changes realized by the Turkish Islam during this period impacted on the foreign policy of the country. On the one hand, the research analyzes the revival of the conservative movement in Turkey and its progressive influence on the society, up to there dominated by the kemalist establishment. The application of the Davutoğlu's doctrine favors a multidimensional and civilizational vision of the international relations, and comforts the upholders of an innovative design of the Turkish Islam and the greater visibility of the religious factors in the society. On the other hand, the years 2007-2010 are marked by the consolidation of the AKP and the accentuation of the Islamic values, ending in a division of the Turkish society and a disappointment of Europe. Finally the outbreak of popular uprisings of the Arab Spring in 2011 also announces a major turning point in the management of the Turkish external relations with the Arab World. This period is also characterized by the beginning of the strengthening of authoritarianism leading to the increase of the polarization in the society. The fourth term of the AKP's government, begun in 2015, becomes thereby characterized by the increase of internal and external challenges for the Turkish Islamic movement.

Keywords: Geopolitics, political Islam, Turkey, AKP, society, Europe, Middle-East, Arab World